

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**Philippe MACHENAUD-JACQUIER**
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 165
N° 39**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 13
no Me 2016

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 584 SGAP du 2 mai 2016 relatif à l'agrément des lauréats des concours externe et interne pour le recrutement de gardiens de la paix, session du 15 septembre 2015	5273
--	------

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 560 CM du 3 mai 2016 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de Tahiti Nui aménagement et développement pour la 1re tranche du projet "Port de Faratea, Sea Food Hub"	5274
Arrêté n° 561 CM du 3 mai 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la Coopérative Mokai au titre du dispositif "Reversement aux bouchers abatteurs" pour le mois de décembre 2015	5275
Arrêté n° 565 CM du 4 mai 2016 portant nomination de M. Gilbert Guido en qualité de directeur de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT)	5275
Arrêté n° 566 CM du 4 mai 2016 portant nomination de Mme Vaitiare Uk May en qualité de directrice par intérim de l'établissement public dénommé "Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue" (GREPFOC)	5276
Arrêté n° 567 CM du 4 mai 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association des éditeurs de Tahiti et des îles (AETI) pour financer le salon du livre "Lire en Polynésie 2016"	5277
Arrêté n° 568 CM du 4 mai 2016 approuvant le programme d'études et de traitement des données statistiques de l'Institut de la statistique de la Polynésie française pour l'année 2016	5277
Arrêté n° 572 CM du 4 mai 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du district de football de Rapa pour la prise en charge du déplacement de la délégation de futsal de Rapa afin de participer au challenge Alphonse Greig à Tahiti du 28 mars au 2 avril 2016	5280
Arrêté n° 574 CM du 9 mai 2016 modifiant l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture	5280
Arrêté n° 575 CM du 9 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 1085 CM du 7 août 2015 portant affectation de deux emprises à détacher des parcelles cadastrées commune de Taiarapu-Est, commune associée de Tautira, section AL n° 62 et n° 64, au profit de la commune de Taiarapu-Est	5281

Arrêté n° 576 CM du 9 mai 2016 portant affectation du remblai cadastré commune de Hao, section AK n° 93, au profit de la commune de Hao	5282
Arrêté n° 577 CM du 9 mai 2016 portant affectation d'une emprise de 2 648 mètres carrés dépendant de la terre Tagihakuti cadastrée commune de Napuka, section A n° 130, d'une superficie de 3 915 mètres carrés, au profit de la commune de Napuka	5283
Arrêté n° 578 CM du 9 mai 2016 autorisant le transfert à titre gratuit et en toute propriété au profit de l'établissement public Tahiti Nui aménagement et développement des parcelles domaniales situées dans la zone Outumaoro, sises commune de Punaauia, d'une superficie totale de 369 344 mètres carrés, nécessaires au projet d'aménagement touristique Tahiti Mahana Beach	5284
Arrêté n° 579 CM du 9 mai 2016 modifiant l'arrêté n° 290 CM du 17 mars 2016 fixant la liste des établissements hôteliers classés admis au bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée et le plafond annuel d'exonération applicable à chaque établissement	5286
Arrêté n° 580 CM du 9 mai 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahiti Va'a 2018 pour participer au financement de l'organisation du Championnat du monde de va'a, marathon en 2017 et au Championnat du monde de va'a, vitesse en 2018	5286
Arrêté n° 581 CM du 9 mai 2016 prorogeant le délai de validité de l'arrêté n° 758 CM du 18 juin 2015 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la Coopérative agricole Faaapu Manahune gérée par M. Georges Maau-Raoulx, d'un an à compter du 17 juin 2016	5287
Arrêté n° 582 CM du 9 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 1266 CM du 20 décembre 1985 portant réglementation sanitaire des aéronefs en Polynésie française	5288
Arrêté n° 583 CM du 9 mai 2016 constatant la caducité de l'arrêté n° 138 CM du 5 février 2015 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Faa'a pour les travaux d'aménagement des caveaux et enfous au cimetière communal de Saint-Hilaire, tranche 2, phase 1 (sous-phase 1)	5288
Arrêté n° 584 CM du 9 mai 2016 portant approbation d'un protocole d'accord relatif à un service minimum en cas de cessation concertée d'activité des agents du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aéroports exploités par la Polynésie française	5289
Arrêté n° 585 CM du 9 mai 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'une portion du domaine public fluvial sis à Papeete, PK 22,100 Ouest, côté montagne, commune de Moorea-Maiao, au profit de la commune de Moorea-Maiao	5291
EXTRAITS	
Arrêté n° 558 CM du 2 mai 2016 rendant exécutoire la délibération n° 14-2016 CA/OPH du 20 avril 2016 de l'Office polynésien de l'habitat fixant les conditions principales du contrat de travail de la directrice par intérim de l'Office polynésien de l'habitat	5292
Arrêté n° 562 CM du 3 mai 2016 renvoyant en seconde lecture la délibération n° 5-2016 CA-PAP du 30 mars 2016 du port autonome de Papeete abrogeant les délibérations n° 11-91 du 29 octobre 1991 modifiée, précisant certaines dispositions du statut du personnel concernant la rémunération des agents de la police portuaire, n° 18-93 du 16 avril 1993 modifiée, complétant certaines dispositions du statut du personnel concernant la rémunération des agents de la police portuaire, n° 30-2007 du 11 octobre 2007 fixant le montant de l'indemnité de sujétion du responsable de la police portuaire, n° 24-2014 CA-PAP du 4 novembre 2014 fixant l'indemnité individuelle aux agents de la police portuaire du port autonome de Papeete	5292
Arrêté n° 563 CM du 3 mai 2016 renvoyant en seconde lecture la délibération n° 6-2016 CA-PAP du 30 mars 2016 du port autonome de Papeete portant modification de la délibération n° 18-2008 du 1er septembre 2008 portant institution d'une prime d'habillement au profit des agents de la police portuaire et de la vigie du port autonome de Papeete	5293
Arrêté n° 564 CM du 3 mai 2016 renvoyant en seconde lecture la délibération n° 7-2016 CA-PAP du 30 mars 2016 du port autonome de Papeete fixant une indemnité individuelle à certains agents du port autonome de Papeete ...	5293
Arrêté n° 569 CM du 4 mai 2016 rendant exécutoire la délibération n° 4-2016 ISPF du 21 mars 2016 portant modification de la délibération n° 13-96 ITSTAT du 25 juillet 1996 modifiée fixant les tarifs des publications et prestations de service fournies par l'Institut de la statistique de la Polynésie française	5293
Arrêté n° 570 CM du 4 mai 2016 rendant exécutoire la délibération n° 5-2016 ISPF du 21 mars 2016 relative à une création de poste budgétaire de l'Institut de la statistique de la Polynésie française	5294

Arrêté n° 571 CM du 4 mai 2016 rendant exécutoire la délibération n° 6-2016 ISPF du 21 mars 2016 portant adoption du budget primitif de l'Institut de la statistique de la Polynésie française pour l'exercice 2016.	5295
---	------

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 309 PR du 3 mai 2016 portant octroi d'une aide financière à Mme Sophia Maire Toofa.	5300
Arrêté n° 310 PR du 3 mai 2016 déléguant au ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports le pouvoir de conclure la convention relative à l'organisation des Jeux du Pacifique de 2023.	5301
Arrêté n° 311 PR du 4 mai 2016 autorisant la location du lot n° 71 d'une superficie de 0,92 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuataea, commune associée de Avera, au profit de M. Jacques Francis Jean Huteau.	5302
Arrêté n° 312 PR du 4 mai 2016 autorisant la location du lot n° 193 d'une superficie de 0,93 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuataea, commune associée de Avera, au profit de M. Ioela Ismaël Rima.	5303
Arrêté n° 313 PR du 4 mai 2016 autorisant la location du lot n° 43 e d'une superficie de 1 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuataea, commune associée de Avera, au profit de M. Ricardo (fils) Tauraa.	5303
Arrêté n° 314 PR du 4 mai 2016 autorisant la location du lot n° 110 b d'une superficie de 0,11 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuataea, commune associée de Avera, au profit de M. Thierry Hawaiki Tearo.	5304
Arrêté n° 315 PR du 4 mai 2016 autorisant la location du lot n° 43 a d'une superficie de 0,75 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuataea, commune associée de Avera, au profit de Mme Cindy Miri Teinauri.	5305
Arrêté n° 316 PR du 4 mai 2016 autorisant la location du lot n° 114 d'une superficie de 1,23 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuataea, commune associée de Avera, au profit de M. Christophe Remuura Tent.	5306
Arrêté n° 317 PR du 4 mai 2016 autorisant la location du lot n° 150 b d'une superficie de 1,14 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuataea, commune associée de Avera, au profit de M. Ariihau Manuel Teriitaohia.	5307
Arrêté n° 318 PR du 4 mai 2016 autorisant la location du lot n° 201 d'une superficie de 0,30 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuataea, commune associée de Avera, au profit de M. Tihoti Roland Teriitaohia.	5308
Arrêté n° 326 PR du 9 mai 2016 portant nomination d'un membre de la commission consultative de la plongée subaquatique de loisir.	5309
Arrêté n° 327 PR du 9 mai 2016 portant nomination d'un inspecteur de la pharmacie.	5309

Ministère du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique

Arrêté n° 3673 MTF du 3 mai 2016 portant attribution d'une licence de navigation charter grande plaisance à la société Global Corporate Charter Company Ltd pour le navire à moteur "Seven Sins".	5309
Arrêté n° 3674 MTF/SDT du 3 mai 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Mahana Park, sis à Punaauia, île de Tahiti, au profit de M. Gérard Guiss pour y exercer une activité de restauration de type rapide.	5310
Arrêté n° 3675 MTF du 3 mai 2016 portant attribution d'une licence de navigation charter grande plaisance à la société Maritime Asset Ventures pour le navire à voile "Vertigo".	5313
Arrêté n° 3676 MTF du 3 mai 2016 portant attribution d'une licence de navigation charter grande plaisance à la société Destination Ltd pour le navire à voile "Destination".	5313
Arrêté n° 3677 MTF du 3 mai 2016 portant attribution d'une licence de navigation charter grande plaisance à la société Farfalla Yachting LLP. pour le navire à voile "Farfalla".	5314

Arrêté n° 3678 MTF/SDT du 3 mai 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public de Tahiamanu, sis à Papetoai, île de Moorea, au profit de M. Hoarai Ruta	5315
Arrêté n° 3746 MTF/DGRH du 6 mai 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle pour l'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016.	5318
Arrêté n° 3747 MTF/DGRH du 6 mai 2016 modifiant l'arrêté n° 3586 MTF/DGRH du 29 avril 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 34 ingénieurs subdivisionnaires et de 6 ingénieurs en chef de 1re catégorie de 2e classe de catégorie A relevant de la fonction publique de la Polynésie française	5319
Ministère de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements	
Arrêté n° 3659 MEI/DAE du 2 mai 2016 portant extension de 5 dépôts portant sur l'enregistrement de 14 dessins et modèles français	5319
Arrêté n° 3660 MEI/DGAE du 2 mai 2016 portant répartition du quota d'importation de volailles de race de poule pondeuse ouvert au titre de l'année 2016.	5323
Arrêté n° 3663 MEI du 2 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 1372 MEI du 24 février 2016 relatif à l'habilitation de M. Thierry Marien en qualité d'agent spécial de la société CNP Assurances	5326
Arrêté n° 3723 MEI/DGEN du 4 mai 2016 portant assignation de fréquences à la société VITI.	5327
Arrêté n° 3724 MEI/DGEN du 4 mai 2016 portant assignation de fréquences à la société VITI.	5327
Arrêté n° 3729 MEI/DAE du 4 mai 2016 portant extension des renouvellements des marques n° 3350879 et n° 3350883 et retrait de la décision de rejet n° 9149 MEI/DAE du 12 octobre 2015.	5328
Arrêté n° 3730 MEI/DAE du 4 mai 2016 portant extension du renouvellement de la marque n° 95584589 et retrait de la décision de rejet n° 618 MEI/DAE du 28 janvier 2016	5329
Arrêté n° 3762 MEI du 6 mai 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Tetauru César Faura sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 400)	5330
Arrêté n° 3763 MEI du 6 mai 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Romina Titaina Taiarui sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 401)	5331
Arrêté n° 3764 MEI du 6 mai 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Maria Thérèse Eta Paeahi épouse Labbeyi sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 17)	5332
Arrêté n° 3765 MEI du 6 mai 2016 abrogeant l'arrêté n° 1256 MRM du 10 février 2014 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Pehu Jérôme Fauura sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 97)	5333
Arrêté n° 3766 MEI du 6 mai 2016 abrogeant l'arrêté n° 4800 MRM du 28 mai 2014 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Steven Asing Chin King sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 611)	5333
Ministère du travail, des solidarités et de la condition féminine	
Arrêté n° 3768 MTS du 6 mai 2016 portant dérogation de caractère temporaire au principe du repos dominical en faveur de la société Océanienne de centre d'appels (OCA) pour l'année 2016	5334
Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine	
Arrêté n° 3681 MLV du 3 mai 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis commune de Huahine, commune associée de Fare, au profit de la SARL Huahine Yacht Club	5335

Arrêté n° 3793 MLV du 9 mai 2016 portant affectation de diverses parcelles dépendant des terres Taatiraa et Paheo, cadastrées commune de Tahaa, commune associée de Hipu, sections AE, EE et ED, au profit du service du développement rural 5336

Arrêté n° 3794 MLV du 9 mai 2016 portant affectation des parcelles dépendant de la terre Vaimai, cadastrée commune de Tahaa, commune associée de Hipu, sections EE n° 2 et ED n° 1, au profit du service du développement rural 5337

Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs

Arrêté n° 3618 MET du 29 avril 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Saint Xavier-Maris-Stella IV à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'atoll de Makemo lors de son voyage n° 10-2016. 5338

Arrêté n° 3668 MET du 3 mai 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime en faveur de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier 5338

Arrêté n° 3672 MET du 3 mai 2016 autorisant Mme Julia Reid-Amaru à occuper le domaine public aéroportuaire de Temae, Moorea (archipel des îles du Vent) dans le cadre de l'exploitation commerciale d'une roulotte de restauration rapide, mobile, à proximité immédiate de l'aérogare. 5341

Arrêté n° 3807 MET du 9 mai 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial à l'entreprise Raimana 5347

Arrêté n° 3808 MET du 9 mai 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime en faveur de l'entreprise Amaru Jean-Luc. 5349

Arrêté n° 3809 MET du 9 mai 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial en faveur de la commune de Papara 5351

Arrêté n° 3810 MET du 9 mai 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial à l'entreprise Moetaua Julie et Maky 5353

Arrêté n° 3820 MET/DPAM du 9 mai 2016 portant délivrance d'un agrément à M. Jérémie Hadjibeyli, sous l'enseigne commerciale Raiatea Jet, pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Tahaa 5355

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Arrêté n° A 078-2016 APF/SG/SRH du 2 mai 2016 relatif à la nomination des représentants de l'administration au sein du comité technique paritaire de l'assemblée de la Polynésie française 5358

Arrêté n° A 079-2016 APF/SG/SRH du 2 mai 2016 portant attribution aux organisations syndicales représentatives du crédit d'heures mensuel alloué au titre des autorisations spéciales d'absences au sein de l'assemblée de la Polynésie française 5358

Arrêté n° A 080-2016 APF/SG/SRH du 2 mai 2016 portant attribution aux organisations syndicales représentatives du crédit d'heures mensuel alloué au titre des décharges d'activité de service au sein de l'assemblée de la Polynésie française 5359

ACTES DES AUTORITES ADMINISTRATIVES INDEPENDANTES

Autorité polynésienne de la concurrence. — Délibération n° 2016 DC 08 du 3 mai 2016 relative à la modification du règlement intérieur de l'Autorité polynésienne de la concurrence. 5360

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Direction régionale des douanes. — Cours des changes (période du 13 au 26 mai 2016 inclus) 5366

Service de l'urbanisme. — 1° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 11 au 15 avril 2016 5366

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.	5367
Annonces diverses	5429
Annonces marchés publics	5437



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 584 SGAP du 2 mai 2016 relatif à l'agrément des lauréats des concours externe et interne pour le recrutement de gardiens de la paix, session du 15 septembre 2015.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu le décret n° 2002-766 du 3 mai 2002 relatif aux modalités de désignation par l'administration, dans la fonction publique de l'Etat, des membres des jurys et des comités de sélection et ses représentants au sein des organismes consultatifs ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 modifié portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 décembre 2005 modifié portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 août 2010 modifié relatif aux conditions d'aptitudes physiques particulières pour l'accès aux emplois de certains corps de fonctionnaires ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 janvier 2014 modifié fixant les règles d'organisation, la nature et le programme des concours d'accès au corps de gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 avril 2015 autorisant au titre de l'année 2015 l'ouverture des concours pour le recrutement de gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° HC 1795 SGAP du 29 juillet 2015 portant organisation des épreuves écrites d'admissibilité des concours externe et interne pour le recrutement de gardiens de la paix du 15 septembre 2015 ;

Vu l'arrêté n° HC 2629 SGAP du 10 novembre 2015 portant organisation des épreuves de pré-admission des concours externe et interne pour le recrutement de gardiens de la paix, session du 15 septembre 2015 ;

Vu l'arrêté n° HC 2941 SGAP du 29 décembre 2015 portant organisation des épreuves d'admission des concours externe et interne pour le recrutement de gardiens de la paix, session du 15 septembre 2015 ;

Vu la circulaire n° 1185 DRCPN/SDFDC/DREC/DOCEP du 14 avril 2015 ;

Vu le procès-verbal n° HC 315 SGAP du 29 décembre 2015 proclamant les résultats des concours nationaux de gardiens de la paix, session du 15 septembre 2015 ;

Vu les certificats médicaux d'aptitude délivrés par le médecin agréé de l'administration ;

Vu les bulletins n° 2 du casier judiciaire ;

Vu les conclusions des enquêtes administratives et judiciaires ;

Sur proposition de la secrétaire générale adjointe pour l'administration de la police,

Arrête :

Article 1er.— La lauréate au concours externe pour le recrutement de gardiens de la paix, session du 15 septembre 2015, est agréée en liste principale :

Affectation régionale Ile-de-France : Mme Rafaële Lonjon.

Art. 2.— Le lauréat au concours interne pour le recrutement de gardiens de la paix, session du 15 septembre 2015, est agréé en liste complémentaire :

Affectation nationale : M. Nicolas Sing Soi.

Art. 3.— La secrétaire générale adjointe pour l'administration de la police et le chef du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 mai 2016.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*La secrétaire générale adjointe
pour l'administration de la police,*
Marie BAVILLE.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 560 CM du 3 mai 2016 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de Tahiti Nui aménagement et développement pour la 1re tranche du projet "Port de Faratea - Sea Food Hub".

NOR : TNA1600094AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement de Tahiti Nui aménagement et développement n° 811-15 TNAD/MT/st du 19 novembre 2015, déclaré complet par lettre n° 1628 MET du 23 novembre 2015 ;

Vu la lettre n° 1775 PR du 18 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 18 mars 2016 ;

Vu l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier n° 34-2016 CCBF/APF du 23 mars 2016 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de Tahiti Nui aménagement et développement de *quatre-vingt-dix millions de francs CFP* (90 000 000 F CFP) pour financer la 1re tranche du projet "Port de Faratea - Sea Food Hub".

Art. 2.— Le montant de la subvention s'élève à 100 % du coût estimatif final de l'opération évaluée à *quatre-vingt-dix millions de francs CFP* (90 000 000 F CFP). Il ne pourra excéder le montant plafond de 90 000 000 F CFP.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 903, AP 311-2013, AE 413-2015, article 204.

Art. 4.— Une avance de 50 %, soit *quarante-cinq millions de francs CFP* (45 000 000 F CFP) sera versée sur justification du commencement d'exécution de l'opération. Un second versement de 40 %, soit *trente-six millions de francs CFP* (36 000 000 F CFP), sera effectué sur justification de l'avance de 50 %.

Le versement du solde de 10 %, soit *neuf millions de francs CFP* (9 000 000 F CFP), s'effectuera sur présentation des pièces justificatives des dépenses réalisées dans le cadre de l'opération financée, dans un délai de six mois à compter du versement de l'avance.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Si à l'expiration d'un délai de un (1) an à compter de la notification de la décision attributive, la tranche d'opération au titre de laquelle la subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Cette autorité peut proroger, avant l'expiration du délai de caducité précité d'un an, la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 561 CM du 3 mai 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la Coopérative Mokai au titre du dispositif "Reversement aux bouchers abatteurs" pour le mois de décembre 2015.

NOR : SDR1620167AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu la délibération n° 76-99 du 5 août 1976 portant organisation de l'abattage, de la commercialisation de la viande bovine en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 621 AE du 3 mai 1983 modifié relatif au prélèvement à l'importation sur la viande de bœuf et au reversement aux bouchers abatteurs ;

Vu l'arrêté n° 2173 CM du 25 novembre 2010 fixant les prix d'achat à l'éleveur de la viande bovine locale ;

Vu l'état des sommes dues à la Coopérative Mokai pour le mois de décembre 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de *cent cinquante-deux mille six cent quatre-vingt-cinq francs CFP* (152 685 F CFP) en faveur de la Coopérative Mokai pour le mois de décembre 2015 au titre du dispositif "Reversement aux bouchers abatteurs".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 965-01, article 672, centre de travail 74011-F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte de la Coopérative Mokai à compter de la notification de l'arrêté.

Art. 4.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Coopérative Mokai et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 565 CM du 4 mai 2016 portant nomination de M. Gilbert Guido en qualité de directeur de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT).

NOR : EGA1600276AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1034 AT du 23 mai 1985 modifiée portant création d'un établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva" (EGAT) ;

Vu l'arrêté n° 647 CM du 2 juillet 1985 modifié fixant l'organisation, le fonctionnement et les règles financières, budgétaires et comptables d'un établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva" (EGAT) ;

Vu la lettre n° 2390 PR du 13 avril 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 13 avril 2016 ;

Vu l'avis n° 42-2016 CCBF APF du 19 avril 2016 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 2016,

Arrête :

Article 1er. — M. Gilbert Guido est nommé en qualité de directeur de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT) à compter du 15 mai 2016.

Art. 2. — Il est mis fin aux fonctions de M. Opahi Buillard en qualité de directeur par intérim le 14 mai 2016 au soir.

Art. 3. — L'arrêté n° 1141 CM du 19 août 2015 portant nomination de M. Opahi Buillard en qualité de directeur par intérim est abrogé à compter de la même date.

Art. 4. — Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du tourisme,
des transports aériens internationaux,
de la modernisation de l'administration
et de la fonction publique,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 566 CM du 4 mai 2016 portant nomination de Mme Vaitiare Uk May en qualité de directrice par intérim de l'établissement public dénommé "Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC)".

NOR : GRE1600374AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2003-97 APF du 10 juillet 2003 portant création de l'établissement public dénommé "Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue" (GREPFOC) ;

Vu l'arrêté n° 1179 CM du 14 août 2003 modifié portant organisation du "Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue" (GREPFOC) ;

Vu l'arrêté n° 824 CM du 26 juin 2015 rendant exécutoire la délibération n° 4-2015 GREPFOC du 2 juin 2015 approuvant le contrat de travail de Mme Lolita Raihauti, directrice par intérim du GREPFOC ;

Vu le contrat de travail n° 4-2015 GREPFOC du 2 juin 2015 de Mme Lolita Raihauti, directrice par intérim du GREPFOC ;

Vu la décision de congé n° 2240 du 31 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 2016,

Arrête :

Article 1er. — Mme Vaitiare Uk May est nommée en qualité de directrice par intérim de l'établissement public dénommé "Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC)" durant les congés de Mme Lolita Raihauti du 13 au 30 mai 2016 inclus.

Art. 2. — Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

ARRETE n° 567 CM du 4 mai 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association des éditeurs de Tahiti et des îles (AETI) pour financer le salon du livre "Lire en Polynésie 2016".

NOR : DEE1600222AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'Association des éditeurs de Tahiti et des îles pour l'exercice 2016 (AETI) pour l'exercice 2016 en date du 9 mars 2016 ;

Vu la lettre n° 2177 PR du 5 avril 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 6 avril 2016 ;

Vu l'avis n° 40-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 12 avril 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *huit cent mille francs CFP* (800 000 F CFP) en faveur de l'Association des éditeurs de Tahiti et des îles (AETI) pour financer le salon du livre "Lire en Polynésie 2016".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 969-05, article 657-4, centre de travail 813-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention sur le compte de l'Association des éditeurs des îles (AETI) s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50 %, soit *quatre cent mille francs CFP* (400 000 CFP) à compter de la publication de l'arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde de 50 %, soit *quatre cent mille francs CFP* (400 000 CFP) sur présentation des pièces justificatives des dépenses de la première fraction perçue.

Art. 4.— L'Association des éditeurs de Tahiti et des îles (AETI) s'engage à produire avant le 31 décembre 2016, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association des éditeurs des îles (AETI) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le vice-président absent :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Nicole SANQUER-FAREATA.*

ARRETE n° 568 CM du 4 mai 2016 approuvant le programme d'études et de traitement des données statistiques de l'Institut de la statistique de la Polynésie française pour l'année 2016.

NOR : ISP1600343AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvé le programme d'études et de traitement des données statistiques de l'Institut de la statistique de la Polynésie française, pour l'exercice 2016 arrêté comme dans l'annexe ci-jointe.

Art. 2.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,*

Teva ROHFRITSCH.

PROGRAMME D'ÉTUDES ET DE TRAITEMENT DES DONNÉES STATISTIQUES DE L'ISPF POUR L'ANNÉE 2016

Nature de l'enquête	Champ de l'enquête et modalités d'exécution
A - POPULATION-MÉNAGES Indice des prix Comparaison Spatiale des Prix Enquête Loyers et Charges Enquête Transport Aérien International Etat civil Fréquentation touristique Fréquentation hôtelière en Hôtellerie internationale Fréquentation hôtelière en Hôtellerie familiale Satisfaction touristique Test des questionnaires du recensement de la population Enquête Cartographique de repérage du bâti	<p>Enquête par sondage. Relevés mensuels des prix à la consommation auprès d'un échantillon représentatif des points de vente des Iles du Vent. <i>Enquête ayant un caractère d'utilité publique et obligatoire.</i></p> <p>Relevés complémentaires de prix à la consommation sur un échantillon représentatif des points de vente des Iles du Vent et sur des variétés strictement définies, afin de pouvoir effectuer une comparaison spatiale de prix à la consommation entre la Polynésie française, la métropole et les autres départements et territoires d'Outre-Mer.</p> <p>Enquête par sondage. Relevés mensuels des loyers et des charges. <i>Enquête ayant un caractère d'utilité publique et obligatoire</i></p> <p>Relevés mensuels des prix du transport aérien international sur l'ensemble des destinations au départ de Papeete, pour toutes les compagnies aériennes représentées en Polynésie française et selon les différentes options possibles de départ (semaine, week-end) et selon différentes options de réservations (entre 12 mois et 1 semaine avant le départ effectif). <i>Enquête ayant un caractère d'utilité publique et obligatoire</i></p> <p>Enquête exhaustive. Collecte mensuelle des bulletins statistiques d'état civil auprès des centres d'état civil.</p> <p>Enquête réalisée par collecte d'une fiche statistique individuelle remise à tous les passagers débarquant à l'aéroport de Tahiti Faaa (trafic international). <i>Enquête ayant un caractère d'utilité publique et obligatoire.</i></p> <p>Enquête exhaustive auprès de l'hôtellerie internationale (hôtels classés) sur les capacités d'hébergement et le taux d'occupation des chambres. <i>Enquête ayant un caractère d'utilité publique et obligatoire</i></p> <p>Enquête auprès des pensions de familles (labellisées « Tiare » ou ayant au moins 7 unités de logement) sur les capacités d'hébergement et le taux d'occupation des chambres. <i>Enquête ayant un caractère d'utilité publique et obligatoire.</i></p> <p>Enquête par sondage à l'aéroport de Faa'a auprès d'un échantillon représentatif de 5 000 passagers à leur départ, portant sur la préparation, l'hébergement, la restauration, les activités et l'appréciation du séjour en Polynésie française. Période : février à décembre.</p> <p>Test sur une centaine de ménages des questionnaires du prochain recensement de la population au 2nd trimestre 2016</p> <p>Enquête cartographique de repérage du bâti avec GPS sur Tahiti et Moorea, d'octobre 2016 à avril 2017, pour la préparation du prochain recensement de la population de 2017.</p>
B - ENTREPRISES Index BTP Enquête Annuelle Entreprises	<p>Enquête par sondage. Relevés mensuels de prix auprès d'un échantillon d'entreprises du BTP. <i>Enquête ayant un caractère d'utilité publique et obligatoire.</i></p> <p>Enquête par sondage auprès d'un échantillon représentatif de 200 entreprises issues du secteur de la construction, des industries et de l'énergie et distribution d'eau. Cette enquête porte sur les principaux aspects de l'activité de l'entreprise et de ses établissements. L'objectif est d'établir des statistiques sur la structure des entreprises, la diversité des activités et les facteurs de production mis en œuvre et leurs performances économiques</p>
C - ADMINISTRATIONS Comptes des administrations	<p>Exhaustif. Collecte annuelle et exploitation des comptes administratifs de toutes les administrations de l'Etat et du Pays dans le cadre de l'élaboration des comptes économiques de la Polynésie française</p>

ARRETE n° 572 CM du 4 mai 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du district de football de Rapa pour la prise en charge du déplacement de la délégation de futsal de Rapa afin de participer au challenge Alphonse Greig à Tahiti du 28 mars au 2 avril 2016.

NOR : SJS1620259AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du district de football de Rapa en date du 8 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de *quatre cent quatre-vingt-quinze mille francs CFP* (495 000 F CFP) en faveur du district de football de Rapa pour la prise en charge du déplacement de la délégation de futsal de Rapa afin de participer au challenge Alphonse Greig à Tahiti du 28 mars au 2 avril 2016.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2016, sous-chapitre 971-06, article 657-4, centre de travail 8240-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *deux cent quarante-sept mille cinq cents francs CFP* (247 500 F CFP), à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française ;

- le solde de 50 %, soit *deux cent quarante-sept mille cinq cents francs CFP* (247 500 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

Art. 4.— Le district de football de Rapa s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au district de football de Rapa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le vice-président absent :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Nicole SANQUER-FAREATA.*

ARRETE n° 574 CM du 9 mai 2016 modifiant l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture.

NOR : DRM1620321AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2007-98 APF du 3 décembre 2007 modifiée relative à la réglementation des activités de collectage, d'élevage et de repeuplement de bénitiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 9 CM du 8 janvier 2008 modifié portant application de la délibération n° 2007-98 du 3 décembre 2007 modifiée relative à la réglementation des activités de collectage, d'élevage et de repeuplement de bénitiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française,

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— Dans le a) de l'article 5 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, le troisième tiret est remplacé par deux tirets ainsi rédigés :

- “- le demandeur doit fournir une évaluation d'impact sur l'environnement lorsque celle-ci est exigée par le code de l'environnement ;
- “- lorsque l'activité ou l'installation sollicitée relève de la réglementation des installations classées pour l'environnement (ICPE), le demandeur doit fournir une attestation de dépôt de demande d'autorisation d'exploiter une ICPE délivrée par la direction de l'environnement”.

Art. 2.— L'article 18 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, est remplacé ainsi qu'il suit :

“L'autorisation d'occupation du domaine public maritime destinée à des activités de pêche et d'aquaculture est accordée par le conseil des ministres”.

Art. 3.— Après l'article 19 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, il est inséré un article 19 bis ainsi rédigé :

“Art. 19. bis.— Dispositions relatives aux installations classées pour l'environnement

“Lorsque les enceintes d'élevage sont implantées en mer, l'autorisation d'occupation du domaine public maritime est délivrée après autorisation d'exploiter les installations classées pour l'environnement relatives à l'élevage aquacole”.

Art. 4.— L'alinéa 7 de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé est remplacé ainsi qu'il suit :

- “- si l'emplacement du domaine public dont l'occupation a été autorisée, est resté inexploité plus de six mois à compter de la date de l'arrêté d'autorisation pour les parcs à poissons, les viviers et les parcs d'agrément, et plus de douze mois à compter de l'obtention de toutes les autorisations administratives pour les exploitations aquacoles ;
- “- si l'exploitation du site est interrompue pendant une période de plus de douze mois pour les parcs à poissons, les viviers et les parcs d'agrément, et pendant une période supérieure à un cinquième de la durée totale de l'autorisation d'occupation du domaine public maritime, sans que cette période ne soit inférieure à un an ou supérieure à trois ans pour les exploitations aquacoles”.

Art. 5.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

ARRETE n° 575 CM du 9 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 1085 CM du 7 août 2015 portant affectation de deux emprises à détacher des parcelles cadastrées commune de Taïarapu-Est, commune associée de Tautira, section AL n° 62 et n° 64, au profit de la commune de Taïarapu-Est.

NOR : DAF1620427AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1085 CM du 7 août 2015 portant affectation de deux emprises à détacher des parcelles cadastrées commune de Taiarapu-Est, commune associée de Tautira, section AL n° 62 et n° 64, au profit de la commune de Taiarapu-Est ;

Vu le document d'arpentage en date du 4 février 2016 établi par la Société Wild ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 2016,

Arrête :

Article 1er. — Dans l'intitulé de l'arrêté n° 1085 CM du 7 août 2015 sus-cité, les termes : "62 et 64" sont remplacés par les termes : "118 et 121".

Art. 2. — L'article 1er de l'arrêté n° 1085 CM du 7 août 2015 sus-cité est rédigé comme suit :

"Article 1er. — Sont affectées au profit de la commune de Taiarapu-Est, les parcelles dépendant de la terre Tefararure-Oora, cadastrées commune de Taiarapu-Est, commune associée de Tautira, section AL n° 118 et n° 121, d'une superficie respective de 3 643 mètres carrés et 4 101 mètres carrés, telles qu'elles figurent sur le document d'arpentage en date du 4 février 2016 établi par la Société Wild, détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine".

Art. 3. — Au tableau inséré à l'article 3 de l'arrêté n° 1085 CM du 7 août 2015 sus-cité les mots : "1 emprise à détacher de la AL n° 62" sont remplacés par les mots : "Parcelle cadastrée AL n° 118" et les mots : "1 emprise à détacher de la AL n° 64" sont remplacés par les mots : "Parcelle cadastrée AL n° 121".

Art. 4. — Le reste demeure inchangé.

Art. 5. — Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Taiarapu-Est et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 576 CM du 9 mai 2016 portant affectation du remblai cadastré commune de Hao, section AK n° 93, au profit de la commune de Hao.

NOR : DAF1620180AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 248-2014 Hao du 1er décembre 2014 de la commune de Hao ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Hao en sa séance du 5 décembre 2014 ;

Vu la lettre n° 1367 DEQ/STG du 22 février 2016 de la direction de l'équipement ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est affecté au profit de la commune de Hao, le remblai cadastré commune de Hao, section AK n° 93, d'une superficie de 612 mètres carrés, tel qu'il figure sur le document d'arpentage du 15 octobre 2015 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2. — Cette affectation est destinée à l'implantation, la gestion et l'exploitation d'un marché communal. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3. — La valeur vénale du bien affecté est estimée à deux millions cent quarante-deux mille francs CFP (2 142 000 F CFP), soit 3 500 F CFP le mètre carré.

Art. 4. — Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— La commune de Hao, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire peut consentir des autorisations d'occupation temporaire dans le respect de la destination des lieux. Lorsque l'affectataire délivre des autorisations d'occupation sur le domaine public qui lui a été affecté, il recouvre directement les redevances dues au titre de cette occupation. Ces autorisations d'occupations sont résiliées d'office dès lors que la présente affectation est abrogée.

Art. 7.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 8.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 9.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Hao et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 577 CM du 9 mai 2016 portant affectation d'une emprise de 2 648 mètres carrés dépendant de la terre Tagihakuti, cadastrée commune de Napuka, section A n° 130, d'une superficie de 3 915 mètres carrés, au profit de la commune de Napuka.

NOR : DAF1620183AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5-2015 du 8 juin 2015 du maire de la commune de Napuka ;

Vu la lettre n° 76 MET du 22 janvier 2016 du ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est affectée au profit de la commune de Napuka, une emprise de 2 648 mètres carrés dépendant de la terre Tagihakuti, cadastrée commune de Napuka, section A n° 130, d'une superficie de 3 915 mètres carrés, tel que le tout figure sur l'extrait de plan cadastral du 29 février 2016 et les plans joints à la demande susvisée de l'intéressé, détenus par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à la réalisation d'infrastructures sportives comprenant un terrain de basket-ball et de volley-ball couvert, la gestion et l'entretien du site.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— La valeur vénale de l'emprise affectée hors constructions est estimée à un million trois cent vingt-quatre mille francs CFP (1 324 000 F CFP), soit 500 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— La commune de Napuka, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire peut consentir des autorisations d'occupation temporaire, dans le respect de la destination des lieux. Lorsque l'affectataire délivre des autorisations d'occupation sur le domaine public qui lui a été affecté, il recouvre directement les redevances ou loyers dus au titre de

cette occupation. Ces autorisations d'occupations sont résiliées d'office dès lors que la présente affectation est abrogée.

Art. 7.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 8.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF modifiée susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 9.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Napuka et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 578 CM du 9 mai 2016 autorisant le transfert à titre gratuit et en toute propriété au profit de l'établissement public Tahiti Nui aménagement et développement des parcelles domaniales situées dans la zone Outumaoro, sises commune de Punaauia, d'une superficie totale de 369 344 mètres carrés, nécessaires au projet d'aménagement touristique Tahiti Mahana Beach.

NOR : DAF1620413AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 322 DOM du 28 novembre 1977 portant déclassement d'une portion du domaine public maritime à Punaauia, lieudit Outumaoro ;

Vu la lettre de demande n° 5788 PR du 26 septembre 2013 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans ses séances du 10 juillet et du 14 octobre 2014 ;

Vu la lettre d'acceptation n° 549-14 DG/TNAD/jcp du 13 août 2014 ;

Vu la lettre n° 7599 PR du 18 décembre 2014 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 18 décembre 2014 ;

Vu l'avis n° 11-2015 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 13 janvier 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé le transfert à titre gratuit et en toute propriété au profit de l'établissement public Tahiti Nui aménagement et développement des parcelles domaniales situées dans la zone Outumaoro, sises commune de Punaauia, d'une superficie totale de 369 344 mètres carrés, nécessaires au projet d'aménagement touristique Tahiti Mahana Beach ci-après désignées :

Parcelle	Superficie (m ²)	Nom de la terre
A n° 124	211	Domaine Outumaoro
A n° 125	2504	Domaine Outumaoro
A n° 126	2154	Domaine Outumaoro
A n° 128	1841	Domaine Outumaoro
A n° 129	2148	Domaine Outumaoro
A n° 130	6231	Domaine Outumaoro
A n° 131	310	Domaine Outumaoro

Parcelle	Superficie (m ²)	Nom de la terre
A n° 142	20128	Domaine Outumaoro
A n° 143	822	Domaine Outumaoro
A n° 145	38933	Domaine Outumaoro
A n° 146	7028	Domaine Outumaoro
A n° 148	13576	Domaine Outumaoro
B n° 20	4978	Sans nom
B n° 21	437	Sans nom
B n° 27	11169	Teparepare – Vaiaitu
B n° 28	2502	Ancienne concession maritime
B n° 29	5342	Ancienne concession maritime
B n° 30	6822	Ancienne concession maritime
B n° 57	3789	Ofaiputuputu
B n° 63	8000	Outumaoro
B n° 65	134	Outumaoro
B n° 75	6400	Outumaoro
B n° 77	31546	Outumaoro
B n° 78	39890	Outumaoro
B n° 79	6484	Outumaoro
B n° 86	1918	Ofaiputuputu
B n° 87	6457	Outumaoro
B n° 88	1406	Remblai déclassé
B n° 89	86	Ofaiputuputu
B n° 90	260	Outumaoro
B n° 91	2	Outumaoro
B n° 92	307	Concession maritime
B n° 94	32506	Outumaoro
C n° 25	1615	Atio 2
C n° 124	683	Domaine Outumaoro
C n° 127	685	Domaine Outumaoro
C n° 166	9498	Domaine public maritime
C n° 167	40802	Domaine Outumaoro
C n° 172	30388	Domaine public maritime
C n° 173	10871	Domaine Outumaoro
C n° 174	779	Domaine Outumaoro
C n° 175	244	Domaine Outumaoro
C n° 180	6830	Domaine Outumaoro
C n° 183	386	Domaine Outumaoro
C n° 185	242	Domaine Outumaoro
Total	369 344	

Le tout figure sur les plans détenus par la direction des affaires foncières.

Art. 2. — Ce transfert est destiné à la réalisation du projet d'aménagement touristique dénommé "Tahiti Mahana Beach".

Art. 3. — En cas de non-respect des conditions fixées à l'article 2 du présent arrêté, la Polynésie française recouvrera, par accession, l'entière propriété desdites parcelles avec les constructions y édifiées sans aucune indemnité.

Art. 4. — La valeur vénale des parcelles est fixée à 6 726 086 746 F CFP (six milliards sept cent vingt-six millions quatre-vingt-six mille sept cent quarante-six francs CFP).

Art. 5. — La valeur comptable des parcelles, correspondant à la valeur d'acquisition, est fixée à 3 431 372 315 F CFP (trois milliards quatre cent trente et un millions trois cent soixante-douze mille trois cent quinze francs CFP).

Art. 6.— La dépense correspondant à la sortie de patrimoine des parcelles sus-désignées est imputée, pour leur valeur comptable, au budget de la Polynésie française au chapitre 904, AP 312-2013, AE 333-2014, article 204.

Art. 7.— L'acte administratif est exonéré des frais d'enregistrement, de transcription et de publicité immobilière.

Art. 8.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 579 CM du 9 mai 2016 modifiant l'arrêté n° 290 CM du 17 mars 2016 fixant la liste des établissements hôteliers classés admis au bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée et le plafond annuel d'exonération applicable à chaque établissement.

NOR : SDT1600268AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu la loi du pays n° 2015-16 du 14 décembre 2015 portant diverses mesures fiscales à l'importation pour l'année 2016 ;

Vu la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1992 ;

Vu la lettre n° 908 PR du 12 février 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'avis n° 13-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 23 février 2016 ;

Vu l'arrêté n° 290 CM du 17 mars 2016 fixant la liste des établissements hôteliers classés admis au bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée et le plafond annuel d'exonération applicable à chaque établissement ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Dans la liste fixée par l'article 1er de l'arrêté n° 290 CM du 17 mars 2016 fixant la liste des établissements hôteliers classés admis au bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée et le plafond annuel d'exonération applicable à chaque établissement pour l'année 2016, les numéros TAHITI des établissements figurant ci-dessous sont remplacés comme suit :

ETABLISSEMENT	N° TAHITI	PLAFOND D'EXONERATION
<u>ILE DE MOOREA</u>		
SOFTTEL MOOREA LA ORA BEACH RESORT	B67 517 (001)	16 950 000 F CFP
<u>ILE DE BORA BORA</u>		
SOFTTEL BORA BORA PRIVATE ISLAND	B67 582 (001)	4 650 000 F CFP
SOFTTEL BORA BORA BEACH RESORT	B67 509 (001)	8 250 000 F CFP

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du tourisme,
des transports aériens internationaux,
de la modernisation de l'administration
et de la fonction publique,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 580 CM du 9 mai 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahiti Va'a 2018 pour participer au financement de l'organisation du championnat du monde de va'a, marathon en 2017 et au championnat du monde de va'a, vitesse en 2018.

NOR : SDT1600141AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 463 CM du 28 mars 2007 modifié portant établissement de la liste des pièces justificatives des dépenses du pays et de ses établissements publics ;

Vu la demande de subvention de l'association Tahiti Va'a 2018 en date du 1er mars 2016 pour l'exercice 2016 ;

Vu la lettre n° 2240 PR du 8 avril 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 8 avril 2016 ;

Vu l'avis rendu par la commission de contrôle budgétaire et financier n° 43-2016 CCBF/APF du 19 avril 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *quinze millions de francs CFP* (15 000 000 F CFP) en faveur de l'association Tahiti Va'a 2018 pour participer au financement de l'organisation du championnat du monde de va'a, marathon en 2017, et au championnat du monde de va'a, vitesse en 2018.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 964-03, article 6574, centre de travail 9021505-F.

Art. 3.— La subvention sera versée sur le compte de l'association Tahiti Va'a 2018 suivant les modalités suivantes :

- une première tranche de 50 % à la certification exécutoire du présent arrêté et à la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde sur présentation des justificatifs de la première tranche perçue.

Art. 4.— L'association Tahiti Va'a s'engage à produire dans un délai de six mois à compter de la date de versement du solde de l'aide financière, les pièces justificatives auprès du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement, attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Le ministre du tourisme,
des transports aériens internationaux,
de la modernisation de l'administration
et de la fonction publique,
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 581 CM du 9 mai 2016 prorogeant le délai de validité de l'arrêté n° 758 CM du 18 juin 2015 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la Coopérative agricole Faaapu Manahune gérée par M. Georges Maau-Raoulx, d'un an à compter du 17 juin 2016.

NOR : SDR1600131AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2013-13 du 6 mai 2013 réglementant les aides financières aux agriculteurs ;

Vu l'arrêté n° 1040 CM du 29 juillet 2013 modifié portant application de la loi du pays n° 2013-13 du 6 mai 2013 réglementant les aides financières aux agriculteurs ;

Vu l'arrêté n° 758 CM du 18 juin 2015 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la Coopérative agricole Faaapu Manahune, gérée par M. Georges Maau-Raoulx ;

Vu la demande de M. Georges Maau-Raoulx en date du 12 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 2016,

Arrête :

Article 1er. — Le délai de validité de l'arrêté n° 758 CM du 18 juin 2015 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la Coopérative agricole Faaapu Manahune gérée par M. Georges Maau-Raoulx, est prorogé pour une période d'un (1) an à compter du 17 juin 2016.

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Coopérative agricole Faaapu Manahune gérée par M. Georges Maau-Raoulx et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le vice-président absent :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

ARRETE n° 582 CM du 9 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 1266 CM du 20 décembre 1985 portant réglementation sanitaire des aéronefs en Polynésie française.

NOR : SDR1520560AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 93-155 AT du 3 décembre 1993 modifiée portant protection des végétaux sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2013-12 du 6 mai 2013 réglementant aux fins de protection en matière de biosécurité, l'introduction, l'importation, l'exportation et le transport interinsulaire des organismes vivants et de leurs produits dérivés ;

Vu l'arrêté n° 1266 CM du 20 décembre 1985 portant réglementation sanitaire des aéronefs en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'article 5 de l'arrêté n° 1266 CM du 20 décembre 1985 est modifié ainsi qu'il suit :

“ tout aéronef ayant subi un traitement rémanent, notamment à la perméthrine, soit par aspersion, soit par aérosol, sur la totalité des parties énoncées à l'article 2 du présent arrêté, n'est pas soumis aux procédures de traitements systématiques énumérés ci-dessus”.

Art. 2. — Le a) de l'article 6 de l'arrêté n° 1266 CM du 20 décembre 1985 est modifié ainsi qu'il suit :

“a) Que le traitement a été réalisé depuis moins de huit semaines”.

Art. 3. — Le c) de l'article 6 de l'arrêté n° 1266 CM du 20 décembre 1985 est modifié ainsi qu'il suit :

“c) Que les concentrations appliquées respectent les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé, à savoir :

- 0,5 gramme matière active/mètre carré de produit sur la moquette ;
- 0,2 gramme matière active/mètre carré de produit sur les autres surfaces y compris les soutes à bagages et à marchandises.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 583 CM du 9 mai 2016 constatant la caducité de l'arrêté n° 138 CM du 5 février 2015 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Faa'a pour les travaux d'aménagement des caveaux et enfus au cimetière communal de Saint-Hilaire, tranche 2, phase 1 (sous-phase 1).

NOR : DDC1620034AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 138 CM du 5 février 2015 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Faa'a pour les travaux d'aménagement des caveaux et enfeus au cimetière communal de Saint-Hilaire, tranche 2, phase 1 (sous-phase 1) ;

Considérant que l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 2016,

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article LP. 9 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée, il est constaté la caducité de l'arrêté n° 138 CM du 5 février 2015, notifié le 24 février 2015, approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Faa'a pour les travaux d'aménagement des caveaux et enfeus au cimetière communal de Saint-Hilaire, tranche 2, phase 1 (sous-phase 1).

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Faa'a et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le vice-président absent :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

ARRETE n° 584 CM du 9 mai 2016 portant approbation d'un protocole d'accord relatif à un service minimum en cas de cessation concertée d'activité des agents du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aéroports exploités par la Polynésie française.

NOR : DAC1600383AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2016-16 APF du 18 février 2016 portant statut particulier des pompiers d'aéroports de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2007 relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aéroports ;

Vu l'arrêté du 18 août 2010 portant attribution d'un niveau de protection en matière de service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aéroports de Mayotte, des îles Wallis et Futuna, de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 2016,

Arrête :

Article 1er. — En cas de cessation concertée du travail des pompiers d'aéroport, conformément aux dispositions de l'article 4 de la délibération n° 2016-16 APF du 18 février 2016 portant statut particulier des pompiers d'aéroports de la fonction publique de la Polynésie française, les services de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs doivent être assurés *a minima* dans les conditions définies par le protocole d'accord annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Le protocole d'accord annexé au présent arrêté est approuvé.

Art. 3. — Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement, et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du tourisme,
des transports aériens internationaux,
de la modernisation de l'administration
et de la fonction publique,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

Protocole d'accord n°..... du..... relatif aux modalités
d'application du service minimum des services de sauvetage
et de lutte contre l'incendie des aéronefs
sur les aéroports du pays

Article 1er. — En cas de cessation concertée d'activité des
agents des services de sauvetage et de lutte contre l'incendie

d'aéronefs (SSLIA) sur les aéroports exploités par la
Polynésie française, est convenu la mise en place d'un service
minimum.

Art. 2. — Le service minimum est effectué par les agents
en poste pendant la cessation concertée d'activité.

Art. 3. — Les vols nécessaires à la sauvegarde des
personnes et des biens, notamment en cas d'évacuation
sanitaire et d'événement exceptionnel conformément aux
dispositions de l'article 4 de la délibération n° 2016-16 APF
du 18 février 2016 "portant statut particulier des pompiers
d'aéroports de la fonction publique de la Polynésie
française", doivent être assurés en toutes circonstances.

Art. 4. — Le service minimum est organisé sur un minima
de service SSLIA de niveau 2 comprenant un véhicule et un
agent SSLIA. Par ailleurs, des services AFIS sont mis en
œuvre pour permettre l'ouverture d'aéroports de
dégagement.

Les fréquences minimales de vols et les services AFIS
sont définis selon le tableau suivant :

AERODROMES	NIVEAU SSLIA de Référence	NIVEAU SSLIA en cas de service minimum	SERVICE MINIMUM AFIS Nombre de jours hebdomadaires	SERVICE MINIMUM Nombre de vols hebdomadaires
ILE DU VENT				
MOOREA	5	2	0	7
ILE SOUS LE VENT				
HUAHINE	5	2	0	7
MAUPITI	3	2	0	2
MARQUISES				
NUKU-HIVA	4	2	1	3
HIVA-OA	4	2	1	3
UA-POU	2	2	1	3
UA-HUKA	2	2	0	3
AUSTRALES				
TUBUAI	4	2	0	2
RURUTU	4	2	1	2
RIMATARA	4	2	0	1
RAIVAVAE	4	2	1	1
TUAMOTU				
TIKEHAU	4	2	0	2
FAKARAVA	4	2	0	2
HAO	4	2	1	2
MAKEMO	4	2	0	1
MANIHI	4	2	0	1
MATAIVA	4	2	0	1
ARUTUA	4	2	0	1
TOTELEGIE	4	2	0	1
ANAA	4	2	0	1
RAROA	4	2	0	1
AHE	3	2	0	1

AERODROMES	NIVEAU SSLIA de Référence	NIVEAU SSLIA en cas de service minimum	SERVICE MINIMUM AFIS Nombre de jours hebdomadaires	SERVICE MINIMUM Nombre de vols hebdomadaires
TUAMOTU				
TATAKOTO	3	2	0	1
TAKAPOTO	3	2	0	1
TAKAROA	3	2	0	1
ARATIKA	3	2	0	1
FAAITE	3	2	0	1
HIKUERU	3	2	0	1
KATIU	3	2	0	1
KAUEHI	3	2	0	1
KAUKURA	3	2	0	1
NIAU	3	2	0	1
NUKUTAVAKE	3	2	0	1
REAO	3	2	0	1
VAHITAHU	3	2	0	1
TUREIA	3	2	0	1
TAKUME	2	2	0	1
APATAKI	2	2	0	1
FAKAHINA	2	2	0	1
FANGATAU	2	2	0	1
NAPUKA	2	2	0	1 et plus si dégagement
PUKA PUKA	2	2	0	1
PUKARUA	2	2	0	1

Art. 5.— Le directeur de l'aviation civile de la Polynésie française est chargé de l'application du présent protocole.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

*Le ministre du tourisme,
des transports aériens internationaux,
de la modernisation de l'administration
et de la fonction publique,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

Le représentant du syndicat CSTP-FO,
Gérard BARFF.

ARRETE n° 585 CM du 9 mai 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'une portion du domaine public fluvial sis à Papetoai, PK 22,100 Ouest, côté montagne, commune de Moorea-Maiao, au profit de la commune de Moorea-Maiao.

NOR : DEQ1620298AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la demande du 20 novembre 2015, complétée le 11 février 2016 de l'agence Pierre-Jean Picart, architecte DPLG, mandataire de la commune de Moorea-Maiao ;

Vu l'avis de la subdivision de Moorea de la direction de l'équipement par lettre n° 1149/15 MOOR du 8 décembre 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'occupation temporaire d'une portion du domaine public fluvial de la rivière Vaihana, d'une superficie de 120 mètres carrés, au droit des parcelles d'une partie de la terre Faaroa 2, cadastrées section PB n° 180 et n° 183, sises à Papetoai, commune de Moorea-Maiao, est autorisée au profit de la commune de Moorea-Maiao, et tel que le tout figure sur le plan de masse référencé n° AR.OPD.02, indice c, modifié le 21 mars 2016 et dressé par l'agence Pierre-Jean Picart, architecte DPLG, joint à la demande du bénéficiaire et détenu par la direction de l'équipement.

Art. 2.— L'occupation temporaire du domaine public fluvial est destinée à la réalisation d'un enrochement d'une superficie de 120 mètres carrés pour le renforcement des berges et d'une retenue d'eau.

Art. 3.— La présente autorisation est consentie, à compter de la date du présent arrêté pour une durée de neuf (9) ans, sous les clauses et conditions suivantes que la commune de Moorea-Maiao s'engage à respecter, à savoir :

- elle est tenue d'obtenir, au préalable, toutes les autorisations administratives rendues obligatoires par la législation en vigueur et nécessaires pour l'exercice de son activité prévue au titre de l'occupation et pour tous travaux immobiliers ;
- elle est tenue de transmettre à la direction de l'équipement un exemplaire de ces autorisations administratives ;
- elle sera seule tenue à toutes les garanties que l'occupation et l'installation pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- elle fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- elle ne peut mettre en cause la Polynésie française en cas de dégradation de tout ou partie de la construction lors d'éventuels travaux entrepris sur le domaine public fluvial par les agents de la direction de l'équipement.

Art. 4.— Elle devra impérativement et au préalable avertir la direction de l'équipement, subdivision de Moorea, de toute autre intervention sur le domaine public fluvial.

Art. 5.— A l'achèvement des travaux, un plan de récolement accompagné d'un document d'arpentage (DA) devra être transmis à la direction de l'équipement, subdivision de Moorea, en vue de la délivrance du certificat de conformité.

Art. 6.— Conformément aux dispositions de l'alinéa 7 de l'article 10 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée, la commune de Moorea-Maiao est exonérée de redevance.

Art. 7.— Toute demande de renouvellement de l'occupation est effectuée six mois au moins avant la date d'échéance de la présente autorisation.

Cette demande est adressée par simple lettre à la direction de l'équipement (BP 85, 98713 Papeete), accompagnée notamment d'un plan de récolement et, le cas échéant, du certificat de conformité délivré par le service en charge d'urbanisme et/ou de l'équipement.

Art. 8.— La présente autorisation n'est accordée qu'à titre personnel et précaire. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des recommandations de la direction de l'équipement entraîne la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 9.— En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions des articles ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente peut soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

Art. 10.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

NOR : OPH1600355AC

Par arrêté n° 558 CM du 2 mai 2016.— Est rendue exécutoire la délibération n° 14-2016 CA/OPH du 20 avril 2016 du conseil d'administration de l'Office polynésien de l'habitat fixant les conditions principales du contrat de travail de la directrice par intérim de l'Office polynésien de l'habitat.

NOR : PAP1600287AC

Par arrêté n° 562 CM du 3 mai 2016.— Est renvoyée en seconde lecture la délibération n° 5-2016 CA-PAP du 30 mars 2016 du conseil d'administration du port autonome de Papeete abrogeant les délibérations n° 11-91 du 29 octobre 1991 modifiée précisant certaines dispositions du statut du personnel concernant la rémunération des agents de la police portuaire n° 18-93 du 16 avril 1993 modifiée complétant certaines dispositions du statut du personnel concernant la

rémunération des agents de la police portuaire, n° 30-2007 du 11 octobre 2007 fixant le montant de l'indemnité de sujétion du responsable de la police portuaire, n° 24-2014 CA-PAP du 4 novembre 2014 fixant l'indemnité individuelle aux agents de la police portuaire du port autonome de Papeete.

NOR : PAP1600288AC

Par arrêté n° 563 CM du 3 mai 2016.— Est renvoyée en seconde lecture la délibération n° 6-2016 CA-PAP du 30 mars 2016 du conseil d'administration du port autonome de Papeete portant modification de la délibération n° 18-2008 du 1er septembre 2008 portant institution d'une prime d'habillement au profit des agents de la police portuaire et de la vigie du port autonome de Papeete.

NOR : PAP1600289AC

Par arrêté n° 564 CM du 3 mai 2016.— Est renvoyée en seconde lecture la délibération n° 7-2016 CA-PAP du 30 mars 2016 du conseil d'administration du port autonome de Papeete fixant une indemnité individuelle à certains agents du port autonome de Papeete.

NOR : ISP1600340AC

Par arrêté n° 569 CM du 4 mai 2016.— Est rendue exécutoire la délibération n° 4-2016 ISPF du 21 mars 2016 portant modification de la délibération n° 13-96 ITSTAT du 25 juillet 1996 modifiée fixant les tarifs des publications et prestations de service fournies par l'Institut de la statistique de la Polynésie française.

DÉLIBÉRATION N° 04/2016/ISPF DU 21 MARS 2016

Portant modification de la délibération n° 13/96/ITSTAT du 25 juillet 1996 modifiée fixant les tarifs des publications et prestations de service fournies par l'Institut de la statistique de la Polynésie française.

Le Conseil d'Administration de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 76-50 AT du 09 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la Statistique de Polynésie française rendue exécutoire par arrêté n° 4574/AA du 06 août 1976 ;
- Vu l'arrêté n° 770/CM du 13 août 1985 modifié, relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 580/CM du 05 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 1051/CM du 05 août 2015 portant nomination de M. Fabien BREUILH, en qualité de Directeur de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 1388/CM du 23 septembre 2015 portant nomination de Mme Mireille BRESSON en qualité de commissaire du gouvernement auprès de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 13/96/ITSTAT du 25 juillet 1996 modifiée fixant les tarifs des publications et prestations de service fournies par l'Institut de la Statistique de Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 983 CM du 16 septembre 1996 ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 21 MARS 2016

A D O P T E

Article 1^{er} : L'article 9 de la délibération n° 13/96/ITSTAT du 25 juillet 1996 est modifié comme suit :

« L'avis de situation au Répertoire des entreprises est délivrée gratuitement. »

Article 2 : Le Directeur de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,
Poema TANG.

Le président du conseil d'administration,
Teva ROHFRITSCH.

NOR : ISP1600341AC

Par arrêté n° 570 CM du 4 mai 2016.— Est rendue exécutoire la délibération n° 5-2016 ISPF du 21 mars 2016 relative à la création d'un poste budgétaire de l'Institut de la statistique de la Polynésie française.

Filière : FAF ;

Catégorie : B ;

Codification : 161 205 ;

Intitulé du poste : Gestionnaire du fichier électoral.

DÉLIBÉRATION N° 05/2016/ISPF DU 21 MARS 2016

Relative à une création d'un poste budgétaire de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française.

Le Conseil d'Administration de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 76-50 AT du 09 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la Statistique de Polynésie française rendue exécutoire par arrêté n° 4574/AA du 06 août 1976 ;
- Vu l'arrêté n° 770/CM du 13 août 1985 modifié, relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 580/CM du 05 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 1051/CM du 05 août 2015 portant nomination de M. Fabien BREUILH, en qualité de Directeur de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 1388/CM du 23 septembre 2015 portant nomination en qualité de commissaire du gouvernement auprès de l'institut de la statistique de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 1270/CM du 26 novembre 1996 instituant un suivi des effectifs par postes budgétaires dans les établissements ou offices publics, rattachés au contrôle des dépenses engagées ;
- Vu la circulaire n° 839/MEF du 13 février 2012 relative à la codification des postes budgétaires dans les établissements publics à caractère administratif de la Polynésie française ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 21 MARS 2016

A D O P T E

Article 1^{er} : Le Conseil d'administration de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française décide de la création d'un poste de rédacteur de catégorie B, relevant de la filière administrative du statut FPT :

Filière	Catégorie	Codification	Intitulé du poste
FAF	B	161 205	Gestionnaire du fichier électoral

Article 2 : Le Directeur et l'Agent comptable de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,
Poema TANG.

Le président du conseil d'administration,
Teva ROHFRITSCH.

NOR : ISP1600342AC

Par arrêté n° 571 CM du 4 mai 2016.— Est rendue exécutoire la délibération n° 6-2016 ISPF du 21 mars 2016 portant adoption du budget primitif de l'Institut de la statistique de la Polynésie française pour l'exercice 2016.

Le budget primitif est arrêté à la somme de *cinq cent vingt-six millions cinq cent trente mille francs CFP*

(526 530 000 F CFP) se décomposant comme suit
(en F CFP) :

	Section I	Section II	
	Fonctionnement	Opérations en capital	Total
- Recettes	524 080 000	2 450 000	526 530 000
Dépenses	522 030 000	4 500 000	526 530 000
Résultats	2 050 000	- 2 050 000	0

BUDGET PRINCIPAL

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2016

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuillet 1

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme		BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 23/02/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
60	6			1401001 1601001	SECTION I - FONCTIONNEMENT					
					ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS					
					ACHATS APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	9 800 000	9 615 834	9 000 000	- 800 000	
					[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	3 000 000	2 905 103	1 000 000	- 2 000 000	
					[RF] Fichier électoral de Polynésie française	0	0	400 000	400 000	
					Sous-total 606	12 800 000	12 520 937	10 400 000	- 2 400 000	
					Total chapitre 60.....	12 800 000	12 520 937	- 10 400 000	- 2 400 000	
61	3			1401001 1601001	ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURES					
					LOCATIONS	24 585 000	24 518 400	27 675 000	3 090 000	
					[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	13 500 000	12 353 301	0	- 13 500 000	
					[RF] Fichier électoral de Polynésie française	0	0	1 870 000	1 870 000	
					Sous-total 613	38 085 000	36 871 701	29 545 000	- 8 540 000	
	4			1401001	CHARGES LOCATIVES ET COPROPRIETE	2 950 000	2 947 200	2 950 000	0	
					Sous-total 614	2 950 000	2 947 200	2 950 000	0	
	5			1401001	TRAVAUX ENTRETIEN ET REPARATIONS	3 500 000	2 320 420	2 800 000	- 700 000	
					[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	600 000	484 500	200 000	- 400 000	
					Sous-total 615	4 100 000	2 804 920	3 000 000	- 1 100 000	
	6			1401001	PRIMES ASSURANCES	500 000	462 023	500 000	0	
					Sous-total 616	500 000	462 023	500 000	0	
	8			1401001	DIVERS	250 000	237 929	300 000	50 000	
					Sous-total 618	250 000	237 929	300 000	50 000	
					Total chapitre 61.....	45 885 000	43 323 773	36 295 000	- 9 590 000	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuillet 2

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 23/02/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
62					SECTION I - FONCTIONNEMENT					
	3				AUTRES SERVICES EXTERIEURS/EN RELATION AVEC L'ACTI	1 700 000	1 145 029	1 400 000	- 300 000	
				1401001	PUBLICITE INFORMATION PUBLICATION	9 500 000	8 626 322	4 000 000	- 5 500 000	
					[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014					
					Sous-total 623	11 200 000	9 971 351	5 400 000	- 5 800 000	
	4				TRANSPORTS DE BIENS ET TRANSPORTS COLLECTIFS PERSO	4 100 000	1 602 664	3 210 000	- 890 000	
				1401001	[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	14 000 000	10 651 610	300 000	- 13 700 000	
				1601001	[RF] Fichier électoral de Polynésie française	0	0	4 470 000	4 470 000	
					Sous-total 624	18 100 000	12 254 274	7 980 000	- 10 120 000	
	5				DEPLACEMENTS MISSIONS ET RECEPTIONS	5 000 000	3 717 279	4 400 000	- 600 000	
				1401001	[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	28 200 000	24 816 215	0	- 28 200 000	
				1601001	[RF] Fichier électoral de Polynésie française	0	0	3 860 000	3 860 000	
					Sous-total 625	33 200 000	28 533 494	8 260 000	- 24 940 000	
	6				FRAIS POSTAUX ET TELECOMMUNICATIONS	2 800 000	2 240 012	2 400 000	- 400 000	
				1401001	[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	2 400 000	1 976 200	200 000	- 2 200 000	
					Sous-total 626	5 200 000	4 216 212	2 600 000	- 2 600 000	
	7				SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	30 000	14 550	30 000	0	
					Sous-total 627	30 000	14 550	30 000	0	
	8				CHARGES EXTERNES DIVERSES	21 808 270	16 754 894	20 635 000	- 1 173 270	
				1401001	[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	2 500 000	1 242 156	0	- 2 500 000	
				1601001	[RF] Fichier électoral de Polynésie française	0	0	350 000	350 000	
					Sous-total 628	24 308 270	17 997 050	20 985 000	- 3 323 270	
					Total chapitre 62.....	92 038 270	72 986 931	45 255 000	- 46 783 270	
63	5				IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	170 000	133 140	150 000	- 20 000	
					AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES ..					
					Sous-total 635	170 000	133 140	150 000	- 20 000	
					Total chapitre 63.....	170 000	133 140	150 000	- 20 000	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuille 3

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 23/02/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
64	1				SECTION I - FONCTIONNEMENT					
					CHARGES DE PERSONNEL					
					REMUNERATION PERSONNEL PERMANENT ET S/EMPLOI BLOQ	237 000 000	234 207 919	237 800 000	800 000	
					[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	49 000 000	48 406 612	40 000 000	- 9 000 000	
	3				1601001 [RF] Fichier électoral de Polynésie française	0	0	8 000 000	8 000 000	
					Sous-total 641	286 000 000	282 614 531	285 800 000	- 200 000	
					REMUNERATION PERSONNEL SUR CREDITS	14 500 000	10 673 622	12 600 000	- 1 900 000	
					1401001 [RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	169 113 109	140 671 008	13 500 000	- 155 613 109	
					1601001 [RF] Fichier électoral de Polynésie française	0	0	12 700 000	12 700 000	
					Sous-total 643	183 613 109	151 344 630	38 800 000	- 144 813 109	
	5				CHARGES SOCIALES CPS	71 700 000	68 122 147	74 900 000	3 200 000	
					1401001 [RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	65 200 000	53 353 646	15 500 000	- 49 700 000	
					1601001 [RF] Fichier électoral de Polynésie française	0	0	6 180 000	6 180 000	
					Sous-total 645	136 900 000	121 475 793	96 580 000	- 40 320 000	
	7				AUTRES CHARGES SOCIALES	630 000	486 970	630 000	0	
					1401001 [RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	100 000	26 900	200 000	100 000	
					1601001 [RF] Fichier électoral de Polynésie française	0	0	40 000	40 000	
					Sous-total 647	730 000	513 870	870 000	140 000	
	8				AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	800 000	452 410	2 520 000	1 720 000	
					Sous-total 648	800 000	452 410	2 520 000	1 720 000	
					Total chapitre 64.....	608 043 109	556 401 234	424 570 000	- 183 473 109	
65	1			1401001	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE					
					REDEVANCES BREVETS LICENCES MARQUES PROCEDES	3 500 000	2 143 452	2 500 000	- 1 000 000	
					[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	300 000	0	300 000	0	
					Sous-total 651	3 800 000	2 143 452	2 800 000	- 1 000 000	
					Total chapitre 65.....	3 800 000	2 143 452	2 800 000	- 1 000 000	
66	6				CHARGES FINANCIERES					
					PERTES DE CHANGE	150 000	126 417	100 000	- 50 000	
					Sous-total 666	150 000	126 417	100 000	- 50 000	
					Total chapitre 66.....	150 000	126 417	100 000	- 50 000	
67	8				CHARGES EXCEPTIONNELLES					
					AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 000	0	10 000	0	
					Sous-total 678	10 000	0	10 000	0	
					Total chapitre 67.....	10 000	0	10 000	0	
68	1				DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS					
					DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	2 000 000	1 944 020	2 450 000	450 000	
					Sous-total 681	2 000 000	1 944 020	2 450 000	450 000	
					Total chapitre 68.....	2 000 000	1 944 020	2 450 000	450 000	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuille 4

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS RÉALISÉS Exercice 2015 à la date du 23/02/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
					SECTION I - FONCTIONNEMENT					
					TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT	764 896 379	689 579 904	522 030 000	- 242 866 379	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4)

Feuille 5

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 23/02/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
20	5				SECTION II - OPERATION EN CAPITAL					
					IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
					CONCESSIONS DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES.....	2 000 000	1 366 813	500 000	- 1 500 000	
					Sous-total 205	2 000 000	1 366 813	500 000	- 1 500 000	
					Total chapitre 20.....	2 000 000	1 366 813	500 000	- 1 500 000	
21	8				IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 600 000	1 015 353	4 000 000	1 400 000	
					AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
					Sous-total 218	2 600 000	1 015 353	4 000 000	1 400 000	
					Total chapitre 21.....	2 600 000	1 015 353	4 000 000	1 400 000	
					TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL	4 600 000	2 382 166	4 500 000	- 100 000	

CADRE 2
(DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 7)

Feuille 6

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES RECETTES				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 23/02/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
70	1				SECTION I - FONCTIONNEMENT					
					VENTES DE MARCHANDISES					
					VENTES PRODUITS FINIS	1 300 000	790 475	1 500 000	200 000	
					Sous-total 701	1 300 000	790 475	1 500 000	200 000	
					PRESTATIONS SERVICES	0	0	5 000 000	5 000 000	
					Sous-total 706	0	0	5 000 000	5 000 000	
					Total chapitre 70.....	1 300 000	790 475	6 500 000	5 200 000	
74	4				SUBVENTION EXPLOITATION	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	
					SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POLYNESIE FRANCAISE					
					Sous-total 744	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	
					AUTRES SUBVENTIONS EXPLOITATION	4 773 270	4 773 270	0	- 4 773 270	
					(RF) ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	357 413 109	305 713 573	75 200 000	- 282 213 109	
					(RF) Fichier électoral de Polynésie française	0	0	37 870 000	37 870 000	
					Sous-total 748	362 186 379	310 486 843	113 070 000	- 249 116 379	
					Total chapitre 74.....	762 186 379	710 486 843	513 070 000	- 249 116 379	
75	8				AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	4 000 000	5 389 916	4 500 000	500 000	
					DIVERS AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE					
					Sous-total 758	4 000 000	5 389 916	4 500 000	500 000	
					Total chapitre 75.....	4 000 000	5 389 916	4 500 000	500 000	
76	6				PRODUITS FINANCIERS	10 000	0	10 000	0	
					GAINS AU CHANGE					
					Sous-total 766	10 000	0	10 000	0	
					Total chapitre 76.....	10 000	0	10 000	0	
					TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT	767 496 379	716 667 234	524 080 000	- 243 416 379	

CADRE 2
(DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 7

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES RECETTES				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 23/02/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
28	0				SECTION II - OPERATION EN CAPITAL					
					AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS					
					AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
					Sous-total 280	240 000	234 883	530 000	290 000	
					AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 760 000	1 709 137	1 920 000	160 000	
					Sous-total 281	1 760 000	1 709 137	1 920 000	160 000	
					Total chapitre 28.....	2 000 000	1 944 020	2 450 000	450 000	
					TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL	2 000 000	1 944 020	2 450 000	450 000	

CADRE 3
(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

DEPENSES			Section I - FONCTIONNEMENT	RECETTES	
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES
60	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	10 400 000	70	VENTES DE MARCHANDISES	6 500 000
61	ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEUR	36 295 000	74	SUBVENTION EXPLOITATION	513 070 000
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'AC	45 255 000	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	4 500 000
63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	150 000	76	PRODUITS FINANCIERS	10 000
64	CHARGES DE PERSONNEL	424 570 000			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 800 000			
66	CHARGES FINANCIERES	100 000			
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 000			
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	2 450 000			
	Total des DEPENSES	522 030 000		Total des RECETTES	524 080 000
	Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement à la section II)	2 050 000		Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement de la section II)	
	Montant TOTAL	524 080 000		Montant TOTAL	524 080 000

CADRE 3

(TABLEAU RECAPITULATIF DES DÉPENSES ET RECETTES)

DEPENSES			Section II - OPERATION EN CAPITAL		RECETTES
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	500 000	28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	2 450 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 000 000			
	Total des DEPENSES	4 500 000		Total des RECETTES	2 450 000
	Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement à la section I) Augmentation du fonds de roulement			Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement de la section I) Diminution du fonds de roulement	2 050 000
	Montant TOTAL	4 500 000		Montant TOTAL	4 500 000
	TOTAL BRUT DES DEPENSES ...	528 580 000		TOTAL BRUT DES RECETTES ...	528 580 000
	A déduire : dépenses internes (Virements entre sections)	2 050 000		A déduire : recettes internes (Virements entre sections)	2 050 000
	TOTAL NET DES DEPENSES	526 530 000		TOTAL NET DES RECETTES	526 530 000

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 309 PR du 3 mai 2016 portant octroi d'une aide financière à Mme Sophia Maire Toofa.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu la loi du pays n° 2013-13 du 6 mai 2013 réglementant les aides financières aux agriculteurs ;

Vu l'arrêté n° 1040 CM du 29 juillet 2013 modifié portant application de la loi du pays n° 2013-13 du 6 mai 2013 réglementant les aides financières aux agriculteurs ;

Vu la demande de Mme Sophia Maire Toofa en date du 19 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er. — Une aide d'un montant de 604 790 F CFP (*six cent quatre mille sept cent quatre-vingt-dix francs CFP*) est attribuée à Mme Sophia Maire Toofa pour l'acquisition d'équipements agricoles (aide type II de la loi du pays n° 2013-13 du 6 mai 2013). Mme Sophia Maire Toofa, née le 27 avril 1965 à Papeete, est exploitante agricole à Moorea-Maiao, Paopao.

Le taux d'aide correspond à 70 % (50 % d'aide type II + la majoration de 20 % pour son engagement dans une démarche de production biologique) du montant des dépenses éligibles selon le détail ci-après.

Dépenses éligibles : 863 985 F CFP ;

Aide : 604 790 F CFP.

Art. 2. — La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, centre de travail 74010-F, chapitre 965, sous-chapitre 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée en une fois, sur le compte ouvert par les Ets Dieumegard, fournisseur du matériel, à la Banque SOCREDO, suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et le Président de la Polynésie française, en charge du développement de l'agriculture.

La bénéficiaire de l'aide s'engage à retirer le matériel, objet de l'aide, auprès du fournisseur dans un délai de 12 mois après signature du présent arrêté. Elle s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur, auquel elle verse sa quote-part de la dépense réalisée.

Art. 4. — Dans le cas où le montant de la dépense réalisée en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de la dépense réelle.

Dans le cas où le montant de la dépense réalisée en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de la décision attributive, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, l'autorité compétente constate la caducité de sa décision et en informe la bénéficiaire. Sur demande de la bénéficiaire, cette autorité peut proroger, avant l'expiration du délai de caducité précité d'un an, la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 6. — Mme Sophia Maire Toofa s'engage à laisser libre accès au service du développement rural pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière

durant au moins 5 ans à partir de la date de réception du dossier de demande d'aide, et à conserver l'usage du matériel financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition.

Art. 7. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 8. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Sophia Maire Toofa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mai 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 310 PR du 3 mai 2016 déléguant au ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports le pouvoir de conclure la convention relative à l'organisation des Jeux du Pacifique de 2023.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 67 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, le Président de la Polynésie française délègue au ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports le pouvoir de conclure la convention relative à l'organisation des Jeux du Pacifique de 2023.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mai 2016.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 311 PR du 4 mai 2016 autorisant la location du lot n° 71 d'une superficie de 0,92 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuata, commune associée de Avera, au profit de M. Jacques Francis Jean Huteau.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuata au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuata, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvés par arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 26 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée la location du lot n° 71 d'une superficie de 0,92 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuata, commune associée de Avera, au profit de M. Jacques Francis Jean Huteau, à des fins agricoles.

Art. 2.— La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *neuf mille deux cents francs CFP* (9 200 F CFP), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable d'avance à la caisse de la recette - conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 312 PR du 4 mai 2016 autorisant la location du lot n° 193 d'une superficie de 0,93 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuātea, commune associée de Avera, au profit de M. Ioela Ismaël Rima.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuātea au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuātea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 26 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location du lot n° 193 d'une superficie de 0,93 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuātea, commune associée de Avera, au profit de M. Ioela Ismaël Rima, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à *neuf mille trois cents francs CFP* (9 300 F CFP), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable d'avance à la caisse de la recette - conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 313 PR du 4 mai 2016 autorisant la location du lot n° 43 e d'une superficie de 1 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuātea, commune associée de Avera, au profit de M. Ricardo (fils) Tauraa.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 26 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location du lot n° 43 e d'une superficie de 1 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de M. Ricardo (fils) Tauraa, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à dix mille francs CFP (10 000 F CFP), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable d'avance à la caisse de la recette - conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 314 PR du 4 mai 2016 autorisant la location du lot n° 110 b d'une superficie de 0,11 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de M. Thierry Hawaiki Tearo.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 26 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée la location du lot n° 110-b d'une superficie de 0,11 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de M. Thierry Hawaiki Tearo, à des fins agricoles.

Art. 2.— La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *mille cent francs CFP* (1 100 F CFP), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable d'avance à la caisse de la recette - conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 315 PR du 4 mai 2016 autorisant la location du lot n° 43 a d'une superficie de 0,75 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de Mme Cindy Miri Teinauri.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 26 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée la location du lot n° 43 a d'une superficie de 0,75 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de Mme Cindy Miri Teinauri, à des fins agricoles.

Art. 2.— La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *sept mille cinq cents francs CFP* (7 500 F CFP), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable d'avance à la caisse de la recette - conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 316 PR du 4 mai 2016 autorisant la location du lot n° 114 d'une superficie de 1,23 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de M. Christophe Remuura Tent.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 26 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée la location du lot n° 114 d'une superficie de 1,23 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de M. Christophe Remuura Tent, à des fins agricoles.

Art. 2.— La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *douze mille trois cents francs CFP* (12 300 F CFP), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable d'avance à la caisse de la recette - conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 317 PR du 4 mai 2016 autorisant la location du lot n° 150 b d'une superficie de 1,14 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuata, commune associée de Avera, au profit de M. Ariihau Manuel Teriitaohia.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuata au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuata, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 ;

Vu l'arrêté n° 8103 MLA du 27 août 2014 autorisant la location du lot n° 150 b dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuata, île de Raiatea, île Sous-le-Vent, d'une superficie de 1,14 hectare, au profit de M. Emanuela Teriitaohia ;

Vu le bail en date du 24 novembre 2014 conclu par la Polynésie française au profit de M. Emanuela Teriitaohia ;

Vu la lettre de M. Emanuela Teriitaohia de demande de transfert au profit de M. Ariihau Manuel Teriitaohia en date du 15 novembre 2015 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 26 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée la location du lot n° 150 b d'une superficie de 1,14 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuata, commune associée de Avera, au profit de M. Ariihau Manuel Teriitaohia, à des fins agricoles.

Art. 2.— Le transfert de l'autorisation de location est consenti à compter du 1er janvier 2016 pour le temps restant à courir du bail du 24 novembre 2014 susvisé, soit jusqu'au 23 novembre 2023.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *onze mille quatre cents francs CFP* (11 400 F CFP), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable d'avance à la caisse de la recette - conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7.— L'arrêté n° 8103 MLA du 27 août 2014 autorisant la location du lot n° 150 b dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuata, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, d'une superficie de 1,14 hectare, au profit de M. Emanuela Teriitaohia est abrogé à compter du 1er janvier 2016.

Le bail du 24 novembre 2014 est résilié à compter de la même date.

Art. 8.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 318 PR du 4 mai 2016 autorisant la location du lot n° 201 d'une superficie de 0,30 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuata, commune associée de Avera, au profit de M. Tihoti Roland Teriitaohia.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuata au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuata, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 26 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée la location du lot n° 201 d'une superficie de 0,30 hectare dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuata, commune associée de Avera, au profit de M. Tihoti Roland Teriitaohia, à des fins d'élevage.

Art. 2.— La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *trois mille francs CFP* (3 000 F CFP), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable d'avance à la caisse de la recette - conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 326 PR du 9 mai 2016 portant nomination d'un membre de la commission consultative de la plongée subaquatique de loisir.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-176 AT du 20 octobre 1992 relative aux garanties de techniques et de sécurité dans les clubs, centres, écoles, organismes de plongée subaquatique sportive et de loisir en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 174 CM du 19 février 2016 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'enseignement, l'encadrement et l'animation contre rémunération des activités physiques et sportives ;

Vu l'arrêté n° 276 CM du 9 février 2004 modifié relatif au contrôle de l'enseignement contre rémunération des activités physiques et sportives ;

Vu la lettre de candidature de M. Paul Ramos en date du 14 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— M. Paul Ramos est nommé membre de la commission consultative de la plongée subaquatique de loisir pour ses compétences.

Art. 2.— Il est nommé pour une durée de deux ans à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 3.— L'arrêté n° 7708 MEJ du 9 octobre 2012 portant nomination d'un membre de la commission consultative de la plongée subaquatique de loisir est abrogé.

Art. 4.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 327 PR du 9 mai 2016 portant nomination d'un inspecteur de la pharmacie.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service de la santé publique dénommé "direction de la santé" ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation de la direction de la santé ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu l'arrêté n° 654 PR du 21 octobre 2015 portant commissionnement de cinq agents de la direction de la santé pour constater les infractions à la réglementation sanitaire ;

Vu l'arrêté n° 9728 VP du 6 novembre 2014 portant titularisation de Mme Carole Florence Sophie Gombert épouse Alpini en qualité de pharmacien de 2e classe à la direction de la santé (département de la planification et de l'organisation des soins),

Arrête :

Article 1er.— Mme Carole Gombert épouse Alpini est nommée inspecteur de la pharmacie de l'administration de la Polynésie française conformément à l'article 13 de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 susvisée.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Edouard FRITCH.

**MINISTERE DU TOURISME,
DES TRANSPORTS AERIENS INTERNATIONAUX,
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRETE n° 3673 MTF du 3 mai 2016 portant attribution d'une licence de navigation charter grande plaisance à la société Global Corporate Charter Company Ltd pour le navire à moteur "Seven Sins".

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le code des douanes ;

Vu l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 fixant les modalités du contrôle douanier de la navigation maritime de plaisance et les conditions d'application du régime douanier de l'admission temporaire aux navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé et aux navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ;

Vu la demande de licence formulée le 28 mars 2016 par l'EURL Tahiti SuperYacht Support, représentant la société Global Corporate Charter Ltd ;

Vu l'avis favorable n° 78-04 SAM PF/2016 du 26 avril 2016 du service des affaires maritimes,

Arrête :

Article 1er.— Une licence de navigation charter grande plaisance est attribuée pour le navire à moteur "Seven Sins" à la société Global Corporate Charter Company Ltd.

Cette autorisation est valable pour une durée de six (6) mois et pour une durée minimale d'activité de vingt-cinq (25) jours. En application du dernier alinéa de l'article 5 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, la durée minimale d'activité est de douze (12) jours.

La présente autorisation est renouvelable sur demande du bénéficiaire dans les conditions définies à l'article 5.8 de la délibération précitée.

Art. 2.— Préalablement à l'exploitation du navire sous licence charter, le bénéficiaire doit placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale conformément à l'article 10 de la délibération précitée.

Art. 3.— Par dérogation à l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 susvisé, préalablement au premier contrat de navigation charter ou entre deux contrats effectués dans le

cadre de sa licence de navigation charter grande plaisance, la société exploitante du navire à moteur "Seven Sins" est autorisée à placer ce navire sous le régime douanier de l'admission temporaire normale sous réserve du respect de la réglementation douanière en vigueur. Le bénéficiaire a l'obligation de déclarer ses contrats de navigation charter auprès du service des douanes et de placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale avant le jour de commencement de chaque contrat et pendant la durée de celui-ci.

Art. 4.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mai 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 3674 MTF/SDT du 3 mai 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Mahana Park, sis à Punaauia, île de Tahiti, au profit de M. Gérard Guiss, pour y exercer une activité de restauration de type rapide.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 1761 MLA du 21 février 2014 portant affectation de plusieurs sites constituant des accès publics à la mer sis communes de Punaauia, Paea et Hitia'a O Te Ra, au profit du service du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 248 CM du 10 mars 2016 fixant les tarifs des redevances d'occupation temporaire des emplacements et des dépendances des domaines affectés au service du tourisme, d'une durée supérieure à trois mois ;

Vu la demande de M. Gérard Guiss en date du 23 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Mahana Park, sis à Punaauia, île de Tahiti, d'une superficie de 10 mètres carrés, est autorisée au profit de M. Gérard Christian Guiss, né le 30 juin 1970 à Drancy (93), France, tel. 87 77 68 63, enseigne commerciale "Guiss Poulet", n° Tahiti : 528232, domicilié à Paea, PK 23,200, côté montagne, servitude Fagneaux, BP 2137, 98713 Papeete, dénommé "le bénéficiaire" dans le présent arrêté.

Et tel que l'emplacement figure sur le plan joint au présent arrêté.

Art. 2. — Cette occupation est destinée à l'exercice d'une activité de restauration de type rapide (vente de poulets rôtis) au moyen d'un véhicule Boxer ouvert du mercredi au samedi de 10 heures à 18 heures, et le dimanche de 9 heures à 13 heures.

Art. 3. — La présente autorisation est consentie pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le bénéficiaire dispose d'un mois à compter de cette date, pour prendre possession des lieux. A défaut de respecter ce délai, la présente autorisation devient caduque, sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité quelconque.

Art. 4. — La présente autorisation sera caduque dès lors que les frais y afférents n'auront pas été payés dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le service du tourisme est chargé du suivi de la présente autorisation.

Art. 6. — La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions particulières du présent arrêté, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il a l'obligation d'entretenir l'emplacement occupé et de le tenir en parfait état de propreté. Il ne peut en aucun cas modifier l'espace autorisé ni en changer la destination ;
- 2° Il est seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 3° Il lui appartiendra de souscrire toutes assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile. A cet effet, il devra produire annuellement au service du tourisme une attestation

d'assurance conclue dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public ;

- 4° Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 5° Il est tenu de s'acquitter tous impôts, redevances et taxes dus au titre de l'occupation et de son activité ;
- 6° Il lui est interdit de réserver par quelque moyen que ce soit (barrière métallique, ruban de signalisation...) l'emplacement attribué. Toutefois, il pourra afficher sur un panneau le numéro de la présente autorisation ainsi que les horaires d'occupation ;
- 7° L'installation de son activité et de ses accessoires ne doit présenter aucun élément fixe sur le site. De même, le bénéficiaire n'exécutera aucune construction ou ouvrage quelconque sur l'emplacement occupé. Aucune infrastructure ni aucun matériel ou autre ne devra être laissé sur place après exercice d'activité ;
- 8° Aucune huile et eaux ménagères ne devront être déversées dans le réseau d'assainissement d'eaux pluviales (caniveau, avaloirs) ou dans l'environnement naturel ;
- 9° Il n'empiètera pas sur l'espace autorisé au profit d'un autre bénéficiaire d'autorisation d'occupation, et s'installera selon les indications qui lui sont données par les agents de l'administration ;
- 10° Il est tenu de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires en matière de commerce et consommation des boissons autorisés aux marchands ambulants.

Art. 7. — La présente autorisation d'occupation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable. En aucun cas, l'autorisation délivrée ne peut être considérée comme un bail commercial. Toute cession ou toute location par le bénéficiaire de son droit à occuper est interdite.

Art. 8. — Le service du tourisme peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire.

Art. 9. — L'autorité compétente peut résilier ou suspendre l'autorisation d'occupation de l'emplacement à tout moment, en cas de besoin. Pour cela, elle en informe le bénéficiaire au préalable, qui est tenu de libérer l'emplacement. La suspension ou la résiliation de l'autorisation d'occupation ne donne lieu à aucune indemnisation du bénéficiaire.

Il peut également être mis fin à la présente autorisation sur demande du bénéficiaire effectuée par tout moyen.

Art. 10. — Le bénéficiaire qui souhaite renouveler son autorisation devra en faire la demande 6 mois avant le terme de la présente autorisation.

Art. 11. — La présente autorisation d'occupation est consentie moyennant une redevance mensuelle fixée à 25 000 F CFP (*vingt-cinq mille francs CFP*). La redevance est payable d'avance chaque mois à la caisse de la recette, conservation des hypothèques (direction des affaires foncières) à Papeete, Tahiti, BP 114.

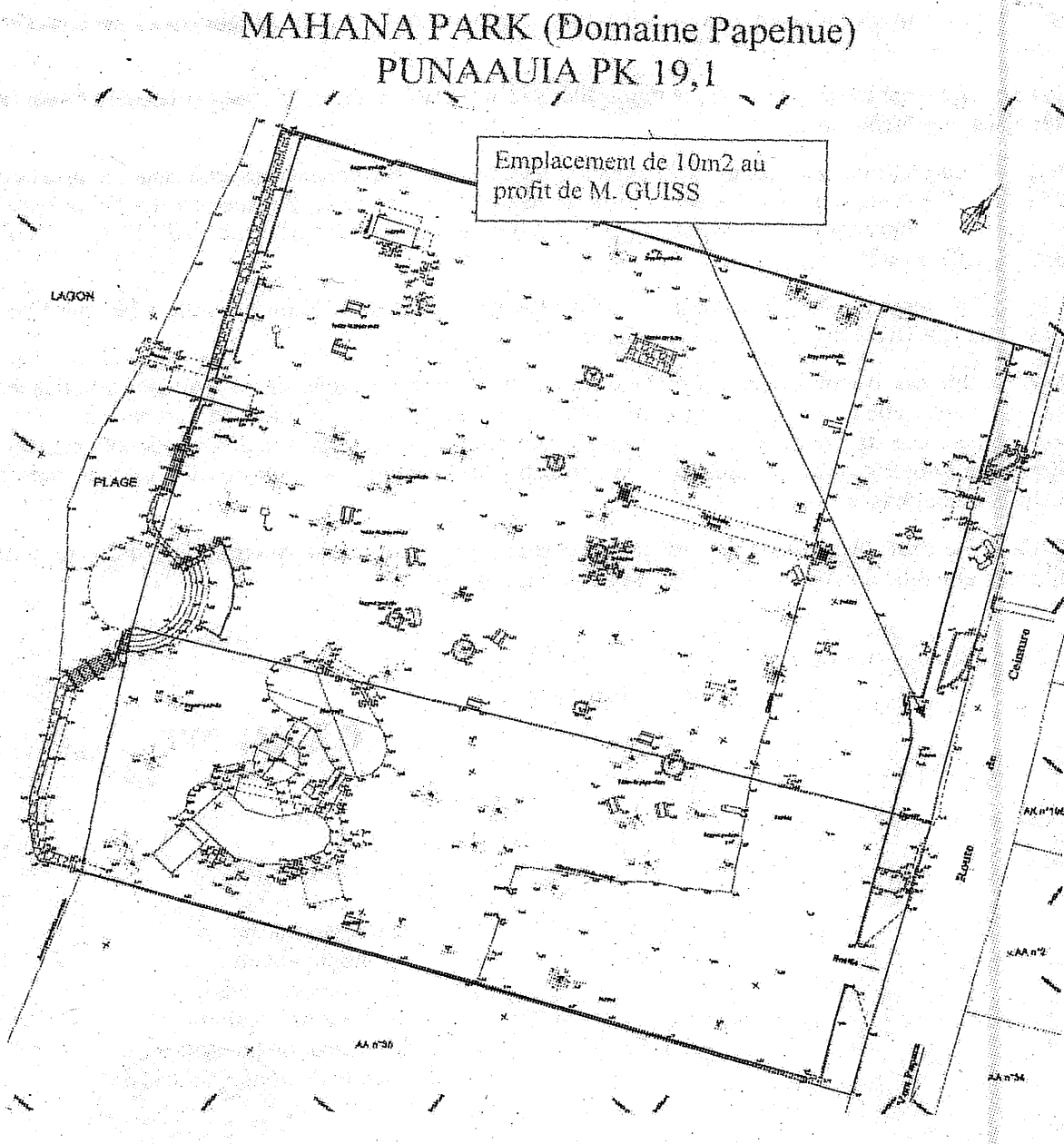
En cas de versement tardif, les sommes non payées seront majorées d'une pénalité telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Art. 12.— En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions de la présente autorisation, et notamment en cas de non-paiement de la redevance et de la cessation de l'usage de l'emplacement autorisé pendant une durée de trois (3) mois consécutif, l'autorité compétente pourra soit

appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages et intérêts.

Art. 13.— Le chef du service du tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mai 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.



ARRETE n° 3675 MTF du 3 mai 2016 portant attribution d'une licence de navigation charter grande plaisance à la société Maritime Asset Ventures pour le navire à voile "Vertigo".

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le code des douanes ;

Vu l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 fixant les modalités du contrôle douanier de la navigation maritime de plaisance et les conditions d'application du régime douanier de l'admission temporaire aux navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé et aux navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ;

Vu la demande de licence formulée le 4 avril 2016 par la SARL Tahiti SuperYacht Support, représentante de la société Maritime Asset Ventures ;

Vu l'avis favorable n° 75-04 SAM PF/2016 du 22 avril 2016 du service des affaires maritimes,

Arrête :

Article 1er.— Une licence de navigation charter grande plaisance est attribuée pour le navire à voile "Vertigo" à la société Maritime Asset Ventures.

Cette autorisation est valable pour une durée de six (6) mois et pour une durée minimale d'activité de trente-cinq (35) jours. En application du dernier alinéa de l'article 5 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, la durée minimale d'activité est de dix-sept (17) jours.

La présente autorisation est renouvelable sur demande du bénéficiaire dans les conditions définies à l'article 5.8 de la délibération précitée.

Art. 2.— Préalablement à l'exploitation du navire sous licence charter, le bénéficiaire doit placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale conformément à l'article 10 de la délibération précitée.

Art. 3.— Par dérogation à l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 susvisé, préalablement au premier contrat de navigation charter ou entre deux contrats effectués dans le cadre de sa licence de navigation charter grande plaisance, la société exploitante du navire à voile "Vertigo" est autorisée à placer ce navire sous le régime douanier de l'admission temporaire nonnale sous réserve du respect de la réglementation douanière en vigueur. Le bénéficiaire a l'obligation de déclarer ses contrats de navigation charter auprès du service des douanes et de placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale avant le jour de commencement de chaque contrat et pendant la durée de celui-ci.

Art. 4.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mai 2016.

Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 3676 MTF du 3 mai 2016 portant attribution d'une licence de navigation charter grande plaisance à la société Destination Ltd pour le navire à voile "Destination".

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le code des douanes ;

Vu l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 fixant les modalités du contrôle douanier de la navigation maritime de plaisance et les conditions d'application du régime douanier de l'admission temporaire aux navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie

française à usage privé et aux navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ;

Vu la demande de licence formulée le 4 avril 2016 par l'EURL Tahiti Yacht Services, représentante de la société Destination Ltd ;

Vu l'avis favorable n° 74-04 SAM PF/2016 du 22 avril 2016 du service des affaires maritimes,

Arrête :

Article 1er. — Une licence de navigation charter grande plaisance est attribuée pour le navire à voile "Destination" à la société Destination Ltd.

Cette autorisation est valable pour une durée de six (6) mois et pour une durée minimale d'activité de trente-cinq (35) jours. En application du dernier alinéa de l'article 5 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, la durée minimale d'activité est de dix-sept (17) jours.

La présente autorisation est renouvelable sur demande du bénéficiaire dans les conditions définies à l'article 5.8 de la délibération précitée.

Art. 2. — Préalablement à l'exploitation du navire sous licence charter, le bénéficiaire doit placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale conformément à l'article 10 de la délibération précitée.

Art. 3. — Par dérogation à l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 susvisé, préalablement au premier contrat de navigation charter ou entre deux contrats effectués dans le cadre de sa licence de navigation charter grande plaisance, la société exploitante du navire à voile "Destination" est autorisée à placer ce navire sous le régime douanier de l'admission temporaire normale sous réserve du respect de la réglementation douanière en vigueur. Le bénéficiaire a l'obligation de déclarer ses contrats de navigation charter auprès du service des douanes et de placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale avant le jour de commencement de chaque contrat et pendant la durée de celui-ci.

Art. 4. — Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mai 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 3677 MTF du 3 mai 2016 portant attribution d'une licence de navigation charter grande plaisance à la société Farfalla Yachting LLP. pour le navire à voile "Farfalla".

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le code des douanes ;

Vu l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 fixant les modalités du contrôle douanier de la navigation maritime de plaisance et les conditions d'application du régime douanier de l'admission temporaire aux navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé et aux navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ;

Vu la demande de licence formulée le 31 mars 2016 par l'EURL Pacific Avenues, enseigne Tahiti Océan, représentante de la société Farfalla Yachting LLP. ;

Vu l'avis favorable n° 65-04 SAM PF/2016 du 15 avril 2016 du service des affaires maritimes,

Arrête :

Article 1er. — Une licence de navigation charter grande plaisance est attribuée pour le navire à voile "Farfalla" à la société Farfalla Yachting LLP.

Cette autorisation est valable pour une durée de six (6) mois et pour une durée minimale d'activité de trente-cinq (35) jours. En application du dernier alinéa de l'article 5 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, la durée minimale d'activité est de dix-sept (17) jours.

La présente autorisation est renouvelable sur demande du bénéficiaire dans les conditions définies à l'article 5.8 de la délibération précitée.

Art. 2. — Préalablement à l'exploitation du navire sous licence charter, le bénéficiaire doit placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale conformément à l'article 10 de la délibération précitée.

Art. 3. — Par dérogation à l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 susvisé, préalablement au premier contrat de navigation charter ou entre deux contrats effectués dans le cadre de sa licence de navigation charter grande plaisance, la société exploitante du navire à voile "Farfalla" est autorisée à placer ce navire sous le régime douanier de l'admission temporaire normale sous réserve du respect de la réglementation douanière en vigueur. Le bénéficiaire a l'obligation de déclarer ses contrats de navigation charter auprès du service des douanes et de placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale avant le jour de commencement de chaque contrat et pendant la durée de celui-ci.

Art. 4. — Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mai 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 3678 MTF/SDT du 3 mai 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public de Tahiamanu, sis à Papetoai, île de Moorea, au profit de M. Hoarai Ruta.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 10770 MLV du 8 décembre 2014 portant affectation des parcelles dépendant de la terre Tahiamanu, cadastrées commune de Moorea-Maiao, section de commune de Papetoai, sections PR, n° 1 et n° 77 et PO n° 1 et n° 44, au profit du service du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 392 MLV du 19 janvier 2016 portant affectation d'un emplacement du domaine public maritime sis au droit de la terre Tahiamanu, cadastrée commune de Moorea-Maiao, section de commune de Papetoai, section PO n° 44, au profit du service du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 248 CM du 10 mars 2016 fixant les tarifs des redevances d'occupation temporaire des emplacements et des dépendances des domaines affectés au service du tourisme, d'une durée supérieure à trois mois ;

Vu la demande de M. Hoarai Ruta en date du 28 septembre 2015,

Arrête :

Article 1er. — L'occupation temporaire de deux (2) emplacements, l'un du domaine public terrestre (150 mètres carrés) et l'autre du domaine public maritime (190 mètres carrés), sis à Tahiamanu, Papetoai, île de Moorea, d'une superficie totale de 340 mètres carrés, est autorisée au profit de M. Hoarai Ruta, né le 22 juin 1984 à Moorea-Maiao, tel. : 87 79 29 47, enseigne commerciale "Mo'o arearea Parc", n° TAHITI B08669, domicilié à Mahina, PK 8,500, lot Oviri n° 95, BP 1198, 98709 Mahina, dénommé "le bénéficiaire" dans le présent arrêté.

Et tel que l'emplacement figure sur le plan joint au présent arrêté.

Art. 2. — Cette occupation est destinée à l'exercice d'une activité commerciale de loisirs constituée d'un parc aquatique de 78 mètres carrés et d'un fare d'accueil de 18 mètres carrés. Le parc sera ouvert au public les week-ends et jours fériés de 9 heures à 17 heures, et les mercredis et vendredis de 12 heures à 17 heures, en fonction des conditions météorologiques.

Art. 3. — Le bénéficiaire est autorisé à installer un fare décoré et aménagé selon un style local, de façon agréable, et ne nuisant pas à la vocation des lieux, à l'emplacement indiqué sur le plan joint. Le parc, constitué de bouées gonflables, sera ancré à l'aide de corps morts écologiques.

Art. 4. — La présente autorisation est consentie pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le bénéficiaire dispose d'un mois à compter de cette date, pour prendre possession des lieux. A défaut de respecter ce délai, la présente autorisation devient caduque, sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité quelconque.

Art. 5. — La présente autorisation sera caduque dès lors que les frais y afférents n'auront pas été payés dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6. — Le service du tourisme est chargé du suivi de la présente autorisation.

Art. 7. — La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions particulières du présent arrêté, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il a l'obligation d'entretenir l'emplacement occupé et de le tenir en parfait état de propreté. Il ne peut en aucun cas modifier l'espace autorisé ni en changer la destination ;
- 2° Il est seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 3° Il lui appartiendra de souscrire toutes assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile. A cet effet, il devra produire annuellement au service du tourisme une attestation d'assurance conclue dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public ;
- 4° Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 5° Il est tenu de s'acquitter de tous impôts, redevances et taxes dus au titre de l'occupation et de son activité ;
- 6° Il est autorisé à encadrer l'emplacement attribué uniquement par une clôture végétale. Il pourra en outre afficher sur un panneau le numéro de la présente autorisation ainsi que les horaires d'occupation ;
- 7° Il n'exécutera aucune construction ou ouvrage quelconque sur l'emplacement occupé hormis ce qui lui est autorisé. Pour les week-ends, la mise en place du matériel aquatique se fera le vendredi matin et le retrait le dimanche. Pour les jours fériés et mercredis : installation du matériel le matin et retrait le soir. Aucune infrastructure ni aucun matériel ou autre ne devra être laissé sur place après exercice d'activité ;
- 8° Il devra veiller à ce que l'environnement naturel du site ne soit pas souillé ni dégradé. A cet effet, il doit procéder à toutes opérations indispensables à la surveillance de son emplacement et doit prendre toutes les mesures nécessaires à sa sécurisation durant l'occupation des lieux ;
- 9° Il n'empiétera pas sur l'espace autorisé au profit d'un autre bénéficiaire d'autorisation d'occupation, et s'installera selon les indications qui lui sont données ;
- 10° Il est tenu de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires en matière de commerce.

Art. 8. — La présente autorisation d'occupation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable. En aucun cas, l'autorisation délivrée ne peut être considérée comme un bail commercial, toute location par le bénéficiaire de son droit à occuper est interdite.

Art. 9. — Le service du tourisme peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire.

Art. 10. — L'autorité compétente peut résilier ou suspendre l'autorisation d'occupation de l'emplacement à tout moment, en cas de besoin. Pour cela, elle en informe par tout moyen, le bénéficiaire au préalable, qui est tenu de libérer l'emplacement. La suspension ou la résiliation de l'autorisation d'occupation ne donne lieu à aucune indemnisation du bénéficiaire.

Il peut également être mis fin à la présente autorisation sur demande du bénéficiaire effectuée par tout moyen.

Art. 11. — Le bénéficiaire qui souhaite renouveler son autorisation devra en faire la demande 6 mois avant le terme de la présente autorisation.

Art. 12. — La présente autorisation d'occupation est consentie moyennant une redevance mensuelle fixée à 25 700 F CFP (*vingt-cinq mille sept cents francs CFP*). La redevance est payable d'avance chaque mois à la caisse de la recette, conservation des hypothèques (direction des affaires foncières), Papeete, Tahiti, BP 114.

En cas de versement tardif, les sommes non payées seront majorées d'une pénalité telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Art. 13. — Le bénéficiaire de la présente autorisation est exonéré du paiement de la redevance précitée, durant le premier mois, le temps d'installer son fare et le matériel d'exploitation.

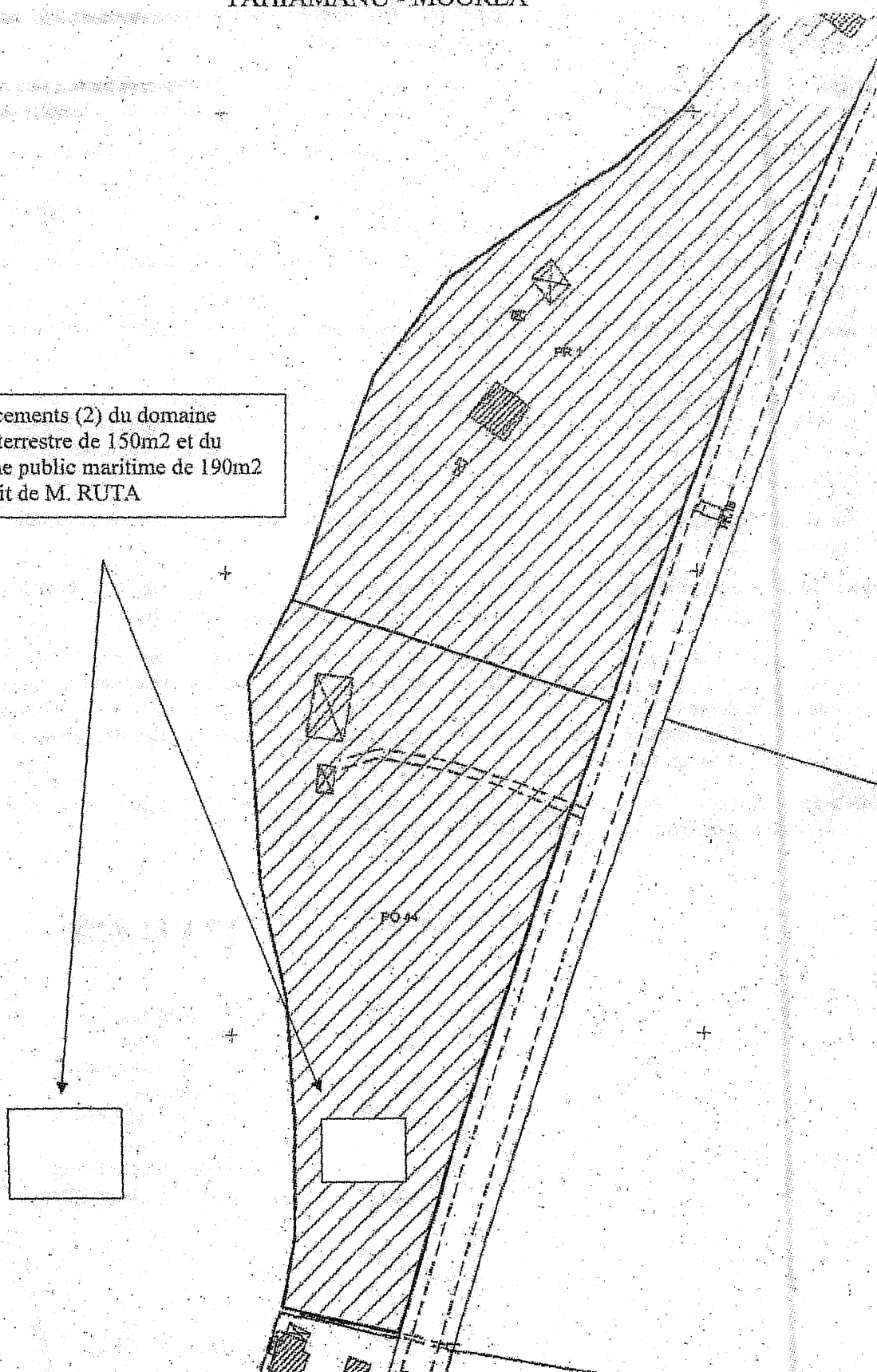
Art. 14. — En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions de la présente autorisation et notamment en cas de non-paiement de la redevance et de la cessation de l'usage de l'emplacement pendant une durée de trois (3) mois consécutif, l'autorité compétente pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages et intérêts.

Art. 15. — Le chef du service du tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mai 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

TAHIAMANU - MOOREA

Emplacements (2) du domaine
public terrestre de 150m² et du
domaine public maritime de 190m²
au profit de M. RUTA



ARRETE n° 3746 MTF/DGRH du 6 mai 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 4633 MTF du 10 juin 2015 portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-249 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 293 CM du 17 mars 1997 modifié relatif à l'examen professionnel d'accès au cadre d'emplois des auxiliaires de soins principaux de 2e classe de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016.

Art. 2. — Les conditions d'accès à l'examen, la nature, le programme de l'épreuve et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 293 CM 17 mars 1997 modifié susvisé.

L'examen professionnel d'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe est ouvert aux auxiliaires de soins qui réunissent cinq (5) années de services effectifs dans leur grade, non comprise la période de stage, au 1er janvier de l'année à laquelle est organisé l'examen professionnel, soit au 1er janvier 2016 et exerçant des fonctions :

- soit d'aide-soignant ;
- soit d'auxiliaire de puériculture ;
- soit d'adjoint de soins ;
- soit d'aide médico-psychologique.

Art. 3. — Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du lundi 23 mai 2016 :

- à la direction générale des ressources humaines, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 40 47 79 00, fax : 40 53 31 12) ;
- sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir : deux enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale, une copie de l'arrêté portant titularisation ou intégration dans le grade d'auxiliaire de soins de la fonction publique de la Polynésie française ou, le cas échéant, de l'arrêté portant dernier avancement.

L'ouverture des inscriptions est fixée au lundi 23 mai 2016 et la date de clôture des inscriptions est fixée au jeudi 23 juin 2016 à 12 heures.

Tout dossier parvenu à la direction générale des ressources humaines incomplet ou postérieurement à la date et à l'heure de clôture des inscriptions, ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à passer l'examen professionnel sera affichée dans les locaux de la direction générale des ressources humaines et publiée sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Art. 4. — L'examen professionnel d'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe est écrit et anonyme.

L'épreuve écrite comporte six questions techniques permettant d'apprécier les connaissances professionnelles du candidat (durée : 1 heure - notation : de 0 à 20 points).

Art. 5. — Les candidats autorisés à participer à l'examen, convoqués individuellement, seront informés du lieu de l'épreuve écrite.

Un centre d'examen est ouvert à Papeete.

La date de l'épreuve écrite est fixée au vendredi 19 août 2016.

Art. 6.— Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mai 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général
des ressources humaines,*
Bruno LONJON.

ARRETE n° 3747 MTF/DGRH du 6 mai 2016 modifiant l'arrêté n° 3586 MTF/DGRH du 29 avril 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 34 ingénieurs subdivisionnaires et de 6 ingénieurs en chef de 1re catégorie de 2e classe de catégorie A relevant de la fonction publique de la Polynésie française.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 4633 MTF du 10 juin 2015 portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-230 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 334 CM du 2 avril 1997 modifié fixant les modalités et les programmes des épreuves des concours de recrutement des ingénieurs subdivisionnaires et des ingénieurs en chef de 1re catégorie de 2e classe de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 58 CM du 21 janvier 2016 portant autorisation d'ouverture au titre de l'année 2016 de concours relevant de la filière administrative et financière, de la filière technique, de la filière éducative et de la filière santé de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3586 MTF/DGRH du 29 avril 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 34 ingénieurs subdivisionnaires et de 6 ingénieurs en chef de 1re catégorie de 2e classe de catégorie A relevant de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Le second paragraphe de l'article 3 est complété ainsi qu'il suit :

- “ diplôme de qualification en physique radiologique et médicale sanctionnant une formation d'une durée au moins égale à cinq années d'études supérieures après le baccalauréat ;
- diplôme permettant l'exercice des fonctions d'ingénieur qualifié dans le domaine de la santé sanctionnant une formation d'une durée au moins égale à cinq années d'études supérieures après le baccalauréat”.

Art. 2.— Le 4e alinéa de l'article 4 de l'arrêté n° 3586 MTF/DGRH du 29 avril 2016 est rédigé comme suit :

“L'ouverture des inscriptions est fixée au vendredi 13 mai 2016 et la date de clôture est fixée au lundi 13 juin 2016 à 12 heures.”

Art. 3.— Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française

Fait à Papeete, le 6 mai 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général
des ressources humaines,*
Bruno LONJON.

**MINISTRE DE LA RELANCE ECONOMIQUE,
DE L'ECONOMIE BLEUE,
DE LA POLITIQUE NUMERIQUE
ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

ARRETE n° 3659 MEI/DAE du 2 mai 2016 portant extension de 5 dépôts portant sur l'enregistrement de 14 dessins et modèles français.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété

intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle n° 2016-8 du 22 avril 2016 ayant publié les dépôts n° 160400 comportant 1 modèle, n° 20155823 comportant 2 modèles, n° 20155823 comportant 2 modèles, n° 20154577 comportant 3 modèles et n° 160824 comportant 6 modèles,

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI susvisé et listés en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 mai 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 14 DESSINS ET MODELES DELIVRES PAR L'INPI

BOPI n°2016-08 du 22 avril 2016

Objets d'ornement.
(Classe 11)

Classement 11-01

No(s) de publication 978 553 et 978 554

No(s) d'enregistrement ou national : 160 400

Dépôt du 26 janvier 2016, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 2

Déposant(s) : NICOLAS Julien, Faa'a, BP 6883, 98702

FAA'A VILLE

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

NICOLAS Julien, Faa'a, BP 6883, 98702 FAA'A VILLE

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Boucle d'oreille

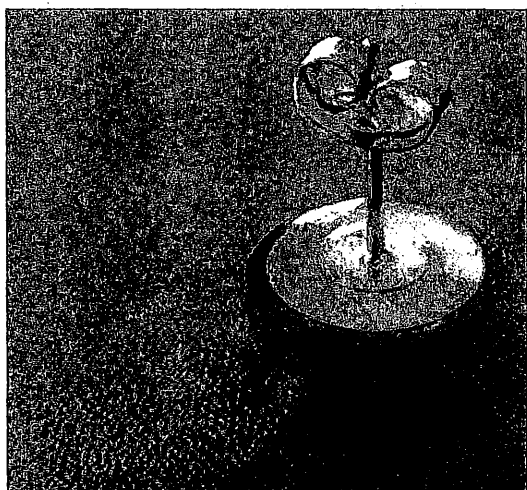
D.M. n° 1 : 4 repr.

Date de publication : 22 avril 2016

Description :

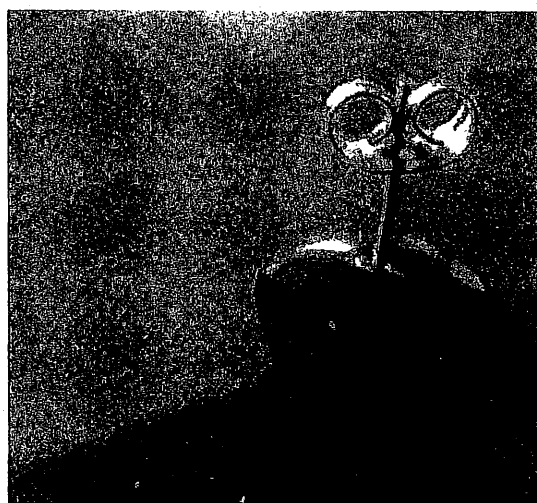
Repr. 1-2 : Boucle d'oreille 1/2 perle, vue Arrière

Repr. 1-4 : Boucle d'oreille 1/2 perle, vue arrière



1-2

978 553



1-4

Reproduction déposée en couleur

978 554

Moyens de transport ou de lavage.
(Classe 12)

Classement 12-11

No(s) de publication 978 600 et 978 601

No(s) d'enregistrement ou national : 2015 5823

Dépôt du 1 décembre 2015, à INPI ILE DE FRANCE

Nombre total de dessins ou modèles : 2

Nombre total de reproductions : 3

Déposant(s) : ZELLER Isabelle, Monique, 53 rue de la

Rochette, 68660 LIEPVRE

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ZELLER Isabelle, 53 rue de la Rochette, 68660 LIEPVRE

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Bandage de protection amovible

de roues pour véhicule 2 roues

D.M. n° 2 : 2 repr.

Date de publication : 22 avril 2016

Description :

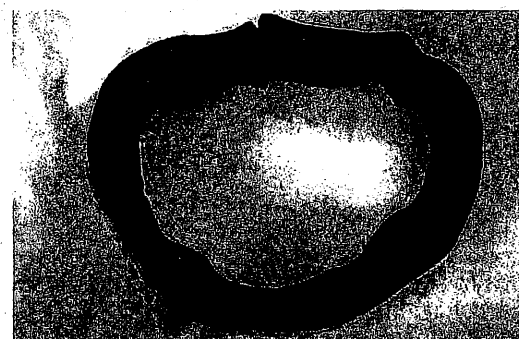
Repr. 2-1 : Vue ouverte

Repr. 2-2 : Vue de face fermé



2-1

978 600



2-2

Reproduction déposée en couleur

978 601

Classement 12-12

No(s) de publication 978 602

No(s) d'enregistrement ou national : 2015 5823

Dépôt du 1 décembre 2015, à INPI ILE DE FRANCE

Nombre total de dessins ou modèles : 2

Nombre total de reproductions : 3

Déposant(s) : ZELLER Isabelle, Monique, 53 rue de la

Rochette, 68660 LIEPVRE

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ZELLER Isabelle, 53 rue de la Rochette, 68660 LIEPVRE

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Bandage de protection de roues

de fauteuil roulant

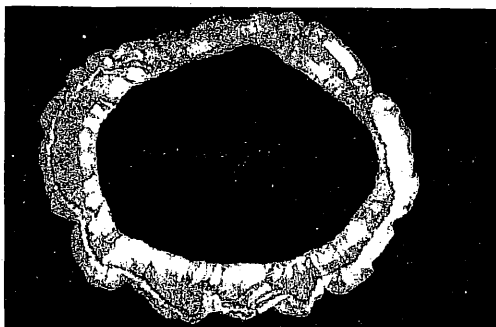
D.M. n° 1 : 1 repr.

Date de publication : 22 avril 2016

Description :

Repr. 1-1 : Vue de face

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 14 DESSINS ET MODELES DELIVRES PAR L'INPI



1-1

978 602

**Constructions et éléments de construction.
(Classe 25)**
Classement 25-01*No(s) de publication* 978 836 à 978 838*No(s) d'enregistrement ou national* : 2015 4577*Dépôt du* 23 septembre 2015, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE*Nombre total de dessins ou modèles* : 3*Nombre total de reproductions* : 3*Déposant(s)* : EURO-SHELTER, Société par Actions*Simplifiée à Associé Unique*, 13 route de la Minière,78000 VERSAILLES, *No SIREN* : 399293380*GOUDE GLASS, Société par Actions Simplifiée*, ZAC

des Cormiers, 3 rue du Gros Guillaume, 35650 LE RHEU,

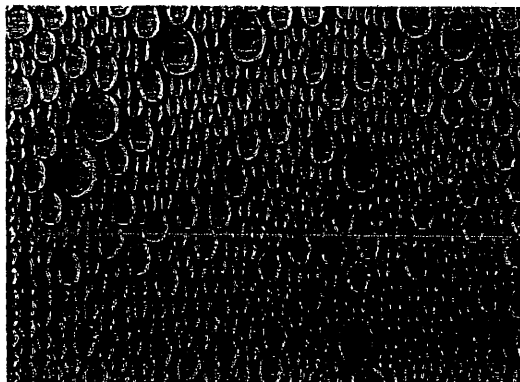
No SIREN : 998358204*Mandataire ou destinataire de la correspondance* :

Cabinet CHAILLOT, Mme DESROIS Julie, 16/20 avenue

de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES CEDEX

Demande d'extension : Polynésie Française*Modèle(s) publié(s)**Nature du (des) objet(s)* : Panneau décoratif pour la construction

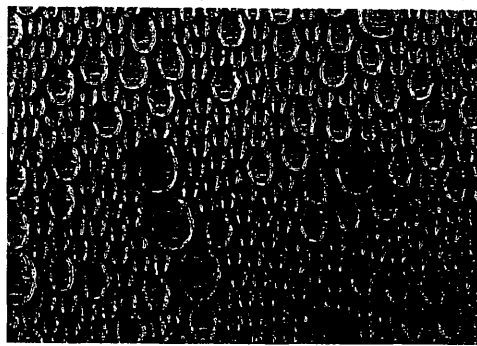
D.M. n° 1 à 3 : 1 repr.

Date de publication : 22 avril 2016*Description* :*Repr. 1-1* : Matériau feuilleté verre avec insert nid d'abeille polymère*Repr. 2-1* : Matériau feuilleté verre avec insert nid d'abeille polymère*Repr. 3-1* : Matériau feuilleté verre avec insert nid d'abeille polymère

1-1

Reproduction déposée en couleur

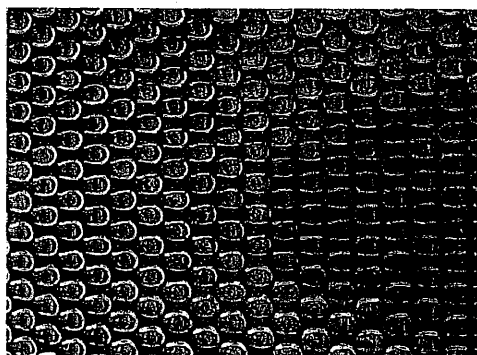
978 836



2-1

Reproduction déposée en couleur

978 837



3-1

Reproduction déposée en couleur

978 838

**Symboles graphiques et logos, motifs décoratifs
pour surfaces, ornementation.
(Classe 32)**
Classement 32-00*No(s) de publication* 979 118 à 979 123*No(s) d'enregistrement ou national* : 160 824*Dépôt du* 15 février 2016, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE*Nombre total de dessins ou modèles* : 6*Nombre total de reproductions* : 6*Déposant(s)* : BONDUELLE, Société par Actions Simplifiée,La Woestyne, 59173 RENESCURE, *No SIREN* :

445450174

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

BUREAUDUTHOITLEGROSASSOCIES, Mme DEJARDINS

Bérénice, 31 rue des Poissonceaux, CS 40009, 59044

LILLE CEDEX

Demande d'extension : Polynésie Française*Modèle(s) publié(s)**Nature du (des) objet(s)* : Ornementation

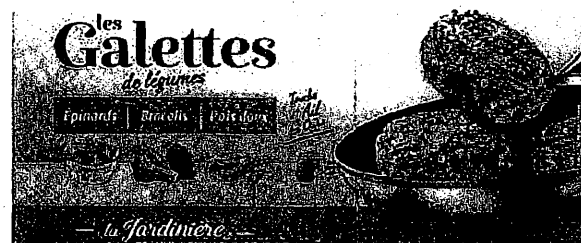
D.M. n° 1 à 6 : 1 repr.

Date de publication : 22 avril 2016*Description* :*Repr. 1-1* : Packaging 3LA RUSTIQUE3*Repr. 2-1* : Packaging 3LA JARDINIERE3*Repr. 3-1* : Packaging 3LA PAYSANNE3*Repr. 4-1* : Packaging 3LA PROVENCALE3*Repr. 5-1* : Packaging 3LA PRINTANIERE3*Repr. 6-1* : Packaging 3LACAMPAGNE3

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 14 DESSINS ET MODELES DELIVRES PAR L'INPI



1-1 Reproduction déposée en couleur 979 118



2-1 Reproduction déposée en couleur 979 119



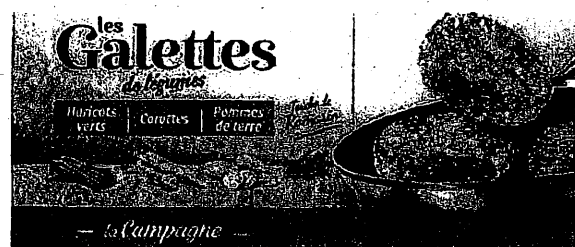
3-1 Reproduction déposée en couleur 979 120



4-1 Reproduction déposée en couleur 979 121



5-1 Reproduction déposée en couleur 979 122



6-1 Reproduction déposée en couleur 979 123

ARRETE n° 3660 MEI/DGAE du 2 mai 2016 portant répartition du quota d'importation de volailles de race de poule pondeuse ouvert au titre de l'année 2016.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1436 CM du 12 novembre 2001 modifié portant fixation du régime d'importation de volailles de race de poule pondeuse ;

Vu l'arrêté n° 461 CM du 21 avril 2016 portant ouverture de quotas d'importation de volailles de race de poule pondeuse pour l'année 2016 ;

Vu l'avis de la commission avicole réunie le 4 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le quota d'importation de race de poule pondeuse ouvert au titre de l'année 2016 au profit des aviculteurs de Polynésie française est réparti comme suit :

ARCHIPEL	AVICULTEURS	ÎLES	QUOTAS 2016
Îles du Vent	CHOQUET Daniel	Tahiti	60 000
	SCA Heia Tau Arii	Tahiti	25 000
	SCA Hotu Rau	Tahiti	25 000
	SCA Teva Farms	Tahiti	24 000
	Société Agricole de Tahiti	Tahiti	40 000
	Wong Kui Long	Tahiti	30 000
	Chin Adrien	Tahiti	500
	Tiare Vohi	Tahiti	400
	Mu San Johnny	Tahiti	200
	Lalla Jean	Tahiti	500
	Teupoohuituaaitetoarai Madeleine	Tahiti	200
	Vauquelin Hinano	Tahiti	500
	Tauraatua Nohorai	Tahiti	200
	Boudot Albert	Tahiti	300
	Buillard Emile	Tahiti	300
	Vonken Augustin	Tahiti	500
	Tihoti Agnes	Tahiti	200
	Teinaore Tony	Tahiti	0
	Nardi Alain	Moorea	0
	Hiro Linda	Moorea	0
	Taharoa Michel	Moorea	500
	Rurua Teava	Moorea	200
	Darphin Ronald	Moorea	100
Total Îles du Vent		Quotas 2016 : 208 600	

ARCHIPEL	AVICULTEURS	ÎLES	QUOTAS 2016
Îles sous le vent	Ah Sin Armand	Raiatea	8 000
	SCA Raromatai	Raiatea	6 000
	Yuan Jean-Pierre	Raiatea	13 000
	Lison de Loma Thierry	Raiatea	500
	Roi Christophe	Huahine	500
	Metidji Asdine	Huahine	500
	SCA Fare Ihi	Huahine	Arrêt
	Colombani Pascal	Huahine	Arrêt
	Manutahi Lucy	Huahine	400
	Rehia epse Glenda	Huahine	0
	Tefaataumarama Leilanie	Huahine	300
	Faareaiti Bill	Huahine	0
	Tchong Pascal	Huahine	200
	Maimaro Thierry	Bora Bora	500
	Teheiura Delano	Bora Bora	250
	Maono Urana Sophie	Bora Bora	250
	Taura Hiri	Bora Bora	0
	Loyat Marjolène	Maupiti	500
	Mohi Noelle	Maupiti	250
	Valette Sébastien	Maupiti	250
	Atger Léon	Tahaa	300
	Moua Robert	Tahaa	300
	Hoi Teumere	Tahaa	300
Total Îles Sous le Vent		Quotas 2016 : 32 300	

ARCHIPEL	AVICULTEUR	ÎLES	QUOTAS 2016
Australes	Piquet Dominique	Tubuai	300
	Jourdain Pairu	Tubuai	300
	Lemaire Lowaina	Tubuai	300
	Sahy Antoine	Tubuai	0
	Pihaatae Natacha	Tubuai	0
	GSMA	Tubuai	100
	Teipoarii Vehia	Tubuai	300
	Taputu Patia	Rurutu	300
	Tunutu Emmanuel	Rurutu	300
	Tuhiti Tuaana	Rurutu	300
	Make Antoine	Rapa	200
	Patii Terii	Rapa	Arrêt
	Tamata épse Oitokaia Mireille	Rapa	200
	Tunutu Vaihere	Rimatara	300
	Tinomoe Tupuhana	Rimatara	0
	Kato Kenji	Rimatara	300
	Lighart Brenda	Rimatara	300
	Tehio Samuel	Rimatara	0
	Teehu Naea	Rimatara	300
	Total Australes		Quotas 2016 : 3 800

ARCHIPEL	AVICULTEURS	ÎLES	QUOTAS 2016
Marquises	Tekohuotetua Tatiana	Nuku Hiva	2 000
	Wullaert Denis	Hiva Oa	300
	Mas Jean-Louis	Hiva Oa	1 600
	Frebault Louis	Hiva Oa	300
	Emery Gilles	Ua Pou	1 600
	Teatiu Jean-Michel	Ua Huka	Arrêt
	Total Marquises quotas 2016		Quotas 2016 : 5 800

ARCHIPEL	AVICULTEURS	ÎLES	QUOTAS 2016
Tuamotu-Gambier	Chin Ah You Antonia	Ahe	100
	Tauapiiani Jean-Paul	Ahe	100
	Tupana Gilles	Ahe	0
	Vetea Moïse	Ahe	200
	Tokoragi Auguste	Ahe	200
	Raveino Raphael	Anaa	200
	Lau Ah Sang Fariki	Apataki	100
	Hoefnagels Moena	Apataki	200
	Fanaurai Lynda	Aratika	100
	Tarahu Vaea	Aratika	100
	Maout Pascal	Arutua	500
	Maout Nicole	Arutua	0
	Tufakamaru Jacques	Faaite	0
	Tehu Marau	Fakahina	150
	Bredin Tepurotu	Fakarava	300
	Ituragi Perena	Fangatau	100
	Armando De Castro	Hao	450
	Tehahe Jimmy	Hao	300
	Teahamai Vahinerii	Hikueru	200
	Rousseau Raina	Katiu	200
	Takotua Poeragi	Katiu	100

Yip Anselme	Kauehi	100
Richmond Arinui	Kaukura	300
Lee Tam Toriki	Kaukura	Arrêt
Ioane Jacky	Makatea	100
Utia Germaine	Makemo	100
Tokoragi Pascal	Makemo	500
Muller Nadia	Makemo	300
Tefana Louis	Manihi	100
Bredin Tepurotu	Manihi	300
Bellais Loana	Mataiva	Arrêt
Tetua Mathilde	Mataiva	300
Tehariki Rikorio	Napuka	100
Hio Ariihau	Niau	300
Bellai Tom	Rangiroa	300
Richmond Francis	Rangiroa	300
Tetua Esther	Rangiroa	300
Tahitoterai Emile	Rangiroa	0
Tehau Roanui	Rangiroa	0
Teinaore Francisco	Rangiroa	300
Faatupua Jinette	Rangiroa	300
Timo Teuira	Raroia	200
Teaku Tumuiti	Raroia	200
Teara Vaimihi	Reao	100
Pahuatini Joseph	Reao	300
Ah Tak Raymond	Mangareva	100
Dauida Celestin	Mangareva	400
Scanzu Yves	Mangareva	200
Tauria Geneviève	Takapoto	150
Temahaga Bianca	Takaroa	300
Temahaga Aramona	Takaroa	200
Neubert Hervé	Tikehau	300
Brander Hapai	Tureia	100
Total Îles du Vent		Quotas 2016 : 10 150

Art. 2.— Une marge supplémentaire d'importation, de 5 % aux îles du Vent, 10 % aux îles Sous-le-Vent et 20 % au Tuamotu-Gambier, Australes et Marquises, est réservée à l'appréciation de la direction générale des affaires économiques et du service du développement rural pour éventuellement pourvoir à de nouveaux élevages ou extensions autorisées, ou tout autre problème lié à l'importation de poussins. Elle se répartit comme suit :

<i>Archipels</i>	<i>Marges supplémentaires</i>
Iles du Vent	10 430
Iles Sous-le-Vent	3 230
Australes	760
Marquises	1 160
Tuamotu-Gambier	2 030
<i>Total archipels</i>	<i>17 610</i>

Art. 3.— Le directeur des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 mai 2016.
 Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,
 William VANIZETTE.

ARRETE n° 3663 MEI du 2 mai 2016 portant modification de l'arrêté n° 1372 MEI du 24 février 2016 relatif à l'habilitation de M. Thierry Marien en qualité d'agent spécial de la société CNP Assurances.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu les articles R. 321-1 et R. 322-4 du code des assurances ;

Vu l'arrêté n° 1372 MEI du 24 février 2016 relatif à l'habilitation de M. Thierry Marien en qualité d'agent spécial de la société CNP Assurances ;

Vu la demande de modification d'habilitation de M. Thierry Marien du 12 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 1372 MEI du 24 février 2016 relatif à l'habilitation de M. Thierry Marien en qualité d'agent spécial de la société CNP Assurances est modifié ainsi qu'il suit :

I - Les termes : "16° Pertes pécuniaires diverses :
a) Risques d'emploi.", sont supprimés ;

II - La liste des opérations d'assurance est complétée *in fine* de l'alinéa suivant :

"26° Prévoyance collective."

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 mai 2016.
Teva ROHFRTSCH.

**ARRETE n° 3723 MEI/DGEN du 4 mai 2016 portant
assignation de fréquences à la société VITI.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 1167 CM du 23 août 2013 portant création de la direction générale de l'économie numérique ;

Vu l'arrêté n° 1168 CM du 23 août 2013 portant nomination de M. Karl Tefaatau en qualité de chef de service de la direction générale de l'économie numérique ;

Vu l'arrêté n° 4676 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature au chef de service de la direction générale de l'économie numérique ;

Vu le code des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 164 CM du 12 février 2010 modifié conférant à la société VITI la qualité d'opérateur de télécommunication comme fournisseur d'accès à Internet et l'autorisant en conséquence à établir et à exploiter un réseau de télécommunication ouvert au public et à fournir un service de télécommunication ouvert au public ;

Vu l'arrêté n° 633 CM du 5 mai 2010 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la SAS VITI pour un réseau de télécommunication ouvert au public ;

Vu la demande de la société VITI en date du 14 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les fréquences 10735 MHz et 11225 MHz sont assignées à la société VITI, représentée par M. Bernard Foray.

Art. 2.— Le réseau autorisé est un réseau de télécommunication du service fixe implanté sur l'île de Tahiti pour une liaison entre le site de Tataa à Faa'a et la marina Taina à Punaauia, conformément à la réservation de fréquence définie à l'article précédent.

Les plans et détails techniques de ce réseau sont conservés par le service en charge des télécommunications.

Art. 3.— La SAS VITI accorde toute facilité à l'administration afin de recueillir directement ou indirectement toute information relative à son installation.

Art. 4.— La présente autorisation, personnelle et incessible, est délivrée pour la période couverte par l'arrêté n° 164 CM du 12 février 2010 susvisé.

Art. 5.— Le chef de service de la direction générale de l'économie numérique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef de service de la direction générale
de l'économie numérique,*
Karl TEFAATAU.

**ARRETE n° 3724 MEI/DGEN du 4 mai 2016 portant
assignation de fréquences à la société VITI.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 1167 CM du 23 août 2013 portant création de la direction générale de l'économie numérique ;

Vu l'arrêté n° 1168 CM du 23 août 2013 portant nomination de M. Karl Tefaatau en qualité de chef de service de la direction générale de l'économie numérique ;

Vu l'arrêté n° 4676 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature au chef de service de la direction générale de l'économie numérique ;

Vu le code des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 164 CM du 12 février 2010 modifié conférant à la société VITI la qualité d'opérateur de télécommunication comme fournisseur d'accès à Internet et l'autorisant en conséquence à établir et à exploiter un réseau de télécommunication ouvert au public et à fournir un service de télécommunication ouvert au public ;

Vu l'arrêté n° 633 CM du 5 mai 2010 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la SAS VITI pour un réseau de télécommunication ouvert au public ;

Vu la demande de la société VITI en date du 14 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les fréquences 10975 MHz et 11465 MHz sont assignées à la société VITI, représentée par M. Bernard Foray.

Art. 2. — Le réseau autorisé est un réseau de télécommunication du service fixe implanté sur l'île de Tahiti pour une liaison entre la limonaderie Singapour et les hauts de Tipaerui à Papeete, conformément à la réservation de fréquence définie à l'article précédent.

Les plans et détails techniques de ce réseau sont conservés par le service en charge des télécommunications.

Art. 3. — La SAS VITI accorde toute facilité à l'administration afin de recueillir directement ou indirectement toute information relative à son installation.

Art. 4. — La présente autorisation, personnelle et incessible, est délivrée pour la période couverte par l'arrêté n° 164 CM du 12 février 2010 susvisé.

Art. 5. — Le chef de service de la direction générale de l'économie numérique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef de service de la direction générale
de l'économie numérique,
Karl TEFAATAU.*

ARRETE n° 3729 MEI/DAE du 4 mai 2016 portant extension des renouvellements des marques n° 3350879 et n° 3350883 et retrait de la décision de rejet n° 9149 MEI/DAE du 12 octobre 2015.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié, pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu la demande d'extension des renouvellements des marques n° 3350879 et n° 3350883 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-34 du 21 août 2015 ;

Vu la décision n° 9149 MEI/DAE du 12 octobre 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3350879 et n° 3350883 ;

Vu le recours gracieux du 9 février 2016, réceptionné le 19 février 2016, contre la décision n° 9149 MEI/DAE du 12 octobre 2015 ;

Vu l'arrêté n° 2589 MEI/DAE du 4 avril 2016 portant reconnaissance de 289 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle et notamment des marques n° 3350879 et n° 3350883,

Arrête :

Article 1er. — Les marques n° 3350879 et n° 3350883 dont le renouvellement par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) a été publié dans le BOPI susvisé, sont étendues en Polynésie française, où elles produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — La décision n° 9149 MEI/DAE du 12 octobre 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3350879 et n° 3350883 est retirée.

Art. 3. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

ARRETE n° 3730 MEI/DAE du 4 mai 2016 portant extension du renouvellement de la marque n° 95584589 et retrait de la décision de rejet n° 618 MEI/DAE du 28 janvier 2016.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1, dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié, pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 95584589 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-50 du 11 décembre 2015 ;

Vu l'arrêté n° 7427 MEI/DAE du 31 août 2015 rectifié portant reconnaissance de 101 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle et notamment de la marque n° 95584589,

Arrête :

Article 1er.— La marque n° 95584589, dont le renouvellement par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) a été publié dans le BOPI susvisé, est étendue en Polynésie française, où elle produit les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— La décision n° 618 MEI/DAE du 28 janvier 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 95584589 est retirée.

Art. 3.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

ARRETE n° 3762 MEI du 6 mai 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Tetauru César Faura sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 400).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 3503 MRM du 11 juillet 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Tetauru César Faura sis à Ahe, commune de Manihi ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Ahe du 14 mars 2016 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Tetauru César Faura du 14 avril 2016 reçue le même jour,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de M. Tetauru César Faura, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 21 juillet 2016, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 21 juillet 2016.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Tetauru César Faura, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 21 juillet 2016.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mai 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 3763 MEI du 6 mai 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Romina Titaina Taiarui sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 401).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 3509 MRM du 11 juillet 2011 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Romina Titaina Taiarui sis à Ahe, commune de Manihi ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre Mlle Romina Titaina Taiarui et M. Auguste Ateo ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières du 16 avril 2013 ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire délégué de la commune de Ahe ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mlle Romina Titaina Taiarui, non datée, reçue le 20 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de Mlle Romina Titaina Taiarui, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 21 juillet 2016, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 15 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent quatre-vingt mille francs CFP* (180 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 15 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 30 000 F CFP ;
- sur la base de 10 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 21 juillet 2016.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de Mlle Romina Titaina Taiarui, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 21 juillet 2016.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mai 2016.

Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 3764 MEI du 6 mai 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Maria Thérèse Eta Paeahi épouse Labbeyi sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 17).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 2713 MRM du 16 juin 2011 modifié portant renouvellement et extension de superficie de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Maria Thérèse Eta Paeahi épouse Labbeyi sis aux Gambier, commune des Gambier ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre Mme Maria Thérèse Eta Paeahi épouse Labbeyi et M. Ernest Labbeyi ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières du 8 décembre 2012 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 21 avril 2016 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mme Maria Thérèse Eta Paeahi épouse Labbeyi, non datée, reçue le 21 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de Mme Maria Thérèse Eta Paeahi épouse Labbeyi, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 8 août 2016, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 3 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 hectares ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 55 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *soixante-deux mille francs CFP* (62 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 3 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 6 000 F CFP ;
- sur la base de 3 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 45 000 F CFP ;
- sur la base de 55 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 11 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 8 août 2016.

Art. 4. — Sont autorisées au profit de Mme Maria Thérèse Eta Paeahi épouse Labbeyi, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 8 août 2016.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mai 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 3765 MEI du 6 mai 2016 abrogeant l'arrêté n° 1256 MRM du 10 février 2014 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Pehu Jérôme Fauura sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 97).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Pehu Jérôme Fauura du 12 avril 2016, reçue le 18 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 1256 MRM du 10 février 2014 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Pehu Jérôme Fauura sis à Arutua, commune de Arutua, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. — En application de l'article 35 de l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, M. Pehu Jérôme Fauura dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mai 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 3766 MEI du 6 mai 2016 abrogeant l'arrêté n° 4800 MRM du 28 mai 2014 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Steven Asing Chin King sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 611).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Steven Asing Chin King du 22 avril 2016, reçue le 25 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 4800 MRM du 28 mai 2014 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Steven Asing Chin King sis à Takaroa, commune de Takaroa, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. — En application de l'article 35 de l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, M. Steven Asing Chin King dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mai 2016.
Teva ROHFRITSCH.

MINISTRE DU TRAVAIL, DES SOLIDARITES ET DE LA CONDITION FEMININE

ARRETE n° 3768 MTS du 6 mai 2016 portant dérogation de caractère temporaire au principe du repos dominical en faveur de la société Océanienne de centre d'appels (OCA) pour l'année 2016.

Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 147 PR du 8 mars 2016 relatif aux attributions du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine ;

Vu la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 modifiée relative à la codification du droit du travail ;

Vu les dispositions du code du travail relatives aux dérogations de caractère temporaire sur autorisation administrative, particulièrement ses articles LP. 3222-10 à LP. 3222-14, A. 3222-2 et A. 3222-3 ;

Vu la dérogation accordée par l'inspecteur du travail à l'interdiction du travail par relais, en date du 24 décembre 2014 ;

Vu la demande de la société Océanienne de centre d'appels (OCA) en date du 20 avril 2016 ;

Vu les avis favorables des délégués syndicaux et du comité d'entreprise du 14 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Papeete en date du 28 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable de l'inspecteur du travail en date du 29 avril 2016 ;

Vu les engagements de la société Océanienne de centre d'appels de respecter les dispositions en matière de repos et des durées maximales quotidienne et hebdomadaire du code du travail,

Arrête :

Article 1er. — La société Océanienne de centre d'appels est autorisée à déroger au principe du repos dominical pour l'année 2016.

Art. 2.— Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des limites quotidienne et hebdomadaire de la durée du travail fixées par les articles LP. 3211-11 à LP. 3211-13.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mai 2016.

Priscille Tea FROGIER.

**MINISTÈRE DU LOGEMENT
ET DE LA RENOVATION URBAINE,
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,
DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DU DOMAINE**

ARRETE n° 3681 MLV du 3 mai 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis commune de Huahine, commune associée de Fare, au profit de la SARL Huahine Yacht Club.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu la convention-type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime approuvée suivant décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 2 janvier 1992 modifié fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la demande en date du 30 avril 2015 formulée par la SARL Huahine Yacht Club représentée par M. Marc Garnier ;

Vu l'avis du maire de la commune de Huahine en date du 7 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé d'une superficie de 40 mètres carrés cadastré section AA n° 211, attenant au lot 1 du surplus de la terre Haapua cadastrée section AA n° 210 sis, commune de Huahine, commune associée de Fare, est autorisée au profit de la SARL Huahine Yacht Club représentée par M. Marc Garnier, dans le cadre de l'exploitation d'un restaurant.

Cette occupation est destinée à l'implantation partielle du restaurant Huahine Yacht Club, tel que le tout figure sur le plan de récolement référencé n° 15_018 dressé le 10 avril 2015 par M. Heifara Hauata, arpenteur - topographe, joint à la demande de l'intéressé.

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'une convention entre la Polynésie française et la SARL Huahine Yacht Club fixant les modalités de l'occupation du domaine public.

Art. 3.— La présente autorisation sera caduque dès lors que la convention y afférente n'aura pas été signée dans un délai de six (6) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date de signature de la convention, aux clauses et conditions du présent arrêté et de la convention-type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime susvisée.

Art. 5.— Le concessionnaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixée à *quarante et un mille six cents (41 600) francs CFP*.

Le montant de la redevance annuelle sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté du 28 février 1980 susvisé.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, une indemnité pour occupation sans titre correspondant aux redevances dont la Polynésie française a été frustrée durant l'occupation de l'emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 40 mètres carrés, est exigible pour la période courant à compter du 1er janvier 2016.

Art. 7.— A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le concessionnaire, à ses frais et sous sa responsabilité, sauf avis contraire de l'autorité compétente.

Art. 8.— En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions du présent arrêté et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente pourra soit appliquer une pénalité soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

Art. 9.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Huahine Yacht Club et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mai 2016.

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 3793 MLV du 9 mai 2016 portant affectation de diverses parcelles dépendant de la terre Taatiraa et Paheo, cadastrée commune de Tahaa, commune associée de Hipu, sections AE, EE et ED, au profit du service du développement rural.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 677/2°SA/SDR du 14 septembre 2015 du service du développement rural,

Arrête :

Article 1er.— Est affectée au profit du service du développement rural, une partie de la terre Taatiraa et Paheo sise commune de Tahaa, commune associée de Hipu, constituée des parcelles ci-après listées et des constructions y édifiées, tel que le tout figure sur les extraits de plans cadastraux en date du 25 avril 2016 détenus par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Référence cadastrale	Superficie (m²)	Valeur vénale (500FCFP le m²)
AE n° 6	1 327	663 500
AE n° 11	24 496	12 248 000
AE n° 12	119 691	59 845 500
AE n° 13	549	274 500
EE n° 1	240 632	120 316 000
ED n° 2	115 577	57 788 500
Total	502 272	251 136 000

Art. 2.— Cette affectation est destinée à régulariser l'installation d'une antenne du service, d'une pépinière, d'un bureau, d'un atelier de sciage de bois, d'une plantation de bois précieux ainsi que la gestion et l'entretien du site.

Art. 3.— La valeur vénale totale des biens affectés hors constructions est estimée à *deux cent cinquante et un millions cent trente-six mille francs CFP* (251 136 000 F CFP), soit 500 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— En tant que de besoin, les services du pays autres que le service du développement rural, peuvent, conformément à leurs missions et en accord avec l'affectataire, réaliser des travaux et procéder à des opérations liées à la protection, la conservation et la valorisation du patrimoine affecté.

Art. 5.— Le service affectataire sera informé au préalable par écrit par les services concernés de toutes les interventions ou opérations dont la réalisation serait projetée. Ces opérations devront faire l'objet d'un descriptif au moins sommaire adressé à l'affectataire. Le service du développement rural se décharge de toute responsabilité qui pourrait découler de ces interventions.

Art. 6.— Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 7.— Le ministre chargé de l'agriculture, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF modifiée susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 8.— L'affectataire peut consentir des autorisations d'occupation temporaire dans le respect de la destination des lieux. Lorsque l'affectataire délivre des autorisations d'occupation sur le domaine public qui lui a été affecté, il recouvre directement les redevances dues au titre de cette occupation. Ces autorisations d'occupations sont résiliées d'office dès lors que la présente affectation est abrogée.

Art. 9.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 10.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 11.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au service du développement rural et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 3794 MLV du 9 mai 2016 portant affectation des parcelles dépendant de la terre Vaimai, cadastrée commune de Tahaa, commune associée de Hipu, sections EE n° 2 et ED n° 1, au profit du service du développement rural.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 677/2°SA/SDR du 14 septembre 2015 du service du développement rural,

Arrête :

Article 1er.— Sont affectées au profit du service du développement rural, les parcelles dépendant de la terre Vaimai, cadastrées commune de Tahaa, commune associée de Hipu, sections EE n° 2 et ED n° 1, d'une superficie respective de 251 332 mètres carrés et 218 917 mètres carrés, tel que le tout figure sur l'extrait de plan cadastral en date du 25 avril 2016 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à la gestion et l'entretien du site.

Art. 3.— La valeur vénale totale des biens affectés est estimée à *deux cent trente-cinq millions cent vingt-quatre mille cinq cents francs CFP* (235 124 500 F CFP), soit 500 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— En tant que de besoin, les services du pays autres que le service du développement rural, peuvent, conformément à leurs missions et en accord avec l'affectataire, réaliser des travaux et procéder à des opérations liées à la protection, la conservation et la valorisation du patrimoine affecté.

Art. 5.— Le service affectataire sera informé au préalable par écrit par les services concernés de toutes les interventions ou opérations dont la réalisation serait projetée. Ces opérations devront faire l'objet d'un descriptif au moins sommaire adressé à l'affectataire. Le service du développement rural se décharge de toute responsabilité qui pourrait découler de ces interventions.

Art. 6.— Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 7.— Le ministre chargé de l'agriculture, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF modifiée susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 8.— L'affectataire peut consentir des autorisations d'occupation temporaire dans le respect de la destination des lieux. Lorsque l'affectataire délivre des autorisations d'occupation sur le domaine public qui lui a été affecté, il recouvre directement les redevances dues au titre de cette occupation. Ces autorisations d'occupations sont résiliées d'office dès lors que la présente affectation est abrogée.

Art. 9.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 10.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 11.— L'arrêté n° 662 CM du 1er juin 1989 modifié autorisant l'affectation des terres domaniales Vaima'i, Taatiraa et Paheo sises à Hipu, Iripau (Tahaa) au profit du service de l'économie rurale, est abrogé.

Art. 12.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au service du développement rural et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Tearii ALPHA.

**MINISTRE DE L'EQUIPEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME,
ET DES TRANSPORTS INTERIEURS**

ARRETE n° 3618 MET du 29 avril 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Saint Xavier-Maris-Stella IV à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'atoll de Makemo lors de son voyage n° 10-2016.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 1421 MET du 17 février 2015 portant octroi d'une licence d'armateur à la SARL Société de navigation des Tuamotu (SNT) pour l'exploitation du navire Saint Xavier-Maris-Stella IV sur la desserte maritime régulière des Tuamotu de l'Ouest ;

Vu la demande de la Société de navigation des Tuamotu en date du 29 avril 2016 ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 1421 MET du 17 février 2015 susvisé, le navire Saint Xavier-Maris-Stella IV est autorisé à desservir l'atoll de Makemo lors son voyage n° 10-2016 afin d'y acheminer en urgence du gazole pour le compte de la société Te Mau Ito Api.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 avril 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 3668 MET du 3 mai 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime en faveur de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée et complétée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Rangiroa, de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier et de la direction des ressources marines et minières ;

Vu la saisine de la direction de l'environnement en date du 13 avril 2016 ;

Vu la saisine de la circonscription des Tuamotu-Gambier en date du 13 avril 2016 ;

Vu la demande en date du 23 mars 2016, reçue au GEGDP le 5 avril 2016, présentée par la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° La subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier, BP 85, 98713 Papeete, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire neuf cents mètres cubes (900 mètres cubes) de tout-venant, dans le hua au droit des terres Taamoi cadastrée B 1340 et Tauamaoa 1342, sises à Avatoru, commune de Rangiroa ;
- 2° Les matériaux extraits sont destinés au bétonnage de la route de Avatoru ;
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide d'une drague et d'un camion de location ;
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, de 7 heures à 15 heures, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi et de 7 heures à 14 heures, le vendredi ;
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-403-104 DEQ/GEGDP ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors de la zone autorisée ;
- 6° Pour la protection de l'environnement, les précautions suivantes seront mises en œuvre :
 - dragage uniforme de la zone autorisée avec arasement des parties dures et manœuvres adéquates et mise en

place d'un écran efficace pour limiter la mise en suspension des fines ;

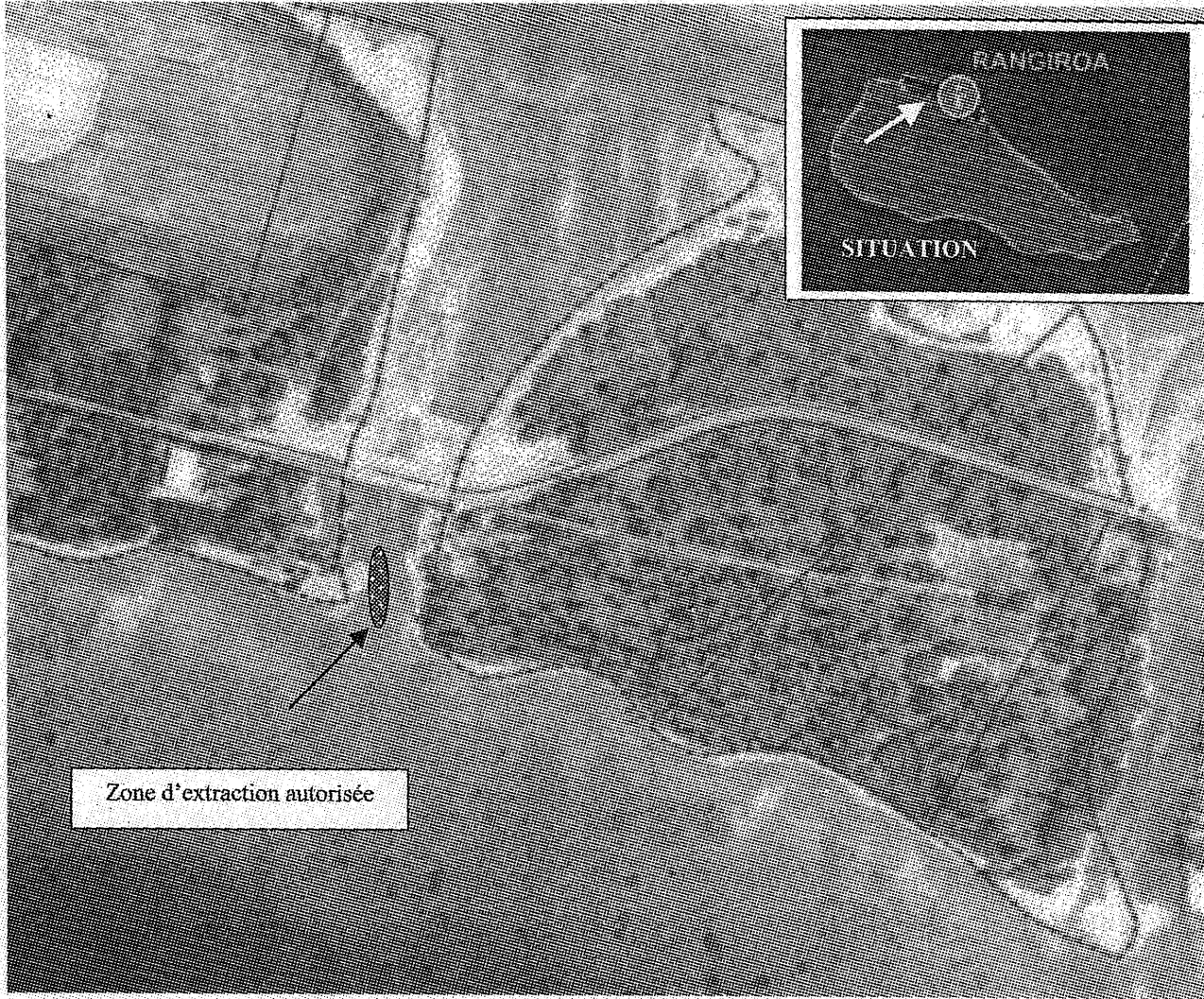
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies ;
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire ;
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa ;
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques ;
- 11° Conformément à la réglementation en vigueur, cette extraction réalisée au profit de la Polynésie française ne donne pas lieu à la perception de la redevance ;
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement ;
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée de deux (2) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mai 2016.
Albert SOLIA.

<p>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT</p> <p>Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public</p> <p>TEL : 48 54 74 – FAX : 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf</p>	<p style="text-align: center;">SITE D'EXTRACTION</p>  <p style="text-align: center;">Zone d'extraction autorisée</p>
<p>ILE DE :</p> <p><i>RANGIROA</i></p>	
<p>COMMUNE DE</p> <p><i>RANGIROA</i></p>	
<p>LIEU :</p> <p><i>HOA DROIT TERRES TAAMOI ET TAUAMAO</i></p>	
<p>QUANTITE :</p> <p><i>900 M3 DE TOUT VENANT</i></p>	
<p>DEMANDES DE :</p> <p><i>SUBDIVISION DE L'EQUIPEMENT DES TUAMOTU GAMBIER</i></p> <p>EN DATE DU :</p> <p><i>23 MARS 2016</i></p>	
<p>PLAN N°</p> <p><i>2016-403-104/DEQ/GEGDP</i></p> <p>DRESSE-LE :</p> <p><i>11 AVRIL 2016</i></p>	
<p>DOSSIER N° 2016-158</p>	

ARRETE n° 3672 MET du 3 mai 2016 autorisant Mme Julia Reid-Amaru à occuper le domaine public aéroportuaire de Temae, Moorea (archipel des îles du Vent) dans le cadre de l'exploitation commerciale d'une roulotte de restauration rapide, mobile, à proximité immédiate de l'aérogare.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 96-27 AT du 15 février 1996 fixant le régime des occupations temporaires du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 514 CM du 15 mai 1996 approuvant le cahier des charges applicables aux autorisations d'occupation temporaire de dépendance du domaine public aéroportuaire et le formulaire de demande d'autorisation d'occupation du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 657 CM du 22 mai 2012 fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation temporaire d'emplacement dépendant des aérodromes du pays ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 18 novembre 2015,

Arrête :

Article 1er.— Mme Julia Reid-Amaru est autorisée à occuper pour une durée d'un (1) an renouvelable, un emplacement d'une superficie de 10 mètres carrés dépendant du domaine public aéroportuaire de Temae, Moorea (archipel des îles du Vent) dans le cadre de l'exploitation commerciale d'une roulotte de restauration rapide, mobile, à proximité immédiate de l'aérogare.

Art. 2.— La présente autorisation précaire et révocable est particulière à Mme Julia Reid-Amaru, et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale.

Elle prend effet à compter de sa date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Art. 3.— Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Temae, Moorea (archipel des îles du Vent) par Mme Julia Reid-Amaru, font l'objet d'un cahier des charges auquel est annexé le plan d'occupation agréé correspondant.

Art. 4.— La présente occupation du domaine public aéroportuaire de Temae, Moorea (archipel des îles du Vent) donne lieu au versement d'une redevance annuelle exigible à compter de la date de publication au JOPF, comme fixée par l'arrêté n° 657 CM du 22 mai 2012 susvisé, laquelle s'élève à 15 000 F CFP (*quinze mille francs CFP*).

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mai 2016.
Albert SOLIA.

CAHIER DES CHARGES

applicable au régime d'occupation temporaire du domaine public aéroportuaire de TEMAE - MOOREA (îles du vent) par **Madame REID - AMARU Julia** dans le cadre de l'exploitation commerciale d'une roulotte de restauration rapide, mobile.

ARTICLE 1. - Autorisation d'occupation.

Madame REID - AMARU Julia, née le 25 janvier 1962, domiciliée au n° 15 du « lotissement TEMAE » - B.P. 3 181 - 98 728 TEMAE - MOOREA - Tél : 87 22 11 41 / 40 56 16 87, ci-après dénommée "le Bénéficiaire", est autorisée à occuper une surface de 10 m² dépendante du domaine public aéroportuaire de TEMAE - MOOREA (îles du vent), dans le cadre de l'exploitation commerciale d'une roulotte de restauration rapide, mobile, à proximité immédiate de l'aérogare.

L'occupation correspond aux concepts de référence tarifaire d'emplacements situés à l'extérieur de l'aérogare.

ARTICLE 2. - Durée de l'autorisation.

L'autorisation est accordée par arrêté à titre personnel, précaire et révocable pour une durée déterminée de **un (1) an**.

A l'échéance de l'autorisation précitée ou en cas de retrait anticipé, le bénéficiaire ne pourra se prévaloir d'aucun droit au maintien sur les lieux, sauf cas de renouvellement au gré de l'administration.

ARTICLE 3. - Renouvellement de l'autorisation.

Si le bénéficiaire désire obtenir le renouvellement de l'autorisation, il devra en formuler la demande **3 (trois) mois** au moins avant la date d'expiration.

L'Administration aura la faculté de consentir à ce renouvellement soit dans des conditions identiques, soit dans des conditions différentes ou de le refuser.

ARTICLE 4. - Aménagement - Approbation préalable des projets

Tout aménagement nouveau à caractère immobilier à celui agréé, entrepris par le bénéficiaire devra faire l'objet d'un projet et sera soumis à l'agrément de l'Administration sans que cet agrément puisse en aucune manière engager sa responsabilité.

Les délais et conditions d'exécution de ces travaux seront fixés en accord avec l'Administration.

Le bénéficiaire ne sera admis à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance et des caractéristiques physiques de la surface allouée, qu'il est censé bien connaître. Il devra par ailleurs faire son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires.

En cas de contestation des surfaces, il sera procédé à une mission d'expertise de l'Administration à charge de l'intéressé.

ARTICLE 5. -

Les fournitures d'eau et d'électricité sur les aérodromes font l'objet d'accord particulier avec le gestionnaire de l'aérodrome.

ARTICLE 6. -

Il est formellement interdit toutes cuissons sur place.

Tous équipements particuliers mis en place dans le cadre de l'autorisation d'occupation doivent être en conformité avec la réglementation applicable en matière de sécurité et d'hygiène.

ARTICLE 7. - Propriété et exploitation des ouvrages.

Le bénéficiaire sera propriétaire des constructions et installations agréées à l'article 4 précité pendant toute la durée de l'occupation suivant la procédure décrite.

ARTICLE 8. - Responsabilité pour dommages et garantie.

Le bénéficiaire sera responsable de tout dommage causé par la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations.

En conséquence, il devra souscrire auprès d'une Compagnie d'assurance, les assurances garantissant toutes responsabilités lui incombant en raison de son occupation ainsi que les dommages causés aux tiers, dont il acquittera régulièrement les primes et cotisations.

ARTICLE 9. - Caractère de l'occupation.

Le bénéficiaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

ARTICLE 10. - Redevance.

La présente autorisation est consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle dont le montant est fixé par arrêté du Conseil des Ministres.

La redevance est payable d'avance à la Caisse des Domaines à Papeete - BP 114-CCP 975-1205.

En cas de versement tardif, qu'elle qu'en soit la cause et après mise en demeure, les sommes impayées seront majorées d'une pénalité telle que fixée par l'arrêté n° 1128/DOM du 28 février 1980.

ARTICLE 11. - Révocation de l'autorisation.

Faute, par le bénéficiaire, de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières du présent Cahier des Charges et notamment :

- un détournement de l'objet initial de l'occupation comme posée dans l'article premier ;
- le non paiement des redevances d'occupation, des charges et des impôts tiers correspondant ;
- le non respect des règles d'hygiène et de sécurité (l'intéressé s'engage à garder propre le lieu de son exploitation de vente, mettre en place des poubelles, collecter et évacuer les ordures liées à son exploitation hors de l'emprise aéroportuaire) ;
- la non occupation des lieux dans un délai de 3 mois à compter de la date d'effet de l'autorisation ;
- le non respect des conventions ou accords particuliers concernant les fournitures d'eau et d'électricité décrits à l'article 5 précité ;
- l'autorisation pourra être révoquée si les recommandations de l'Administration restent sans effet.

De même, il sera mis fin à l'autorisation en cas de non occupation ou d'arrêt de l'objet de l'occupation, sans préjudice du droit pour la Polynésie française de poursuivre le recouvrement de toutes les sommes pouvant lui être dues.

Dans tous ces cas, les redevances payées d'avance par le bénéficiaire resteront acquises à la Polynésie française sans préjudice du droit, pour cette dernière, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

ARTICLE 12. - Retrait de l'autorisation.

L'Administration aura toujours le droit de retirer l'autorisation accordée dès lors que l'ordre public ou l'intérêt du service public qu'elle assure le justifiera, et en particulier en cas d'extension des installations de l'aérodrome, conformément aux dispositions précitées de l'article 2.

Le bénéficiaire ne pourra prétendre dans ce cas à aucune indemnité pour préjudice subi.

Le retrait sera prononcé par décision motivée de l'autorité qui a délivré l'autorisation et qui sera notifiée au titulaire.

ARTICLE 13. - Résiliation de la convention par le bénéficiaire.

Dans le cas où il aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de la présente convention, le bénéficiaire pourra résilier celle-ci en la notifiant, moyennant un préavis de trois mois.

La résiliation ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. Les redevances payées d'avance par le bénéficiaire resteront acquises à la Polynésie française sans préjudice du droit, pour ce dernier, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

ARTICLE 14. - Sort des installations à la cessation de l'autorisation

A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations qui auront été réalisées sur les surfaces visées à l'article 1er devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par le bénéficiaire. A défaut, par celui-ci, de s'être acquitté de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office à ses frais et risques par l'Administration.

Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'Administration accepte que des installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviendront la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

En tout état de cause, avant tout enlèvement de matériel ou de mobilier, le bénéficiaire devra justifier auprès de l'Administration du paiement de tous impôts, taxes ou redevances mis à sa charge.

ARTICLE 15. - Impôts et frais.

Le bénéficiaire supportera tous les frais inhérents à la présente autorisation ainsi que tous les impôts, et notamment l'impôt foncier auxquels sont actuellement ou pourraient être éventuellement assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent Cahier des Charges.

ARTICLE 16. - Autorité et contrôle.

- L'occupant devra se conformer aux consignes du chef d'aérodrome.
- L'Administration pourra à tout instant faire exercer par un représentant de son choix tous contrôles et vérifications tendant à s'assurer de la parfaite exécution par le bénéficiaire des obligations lui incombant du fait de la présente autorisation. Elle pourra si besoin est, donner toutes instructions en ce sens.

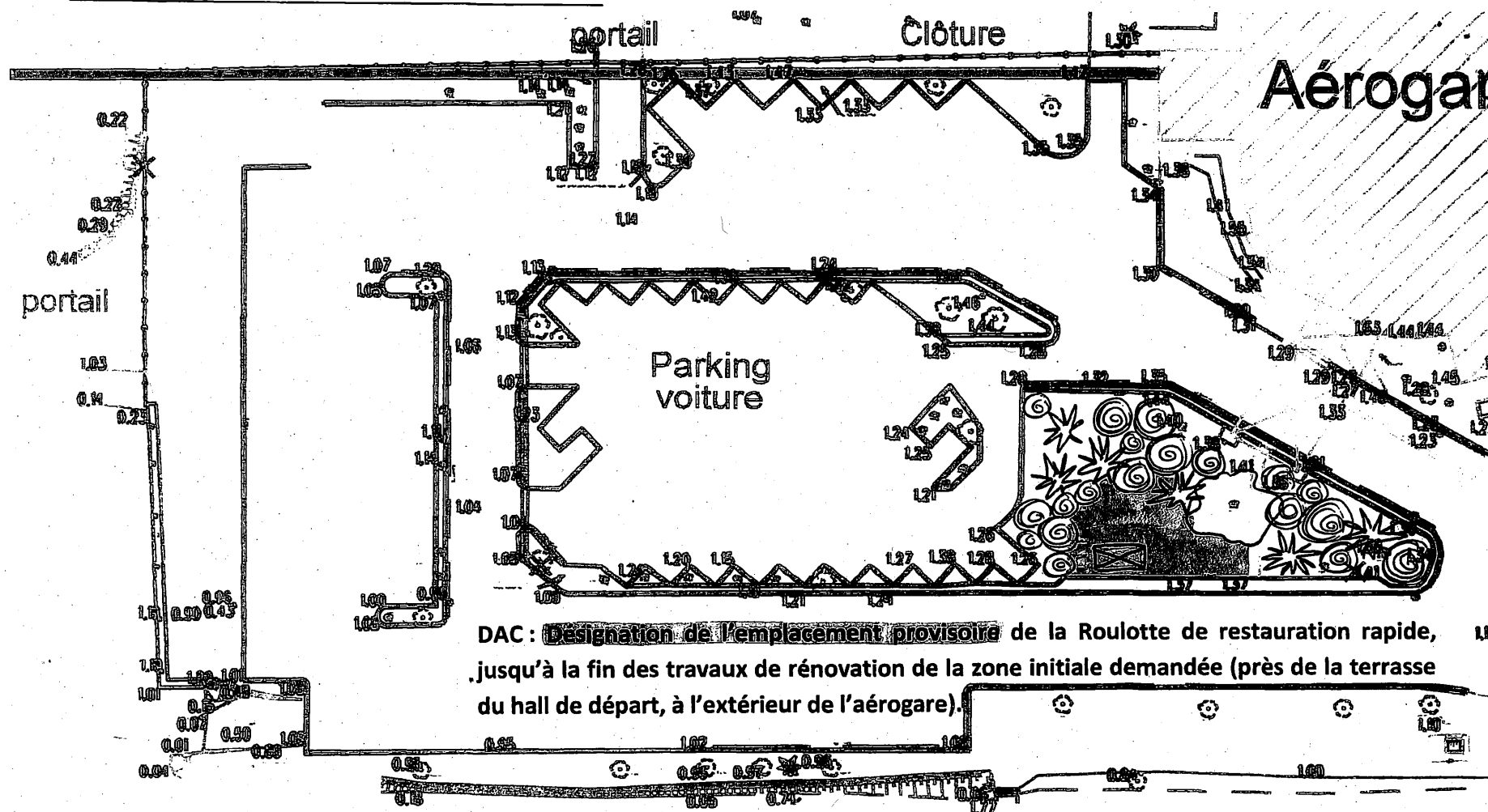
Fait à Papeete, le

02 MAI 2016

La "bénéficiaire"
Mme Julia Reid-Amaru.

Pour le ministre et par délégation,
Jean-Christophe SHIGETOMI.

AERODROME de TEMAÉ – MOOREA

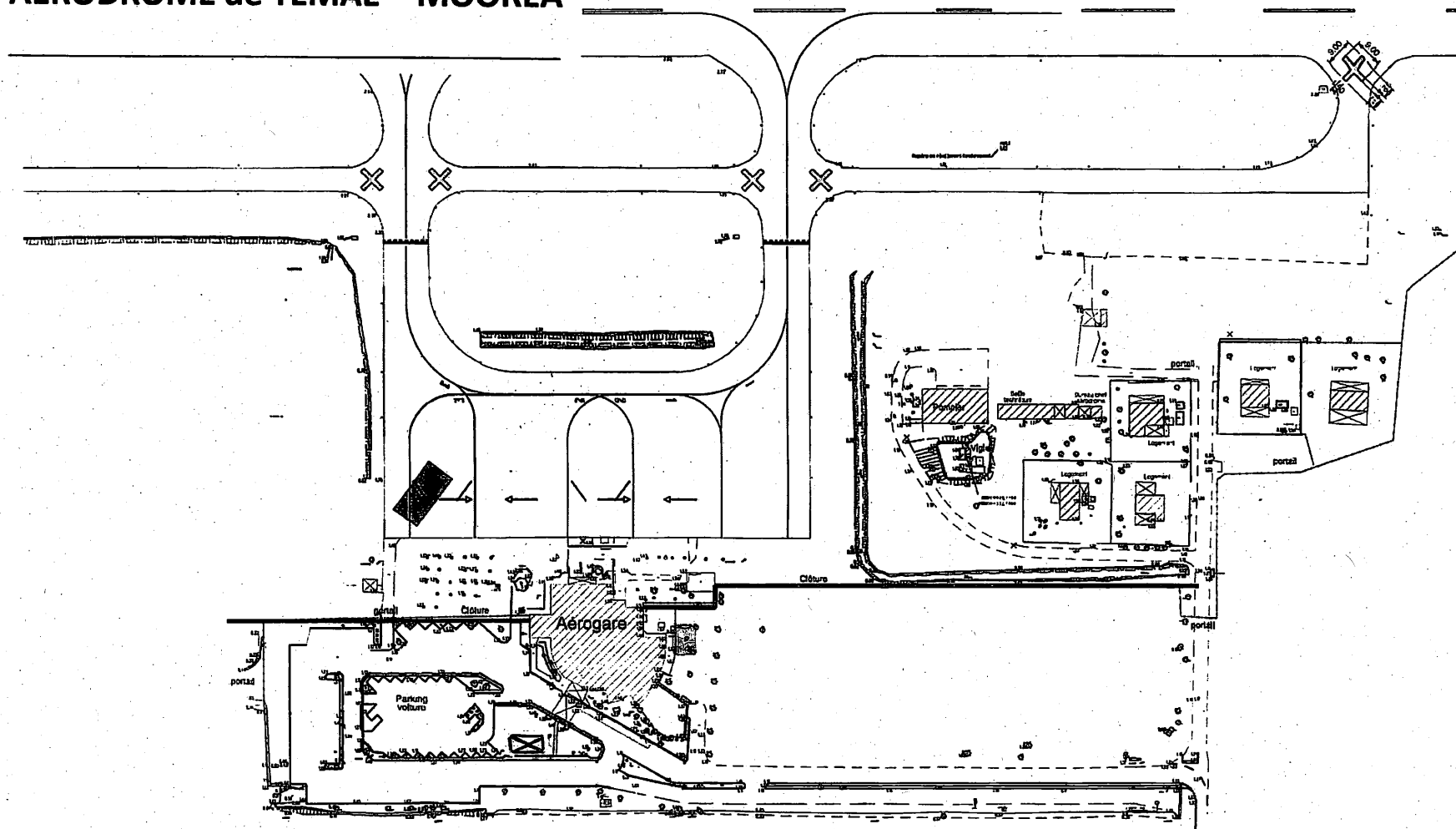


A .O.T. délivrée à Madame Julia REID – AMARU, pour une surface extérieure à l'aérogare de 10 m².

ECH. : 1/500°

+ 20 m² de pelouse.

AERODROME de TEMAË – MOOREA



DAC : Désignation de l'emplacement provisoire de la Roulotte de restauration rapide, jusqu'à la fin des travaux de rénovation de la zone initialement demandée (près de la terrasse du hall de départ, à l'extérieur de l'aérogare).

La DAC permet à cette bénéficiaire d'occuper en plus, **20 m² sur la zone engazonnée adjacente** pour installer ses tables et chaises, à titre de compensation provisoire ; charge à elle d'entretenir et tondre l'aire occupée, sans endommager les massifs existants et en remettant la pelouse en état à son départ.

ARRETE n° 3807 MET du 9 mai 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial à l'entreprise Raimana.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Hitia'a O Te Ra, de la commune associée de Papenoo et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 22 avril 2016, reçue au GEGDP le 25 avril 2016, présentée par M. Alexandre Pani, gérant de l'entreprise Raimana,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° L'entreprise Raimana, Papenoo, PK 15,500, côté montagne, 98707 Hitia'a O Te Ra, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire deux cents mètres cubes (200 m³) de sable dans le cadre du curage de l'embouchure de la rivière Papenoo (bras Est), sise à Papenoo, PK 18, commune de Hitia'a O Te Ra, île de Tahiti.
- 2° Les matériaux sont destinés à la vente (diverses entreprises).
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide de pelles à main et transportés par un camion de l'entreprise.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi de 7 heures à 15 heures et le vendredi de 7 heures à 14 heures.


- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-223-106 DEQ/GEGDP ci-annexé. L'extraction sera réalisée au droit de l'embouchure, selon les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement.
- 6° Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir : manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines.
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques.
- 11° Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques, la redevance correspondant à la somme de *quatre-vingt mille francs CFP* (soit 200 m³ à 400 F CFP/m³ = 80 000 F CFP). Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.
Le bénéficiaire devra, sur le site d'extraction, être constamment porteur de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de l'administration.
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de dix (10) jours ouvrés. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Albert SOLIA.

		<p>ZONE D'EXTRACTION</p>							
<p>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public Tel. 40 48 54 77 - Fax 40 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf</p>	<p>ILE DE TAHITI</p>	<p>COMMUNE DE HITIAA O TE RA (PAPENOO)</p>	<p>LIEU : A L'EMBOUCHURE BRAS EST DE LA RIVIERE PAPENOO SISE A PAPENOO PK 18</p>	<p>QUANTITE : 200 M³ DE SABLE</p>	<p>DEMANDE DE : Monsieur Alexandre PANI Gérant de l'entreprise RAIMANA</p>	<p>EN DATE DU : 22 avril 2016</p>	<p>PLAN N° 2016-223-106/DEQ/GEGDP</p>	<p>DRESSÉ LE 29 avril 2016</p>	<p>DOSSIER N° 2016-171</p>

ARRETE n° 3808 MET du 9 mai 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime en faveur de l'entreprise Amaru Jean-Luc.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Tahaa, de la commune associée de Hipu, de la subdivision de l'équipement des îles Sous-le-Vent, de la subdivision des ressources marines et minières des îles Sous-le-Vent et de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu la saisine de la direction de l'environnement en date du 7 mars 2016 ;

Vu la demande en date du 19 février 2016, reçue au GEGDP le 21 mars 2016, présentée par l'entreprise Amaru Jean-Luc,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° L'entreprise Amaru Jean-Luc, BP 230, 98735 Uturoa, Raiatea, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire cent mètres cubes (100 m³) de sable, dans le lagon de Hipu, à 300 mètres du motu Oromahana, commune de Tahaa.
- 2° Les matériaux extraits sont destinés à la vente pour la construction d'habitations et pour divers chantiers.
- 3° Les matériaux seront extraits à la pelle à main et transportés par une barge vers le rivage.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, de 7 heures à 15 heures, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du

lundi au jeudi et de 7 heures à 14 heures, le vendredi.

- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées sur le plan n° 7-2016 DEQ/ISLV ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors de la zone autorisée.
- 6° Pour la protection de l'environnement, les précautions suivantes seront mises en œuvre :
 - dragage uniforme de la zone autorisée avec arasement des parties dures ;
 - manœuvres adéquates pour limiter la suspension des fines.
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire.
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques.
- 11° Le bénéficiaire est tenu de verser à la caisse de la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques, la somme de *quarante mille francs CFP* (soit 100 m³ à 400 F CFP/m³ = 40 000 F CFP) pour la redevance des matériaux à extraire. Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

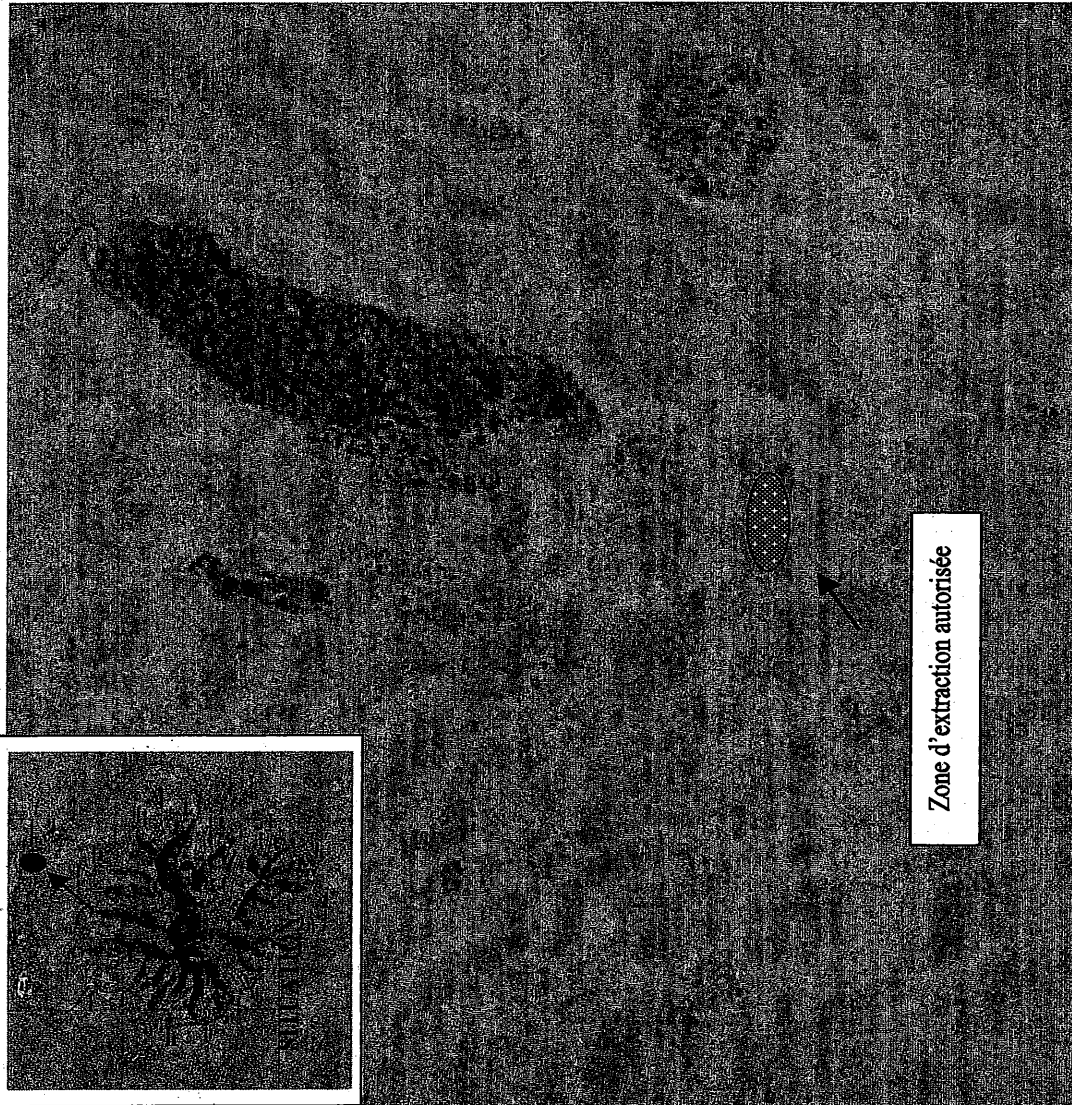
Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée de dix (10) jours ouvrés. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Albert SOLIA.

SITE D'EXTRACTION



DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public TEL : 48 54 74 – FAX : 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf	ILE DE : TAHAA	COMMUNE DE TAHAA	LIEU : LAGON DE HIPU A 300 M DU MOTU OROMAHANA	QUANTITE : 100 M3 DE SABLE	DEMANDE DE : ENTREPRISE AMARU JEAN-LUC	EN DATE DU : 19 FEVRIER 2016	PLAN N° 7-2016/DEQ/ISLV DRESSE-LE : 3 MARS 2016	DOSSIER N° 2016-169
--	--------------------------	----------------------------	---	--------------------------------------	--	--	--	----------------------------

ARRETE n° 3809 MET du 9 mai 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial en faveur de la commune de Papara.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Papara et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 24 février 2016, reçue au GEGDP le 25 février 2016, présentée par M. Putai Taae, maire de la commune de Papara,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° La commune de Papara, BP 120275, 98712 Papara, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire mille mètres cubes (1 000 m³) de tout-venant, à l'exclusion des gros éléments de Ø > 300 mm, dans le cadre du curage de la rivière Taharuu, dans une zone comprise de l'embouchure au pont de la RC, sise à Papara, PK 38,700, île de Tahiti.
- 2° Les matériaux extraits sont destinés aux travaux communaux.
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide d'une pelle mécanique et transportés par les camions communaux (et de location).
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi, de 7 heures à 15 heures, et le vendredi, de 7 heures à 14 heures.

- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-340-103 DEQ/GEGDP ci-annexé. Les travaux d'extraction se feront sur une profondeur variant de 0,50 mètre à 1 mètre, selon les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement.
- 6° Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir :
 - manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines ;
 - mise en place d'un cribleur au diamètre 300 millimètres sur le site d'extraction ou aux abords immédiats ;
 - montage d'un cordon de protection à l'avancement des travaux de curage réalisé en moellons Ø > 300 mm et gros blocs trouvés sur place, destiné à renforcer les berges de la rivière et protéger les propriétés riveraines.
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques.
- 11° Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques, la redevance correspondant à la somme de *trois cent mille francs CFP* (soit 1 000 m³ à 300 F CFP/m³ = 300 000 F CFP). Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.

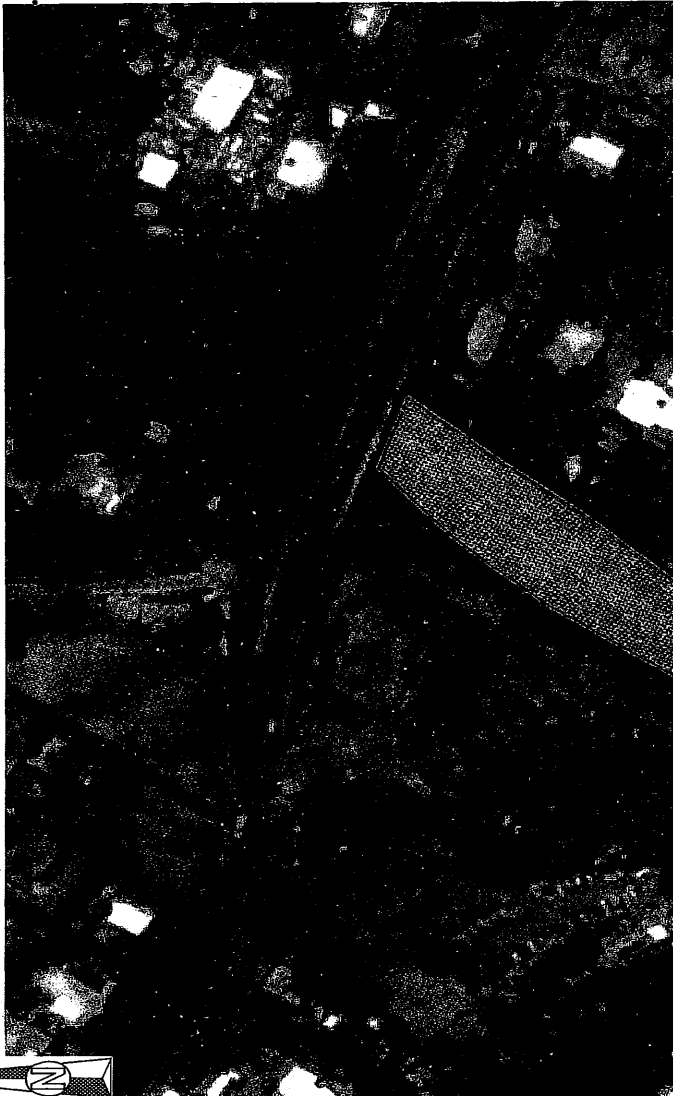
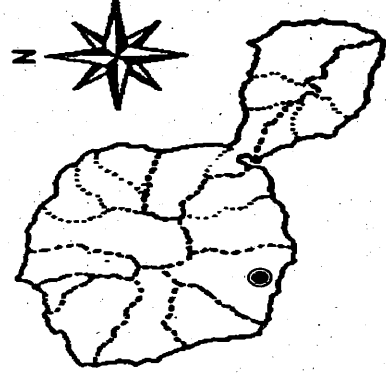
13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révoquée sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2.— L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de deux (2) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.
Albert SOLIA.

							
		<p>ZONE D'EXTRACTION</p> <p>ZONE D'EXTRACTION AUTORISÉE DE 1.000 m² ADPÔTESHIMEA 422/M</p>					
<p>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public TEL. 48 54 74 - FAX 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf</p>	<p>ILE DE TAHITI</p>	<p>COMMUNE DE PAPARA</p>	<p>LIEU : RIVIERE TAHARUU DANS UNE ZONE COMPRISE DE L'EMBOUCHURE AU PONT DE LA RC PK 38,70</p>	<p>QUANTITÉ : 1.000M² DE TOUT-VENANT</p>	<p>DEMANDE DE : COMMUNE DE PAPARA</p> <p>EN DATE DU 24/02/2016</p>	<p>PLAN N° : 2016-340-103 /DEQ/GE GDP</p> <p>DRESSÉ LE : 23/03/2016</p>	<p>DOSSIER N° : 2016-151</p>

ARRETE n° 3810 MET du 9 mai 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial à l'entreprise Moetaua Julie et Maky.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Hitia'a O Te Ra, de la commune associée de Papenoo et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 22 avril 2016, reçue au GEGDP le 25 avril 2016, présentée par M. Marc Auti, gérant de l'entreprise Moetaua Julie et Maky,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° L'entreprise Moetaua Julie et Maky, BP 111369, 98709 Mahina, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire deux cents mètres cubes (200 m³) de sable dans le cadre du curage de l'embouchure de la rivière Papenoo (bras Est), sise à Papenoo, PK 18, commune de Hitia'a O Te Ra, île de Tahiti.
- 2° Les matériaux sont destinés à la vente (diverses entreprises).
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide de pelles à main et transportés par un camion de l'entreprise.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi de 7 heures à 15 heures et le vendredi de 7 heures à 14 heures.


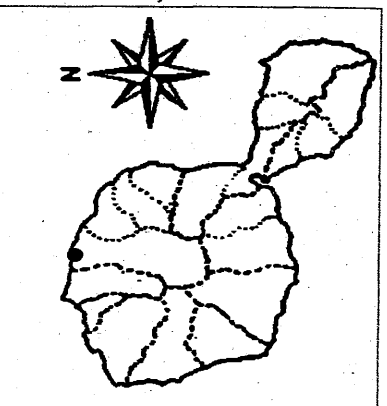
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-223-107 DEQ/GEGDP ci-annexé. L'extraction sera réalisée au droit de l'embouchure, selon les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement.
- 6° Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir : manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines.
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques.
- 11° Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques, la redevance correspondant à la somme de *quatre-vingt mille francs CFP* (soit 200 m³ à 400 F CFP/m³ = 80 000 F CFP).
Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.
Le bénéficiaire devra, sur le site d'extraction, être constamment porteur de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de l'administration.
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2.— L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de dix (10) jours ouvrés. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeetē, le 9 mai 2016.
Albert SOLIA.

									
DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public Tel. 40 48 54 77 - Fax 40 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf	ILE DE TAHITI	COMMUNE DE HITIAA O TE RA (PAPENOO)	LIEU : A L'EMBOUCHURE BRAS EST DE LA RIVIERE PAPENOO SISE A PAPENOO PK 18	QUANTITE : 200 M ³ DE SABLE	DEMANDE DE : Monsieur Marc AUTI Gérant de l'entreprise MOETAUA JULIE ET MAKY	EN DATE DU : 22 avril 2016	PLAN N° 2016-223-107/DEQ/GEGDP	DRESSÉ LE 29 avril 2016	DOSSIER N° 2016-172

ARRETE n° 3820 MET/DPAM du 9 mai 2016 portant délivrance d'un agrément à M. Jérémie Hadjibeyli, sous l'enseigne commerciale "Raiatea Jet", pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Tahaa.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 2964 MET du 13 avril 2016 portant délégation de signature au profit de Mme Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié relatif à la conduite des véhicules nautiques à moteur ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 23 mars 2016, et les compléments de dossiers en date du 11 et du 20 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— M. Jérémie Hadjibeyli, sous l'enseigne commerciale "Raiatea Jet", est agréé pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Tahaa.

Art. 2.— Conformément aux conditions fixées à l'article 7 de l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié susvisé, la navigation en convoi de véhicules nautiques à moteur, uniquement diurne, doit s'effectuer au-delà de la limite des 300 mètres du rivage et en-deçà des deux milles nautiques de la côte.

L'itinéraire de navigation agréé pour la conduite accompagnée en convoi de véhicules nautiques à moteur est référencé comme suit :

La base d'exploitation est fixée à la marina de Uturoa.

Du point de départ de la marina de Uturoa, pour un tour de l'île de Tahaa par la côte Ouest, avec arrêts au jardin de

corail (près îlot Tautau) et sur l'île Toahotu, puis en direction de la baie de Haamene et arrivée à la marina de Uturoa.

L'itinéraire de navigation agréé, indiquant les zones de départ et les zones d'arrêt, figure sur la carte en annexe I du présent arrêté.

Art. 3.— La conduite du véhicule nautique à moteur par l'utilisateur doit être effectuée sous le contrôle effectif et constant du guide accompagnateur, à bord d'un autre véhicule nautique à moteur, et dans le respect des prescriptions fixées par l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié susvisé ainsi que celles mentionnées par l'annexe II du présent arrêté.

Art. 4.— Suivant les conditions fixées par l'article 9 de l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié susvisé, la liste des guides accompagnateurs agréés est établie en annexe II du présent arrêté.

Art. 5.— M. Jérémie Hadjibeyli, sous l'enseigne commerciale "Raiatea Jet", s'engage à signaler, sans délai, à la direction polynésienne des affaires maritimes, toute modification substantielle susceptible d'avoir des incidences significatives sur le présent agrément.

Art. 6.— Le présent arrêté portant agrément est délivré au titre de l'année civile.

Il est renouvelé annuellement sous réserve de présenter auprès de la direction polynésienne des affaires maritimes au plus tard le 31 janvier suivant chaque année d'exploitation écoulée :

- la déclaration annuelle d'activités ;
- le registre des véhicules nautiques à moteur utilisés comportant, *a minima*, les mentions citées à l'article 10 de l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié susvisé.

Art. 7.— Le présent arrêté portant agrément est retiré dans le cas prévu à l'article 12 de l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié susvisé.

Art. 8.— En cas de cession du fonds de commerce, la mesure d'agrément est abrogée.

Le cessionnaire doit présenter une nouvelle demande d'agrément dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de cession, pour poursuivre cette activité de loueur de véhicules nautiques à moteur.

Art. 9.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2016.

Pour le ministre et par délégation :

La directrice des affaires maritimes polynésiennes,

Catherine ROCHETEAU.

ANNEXE IIA L'ARRETE N° **3820** / MET/ DPAM du**09 MAI 2016****LISTE DES GUIDES ACCOMPAGNATEURS
ET DES VEHICULES NAUTIQUES A MOTEUR AGREES**

(Arrêté n° 1097/CM du 17 juillet 2009 modifié relatif à la conduite des véhicules nautiques à moteur)

GUIDES ACCOMPAGNEURS AGREES

1	Jérémie, Xavier HADJIBEYLI	Né le 12 septembre 1977 à Cannes Permis de conduite en mer (côtier) Brevet de Surveillant Aquatique de Polynésie française (n° 2-2015 BSA/PF, validité au 29/03/2020)
---	-------------------------------	--

VEHICULES NAUTIQUES A MOTEUR AGREES

1	PY 14560	Immatriculé le 06/08/2015
2	PY 14561	Immatriculé le 06/08/2015
3	PY 14562	Immatriculé le 06/08/2015

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

ARRETE n° A 078-2016 APF/SG/SRH du 2 mai 2016 relatif à la nomination des représentants de l'administration au sein du comité technique paritaire de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 27-2007 APF/SRH du 21 mars 2007 modifié portant création du comité technique paritaire de l'assemblée de la Polynésie française et organisation des élections des représentants du personnel en leur sein ;

Vu l'arrêté n° 39-2014 APF/SG du 15 septembre 2014 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommés à compter du 20 mai 2016, comme représentants de l'administration au sein du comité technique paritaire de l'assemblée de la Polynésie française, pour une durée de 3 ans :

a) En qualité de représentants de l'administration titulaires :

- le secrétaire général, *président* ;
- le chef du service des affaires juridiques ;
- le chef du service de commissions ;
- le chef du service des finances et de la comptabilité ;
- le chef du service de l'informatique.

b) En qualité de représentants de l'administration suppléants :

- le chef du service du contrôle des dépenses engagées ;
- un fonctionnaire de catégorie A du service des ressources humaines ;
- un fonctionnaire de catégorie A du service des affaires juridiques ;
- M. René Make, responsable des agents de sécurité ;
- Mme Vainui Céran-Jérusalémy, représentant le service de la logistique.

Art. 2.— L'arrêté n° A 086-2013 APF/SG/SRH du 7 mai 2013 est abrogé.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 mai 2016.
Marcel TUIHANI.

ARRETE n° A 079-2016 APF/SG/SRH du 2 mai 2016 portant attribution aux organisations syndicales représentatives du crédit d'heures mensuel alloué au titre des autorisations spéciales d'absences au sein de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2005 Prés/APF/SG du 18 janvier 2005 modifié portant organisation des services de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 39-2014 APF/SG du 15 septembre 2014 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal n° 684-2016 APF/SG/SRH du 14 mars 2016 de l'élection des représentants du personnel au sein du comité technique paritaire de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 243 de la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française susvisée, le crédit annuel de 148 heures alloué aux organisations syndicales représentatives au titre des autorisations spéciales d'absences est réparti, proportionnellement au nombre de voix obtenues au comité technique paritaire, comme suit :

Soit :

- A Ti'a I Mua : 82 heures par an ;
- CSIP : 66 heures par an.

Art. 2.— L'arrêté n° A 158-2015 SG/SRH du 15 octobre 2015 portant attribution aux organisations syndicales représentatives du crédit d'heures mensuel alloué au titre des autorisations spéciales d'absences au sein de l'assemblée de la Polynésie française est abrogé.

Art. 3.— Le président de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organisations syndicales et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 mai 2016.
Marcel TUIHANI.

ARRETE n° A 080-2016 APF/SG/SRH du 2 mai 2016 portant attribution aux organisations syndicales représentatives du crédit d'heures mensuel alloué au titre des décharges d'activité de service au sein de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2005 Prés/APF/SG du 18 janvier 2005 modifié portant organisation des services de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 39-2014 APF/SG du 15 septembre 2014 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal n° 367-2016 APF/SG/SRH du 10 février 2016 de l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire des administrateurs relevant de la catégorie A ;

Vu le procès-verbal n° 364-2016 APF/SG/SRH du 10 février 2016 de l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire des secrétaires d'administration et des techniciens relevant de la catégorie B ;

Vu le procès-verbal n° 362-2016 APF/SG/SRH du 10 février 2016 de l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire des adjoints administratifs et des agents techniques relevant de la catégorie C ;

Vu le procès-verbal n° 359-2016 APF/SG/SRH du 10 février 2016 de l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire des agents de bureau et des aides techniques relevant de la catégorie D ;

Vu le procès-verbal n° 684-2016 APF/SG/SRH du 14 mars 2016 de l'élection des représentants du personnel au sein du

comité technique paritaire de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — En application des articles 247 et 248 de la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française susvisée, le crédit de 100 heures alloué aux organisations syndicales représentatives au titre des décharges d'activité de service est réparti comme suit :

- 25 % entre les organisations représentées aux commissions administratives paritaires ;
- et 75 % entre les organisations représentées au comité technique paritaire.

Soit :

- A Ti'a I Mua : 60 h 38 par mois ;
- CSIP : 39 h 22 par mois.

Art. 2. — Les organisations syndicales font connaître au secrétaire général de l'assemblée de la Polynésie française les noms des agents qu'elles entendent faire bénéficier de ces crédits d'heures.

Si la désignation d'un agent est incompatible avec la bonne marche du service, le président de l'assemblée de la Polynésie française, après avis de la commission administrative paritaire du cadre d'emplois auquel appartient l'intéressé, invite l'organisation syndicale à porter son choix sur un autre agent.

Art. 3. — Les heures accordées mensuellement et non utilisées ne sont pas reportables sur les mois suivants, sauf autorisation donnée par le président de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 4. — L'arrêté n° A 145-2015 SG/SRH du 7 septembre 2015 portant attribution aux organisations syndicales représentatives du crédit d'heures mensuel alloué au titre des décharges d'activité de service au sein de l'assemblée de la Polynésie française, est abrogé.

Art. 5. — Le président de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organisations syndicales et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 mai 2016.

Marcel TUIHANI.

ACTES DES AUTORITES ADMINISTRATIVES INDEPENDANTES

AUTORITE POLYNESIENNE DE LA CONCURRENCE

DELIBERATION n° 2016-DC-08 du 3 mai 2016 relative à la modification du règlement intérieur de l'Autorité polynésienne de la concurrence.

L'Autorité polynésienne de la concurrence,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la concurrence ;

Vu le règlement intérieur ;

Dans sa séance du 3 mai 2016,

Adopte :

Article 1er. — Les dispositions du règlement intérieur de l'Autorité polynésienne de la concurrence susvisé, adopté par la délibération n° 2016-DC-01 du 13 janvier 2016, sont modifiées conformément aux articles 2 à 11 de la présente délibération.

Art. 2. — I. - L'intitulé du titre Ier du règlement intérieur susvisé est ainsi rédigé : "Définitions et procédure".

II. - Après le titre Ier "Définitions et procédure", il est inséré un chapitre préliminaire rédigé tel qu'il suit :

"CHAPITRE PRELIMINAIRE : Définitions

"Section 1 - Définitions en matière de concentration

"Art. 101-01. — *Lieu de réalisation du chiffre d'affaires*

"Les chiffres d'affaires mentionnés à l'article LP. 310-2 du code de la concurrence de la Polynésie française s'entendent comme les chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française.

"Art. 101-02. — *Définition du chiffre d'affaires*

"Les chiffres d'affaires mentionnés à l'article LP. 310-2 du code de la concurrence de la Polynésie française comprennent les montants résultant de la vente de produits et de la prestation de services réalisées par les parties à la concentration au cours du dernier exercice et correspondant à leurs activités ordinaires, déduction faite des réductions sur

ventes ainsi que de la taxe sur la valeur ajoutée et d'autres impôts directement liés au chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires total d'une partie à la concentration ne tient pas compte des transactions intervenues entre les entreprises visées à l'article 101-03 du présent règlement intérieur.

"Art. 101-03. — *Acquéreur - Chiffre d'affaires à prendre en compte*

"Pour calculer les chiffres d'affaires mentionnés à l'article LP. 310-2 du code de la concurrence de la Polynésie française, il convient d'additionner les chiffres d'affaires :

- a) De la partie à la concentration ;
- b) Des entreprises dans lesquelles la partie à la concentration dispose directement ou indirectement :
 - i) Soit de plus de la moitié du capital ou du capital d'exploitation ;
 - ii) Soit du pouvoir d'exercer plus de la moitié des droits de vote ;
 - iii) Soit du pouvoir de désigner plus de la moitié des membres du conseil de surveillance ou d'administration ou des organes représentant légalement l'entreprise ;
 - iv) Soit du droit de gérer les affaires de l'entreprise ;
- c) Des entreprises qui disposent, dans la partie à la concentration, des droits ou pouvoirs énumérés au point b) ;
- d) Des entreprises dans lesquelles une entreprise visée au point c) dispose des droits ou pouvoirs énumérés au point b) ;
- e) Des entreprises dans lesquelles plusieurs entreprises visées aux points a) à d) disposent conjointement des droits ou pouvoirs énumérés au point b).

"Art. 101-04. — *Cible - Chiffre d'affaires à prendre en compte*

"Par dérogation à l'article 101-03, lorsque la concentration consiste en l'acquisition de parties, constituées ou non en entités juridiques, d'une ou de plusieurs entreprises, seul le chiffre d'affaires se rapportant aux parties acquises est pris en considération dans le chef du ou des cédants.

"Cependant, deux ou plusieurs opérations au sens de l'alinéa précédent qui ont eu lieu au cours d'une période de deux années entre les mêmes personnes ou entreprises sont à considérer comme une seule concentration intervenant à la date de la dernière opération.

“Art. 101-05. — *Seuils de chiffre d'affaires*

“Le chiffre d'affaires mentionné au 2° du I et du II de l'article LP. 310-2 du code de la concurrence de la Polynésie française doit être réalisé individuellement par au moins une partie à la concentration.

“Section 2 - Définitions en matière de surface commerciale

“Art. 102-1. — *Surface de vente*

“La surface de vente d'un magasin de commerce de détail prévue à l'article LP. 320-1 du code de la concurrence de la Polynésie française s'entend de la superficie des espaces couverts et non couverts, affectés :

- à la circulation de la clientèle pour effectuer ses achats ;
- à l'exposition des marchandises proposées à la vente ;
- au paiement des marchandises ;
- à la circulation du personnel pour présenter les marchandises à la vente”.

Art. 3. — L'article 113-1-04 est ainsi modifié, les mots : “doivent être produits en quatre exemplaires” sont remplacés par les mots : “doivent être produits conformément aux conditions définies à l'article 113-1-01 du présent règlement intérieur”.

Art. 4. — A la fin de l'article 113-1-06, est insérée une phrase rédigée comme suit : “A défaut de réponse dans le délai imparti, la saisine sera rejetée”.

Art. 5. — A l'article 121-04, les mots : “ainsi qu'au rapporteur” sont supprimés.

Art. 6. — Le deuxième alinéa de l'article 121-05 est remplacé par les dispositions suivantes : “Cette information est envoyée conformément aux conditions définies à l'article 112-01 du présent règlement intérieur”.

Art. 7. — Au deuxième alinéa de l'article 143-02, les mots : “concerné et au rapporteur ou aux rapporteurs inscrits à la séance” sont supprimés.

Art. 8. — A l'article 210-08, les mots : “fixées à l'article 40” sont remplacés par les mots : “fixées au chapitre 2 du titre III du présent règlement intérieur”.

Art. 9. — L'article 322-03 est ainsi modifié :

1° Le II est remplacé par les dispositions suivantes :

“II. - Lorsque le rapporteur général est un agent public mis à la disposition ou placé en congé de mobilité par l'Autorité de la concurrence métropolitaine, sa

rémunération, dont il est pris acte dans la convention signée entre l'Autorité de la concurrence métropolitaine et l'Autorité polynésienne de la concurrence, comprend la rémunération versée ou égale à celle qui était versée par l'Autorité de la concurrence métropolitaine à laquelle s'applique, dans les mêmes conditions, le coefficient de majoration en vigueur pour les fonctionnaires de l'Etat mentionné au I”.

2° Au IV, le chiffre : “240” est remplacé par le chiffre : “270”.

Art. 10. — L'article 322-04 est ainsi modifié :

1° Après le deuxième alinéa du I., est inséré un alinéa rédigé ainsi : “Lorsqu'un rapporteur est un agent public mis à disposition ou placé en congé de mobilité par l'Autorité de la concurrence métropolitaine, sa rémunération comprend la rémunération versée ou égale à celle qui était versée par l'Autorité de la concurrence métropolitaine à laquelle s'applique, dans les mêmes conditions, le coefficient de majoration en vigueur pour les fonctionnaires de l'Etat prévu par l'article 3 de la délibération n° 98-145 APF du 10 septembre 1998”.

2° Au II, la phrase : “un dispositif d'évaluation sera institué” est remplacée par la phrase : “les modalités d'application, comportant notamment un dispositif d'évaluation, seront précisées par décision du président de l'Autorité polynésienne de la concurrence”.

Art. 11. — Au premier alinéa de l'article 326-05, les mots : “défini à l'article 326-04” sont remplacés par les mots : “de trois mois”.

Art. 12. — L'annexe 2 du règlement intérieur de l'Autorité polynésienne de la concurrence est modifiée conformément au modèle joint.

Art. 13. — L'annexe 4 du règlement intérieur de l'Autorité polynésienne de la concurrence est modifiée conformément au modèle joint.

Art. 14. — Le président de l'Autorité polynésienne de la concurrence est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Délibéré le 3 mai 2016, par Jacques Mérot, *président*, Maïana Bambridge, Jean-Christophe Lau, Florent Venayre et Julien Vucher-Visin, *membres*.

Le président,
Jacques MEROT.

ANNEXE 2 du règlement intérieur de l'Autorité polynésienne de la concurrence

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DONNÉES FINANCIÈRES POUR LES TROIS DERNIERS
EXERCICES À JOINDRE AU DOSSIER DE NOTIFICATION D'UNE OPÉRATION DE
CONCENTRATION**

DENOMINATION SOCIALE :

N° TAHITI :

Données consolidées : oui / non (rayer la mention inutile).

Exercice Exercice Exercice

N N-1 N-2

clos le : clos le : clos le :

Comptes de résultat

Chiffre d'affaires total hors taxes

Chiffre d'affaires hors taxes réalisé auprès des clients situés en Polynésie française

Valeur ajoutée brute

Excédent brut d'exploitation

Résultat d'exploitation

Intérêts et charges assimilées sur dette financière

Produits financiers des placements

Produits financiers des immobilisations financières

Résultat financier

Résultat net (1)

Part des actionnaires ou des associés minoritaires

Bilan

Brut Net Brut Net Brut Net

Total du bilan

Immobilisations incorporelles

Immobilisations corporelles

Immobilisations financières

Créances de l'actif circulant

Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Exercice Exercice Exercice

N N-1 N-2

clos le : clos le : clos le :

Fonds propres (2)

Part des actionnaires ou des associés minoritaires

Provisions pour risques et charges

Dettes financières

Autres dettes

Ensemble des dettes à plus d'un an de la clôture

Investissements et cessions

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

Acquisitions ou augmentations d'immobilisations financières

Prix de cession des immobilisations cédées et valeur des autres diminutions
d'immobilisations financières

Autres renseignements

Dépenses de recherche et développement

Dépenses de publicité

Capitalisation boursière à la clôture (3)

Effectifs moyens

(1) Dans le cas de données consolidées, il s'agit du résultat de l'ensemble consolidé.

(2) Non compris la part des actionnaires ou associés minoritaires dans le cas de données consolidées.

(3) Dans le cas d'un groupe, donner le nom de la société cotée.

ANNEXE 4 du règlement intérieur de l'Autorité polynésienne de la concurrence

DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION D'UNE OPÉRATION VISEE A L'ARTICLE LP. 320-1

1 - Informations relatives à l'exploitant ou au futur exploitant, et au groupe auquel il appartient

- a) dans le cas d'une personne physique : nom, prénom, adresses géographique, postale et électronique, téléphone, télécopie ;
- b) dans le cas d'une personne morale :
 - raison sociale, forme juridique, adresses postale, géographique et électronique, téléphone, télécopie ;
 - immatriculation au R.C., n° Tahiti ;
 - objet social.
- c) Liste des principaux actionnaires de l'exploitant ou futur exploitant, et du groupe auquel il appartient, les pactes d'actionnaire, ainsi que la liste et le montant des participations détenues par l'entreprise ou ses actionnaires dans d'autres entreprises, si cette participation confère directement ou indirectement au moins une minorité de blocage ou la faculté de nommer au moins un membre du conseil d'administration.
- d) description des activités de l'exploitant ou futur exploitant, et du groupe auquel il appartient

2 - Informations sur les conditions de réalisation du projet

Présentation pour le terrain ou l'ensemble des parcelles le composant :

- du titre de propriété de l'immeuble concerné (p.e.: promesse de vente) ;
- et/ou du titre habilitant à construire (p.e.: autorisation du propriétaire, permis de construire...) ;
- et/ou du titre habilitant à exploiter commercialement (p.e.: bail commercial).

3 - Informations relatives au projet

3.1 : Localisation : commune d'implantation, adresse

3.2 : Description du projet

3.2.1 : Projet portant sur la création d'un magasin de commerce de détail

- nature de l'activité du magasin dont la création est envisagée ;
- surface globale du projet et sa surface de vente telle que définie à l'article 102-01 du règlement intérieur.

3.2.2 : Projet portant sur l'extension d'un magasin de commerce de détail

- nature de l'activité du magasin dont l'extension est envisagée ;
- surface de vente existante et surface envisagée.

3.2.3 : Autres renseignements

- si le projet s'intègre dans un ensemble commercial existant : liste des magasins de cet ensemble et leurs surfaces de vente respectives ;
- parc de stationnement : surface ou nombre de places ;
- activités annexes éventuelles n'entrant pas dans le champ d'application de la réglementation (cafétéria, restaurants...) ;
- liste des magasins de commerce de détail exploités sous cette enseigne, leur localisation (commune, île) et leur surface de vente ;
- liste des magasins de commerce de détail appartenant à l'exploitant ou futur exploitant, leur localisation (commune, île), leur surface de vente et leur secteur d'activités par référence aux codes de la nomenclature d'activités française (NAF) ;
- liste de magasin de commerce de détail dont la ou les enseigne(s) apparten(nen)t au même groupe ;
- nombre et répartition des emplois générés par le projet ;
- contrat liant ou projet de contrat devant lier la surface de vente concernée à une centrale d'achat dans le cadre de son approvisionnement.

4 - Informations relatives à l'étude de marché

4.1 : Définition des marchés

Un marché concerné se définit comme un marché pertinent, défini en termes de produits et en termes géographiques, sur lequel l'opération notifiée a une incidence directe ou indirecte.

Un marché pertinent de produits comprend tous les produits ou services que le consommateur considère comme interchangeables ou substituables en raison de leurs caractéristiques, de leur prix et de l'usage auquel ils sont destinés. Des produits, sans être substituables au sens de la phrase précédente, peuvent être regardés comme relevant d'un même marché, dès lors qu'ils requièrent la même technologie pour leur fabrication et qu'ils font partie d'une gamme de produits de nature à caractériser ce marché.

Un marché pertinent géographique est un territoire sur lequel sont offerts et demandés des biens et des services, sur lequel les conditions de concurrence sont suffisamment homogènes et qui peut être distingué de zones géographiques voisines, parce que, en particulier, les conditions de concurrence y diffèrent de manière appréciable.

La notification comprend une définition de chaque marché concerné ainsi qu'une description précise des arguments ayant conduit à la définition proposée.

4.2 : Population de la zone de chalandise par communes concernées

4.3 : Equipement commercial de la zone de chalandise

Recensement de l'ensemble des magasins de commerce de détail de même nature en précisant leur enseigne, leur surface de vente telle que définie à l'article 102-01 du règlement intérieur et leur localisation sur une carte.

L'identité, l'adresse, les numéros de télécopieur et de téléphone et l'adresse électronique des responsables des principaux opérateurs concurrents.

4.4 : Chiffres d'affaires prévisionnels

- chiffre d'affaires global attendu de la réalisation ;
- pour des projets portant sur des extensions :
 - o chiffres d'affaires des 3 derniers exercices connus et évolution et, pour les magasins non spécialisés, répartition par département ou par rayon ;
 - o chiffre d'affaires supplémentaire attendu par la réalisation et, pour les magasins non spécialisés, répartition par département ou par rayon.

5 - Droits fonciers

L'exploitant ou futur exploitant, et le groupe auquel il appartient, sollicitant l'autorisation doit fournir la liste des droits fonciers (titres de propriété, baux,...) détenus sur la zone concernée faisant l'objet ou non d'une construction.

6 - Déclaration concluant la demande d'autorisation

La demande d'autorisation se conclut par la déclaration suivante, signée par l'exploitant ou le futur exploitant :

« Le soussigné déclare que les informations fournies dans la présente demande sont, à sa connaissance, sincères, exactes et complètes, que toutes les estimations sont présentées comme telles et constituent les estimations les plus précises des faits en cause.

Il connaît les dispositions du titre II du livre III de la loi du pays n°2015-2 du 23 février 2015 relative à la concurrence. »

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

DIRECTION REGIONALE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 13 au 26 mai 2016 inclus)

données BDF - parité quotidienne au 11 mai 2016

CODE DEVISE PAYS	DEVISES	Cours en francs pacifiques
EUR Euro	1 euro	119,33
USD Etats-Unis d'Amérique ...	1 dollar US	104,59
AUD Australie	1 dollar australien	77,12
CAD Canada	1 dollar canadien	81,25
CHF Suisse	1 franc suisse	107,51
DKK Danemark	1 couronne danoise	16,04
GBP Grande-Bretagne	1 livre sterling	151,13
HKD Hong Kong	1 dollar Hong Kong	13,48
JPY Japon	1 yen	0,96
NOK Norvège	1 couronne norvégienne	12,77
NZD Nouvelle-Zélande	1 dollar néo-zélandais	71,19
SEK Suède	1 couronne suédoise	12,84
SGD Singapour	1 dollar singapour	76,44
FJD Fidji (1)	1 dollar fidjien	51,01
THB Thaïlande	1 baht	2,97
CNY Chine	1 yuan	16,08
KRW Corée	1 won coréen	0,09
IDR Indonésie	1 roupie indonésienne	0,01
BRL Brésil	1 real brésilien	30,20

(1) cours fin de mois au 30 avril 2016

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES SOUS-LE-VENT POUR LA PERIODE DU 11 au 15 AVRIL 2016

COMMUNE DE BORA BORA

11 avril 2016

N° 15-278-3 MET.AU.ISLV, M. Karl Delort et M. Sébastien Marie-Claire dit Mosole pour le compte de la SCI KS, sur la parcelle de la terre Teorueaihuaraau, cadastrée n° 56, section AR, sise à Nunuè, construction d'un bâtiment à usage commercial dénommé "Quincaillerie Bora Brico".

COMMUNE DE TAPUTAPUATEA

11 avril 2016

Avenant n° 13-209B-3 MET.AU.ISLV, M. le maire de la commune de Taputapuatea, sur le remblai cadastré n° 27, section MX, sise à Avera, modification du plan d'implantation du projet de construction d'un fare pote'e.

COMMUNE DE UTUROA

11 avril 2016

PC TACITE n° 15-047-1 MET.AU.ISLV, M. Jérôme Touze pour le compte de la Société Dream Yacht Tahiti, sur la parcelle cadastrée n° 64, section AE, extension d'un bâtiment existant à usage d'atelier.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

ETAT DES INSCRIPTIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS DE PAPEETE POUR LE MOIS DE DECEMBRE 2015

IMMATRICULATIONS

1er décembre 2015

N° 15 2646 A Venise Atiu, fabrication de bijoux (perle et monture en argent rhodié), PK 28, côté mer, 98708 Tiarei, *nom commercial* : Summer Pearl Création, *date de début d'exploitation* : 30 novembre 2015 ;

N° 15 2647 A, Julien Beigne, démarcheur, rue Frédéric-Gadiot, BP 52103, 98716 Pirae, *nom commercial* : Taimani, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2648 A, Nicolas Bluét, travaux en tous genres, coiffure sans établissement fixe, route résidence Tokerau 2, appartement C001, Faa'a, BP 14267, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 2649 A, Temaearii Anthony Ellacott, prestations de services, lotissement Moanarama, lot n° 38, Mahinarama, Mahina, BP 51230, 98716 Pirae, *nom commercial* : LOG.PF, *date de début d'exploitation* : 2 janvier 2016 ;

N° 15 2650 A, Ludovic Vatea Guillemet, travaux en tous genres, PK 52,800, côté mer, quartier Vaiata, BP 16471, 98727 Teva I Uta, *nom commercial* : Toa Ent, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 2651 A, Miriama Vaitoare née Marurai, traductrice, interprète, route de Sainte-Amélie, BP 43096, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 30 novembre 2015 ;

N° 15 2652 A, Manette Teriipaia née Peu, masseur traditionnel, Niua, Poutoru, côté mer, 98733 Tahaa, *nom commercial* : Manea massage, *date de début d'exploitation* : 16 novembre 2015 ;

N° 15 2653 A, Steffen Jean-François Roesler, négociant, services divers, résidence Puunui, Toahotu, BP 8850, 98719 Afaahiti, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 2654 A, Ravahere Roland Terihaamoetua Taputuarai, consultant botanique, vallée de Hamuta, parcelle H n° 94, BP 5819, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 30 novembre 2015 ;

N° 15 2655 A, Pierre Billy Aroatea Hoarau Tixier, service de nettoyage, quartier Frogier, parcelle A, Vetea 1, BP 5852, 98716 Pirae, *nom commercial* : Tahiti Sablage Entreprise (TSE), *date de début d'exploitation* : 2 janvier 2016 ;

N° 15 2656 A, Victorine Tcheou née Toa, accueillant familial pour enfant, PK 60, la servitude entre l'immeuble Brown et Chonel, BP 7043, 98719 Taravao, *date de début d'exploitation* : 24 juillet 2015.

2 décembre 2015

N° 15 2661 A, Brenda Tahianohopu Tihoni, restauration de type rapide, Erima, lot n° 72, BP 140820, 98701 Arue, *nom commercial* : Good Lunch, *date de début d'activité* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 2660 A, Georges Tihoti Tehahe, entrepreneur, route résidence Hamuta plateau n° 3, BP 51855, 98716 Pirae, *date de début d'activité* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 2657 A, Jonathan Pierre Marurai Cipolin, référencement de sites internet, créations de sites, E-réputation, route de Sainte-Amélie, quartier Céran-Jérusalémy, BP 1209, 98713 Papeete cedex, *nom commercial* : Référencement Tahiti, *date de début d'activité* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 2658 A, Tatiana Marie-Louise Lenoir, bureau de secrétariat, servitude Blanchard, rue Teterai Tane, BP 5637, 98716 Pirae, *date de début d'activité* : 2 janvier 2016 ;

N° 15 2659 A, Vaiarii Victor Rereao, travaux en tous genres, chemin vicinal de Patutoa, face au village Vaiete, BP 43982, 98713 Papeete, cedex, *date de début d'activité* : 7 décembre 2015 ;

N° 15 2662 A, Daniel Sébastien Yamamoto, consultant (marketing, relation publique), PK 19,500, côté montagne, servitude Cadousteau, 98711 Paea, *nom commercial* : DY Communication, *date de début d'exploitation* : 2 novembre 2015 ;

N° 15 143 C, Natihere Pamatai, société civile : 100 000 F CFP (fixe), résidence Pamatai Hills, lot n° 91, lieudit Pamatai, Faa'a, BP 42470 Fare Tony, 98713 Papeete, *gérants associés* : Michel André Pierre Monvoisin et Tatiana Herenui Heifara Marie-Hélène Colombani, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la construction, la location et l'administration de tous biens et droits immobiliers ; l'acquisition ou la souscription de parts de toutes sociétés civiles immobilières, la gestion, l'administration et la cession de ces parts sociales ; la souscription de tous emprunts pour le financement des acquisitions, des souscriptions et, plus généralement, pour la gestion de son patrimoine ; la constitution de toutes sûretés sur les actifs sociaux en garantie des emprunts contractés pour leurs acquisitions, souscriptions, entretiens ou rénovations ; et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, dès lors que ces actes ou opérations ne portent pas atteinte à la nature civile de cet objet, *date de début d'exploitation* : 6 novembre 2015 ;

N° 15 144 C, Poe Charter Financement, société civile : 100 000 F CFP, rue des Poilus-Tahitiens, BP 40843 Fare Tony, 98713 Papeete, *gérants associés* : Bruce Stéphane Andrieux et Patrick Georges Morel, la société a pour objet : - l'acquisition et la propriété d'une participation de cinq pour cent (5 %) dans le capital de la société Private Charter Tahiti enregistrée au registre du commerce de Papeete sous le numéro 08 318 B, afin d'assurer le financement de son projet d'investissement industriel ; - la gestion de cette participation et toutes opérations s'y rapportant ; - la réalisation d'opérations de trésorerie avec les sociétés contrôlées, directement ou indirectement, sous forme d'avances en compte courant, de prêts, etc. ; - et, généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptible d'en faciliter la réalisation, *date de début d'exploitation* : 2 décembre 2015 ;

N° 15 145 C, Maui T., société civile immobilière : 10 000 F CFP fixe, route des Ananas, terre Apari, Paopao, BP 1375 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *gérante associée* : Sabine Marie-Anne Quere, la société a pour objet la propriété, la gestion et plus généralement l'exploitation par bail, location ou toute autre forme d'immeuble et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières de caractère purement civil et se rattachant à l'objet social, *date de début d'exploitation* : 17 novembre 2015 ;

N° 15 146 C, Ha'avai, société civile immobilière : 100 000 F CFP, PK 10, côté mer, route de la pointe Vénus, BP 11130, 98709 Mahina, *gérant associé* : Jean-Marie Napoléon Lonfat, la société a pour objet : - l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ; - la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ; - la construction de tous bâtiments à usage mixte professionnel et d'habitation ou commercial, d'habitation et autres ; - l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ; - tous emprunts, toutes garanties, cautionnements et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés dans la mesure où ils sont nécessaires à la réalisation de l'objet social ; - la prise de participation dans toutes sociétés (sous quelque forme que ce soit) à l'exception des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite ; - la gestion de ces participations ; - la vente ou l'attribution aux associés de biens meubles ou immeubles devenus inutiles à la société ; - et, généralement, toutes opérations civiles de nature financière, mobilière ou immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes et ne modifiant pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 2 décembre 2015 ;

N° 15 147 C, Bora Bora III, société civile immobilière : 200 000 F CFP fixe, lotissement Miri 6, lot n° 645, Punaauia, BP 21804, 98713 Papeete, *gérante associée* : Géraldine Gibert, la société a pour objet : - l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ; - la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ; - l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ; - la vente ou l'attribution aux associés des biens meubles et immeubles devenus inutiles à la société ;

- et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptible d'en faciliter la réalisation, *date de début d'exploitation* : 2 décembre 2015 ;

N° 15 148 C, Société location Tahiti RWK, société civile : 50 000 F CFP fixe, quartier Mamaia, Faa'a, BP 4215, 98713 Papeete, *gérant associé* : Richard Chen Sin Wong King, la société a pour objet : - l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ; - la mise en valeur, la rénovation, la construction desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ; - l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ; - la vente ou l'attribution ou la cession aux associés des biens meubles et immeubles devenus inutiles à la société ; - l'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions de biens sus relatés et la constitution des garanties y relatives, ainsi que le cautionnement ; - la vente de l'immeuble social reste exceptionnelle ; et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptible d'en faciliter la réalisation, *date de début d'exploitation* : 1er février 2016 ;

SCA Toa Ravaai, société civile : 100 000 F CFP fixe, port de pêche de Fare Ute, Papeete, BP 6331, 98702 Faa'a, *associé gérant* : Yann Heifara Francis Ching, la société a pour objet : - la pêche hauturière, sous toutes ses formes et au moyen de toutes techniques légalement autorisées, et le transport maritime de tous les produits de la pêche, et généralement l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ; - l'élevage, la pêche, la collecte, l'importation, l'achat, l'exploitation et la commercialisation sous toutes ses formes, de poissons, coquillages, crustacés et en général de tous produits de la mer ; - toutes opérations concernant la pêche industrielle, l'entreposage frigorifique, la transformation, la vente, le conditionnement et la conserverie des mêmes produits de la mer ; - l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et l'exploitation de tous biens immobiliers ou mobiliers nécessaires à l'exploitation des activités aquacoles de la société ; - et ce, soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement ; - la vente de biens sociaux devenus inutiles à la société ; - la formation professionnelle, le conseil et soutien aux entreprises ; - toutes études, recherches et développement, statistiques, économiques, financières, et juridiques pour les entreprises et particuliers dans le domaine maritime ; - et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2015 ;

N° 15 150 C, SCA Toa Tautai, société civile : 100 000 F CFP fixe, port de pêche de Fare Ute, Papeete, BP 6331, 98702 Faa'a, *gérant associé* : Yann Heifara Francis Ching, la société a pour objet : - la pêche hauturière, sous toutes ses formes et au moyen de toutes techniques légalement autorisées, et le transport maritime de tous les

produits de la pêche, et généralement l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ; - l'élevage, la pêche, la collecte, l'importation, l'achat, l'exploitation et la commercialisation sous toutes ses formes, de poissons, coquillages, crustacés et en général de tous produits de la mer ; - toutes opérations concernant la pêche industrielle, l'entreposage frigorifique, la transformation, la vente, le conditionnement et la conserverie des mêmes produits de la mer ; - l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et l'exploitation de tous biens immobiliers ou mobiliers nécessaires à l'exploitation des activités aquacoles de la société ; - et ce, soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement ; - la vente de biens sociaux devenus inutiles à la société ; - la formation professionnelle, le conseil et soutien aux entreprises ; - toutes études, recherches et développement, statistiques, économiques, financières, et juridiques pour les entreprises et particuliers dans le domaine maritime ; - et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2015 ;

N° 15 295 B, La Taverne, société à responsabilité limitée à associé unique : 100 000 F CFP fixe, vallée de Tipaerui, 98714 Papeete, *gérant associé unique* : Jean-Sébastien Henri Bienias, la société a pour objet : - restaurant, bar, snack et plat à emporter ; - toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ; - la participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 296 B, Reef Discovery, société à responsabilité limitée : 85 000 F CFP fixe, lotissement Punavai Nui, 98718 Punaauia, *gérant associé* : Patrick Robert Talon, la société a pour objet, en France et à l'étranger : - la création, l'acquisition, l'exploitation de tous établissements ou entreprises, d'activités aquatiques, subaquatiques ou de transport maritime côtier ; - la participation sous toutes formes, y compris la souscription, à toutes sociétés ou la création de toutes sociétés ou entreprises dont le commerce serait similaire ou de nature à favoriser ou développer son commerce ; - la location, l'acquisition de tous immeubles, terrains et fonds de commerce pouvant servir à l'objet social ; - et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 2 décembre 2015.

3 décembre 2015

N° 15 297 B, Les Films du Pacifique Tahiti, sigle : LFDPT, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP fixe, avenue du Général-de-Gaulle, immeuble Diadème, BP 40182, 98713 Papeete, *gérant associé* : Hervé Louis Serge Pierre Boitelle, la société a pour objet : - la création, production, édition, diffusion et distribution sous toutes formes de toutes œuvres artistiques (films, musique, peintures, livres, etc., la production, la réalisationde toute oeuvre multi médias, à destination de la télévision, internet, le cinéma sous toutes formes ainsi que la vente de produits liés directement ou indirectement à l'objet principal sous tous supports existants ou à venir (cd, DVD, internet, etc.) ; - la conception, réalisation, exécution de toutes actions pouvant être utilisées dans le domaine de l'audiovisuel, notamment de production de films publicitaires, la conception, l'animation, la présentation de tous programmes télévisuels, radiophoniques, tous types d'émissions en général ; - la conception, la réalisation, l'animation de toutes actions de formation et de communication dans tous les domaines d'activité, l'animation de tous débats, séminaires, colloques, stages, dans tous les domaines d'activité, pour tous types de public, l'étude et la publication de dossiers se rapportant à la communication, le marketing, le management ; - consulting et conseil dans tous les domaines d'activités, et notamment l'organisation, le management stratégique, l'apport d'affaires, le développement commercial, les prestations de services aux entreprises ; - l'acquisition de tous biens immobiliers (notamment terrain à bâtir) et/ou fonds de commerce, quelles que soient leurs activités. L'administration et l'exploitation par bail, location, ou autrement desdits immeubles et/ou fonds de commerce ; - la fourniture de conseils en images et communication ainsi que toutes prestations de services en matière de communication, de relations publiques en général ; - les recherches, études et mises au point de tout nouveau procédé de communication audiovisuel, de publicité, sur tous supports existants ou à venir ; - l'édition de tous types de publications ; - la participation de la société à toutes opérations susceptibles de se rattacher audit objet par voie de création de sociétés nouvelles, apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, acquisitions, location ou location-gérance de fonds de commerce, alliance, association en participation ou groupement d'intérêt économique ; - ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 298 B, Villa Stencer, société à responsabilité limitée : 200 000 F CFP fixe, résidence Iris, 98714 Papeete, *gérant associé* : Marcel Taib, la société a pour objet, en France et à l'étranger : - l'achat, la prise à bail ou la location de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ; - la construction et l'aménagement sur les terrains d'immeubles collectifs ou individuels à usage d'habitation, professionnel ou commercial et toutes annexes et dépendances ; - la vente, en totalité ou par fractions, avant ou après achèvement, des constructions y édifiées ; - la location des lots en stock dans l'attente de leur vente ; - pour la réalisation des opérations ci-dessus, la conclusion de toutes conventions de sous-traitance, contrats, promotion immobilière et de maîtrise

d'oeuvre déléguée ; - et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 3 décembre 2015 ;

N° 15 151 C, Mirena, société civile : 120 000 F CFP (variable), quartier Buillard, Paofai, BP 21618, 98713 Papeete, *gérants associés* : Fernand Hiro Te Ping et Antoinette Te Ping née Tchang, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, l'exploitation sous toutes ses formes de tous immeubles et biens immobiliers, éventuellement, l'aliénation de ceux de ces immeubles devenus inutiles à la société au moyen de ventes, échanges ou apports en société, la construction-vente et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil, *date de début d'exploitation* : 2 décembre 2015 ;

N° 15 2663 A, Régis Heimana Caron, mécanicien, réparateur, servitude Young Wong, route de Pamatai, BP 63198, 98702 Faa'a, *date de début d'activité* : 2 décembre 2015 ;

N° 15 2664 A, Margherita de Rosa, hôtesse, derrière le snack Poeiti, Tuherahera, 98778 Tikehau, *date de début d'activité* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2665 A, Timeri Nancy Izal, photographe ambulant, webmaster, artisanat, route de la Pointe Vénus, 98709 Mahina, *date de début d'activité* : 2 décembre 2015 ;

N° 15 2666 A, Jonathan Vetea Mou Kam Tse, vente de services divers, PK 8,200, côté montagne, servitude Fuller 3, 98702 Faa'a, *nom commercial* : Vetea Services Express, *date de début d'activité* : 2 décembre 2015 ;

N° 15 2667 A, Luana Mareva Teriierooiterai née Taputu, accueillant familial pour un enfant à temps complet pendant 3 ans, route résidence Arahiri n° 5, côté mer, Arue, BP 90016 Motu Uta, 98715 Papeete, *date de début d'activité* : 2 décembre 2015 ;

N° 15 2668 A, Jasmina Raura Tepa, vente de glaces fabriquées (glace rouge), bonbons, pâtisserie, etc., Mataiva, BP 16, 98777 Mataiva, *nom commercial* : Chez Loulou, *date de début d'activité* : 16 novembre 2015.

4 décembre 2015

N° 15 152 C, Kabilljo, société civile immobilière : 100 000 F CFP fixe, PK 49,500, côté montagne, Faaone, BP 52632, 98716 Pirae, *gérants associés* : Bill Temoeterauri Paul Johnston et Katia Jeanne Titaua Johnston née Lambert, la société a pour objet : l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question. Et ce, soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement. La mise en valeur des biens sociaux au moyen de locations, mises à disposition à titre gratuit ou onéreux desdits biens, la conclusion de tout bail

d'habitation, commercial, professionnel, rural, mixte, le renouvellement ou la modification ou la non-prorogation d'un tel bail, donner congé. La vente de biens sociaux devenus inutiles à la société. Tout emprunt auprès de tout établissement bancaire en vue d'effectuer les opérations ci-dessus. Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 4 décembre 2015 ;

N° 15 153 C, SCI Tauatiti & cie, société civile immobilière : 100 000 F CFP fixe, PK 5,600, côté montagne, quartier Aline, BP 62372, 98702 Faa'a, *gérant associé* : Piharii Heimata Francky Tauatiti, la société a pour objet : - l'acquisition et la mise en valeur de biens immobiliers ; - la gestion et l'administration desdits biens ainsi que de tous biens et droit immobiliers dont la société sera propriétaire ; - l'acquisition et la mise en valeur de tout bien immobilier susceptible d'être exploitée dans le cadre de la conclusion d'un bail ; - l'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions sus-relatées et la constitution des garanties y relatives ; - la mise à disposition à titre gratuit ou onéreux de biens et droits immobiliers appartenant à la société à l'un quelconque de ses associés ; - et plus généralement, la réalisation de toutes opérations, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social sus-décrit, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 3 décembre 2015 ;

N° 15 299 B, Aretea, société à responsabilité limitée : 200 000 F CFP fixe, Taravao centre, BP 71139 Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *gérant associé* : Poerava Taumatini Laure Dupuits, la société a pour objet : - l'organisation et la promotion de tous spectacles et événements publics et privés, foires, rencontres commerciales, sportives, etc., et plus généralement d'événements de toutes natures ; - le négoce, l'achat ou la location, l'importation, la distribution, la vente en gros, semi gros ou au détail de tout article festif, de loisir, de décoration, de déguisement et en général de tout produit en rapport avec le divertissement et le loisir récréatif ; - la location de structures gonflables destinées aux activités de loisirs ; - l'installation et l'exploitation de manèges et généralement toutes installations destinées aux loisirs ; - la vente de tous produits annexes, jouets, et produits alimentaires ; - l'impression de t-shirt ; - la création, l'acquisition, la location, l'installation et l'exploitation de tous fonds de commerce ou établissement se rapportant à l'objet ci-dessus ; - l'acquisition, la prise à bail de tous immeubles bâtis ou non bâtis ; - la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social ; - et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini et à tous objets similaires ou connexes, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 300 B, SELARL Cabinet Vétérinaire ISLV, sigle : CABVETISLV, société d'exercice libéral à responsabilité limitée : 10 000 000 F CFP fixe, Tahina 8, BP 1003, 98735 Uturoa, *gérants associés* : Marc Henri Golder et Philippe Noël Cesar, la société a pour objet l'exercice de la profession de vétérinaire. Elle ne peut accomplir les actes de cette

profession que par l'intermédiaire d'un de ses membres ayant qualité pour l'exercer. Elle peut, en outre, accomplir toutes opérations civiles, mobilières, financières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet visé ci-dessus, ou en faciliter l'accomplissement. Dans les rapports entre les associés et dans ses rapports avec les tiers, la société sera expressément tenue au respect des règles déontologiques propres à la profession de vétérinaire, et notamment au respect du principe d'indépendance et au respect du secret professionnel. Un règlement intérieur adopté modifiable seulement à l'unanimité des associés précisera le cas échéant les modalités pratiques d'exercice de la profession en considération notamment du principe d'indépendance, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 301 B, L'Atelier de Lilly, société à responsabilité limitée à associé unique : 100 000 F CFP fixe, 17, quartier Cowan, Pamatai, BP 62838, 98702 Faa'a, *gérant associé unique* : Tamatoa David Chénne, la société a pour objet : En France et à l'étranger, plus particulièrement en Polynésie française, l'importation, l'exportation, l'achat et la revente en gros, semi-gros ou au détail de marchandises diverses. La conception et la fabrication d'article de sport nautique et mécanique. Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement, *date de début d'exploitation* : 7 décembre 2015 ;

N° 15 302 B, Sea Breeze, société à responsabilité limitée : 500 000 F CFP fixe, PK 10, côté montagne, centre commercial du Lotus, BP 130080, 98717 Punaauia, *gérants associés* : Thomas Alain Anthony, Sacha Madelaine Anthony et Hitiura Fabrice Teanuanua Lehartel, la société a pour objet : - l'acquisition et l'exploitation d'un fonds de commerce de restauration avec tout ce qui s'y rapporte ; - la préparation, la commercialisation de tous produits relatifs à cette activité, plats à emporter, boissons et plus généralement tous produits d'alimentation ; - la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissement ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ; - toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et tous objets similaires ou connexes, *date de début d'exploitation* : 9 novembre 2015 ;

N° 15 2669 A, Caroline Paule Monique Benard, vente de services divers (secrétariat, ressources humaines...), Amanahune, chez Ronan Lerue, côté montagne, BP 536, 98730 Bora Bora, *nom commercial* : Polynésie Ressources Humaines, *date de début d'exploitation* : 20 novembre 2015 ;

N° 15 2670 A, Jennifer Magalie Maimiti Guigue, vente de services divers (jardinage, ménage...), Faanui, côté montagne, chez Pascal Iotefa, BP 1368, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 23 novembre 2015 ;

N° 15 2671 A, Christina Guilloux, vente de services divers (massage, esthétique, ménage...), Anau, côté montagne, chez Alfred Guilloux, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 2 novembre 2015 ;

N° 15 2672 A, Vaiana Haumani, négoce, route du plateau de Taravao, lot Oviri, BP 50395, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 3 décembre 2015 ;

N° 15 2673 A, Sandra Margrit Tauotaha née Kuster, vente de services divers, Faanui, terre Tereporepo, BP 848, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 3 novembre 2015 ;

N° 15 2674 A, Nicolas Malakai, vente de services divers, Tiipoto, côté montagne, chez Filipe Leontino, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 2675 A, Hiro Tietau Mama, vente de services divers, Farepiti, côté montagne, chez Viriamu Tapufaira, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 20 novembre 2015 ;

N° 15 2676 A, Nizare Mamode Jean-Marie Shémir Mamode Gaston, pizzeria (crêperie à emporter), Nunue, côté montagne, chemin Maui Teena, BP 330, 98730, Bora Bora, *nom commercial* : Pizzeria Paradisio, *date de début d'exploitation* : 19 octobre 2015 ;

N° 15 2677 A, Marion Laurence Marchand, vente de services divers, Matira, côté mer, chez Dany Lemire, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 19 novembre 2015 ;

N° 15 2678 A, Luciano Niuaiti, location de bateau, transport de marchandises, commissionnaire en affaire locale, Povai, côté montagne, Amanahune, BP 398, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 2679 A, Yann Apera Paa, photographe, commissionnaire, route vallée Hamuta, lot n° 19, BP 52325, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 3 décembre 2015 ;

N° 15 2680 A, Roderick John Page, organisateur d'événements de mariage, Amanahune, Nunue, côté mer, chez Myriam Prokop, BP 1057, 98730 Bora Bora, *nom commercial* : Wedding Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 19 novembre 2015 ;

N° 15 2681 A, David René Yves Ruffieux, location d'articles de loisirs, Maharepa, chemin des écoles, côté montagne, BP 3023, Teavaro, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 3 décembre 2015 ;

N° 15 2682 A, Vaitiare Jasmin Tairua, vente de services divers, Matira, côté montagne, chez Heifara Tairua, BP 261, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 2 novembre 2015 ;

N° 15 2683 A, Lemmy Ania Tchen, vente de friandises, boissons, gâteaux, PK 8,100, côté montagne, servitude Ganahoa, avant le magasin Taua, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 3 décembre 2015 ;

N° 15 2684 A, Tamu Alexandre Temarii-Mataarere, taxi, Nunue, côté montagne, servitude de la salle de musculation, 98730 Bora Bora, *nom commercial* : Alexandre Taxi, *date de début d'exploitation* : 19 novembre 2015 ;

N° 15 2685 A, Nicolas Tehina Tetohu, location bouées gonflables, Faanui, côté montagne, chez Nicolas Tetohu, BP 316, 98730 Bora Bora, *nom commercial* : Bora Happy Day Toboggan, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 2686 A, Takihei Tiatia, vente de services divers (massage, esthétique, nettoyage), Anau, côté montagne, chez Sylvie Teihoarii, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 2 novembre 2015 ;

N° 15 2687 A, Tiana Myrtille Morgane Mauve Jeanne Valencourt, création de bijoux, assistance de production audiovisuelle, route du lotissement Supermahina, lot n° 106B, Mahina, BP 21373, 98713 Papeete, *nom commercial* : Maison Valencourt, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2688 A, Joel Ioela Temauri, vente de services divers (jardinage, entretien...), Nunue, côté montagne, chez Heitapu Maruhi, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 2 novembre 2015.

7 décembre 2015

N° 15 2690 A, Cindy Genevois, couture, PK 6,500, côté montagne, Avera, BP 417, 98735 Taputapuatea, *nom commercial* : Cindy couture, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2015 ;

N° 15 2691 A, Atani Haoatai, coiffeur pour hommes, Faanui, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 4 décembre 2015 ;

N° 15 2692 A, Sébastien Tuarii Mahana, vente de service divers (finitions, rénovation...), PK 21, côté montagne, Tevaitoa, Tumaraa, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 23 novembre 2015 ;

N° 15 2693 A, Marino Marahiti, vente de services divers (chauffeur, livreur, jardinage...), PK 8,900, côté montagne, chez Mereana Tehaai, BP 124 Avera, 98735 Taputapuatea, *date de début d'exploitation* : 23 novembre 2015 ;

N° 15 2694 A, Line Oldham, couture, PK 28,800, côté montagne, chez Manutahi Teriitetoofa, Vaiaau, 98735 Tumaraa, *date de début d'exploitation* : 23 novembre 2015 ;

N° 15 2695 A, Hermann Piera Paint-Koui, location de bouées gonflables (tobogan...), Petea 1, lot n° 261, route de Puurai, BP 8261, 98702 Faa'a, *nom commercial* : Ramatarii tobogan, *date de début d'exploitation* : 4 décembre 2015 ;

N° 15 2696 A, Céline Turia Pito, importation, négoce, export (tous produits), PK 12,500, côté mer, Punaauia, BP 20674, 98713 Papeete, *nom commercial* : Maeva Trading, *date de début d'exploitation* : 4 décembre 2015 ;

N° 15 2697 A, Maimiti Roihau, vente de services divers (aménagement, rénovation, serveuse...), chez Daniel Amaru, côté montagne, Uturoa, BP 1177, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 27 novembre 2015 ;

N° 15 2698 A, Alain Patrick Tapotofarerani, remorquage, PK 4,800, côté mer, quartier Faatauiria, 98702 Faa'a, *nom commercial* : Royce remorquage, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2699 A, Ludovina Tatiana Teamo, vente de services divers (ménage, jardinage...), PK 17,500, côté montagne, chez Gustave Teamo, Faaroa, Avera, 98735 Taputapuatea, *date de début d'exploitation* : 26 novembre 2015 ;

N° 15 2700 A, Elodie Maimiti Teissier, entretien et nettoyage des locaux, PK 10,500, côté montagne, quartier Teporifaate, BP 13673, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2701 A, Titaina Christiane Teuia, couture, PK 7,500, côté mer, chez Rosalie Reiatua, Avera, BP 370, 98735 Taputapuatea, *date de début d'exploitation* : 26 novembre 2015 ;

N° 15 2702 A, Jody Teuira Thuillez, négociant de produits divers (quincaillerie), PK 49, côté montagne, immeuble Brown n° 5, BP 7258, 98719 Afaahiti, *nom commercial* : QPE, Quincaillerie plomberie électricité, *date de début d'exploitation* : 3 décembre 2015 ;

N° 15 2703 A, Mike Edouard Tautu Tumatariri, tatoueur, PK 5,980, côté montagne, route Tearapae, 98701 Arue, *nom commercial* : Nahiti Tattoo, *date de début d'exploitation* : 4 décembre 2015 ;

N° 15 2704 A, Elise Vaitahe, roulotte, PK 10,500, côté montagne, route de la vallée de Tuauru, BP 110840, 98709 Mahina, *nom commercial* : Crêperie du Soleil, *date de début d'exploitation* : 12 décembre 2015 ;

N° 15 2705 A, Quentin Gil Stéphane Mathieu Vitasse, évènementiel (communication), PK 6,400, côté mer, chez Jean-Pierre Vitasse, 98735 Uturoa, *nom commercial* : Sunrise Events, *date de début d'exploitation* : 25 novembre 2015 ;

N° 15 2689 A, Thomas Sylvain Bonjean, travaux en tous genres, PK 19,500, côté mer, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 15 décembre 2015 ;

N° 15 303 B, Daftec, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP fixe, 1, rue Francis Puara Cowan, immeuble Fare Ute Center, BP 42227 Fare Tony, 98713 Papeete, *gérant associé unique* : David Laurent Hu, la société a pour objet, directement ou indirectement en tout pays : - la prestation de service dans le domaine de l'informatique ; - la commercialisation de tous matériels informatiques, de tous programmes, de tous logiciels et assimilés ; - la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ; - et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, et de nature à en favoriser la réalisation la plus large, *nom commercial* : Daftec, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 154 C, Herehau, société civile immobilière : 120 000 F CFP fixe, chemin vicinal de Taunua, 98714 Papeete, *gérants associés* : Cyril Li, Landry Li et Teddy Ludovic Li, la société a pour objet : - l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question ; - le tout soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement ; - et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 7 décembre 2015 ;

N° 15 155 C, SCI Ito 2, société civile : 200 000 F CFP fixe, lotissement rue Vallons, lot n° 5, Papeete, BP 113, 98769 Makemo, *gérants associés* : Yves Emile Olivier Marie-Ange Nouveau et Lydia Hinano Nouveau née Lorfevre, la société a pour objet : - l'achat, la prise à bail ou la location de tous

immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ; - la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ; - la construction de tous bâtiments à usage commercial, d'habitation et autres ; - l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ; - tous emprunts nécessaires à la réalisation de l'objet social, conférer toutes garanties, cautionnements et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés ; - la vente ou l'attribution aux associés de biens meubles ou immeubles devenus inutiles à la société ; - et généralement, toutes opérations de nature mobilière ou immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes, *date de début d'exploitation* : 7 décembre 2015.

8 décembre 2015

N° 15 304 B, Tahiti Private Travel, société à responsabilité limitée à associé unique : 500 000 F CFP fixe, PK 9,500, côté montagne, route des Ananas, Paopao, BP 3278 Maharepa, 98728 Moorea-Maiao, *gérant associé unique* : Pascal Daniel Aimé Molera, la société a pour objet la transmission d'informations en matière de voyages, d'excursions et de croisières, l'organisation de voyages, d'excursions et de croisières, agence de tourisme et de voyages, réservation de places à bord d'avions, de bateaux et de trains, émission de titres de transport, réservation de villas, de bungalows et de chambres d'hôtels, de pensions, service d'accompagnement de voyageurs. La création et l'exploitation directe ou indirecte de toutes agences de voyages et de tourisme. La représentation commerciale de toutes sociétés, agences, compagnies de transport, hôtels ; la promotion commerciale de ces entreprises ; les études de marché et de faisabilité en vue d'investissements hôteliers ou autres. Les activités de Tours Operator. La création et l'exploitation de toutes entreprises de transports routiers et maritimes, sous toutes formes et par tous moyens s'adressant principalement à la clientèle touristique. L'exercice de toutes activités commerciales annexes et, notamment, de toutes activités en relation avec le tourisme. L'acquisition et la location de tout matériel de transport. L'organisation et conduite de colloques, conférences ou congrès. Publication électronique en ligne service de prises de vues à savoir services de photographie. L'acquisition, la location, la vente, l'échange de tous immeubles bâtis ou non bâtis, de tous fonds de commerce, bureaux et agences. L'acquisition, la prise à bail de tous immeubles bâtis ou non bâtis. La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social. Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2706 A, Edwin Teiva Aka, travaux du bâtiment, route de Sainte-Amélie, lot H, Papetauia, 98714 Papeete, *date de début d'exploitation* : 7 décembre 2015 ;

N° 15 2707 A, Paul André Jacques Breviglieri, électricien, travaux en tous genres, PK 6,300, côté montagne, 98719 Afaahiti, *date de début d'exploitation* : 7 décembre 2015 ;

N° 15 2708 A, Tavite Filioteata, travaux en tous genres, PK 12,200, côté mer, quartier Vavi, BP 149, 98725 Vairao, *nom commercial* : Fili charpentier couverture, *date de début d'exploitation* : 2 décembre 2015 ;

N° 15 2709 A, Gunther Heifara Jankowski, travaux en tous genres, PK 52, côté montagne, Faaone, BP 7618, 98719 Taravao, *nom commercial* : PWS (Poly Work Solutions), *date de début d'exploitation* : 2 décembre 2015 ;

N° 15 2710 A, Vaihu Jacques Ofaïteraurii Maueau, travaux en tous genres, route du lotissement Oremu n° 792, Faa'a, BP 21637, 98713 Papeete, *nom commercial* : V Home, *date de début d'exploitation* : 8 décembre 2015 ;

N° 15 2711 A, Paul Rameha, interprète, PK 12,800, côté montagne, route servitude Teissier Pothier 2, BP 1078 Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 7 décembre 2015 ;

N° 15 2712 A, Rémy Maitua Teamo, entretien d'espaces verts, travaux en tous genres, coursier, résidence Timiona n° 38, Titiro, Papeete, BP 51146, 98716 Pirae, *nom commercial* : Ent. Rémy Maitua, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2713 A, Céline Clarita Bonet née Teipo, restauration, Taiohae, BP 619, 98742 Nuku Hiva, *nom commercial* : Snack Tematapuaua, *date de début d'exploitation* : 4 janvier 2016 ;

N° 15 2714 A, Ariitu Reynald Temarii, conseil en marketing, communication et organisation d'évènement, à 100 mètres du Tiki village, côté mer, Haapiti, 98728 Moorea, *nom commercial* : RT consulting, *date de début d'exploitation* : 7 décembre 2015 ;

N° 15 2715 A, Jacinthe Tuhei-Faahu, massage et soins esthétiques, résidence Paofai, appartement n° 22, Papeete, BP 14963, 98701 Arue, *nom commercial* : Eveil des Sens, *date de début d'exploitation* : 3 janvier 2016 ;

N° 15 2716 A, Kaena Robert Vivi, promenade en mer, Tikehau village, Tuherahera, 98778 Tikehau, *nom commercial* : Tikehau Holiday, *date de début d'exploitation* : 27 novembre 2015.

9 décembre 2015

N° 15 2717 A, Aurélie Carole Sophie Cottier, randonnée aquatique, route de cité Jay, côté montagne, Arue, BP 1539 Punaauia centre, 98717 Punaauia, *nom commercial* : Kumbaka Apnea & Yoga school, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2718 A, Irma Repeta Tuiho née Garbutt, livreur, coursier, route de la pointe Vénus, derrière le stade, BP 11087, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 3 janvier 2016 ;

N° 15 2719 A, Karina Stella Vahitiare Oliva, maquilleuse, PK 4, côté montagne, quartier Van Bastolaer, BP 61869, 98702 Faa'a, *nom commercial* : Nina Make Up, *date de début d'exploitation* : 2 janvier 2016 ;

N° 15 2720 A, Vetea Styve Patrick Rata, tatoueur, PK 4,900, côté montagne, quartier Aubry, route de Saint-Hilaire, BP 6698, 98702 Faa'a, *nom commercial* : Vetea Tattoo, *date de début d'exploitation* : 8 décembre 2015 ;

N° 15 2721 A, Terauata Neuffer née Tairi, revêtement sol, carrelage, PK 31,800, côté mer, 98706 Mahaena, *nom commercial* : Terau Sol, *date de début d'exploitation* : 8 décembre 2015 ;

N° 15 2722 A, Sébastien Teuhitouaouaoa Aniamioi, commerce d'alimentation, Motopu, côté montagne, quartier Tohuaoa, 98743 Tahuata, *date de début d'exploitation* : 4 janvier 2016 ;

N° 15 156 C, Tahitian Vanira, société civile agricole : 100 000 F CFP fixe, route du plateau de Taravao, lot n° 4, Afaahiti, BP 66, Teahupoo, 98723 Hitia'a O'Te Ra, *gérants associés* : Lionel Serge Junod et Vaea Tainanuarii, la société exerce toutes opérations pouvant concerner l'exploitation, la production, la collecte, le transport, le conditionnement de tous produits agricoles notamment la vanille et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement, *date de début d'exploitation* : 15 mars 2016 ;

N° 15 157 C, Camosteca 5, société civile : 100 000 F CFP fixe, résidence Turoa, lot n° 17, 98718 Punaauia, *gérants associés* : Frédéric Jean-Marie Duflocq et Chantal Marie-Claude, Lucienne Duflocq née Genion, la société a pour objet : - l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ; - la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ; - l'exécution de tous travaux de viabilité et la réalisation de tous aménagements ; - la construction de tous bâtiments à usage d'habitation ; - l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ; - toutes prises de garanties, cautionnement, aval et hypothèque à la sûreté d'engagements des associés et de sociétés dans lesquelles ils sont eux-mêmes associés ; - la vente des biens devenus inutiles à la société ; - et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 9 décembre 2015 ;

N° 15 158 C, LS Financement, société civile : 200 000 F CFP fixe, PK 4,300, côté montagne, BP 14151, 98701 Arue, *gérant associé* : Xavier François Fondécave, la société a pour objet : - l'acquisition et la propriété d'une participation dans le capital de la société Laiterie Sachet, société anonyme au capital de 14 750 000 F CFP, dont le siège est à Arue, PK 4,300, côté montagne, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 89 69 B, afin d'assurer le financement des opérations de ladite société dans le cadre des dispositifs d'incitations fiscales à l'investissement en Polynésie française ; - la gestion de cette participation et toutes opérations s'y rapportant ; - la réalisation d'opérations de trésorerie avec les sociétés contrôlées, directement ou indirectement, sous forme d'avances en compte courant, de prêts, etc. ; - plus généralement, la participation directe ou indirecte dans tout projet à vocation immobilière ; - et, généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en faciliter la réalisation, *date de début d'exploitation* : 20 novembre 2015 ;

N° 15 305 B, ADN construction bois, société à responsabilité limitée à associé unique : 100 000 F CFP fixe, Ateliers relais n° 4, Tipaerui, Papeete, BP 1645, 98717 Punaauia centre, *gérant associé unique* : Guillaume Xavier

Claude Celestini, la société a pour objet tous travaux de construction bois, charpente et couverture. Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2015 ;

N° 15 306 B, Faahotu Ia Temae, société à responsabilité limitée : 5 000 000 F CFP fixe, 115, rue Dumont-d'Urville, 98714 Papeete, *gérant* : James Régis Eremoana Estall, la société a pour objet : - la création, l'acquisition et/ou l'exploitation sous toute forme, de manière directe ou sous forme de location-gérance, de toute activité commerciale dans le domaine sportif et touristique, notamment toute activité liée à l'exploitation d'un golf et de toutes les infrastructures commerciales attenantes (bar, restauration, structures hôtelières, résidentielles, etc.) existantes ou à créer ; - la société peut confier l'exploitation de tout ou partie de son activité à tout tiers de son choix ; - l'achat, la vente, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature, ou de toutes parts sociales donnant vocation à de tels biens ; - la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ; - l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ; - la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social, la réalisation de toute opération de trésorerie avec les sociétés contrôlées directement ou indirectement sous forme d'avance en compte courant, de prêts, etc. ; - et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, et de nature à en faciliter la réalisation, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 307 B, IIM, société d'exercice libéral à responsabilité limitée : 3 000 000 F CFP fixe, immeuble Raymond et Juliette Puchon, 98735 Uturoa, *gérants associés* : Clément Marie Castex et Anne-Sophie Castex, la société a pour objet l'exercice en commun de la profession de pharmacien d'officine. Elle ne peut accomplir les actes de cette profession que par l'intermédiaire d'un de ses membres ayant qualité pour l'exercer. La société a également pour objet la création, l'acquisition, la propriété, la jouissance, l'exploitation et l'administration d'une officine de pharmacie, en ce compris toutes activités accessoires autorisées, et la prise de participation de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer se rattachant à l'exploitation d'une officine de pharmacie. Et généralement, toutes opérations civiles, mobilières, financières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet visé ci-dessus, ou en faciliter l'accomplissement, sous la condition formelle que ces opérations soient conformes aux dispositions législatives ou réglementaires régissant l'exercice de la pharmacie et l'exploitation d'une officine, *date de début d'exploitation* : 9 décembre 2015 ;

N° 15 308 B, MVB, société à responsabilité limitée : 1 000 000 F CFP fixe, PK 1,500, côté montagne, Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *gérant associé* : Michel Bennett Van Bastolaer, la société a pour objet : - la réalisation de tous travaux de terrassement ; - l'extraction de tous matériaux naturels, leur traitement par concassage ou autre moyen, l'achat et la vente, le transport des matériaux bruts ou traités ; - les travaux d'élagage et la fabrication de compost ; - la location de tous matériels et engins nécessaires à l'exploitation de l'activité ; - la création et l'exploitation de tous établissements industriels et commerciaux nécessaires à la poursuite de cet objet social ; - la participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, notamment celles dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances, groupements d'intérêts économiques ou sociétés en participation ; - et généralement toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en favoriser l'exploitation ou le développement, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 309 B, One Soul Spa, société à responsabilité limitée : 200 000 F CFP fixe, Nunue, Matira, BP 651, 98730 Bora Bora, *gérants associés* : Manuela Paoletti et Carlos Alberto Del Pino, la société a pour objet : - la réalisation de prestations de massages et activités de bien-être ; - la création, acquisition et exploitation d'instituts de massages, centres de SPA et instituts de beauté ; - la création, fabrication et vente de produits cosmétiques et accessoires de bien-être ; - la formation aux différentes techniques de massage, activités de bien-être et aux métiers du SPA ; - l'étude de marché et de faisabilité, assistance technique aux entreprises pour la création d'un institut de massages, centre de SPA ou institut de beauté ; - la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ; - et généralement toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, de services se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, et susceptibles d'en faciliter la réalisation, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016.

10 décembre 2015

N° 15 159 C, SCI Hotu Capital, société civile : 100 000 F CFP fixe, 415, boulevard Pomare, BP 42991, 98713 Papeete, *gérants associés* : Jean-Baptiste Tino U et Antoine Nicolas Viardot, la société a pour objet : - l'acquisition, l'administration, la gestion, l'exploitation par bail, location, ou autrement de tous immeubles dans le cadre des dispositions fiscales métropolitaines incitatives à l'investissement outre-mer (article 217 undecies et Duodecies du code général des impôts métropolitain) ; - la prise de participations dans toutes sociétés ayant un objet immobilier, quelle qu'en soit la forme ; - emprunter, conférer toutes

avances et garanties, cautionnements, aval et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés et des sociétés avec lesquelles la société a des relations financières ; - et généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet, pourvu qu'elles ne portent pas atteinte au caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 10 décembre 2015 ;

N° 15 160 C, Cerbri 6, société civile : 200 000 F CFP fixe, zone industrielle de la Punaruu, 98718 Punaauia, *gérants associés* : Bernard André Gallois et Jenny Heitiare Gallois née Lo, la société a pour objet : - l'acquisition, l'administration, la gestion, l'exploitation par bail, location, ou autrement de tous immeubles dans le cadre des dispositions fiscales métropolitaines incitatives à l'investissement outre-mer (article 217 undecies et duodecies du code général des impôts métropolitain) ; - la prise de participations dans toutes sociétés ayant un objet immobilier, quelle qu'en soit la forme ; - emprunter, conférer toutes avances et garanties, cautionnements, aval et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés et des sociétés avec lesquelles la société a des relations financières ; - et généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet, pourvu qu'elles ne portent pas atteinte au caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 10 novembre 2015 ;

N° 15 311 B, Océanienne de développement touristique, *sigle* : ODT, société par actions simplifiée : 5 000 000 F CFP fixe, 115, rue Dumont d'Urville, 98714 Papeete, *président* : James Régis Eremoana Estall, *directeur général* : Vincent Raymond Ly-Kiang Fabre, *commissaire aux comptes titulaire* : Gosse-Parion-Changues-Menard-Albert (SCPh) et KPMG (SARLh), *commissaires aux comptes suppléants* : Elisabeth Albert et Gilles Redon, la société a pour objet directement ou indirectement, en Polynésie française : l'acquisition, la cession, l'exploitation directe ou indirecte, la prise ou mise en location totale ou partielle, auprès de tout tiers, sous toute forme et quelle qu'en soit la nature ou la finalité, de tout bien corporel et/ou incorporel, mobilier et/ou immobilier en lien avec des projets et activités touristiques et/ou sportives, en Polynésie française et/ou dans tout autre pays. Et de façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou tous objets similaires ou connexes et susceptibles d'en faciliter la réalisation, l'extension ou le développement. La société peut prendre toute participation et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social. Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 310 B, TM 2016 Investissement, société en nom collectif : 100 000 F CFP fixe, centre commercial Le Lotus, Punaauia, BP 42991, 98713 Papeete, *gérant associé* : Nexstep finance (SARLh) représentée par Antoine Nicolas Viardot, associé indéfiniment responsable : Régis Jean-Marc Vignal, la société a pour objet, dans le cadre des dispositions fiscales métropolitaines incitatives à l'investissement outre-mer article 217 undecies et Duodecies du code général des impôts métropolitain : - l'achat dans un ensemble immobilier situé à

Papeete, quartier Tipaerui, hauteurs de l'Uranie, dénommé Tera Matai, en cours d'édification sur deux parcelles de terre l'une détachée de la propriété Charlotte Levy-Grand et l'autre formant partie des terres Otioitiroa ou Fenuaute ou Teuurupua, dont la destination sera à usage résidentiel d'habitation : - un appartement portant la référence commerciale 509 : lot de copropriété n° 59 + n° lot de copropriété emplacement parkings n° 129 et n° 130 ; - la location, la gestion et l'entretien de ces immeubles ; - les cautionnements, avals et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés et de sociétés et personnes avec lesquelles la société est en relation financière ; - l'avance au profit des associés, notamment en compte courant, et dans la limite de la trésorerie disponible de la société, des sommes suffisantes pour leur permettre de faire face aux échéances des emprunts contractés ; - et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini et à tous objets similaires ou connexes, *date de début d'exploitation* : 19 novembre 2015 ;

N° 15 2723 A, Marie-Thérèse Bouchard, fabricante de bijoux, résidence Vahine, appartement n° 2, route du lotissement Vetea Nui, Pirae, BP 3879, 98713 Papeete, *nom commercial* : Diamant Vert, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 2724 A, Laurence Yvette Marie Solange Dhaenens née Henry, glacier vente, Motu Temae, quartier Tapotofararani, BP 571 Maharepa, 98728 Moorea-Maiao, *nom commercial* : Palais des glaces, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2725 A, Danielle Manuia Savoie, accueillant familial (1 enfant), immeuble Savoie n° 17, Tipaerui, 181, rue du Commandant-Destremau, BP 1102, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 30 septembre 2013 ;

N° 15 2726 A, Roselyne Heinano Taputu née Teuira, accueillant familial (1 enfant), PK 45,500, côté montagne, lotissement Outuofai, lot n° 34, Faaone, BP 13877, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016.

11 décembre 2015

N° 15 2727 A, Christophe Rémy Languer, bureau de publicité, Haapiti, Varari, côté montagne, BP 80162 Haapiti, 98728 Moorea, *nom commercial* : Seecrea, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2728 A, Yasmina Louis, artisanat, Taravao centre, lot n° 1, rue Ferdinand Lucas, BP 8409, 98719 Taravao, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2729 A, Madeleine Royer, couture à domicile, PK 13,500, côté mer, Paopao, BP 1541, 98728 Moorea-Maiao, *nom commercial* : RM couture art, *date de début d'exploitation* : 10 décembre 2015 ;

N° 15 2730 A, John Tauirariki Tauhiro, bûcheron, élagage (arboriste grimpeur), PK 9,600, côté montagne, route des ananas, Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *nom commercial* : Tauhiro élagage, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 2731 A, Nélia Darrouzes née Teriihopuare, travaux en tous genres, transport en commun (20 passagers au +), quartier Tearoha, vallée Tepapa, Mission, lot n° 6, BP 2755, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 161 C, SCI Vallée de la Fautaua, société civile immobilière : 100 000 F CFP fixe, vallée de Titiroa, 98714 Papeete, la société a pour objet : - l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ; - la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ; - la construction de tous bâtiments à usage commercial, d'habitation et autres ; - l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ; - tous emprunts nécessaires à la réalisation de l'objet social, conférer toutes garanties, cautionnements et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés ; - la vente ou l'attribution aux associés de biens meubles ou immeubles devenus inutiles à la société ; - et généralement, toutes opérations de nature mobilière ou immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes, *date de début d'exploitation* : 11 décembre 2015 ;

N° 15 312 B, Les Studios Hashtag, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP fixe, vallée de Tipaerui, BP 40308, 98713 Papeete, *gérant associé* : Michaël Raiano Alezrah, la société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger : - la production et la réalisation de films de courts métrages et, plus généralement, toute production audiovisuelle ; - la production et la réalisation de films publicitaires, de films techniques et d'entreprise, de films de formation ou éducatifs, de clips vidéo ; - les activités connexes à la production de ces films tels que prises de son, effets spéciaux, développement, montage, coloriage, etc., exercés pour le compte de tiers, que ce soit pour le cinéma ou pour la télévision ; - les activités de production et d'édition musicales, notamment de bandes originales pour tous types de films précités ; - toutes prestations de services dans le domaine du multimédia, de l'internet, de l'intranet, de l'informatique, de la télématique, de la communication, du commerce électronique, se rapportant aux activités précitées et comprenant notamment des prestations d'animation, de conseil, de conception et d'hébergement de tous systèmes, réseaux ou sites, de design, de marketing. Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ; la prise, l'acquisition ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ; la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ; la participation, directe ou indirecte, de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ; toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet ; - et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement, *nom commercial* : Hashtag Tahiti, Hashtag Factory, Hashtag Animations, Hashtag Films, Hashtag Production, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2015.

14 décembre 2015

N° 15 2736 A, Honoarii Calixte Tetuarii, travaux en tous genres, PK 2,700, côté mer, quartier Van Bastolaer, Afaahiti, BP 7122, 98719 Taravao, *nom commercial* : HSC, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2735 A, François Charles Robert Petit, consultant en ingénierie navale, quartier Namaha, Nunue, Tiipoto, BP 426 Vaitape, 98730 Bora Bora, *nom commercial* : Marine Engineering Consulting, *date de début d'exploitation* : 11 décembre 2015 ;

N° 15 2734 A, Jenny Maruia Parker née Faua, accueillant familial pour enfant (3) avec agrément, PK 47,100, côté montagne, 98720 Faaone, *date de début d'exploitation* : 12 février 1968 ;

N° 15 2733 A, Pascal Rémy Jean-Pierre Brisboud, maître d'œuvre, route de Pamatai, quartier Tehoa, Faa'a, BP 53256, 98716 Pirae, *nom commercial* : C2IT, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2732 A, Jean-Jacques Teuira Basinas, travaux en tous genres, PK 46,100, côté mer, quartier Bonnet, Mataiea, BP 21638, 98713 Papeete, *nom commercial* : BT Solution, *date de début d'exploitation* : 9 décembre 2015 ;

N° 15 2737 A, Rodrigue Paoheoputio Napuauhi, maintenance, mécanique et électricité, Puamau, Tohua'oa, côté montagne, BP 5, 98741 Hiva Oa, *nom commercial* : Tohua'oa Maintenance, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 314 B, SNC Yatike Consulting Service, société en nom collectif : 100 000 F CFP fixe, port de pêche de Fare Ute, Papeete, BP 6331, 98702 Faa'a, *gérant associé* : Yann Heifara Francis Ching, *associés en nom* : Lucien Francis Ching, Kévin Lucien Heimoana Ching et Laetitia Poerava Francine Ching, la société a pour objet : - la formation professionnelle, le conseil et soutien aux entreprises et aux particuliers ; - toutes études, recherches et développement, statistiques, économiques, financières, et juridiques pour les entreprises et particuliers, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2015 ;

N° 15 313 B, Polynésie Investissements 2015, société en nom collectif : 100 000 F CFP fixe, centre commercial Le Lotus, 98718 Punaauia, *gérant* : Nexstep finance (SARLh) représenté par Antoine Nicolas Viardot, *associés en nom* : Bernard André Gallois et Jenny Heitiare Gallois née Lo, la société a pour objet, dans le cadre des dispositions fiscales métropolitaines incitatives à l'investissement outre-mer article 217 undecies et duodecies du code général des impôts métropolitain : - l'achat dans un ensemble immobilier situé à Papeete, quartier Tipaerui, hauteurs de l'Uranie, dénommé Tera Matai, en cours d'édification sur deux parcelles de terre l'une détachée de la propriété Charlotte Levy-Grand et l'autre formant partie des terres Otioitiroa ou Fenuaute ou Teuurupua, dont la destination sera à usage résidentiel d'habitation : - un appartement portant la référence commerciale 304 : lot de copropriété n° 34 + n° lot de copropriété emplacement parkings n° 148 et n° 155 box ; - un appartement portant la référence commerciale 502 : lot de copropriété n° 52 + n° lot de copropriété emplacement parkings n° 144 et n° 145 ; - la location, la gestion et l'entretien de ces immeubles ; - les cautionnements, avais et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés et de sociétés et personnes avec lesquelles la société est en relation financière ; - l'avance au profit des associés, notamment en compte courant, et dans la limite de la trésorerie disponible

de la société, des sommes suffisantes pour leur permettre de faire face aux échéances des emprunts contractés ; - et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini et à tous objets similaires ou connexes, *date de début d'exploitation* : 10 novembre 2015 ;

N° 15 315 B, Parfumerie Bertoni Carrefour Arue, société en nom collectif : 200 000 F CFP fixe, galerie marchande du centre commercial Carrefour, 98701 Arue, *gérants associés* : Annie Bertoni née Piriou et Serge Bertoni, la société a pour objet : - la fabrication, la transformation, le conditionnement, l'importation, la commercialisation de tous produits d'hygiène, de cosmétiques et de parfumerie ; - l'importation de toutes matières premières et produits de base nécessaires à la fabrication de ces produits comme de tous produits finis de parfumerie, de cosmétique et d'hygiène ; - la création et l'exploitation de tous fonds de commerce, de négoce de ces produits ; - l'exploitation, le dépôt, l'achat, la prise en location, la cession de toutes marques de fabrique et de commerce, de licence et procédés ou modèles de fabriques se rapportant aux mêmes objets ; - la participation de la société par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social ; - et généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, et de nature à en favoriser la réalisation, *date de début d'exploitation* : 14 décembre 2015 ;

N° 15 162 C, SCI Kylimay 1, société civile : 100 000 F CFP fixe, lotissement Lotus G 202, 98718 Punaauia, *gérants associés* : Kelly Asin et Maeva Véronique Virginie Aicardo, la société a pour objet : l'acquisition, la mise en valeur, l'administration, l'exploitation, la prise à bail, la location en totalité ou en partie de tous immeubles bâtis ou non bâtis. Toute division et appropriation desdits immeubles bâtis et non bâtis, ainsi que l'édification de toutes constructions sur ces terrains ou immeubles, toutes améliorations. L'aménagement de tous immeubles, leur location. L'administration, la location et l'exploitation desdits biens, immeubles. La participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet sera susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, sociétés en participation ou groupements d'intérêt économique. Et généralement, toutes opérations mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 14 décembre 2015.

15 décembre 2015

N° 15 2738 A, Louis Virau Kaheke Mariteragi, promenade en mer, Tiputa, BP 148, 98777 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 2 novembre 2015 ;

N° 15 2739 A, Achille René Jean Teapiki, importateur de nucléus, baie de Gatavake, village de Rikitea, Mangareva, BP 4, 98755 Gambier, *date de début d'exploitation* : 3 décembre 2015 ;

N° 15 2740 A, Léana Vaitiare Urarii, négociant sur le marché, PK 3,500, côté montagne, lotissement Mitirapa, plateau n° 36, Toahotu, BP 8676, 98719 Taravao, *nom commercial* : Taro Rurutu Avera, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 163 C, Orovaui Nui, société civile : 100 000 F CFP fixe, rue Gadiot, Pirae, BP 483, 98713 Papeete, *gérants associés* : Sylvie Tehitirere Kong née Vongue et Reuben Yves Kong, la société a pour objet : - l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ; - la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ; - l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ; - la vente ou l'attribution aux associés des biens meubles et immeubles devenus inutiles à la société ; - et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptible d'en faciliter la réalisation, *date de début d'exploitation* : 25 novembre 2015 ;

N° 15 164 C, SCA Arutua Pearl, société civile d'exploitation aquacole : 200 000 F CFP fixe, Motu Tehetehe, Arutua, BP 42511 Fare Tony, 98713 Papeete, *gérant associé* : Pascal Tamaterai Maout, la société a pour objet : - la pratique des activités de la mer, telle que l'aquaculture, la perliculture, les fermes nacrées, la conchyliculture, la pêche industrielle, la pêche artisanale, toutes formes de pêche ; - l'installation et l'exploitation de fermes perlières et plus généralement tout ce qui se rattache à la culture des perles ; - l'achat, la vente, la collecte, l'élevage, le greffage des nacrées et huîtres perlières, et la production nacrée et perlière ; - l'acquisition, la concession, la prise à bail, la mise en valeur de tous terrains bâtis ou non, parcelles de terre ou zones maritimes nécessaires à la réalisation de l'objet social ; - la construction et l'aménagement de tous immeubles ; - et généralement, toutes opérations civiles, mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptible d'en faciliter la réalisation, *date de début d'exploitation* : 15 décembre 2015 ;

N° 15 165 C, SCI Ginette 2015, société civile : 14 500 000 F CFP fixe, PK 9,200, côté montagne, 98718 Punaauia, *gérants associés* : Teva Siu et Gérard Conrad Wei Khong Siu, la société a pour objet : l'acquisition, la mise en valeur, l'administration, l'exploitation, la prise à bail, la location en totalité ou en partie de tous immeubles bâtis ou non bâtis. Toute division et appropriation desdits immeubles bâtis et non bâtis, ainsi que l'édification de toutes constructions sur ces terrains ou immeubles, toutes améliorations. Toutes les opérations mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet précité. Tous emprunts nécessaires à la réalisation de l'objet social et plus spécialement ceux nécessités pour les constructions à édifier sur les terrains acquis par la société. La participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet sera susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, sociétés en participation ou groupements d'intérêt économique. Et généralement, toutes opérations mobilières

ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires, *date de début d'exploitation* : 15 décembre 2015.

16 décembre 2015

N° 15 2741 A, Henri Paul Pierre Amiel-Eskenazy, export de bijoux, perles et nacrées, conseil en développement commerce international, route du lotissement Sage, n° B3-47, BP 3212 Punaauia centre, 98718 Punaauia, *nom commercial* : Henry'serendipity, *date de début d'exploitation* : 15 décembre 2015 ;

N° 15 2742 A, Niuhere Ni Long Leou, animation commerciale, PK 13, côté montagne, Maatea, Afareaitu, BP 228 Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 2743 A, James Pukoki, travaux du bâtiment, lot H, Papetauia, route de Sainte-Amélie, 98714 Papeete, *date de début d'exploitation* : 15 décembre 2015 ;

N° 15 2744 A, Thierry Tuihaa, accueillant familial d'un enfant, PK 11,800, côté montagne, servitude Pugibet 4, Punaauia, BP 51263, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 15 décembre 2015 ;

N° 15 2745 A, Irina Wolher, femme de ménage, PK 32, côté montagne, Nuuroa, lot n° 12, Haapiti, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 14 décembre 2015 ;

N° 15 317 B, Digital, société à responsabilité limitée : 1 000 000 F CFP fixe, avenue du Prince Hinoi, immeuble Suard, BP 9076, 98713 Papeete, *gérants associés* : Christophe Pereira Antunes et Moana Frédéric Meyer, la société a pour objet : - la création, le développement et l'exploitation d'une agence de stratégie digitale, de communication numérique et de digital marketing ; - la conception, le développement, le déploiement, la production, l'exploitation, la gestion, l'édition, la diffusion, la commercialisation de tous interfaces, applications, dispositifs, contenus et programmes informatiques exploitant tous types de supports numériques et/ou graphiques connus ou inconnus, et ce, par tout moyen et selon tout procédé technique, connu ou inconnu à ce jour, on line ou off Line, ainsi que la réalisation, sous toute forme, de prestations de service de conseil, ingénierie et stratégie en digital marketing ; - la réalisation, production, édition, distribution, promotion, exploitation, commercialisation sous toutes ses formes, par tous moyens et sur tous supports connus ou inconnus à ce jour de créations graphiques, produits visuels, audiovisuels, vidéos et objets connectés dans tous domaines ; - la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, droits incorporels et brevets concernant ces activités et/ou en vue de lui permettre d'assurer l'exploitation de toute oeuvre ; - la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; - et plus généralement, toute opération industrielle, commerciale et financière, mobilière et immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 316 B, Porinetia Investissements 2015, société en nom collectif : 100 000 F CFP fixe, centre commercial Le Lotus, Punaauia, BP 42991, 98713 Papeete, *gérant* : Nexstep finance (SARLh), *associés en nom* : Tino Jean-Baptiste U et Antoine Nicolas Viardot, la société a pour objet, dans le cadre des dispositions fiscales métropolitaines incitatives à l'investissement outre-mer article 217 undecies et Duodeciès du code général des impôts métropolitain : - l'achat dans un ensemble immobilier situé à Papeete, quartier Tipaerui, hauteurs de l'Uranie, dénommé Tera Matai, en cours d'édification sur deux parcelles de terre l'une détachée de la propriété Charlotte Levy-Grand et l'autre formant partie des terres Otiotiroa ou Fenuaute ou Teuurupua, dont la destination sera à usage résidentiel d'habitation : - un appartement de type F3 sis au premier étage portant le numéro 107 (lot numéro 17) ; - un appartement de type F3 sis au quatrième étage portant le numéro 402 (lot numéro 42) ; - un appartement de type F3 sis au quatrième étage portant le numéro 409 (lot numéro 49) ; - un box sis au sous-sol R-1 portant le numéro 58 (lot numéro 124) ; - un emplacement de stationnement sis au sous-sol R-1 portant le numéro 65 (lot numéro 131) ; - un emplacement de stationnement sis au sous-sol R-1 portant le numéro 66 (lot numéro 132) ; - un emplacement de stationnement sis au sous-sol R-1 portant le numéro 74 (lot numéro 140) ; - un emplacement de stationnement sis au sous-sol R-1 portant le numéro 75 (lot numéro 141) ; - un emplacement de stationnement sis au rez-de-chaussée à l'extérieur portant le numéro 106 (lot numéro 172) ; - l'achat dans un immeuble dénommé "Résidence Mihivai" à édifier sur un terrain situé sur la commune de Papeete (Tahiti, Polynésie française), rue Castelnau, cadastré section AI n° 123, pour 68 centiares et section AI n° 124, pour 3 ares 50 centiares : - un appartement de type F2B' sis au 2e étage du bâtiment, portant la référence commerciale 203 ; - un appartement de type F1 sis au 2e étage du bâtiment, portant la référence commerciale 205 ; - et deux places de parking ; - la location, la gestion et l'entretien de ces immeubles ; - les cautionnements, avals et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés et de sociétés et personnes avec lesquelles la société est en relation financière ; - l'avance au profit des associés, notamment en compte courant, et dans la limite de la trésorerie disponible de la société, des sommes suffisantes pour leur permettre de faire face aux échéances des emprunts contractés ; - et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini et à tous objets similaires ou connexes, *date de début d'exploitation* : 16 décembre 2015.

17 décembre 2015

N° 15 2746 A, Yvana Bouleau, vente de services divers (fabrication de sushis...), PK 4,500, côté mer, chez Luc Liaut, Avera, BP 5, 98735 Taputapuata, *date de début d'exploitation* : 2 décembre 2015 ;

N° 15 2747 A, Christelle Mateata Fauura, loueuse en main-d'œuvre, PK 6,500, côté montagne, lotissement Teroma n° 67, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 4 janvier 2016 ;

N° 15 2748 A, Raita Moea, snack, Motu Tiairi chez Afreti Moea, côté mer, Vaitoare, 98733 Tahaa, *nom commercial* : Snack Farehau, *date de début d'exploitation* : 27 novembre 2015 ;

N° 15 2749 A, Stergio Maruae Nuupure, négociant (vente de glaces), PK 37, côté mer, Fareatai, chez Vaihere Teipoarii, Avera, 98735 Taputapuata, *nom commercial* : Lanitea, *date de début d'exploitation* : 4 décembre 2015 ;

N° 15 2750 A, Marie Odette Lehartel née Teihotaata, accueillant familial d'un enfant handicapé, PK 3,200, côté montagne, route du lotissement Hopeume n° 1, BP 7168, 98719 Afaahiti, *date de début d'exploitation* : 16 décembre 2015 ;

N° 15 2751 A, Manuera Tekifa Tufaunui, prestataire en lavage auto, livreur, avenue du Prince-Hinoi, entre Pest Control et Casting, 98714 Papeete, *nom commercial* : Piharii Service, *date de début d'exploitation* : 18 décembre 2015 ;

N° 15 318 B, Magasin Raihauti, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP fixe, Vaitahu, 98743 Tahuata, *gérant associé* : Léontine Tahiatohoatua Raihauti, la société a pour objet : - l'alimentation générale, la boulangerie, la vente de boissons à emporter, la restauration rapide, la quincaillerie et la bimbeloterie ; - la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce ou autres ; - la prise de participation dans toutes sociétés constituées ou à constituer ; - et, généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher à l'objet social de la manière la plus étendue, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 319 B, Water World, société à responsabilité limitée : 200 000 F CFP fixe, pointe Matira, 98730 Bora Bora, *gérant associé* : Dino James Coco Dexter, la société a pour objet en Polynésie française : - la fourniture de services, l'achat, la vente, la location de bateaux de tous types et de toutes motorisations ; - l'importation, l'achat, la location et la vente de tous matériels nautique, appareillages, équipements, marchandises et objets de toute nature se rapportant aux activités nautiques et plus généralement à toutes activités de plage ; - l'achat, la vente, la location de tous produits et articles en relation avec les activités sus-visées, et plus généralement toutes prestations et services relatifs aux activités nautiques et de plagiste ; - la création, l'organisation, la location et l'exploitation de tous établissements se rapportant aux activités exercées, la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'objet social ; - et, généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'un des objets ci-dessus définis et à tous objets similaires ou connexes ou de toute nature à en favoriser la réalisation, *date de début d'exploitation* : 11 décembre 2015 ;

N° 15 166 C, SCI Eden KA, société civile immobilière : 100 000 F CFP fixe, résidence Eden Roc, BP 380233 Tamanu, 98717 Punaauia, *gérants associés* : André Marcel Claude Bartolo et Marie-Christine Pierre Janine Champion, la société a pour objet : - l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ; - la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ; - la construction de tous bâtiments à usage commercial, d'habitation et autres ; - l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ; - tous emprunts nécessaires à la réalisation de l'objet social, conférer toutes garanties, cautionnements et hypothèques à la sûreté d'engagements

des associés ; - la vente ou l'attribution aux associés de biens meubles ou immeubles devenus inutiles à la société ; - et généralement, toutes opérations de nature mobilière ou immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes, *date de début d'exploitation* : 17 décembre 2015.

18 décembre 2015

N° 15 2752 A, Josiane Tapeta Boosie née Bennett-Tairua, accueillant familial agréé (1 enfant, 24h/24h, 7j/7), route de la vallée Tepapa, quartier Mission, lot n° 11, BP 44193, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 17 décembre 2015 ;

N° 15 2753 A, Vaiata Moenau Kailua Mati née Bougues, marchand ambulant, Ahe, BP 181, 98771 Ahe, *nom commercial* : Chez Keoki, *date de début d'exploitation* : 18 novembre 2015 ;

N° 15 2754 A, Lucie Cécilia Ceccarelli, pizzeria, PK 9,300, côté montagne, Avera, Raiatea, 98735 Taputapuata, *nom commercial* : Pizza Rapidos, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2755 A, Jerry Maihi Reva, électricité, jardinage, PK 3, côté mer, quartier Little Bangkok, Hotuarea, BP 61160, 98702 Faa'a, *nom commercial* : RJ Elec & Jardinage, *date de début d'exploitation* : 17 décembre 2015 ;

N° 15 2756 A, Joseph Rooarii, vente de services divers (fabrication rames, maintenance...), Tevaitoa, Tumaraa, chez Marianne Rooarii, 98735 Tumaraa, *date de début d'exploitation* : 23 novembre 2015 ;

N° 15 2757 A, Samia Soudsane, consultant, PK 6,500, côté montagne, route du lotissement Teroma n° 43, Faa'a, BP 130421, 98717 Punaauia, *nom commercial* : Inceptio, *date de début d'exploitation* : 21 décembre 2015 ;

N° 15 2758 A, Sandrine Tauirarii, femme de ménage, PK 12, côté montagne, route de la résidence Les Aito n° RJ08, Punaauia, BP 112261, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 4 janvier 2016 ;

N° 15 2759 A, Tetuahonoarii Siméon Temahuki, mécanicien, réparateur de véhicules, concierge, lotissement Les Balcons de Tepapa, quartier Mission, bâtiment A 40, BP 3954, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 17 décembre 2015 ;

N° 15 2760 A, Lucenda Tevahine-Pakihiva Heiura Fleury née Utia, logeur, La Sablière, Otepa, BP 223, 98767 Hao, *nom commercial* : Tetoaga, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2015.

21 décembre 2015

N° 15 2761 A, Temaeva Maro, magasin d'alimentation générale, Puka Runga, 98773 Vairaatea, *nom commercial* : Magasin Tauira, *date de début d'exploitation* : 2 février 2016 ;

N° 15 2762 A, Simon Ribet, loueur en main-d'œuvre, PK 18,500, côté montagne, servitude Papehue, BP 330463, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 18 décembre 2015 ;

N° 15 168 C, Yoani, société civile immobilière : 200 000 F CFP fixe, lotissement Raianaunau, lot 2a, Arue, BP 43927 Fare Tony, 98713 Papeete, *gérant associé* : Franck Boutellie, la société a pour objet : - l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ; - la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ; - l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ;

- l'emprunt auprès de tous établissements bancaires, de crédit et autres, de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet social ; - toutes prises de garanties, cautionnements, avals et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés et de sociétés dans lesquelles ils sont eux-mêmes associés ; - la vente ou l'attribution aux associés des biens meubles et immeubles devenus inutiles à la société ; - et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptible d'en faciliter la réalisation, *date de début d'exploitation* : 21 décembre 2015 ;

N° 15 167 C, Kiaoma productions, société civile d'exploitation agricole : 500 000 F CFP fixe, Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *gérante associée* : Fabienne Sabrina Poe-Here Tatard, la société a pour objet : - agriculture, production d'agrumes, d'épices, de légumes et de fruits tropicaux. L'exploitation et la mise en valeur de toutes exploitations domaines agricoles ainsi que l'exercice d'activités réputées agricoles telles que notamment toutes activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle. Les activités qui ont pour support l'exploitation, telles que notamment toutes les activités d'accueil à la ferme, mais également la commercialisation des produits de la ferme. L'importation de tous produits et/ou biens nécessaires à la réalisation de son objet social. Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes. La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location-gérance, *nom commercial* : Les Petites douceurs, *date de début d'exploitation* : 21 décembre 2015.

22 décembre 2015

N° 15 2763 A, Tahia Tehana Pauline Barsinas, activités touristiques, promenades et excursions en mer, Fenua Aihere, BP 84, 98722 Tautira, *nom commercial* : Vai-Tehana Tours, *date de début d'exploitation* : 22 mars 2016 ;

N° 15 2764 A, Jacob Enrik Clark, négociant, PK 52, côté montagne, résidence Faratea, lot n° 5, BP 7534, 98719 Taravao, *nom commercial* : Clark Reia, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 320 B, Across Australia PTY LTD, société de droit étranger, mise en activité de la société à compter du 22 décembre 2015, résidence Le Lotus, lot n° 101, Punaauia, BP 51668, 98716 Pirae ;

N° 15 2765 A, Hervé Philippe Decarpentrie, rénovations en tous genres, domaine de Pamatai, côté montagne, lot n° 8, BP 8008, 98702 Faa'a, *nom commercial* : HD Rénovation, *date de début d'exploitation* : 22 décembre 2015 ;

N° 15 2766 A, Christine Florence Eva Dieumegard, importateur, négociant, services divers, lotissement Vairimu, cité de l'air n° 10, côté montagne, BP 140062, 98701 Arue, *nom commercial* : Everland, *date de début d'exploitation* : 4 janvier 2016 ;

N° 15 2767 A, Elvis Teraitua Holman, vente de services divers, village Faie, côté mer, chez Laiana Holman, BP 358, 98731 Huahine, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2768 A, Haiana Rosine Mataihau, vente de services divers (vendeuse et caissière), Faanui, côté montagne, chez Stéphanos Mataihau, BP 452, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 11 décembre 2015 ;

N° 15 2769 A, Raymond Teriitahi Oianae, vente de services divers (barman, relations publiques...) Matira, côté montagne, BP 713, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2770 A, Nicolas Kaimana Perrone, négociant de produits artisanaux, PK 4,500, côté montagne, Maharepa, Moorea, BP 10021, 98723 Teahupoo, *nom commercial* : Moorea Art, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2771 A, Leiana Vaiani Taputea, artisan, vente de services divers (cuisinière, serveuse...), Faanui, côté montagne, chez Rere Hio, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 8 décembre 2015 ;

N° 15 2772 A, Fabienne Iris Utiputona, vente de jus de fruits frais, salade de fruits et de diverses salades composées, quartier Takauku, derrière la Socredo, 98741 Hiva Oa, *nom commercial* : Omarkiz, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 2773 A, Poerava Vanina Wong, esthéticienne, PK 12,800, côté montagne, route de la servitude Teissier, Pothier 2, Punaauia, BP 44213 Fare Tony, 98713 Papeete, *nom commercial* : Leally Esthetic, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016.

23 décembre 2015

N° 15 2774 A, Vaihere Cinthia Haati, entretien des locaux (ménage locaux et cabines...), Nunue, côté montagne, chez Ingrid Haati, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2775 A, Marguerite Tepiu Tehiva, entretien des locaux, PK 4,500, côté montagne, chemin du cimetière, Teavaro, Moorea, BP 9570 Motu Uta, 98715 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2776 A, Hélène Tuehu Pothier née Teihotu, négociant (alimentation générale et produits divers), terre Faretai, côté mer, quartier Hitia, BP 205, 98730 Bora Bora, *nom commercial* : Magasin Aute-Ura, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2777 A, Uratua Steeve Teraaitapo, mécanique, PK 41,800, côté montagne, chez Mere Li Kaou Ly Oui, Fetuna, 98735 Tumaraa, *date de début d'exploitation* : 4 décembre 2015 ;

N° 15 321 B, BL Import, société à responsabilité limitée à associé unique : 1 000 000 F CFP fixe, résidence Te Ava Uta 2, Faa'a, BP 42516 Fare Tony, 98713 Papeete, *gérant associé unique* : Cherubino Bolognese, la société a pour objet, directement ou indirectement en tout pays : - le commerce de curios en gros et au détail ; - la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ; - et généralement, toutes opérations industrielles,

commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, et de nature à en favoriser la réalisation la plus large ; *date de début d'exploitation* : 23 décembre 2015 ;

N° 15 322 B, Loire Tahiti, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP fixe, immeuble Fare Ute center, 98714 Papeete, *gérant associé unique* : Romain Félicien Maurice Loire, la société a pour objet, directement ou indirectement en tout pays : - la vente de lunetterie et de tous articles d'optique et accessoires, ainsi que la transformation de verres, la réparation et la fabrication de lunettes ; - la vente en ligne de lunette ; - toutes opérations nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social ; et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières et mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social, *date de début d'exploitation* : 15 décembre 2015 ;

N° 15 323 B, Poly Scan, société à responsabilité limitée : 210 000 F CFP fixe, rue Anne-Marie Javouhey, clinique Cardella, BP 1736, 98713 Papeete, *gérant associé* : Eric Paul Marcel Frédéric Baratoux, la société a pour objet, directement ou indirectement, en Polynésie française ou en tout autre lieu : - l'exploitation d'un tomomodensitomètre corps entier (scanner) ; - l'importation, l'achat, la location et la mise à disposition de tout matériel médical, paramédical et de tous produits pharmaceutiques nécessaires à son fonctionnement, la formation en relation avec ledit appareil d'exploration ; - le financement de l'acquisition des biens définis au présent objet, ainsi que la réalisation d'opérations de trésorerie avec les sociétés contrôlées, directement ou indirectement, sous forme d'avances en compte courant, de prêts, etc. ; - la participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social ; - et plus généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, et à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en favoriser la réalisation et/ou le développement, *date de début d'exploitation* : 1er février 2016 ;

N° 15 324 B, Poly-IRM, société à responsabilité limitée : 210 000 F CFP fixe, rue Anne-Marie Javouhey, clinique Cardella, BP 1736, 98713 Papeete, *gérant associé* : Eric Paul Marcel Frédéric Baratoux, la société a pour objet, directement ou indirectement, en Polynésie française ou en tout autre lieu : - l'exploitation d'un appareil d'exploration de type imagerie par résonance magnétique (IRM) ; - l'importation, l'achat, la location et la mise à disposition de tout matériel médical, paramédical et de tous produits pharmaceutiques nécessaires à son fonctionnement, la formation en relation avec ledit appareil d'exploration ; - le financement de l'acquisition des biens définis au présent objet, ainsi que la réalisation d'opérations de trésorerie avec les sociétés contrôlées, directement ou indirectement, sous forme d'avances en compte courant, de prêts, etc. ; - la participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social ; - et plus généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, et à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en favoriser la réalisation et/ou le développement, *date de début d'exploitation* : 1er février 2016.

28 décembre 2015

N° 15 2778 A, Stéphane Yves Albert Appleton, pension de famille, lieudit Maharepa, terres Mataiva, Ahuore, Taapeha, lot B3, partie, côté mer, BP 547 Maharepa, 98728 Moorea-Maiao, *nom commercial* : Poerani Moorea, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2779 A, Marie-Hélène Tehevinotuteani Tauapiiani, véhicule de restauration, PK 24,100, côté montagne, après le magasin Lai Assan, Haapiti, BP 80026 Haapiti, 98728 Moorea-Maiao, *nom commercial* : Tinimana, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2780 A, Eline Teamo née Tuanoa, accueillant familial pour enfants (2) avec agrément, PK 2,500, côté montagne, 98719 Afaahiti, *date de début d'exploitation* : 1er août 2013 ;

N° 15 2781 A, Olivier Henri Florent Bertreux, commissionnaire en affaires locales, résidence Legend Resort Villa n° 13, Haapiti, BP 1729 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *nom commercial* : Moorea, Legends locations, *date de début d'exploitation* : 21 décembre 2015 ;

N° 15 2782 A, Scoth Tapunui Brodien, jardinage, nettoyage, finitions, PK 3,400, côté montagne, quartier Vairua, Avera, Taputapuata, BP 766, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 15 décembre 2015 ;

N° 15 2783 A, Audrey Vaitiare Clement, aide à domicile ou tierce personne, PK 39, côté mer, quartier Putete, Fetuna, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2784 A, Nicolas Alexandre Deutscher usage Deutscher-Caspani, rachat d'or, PK 11,915, côté montagne, servitude Usine de jus de fruits, Maharepa, BP 347 Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *nom commercial* : Gold Cash, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2785 A, Yasmina Teheipuaura Fiu, roulotte, PK 16,300, côté montagne, BP 10015, 98723 Teahupoo, *nom commercial* : Kahili, *date de début d'exploitation* : 15 février 2016 ;

N° 15 2786 A, Anna Johnston née Matapo, entretien des locaux, PK 5,500, côté montagne, au-dessus de Batipol, Faa'a, BP 40309, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 23 décembre 2015 ;

N° 15 2787 A, Annick Vaiarii Maruhi née Parker, accueillante familiale d'un enfant, PK 0, côté montagne, quartier Parker, 98723 Teahupoo, *date de début d'exploitation* : 23 décembre 2015 ;

N° 15 2788 A, Repeta Mataihau née Teriitahi, artisanat et Firifiri, Anau, côté montagne, chez Helman Tetauru, 98730 Bora Bora, *nom commercial* : Heilmane, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 325 B, AAA Batipro, société à responsabilité limitée : 1 000 000 F CFP fixe, PK 12,600, côté montagne, servitude Pothier, BP 380961 Tamanu, 98718 Punaauia, *gérant associé* : Yann Guylain Pierre Feat, la société a pour objet : - la construction générale ou "tous corps d'état" prenant la responsabilité globale de la construction ; - la fabrication, la construction et l'assemblage d'ouvrages préfabriqués sur les chantiers ; - toute prestation de service connexe à l'objet social ; - la participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion,

alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ; - et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 169 C, Camosteca 1, société civile : 100 000 F CFP fixe, résidence Central Fac, 98718 Punaauia, *gérants associés* : Frédéric Jean Marie Duflocq et Chantal Marie Claude Lucienne Duflocq née Genion, la société a pour objet : - l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ; - la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ; - l'exécution de tous travaux de viabilité et la réalisation de tous aménagements ; - la construction de tous bâtiments à usage d'habitation ; - l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ; - toutes prises de garanties, cautionnement, aval et hypothèque à la sûreté d'engagements des associés et de sociétés dans lesquelles ils sont eux-mêmes associés ; - la vente des biens devenus inutiles à la société ; - et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 28 décembre 2015 ;

N° 15 170 C, Camosteca 3, société civile : 100 000 F CFP fixe, résidence Central Fac, 98718 Punaauia, *gérants associés* : Frédéric Jean Marie Duflocq et Chantal Marie Claude Lucienne Duflocq née Genion, la société a pour objet : - l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ; - la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ; - l'exécution de tous travaux de viabilité et la réalisation de tous aménagements ; - la construction de tous bâtiments à usage d'habitation ; - l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ; - toutes prises de garanties, cautionnement, aval et hypothèque à la sûreté d'engagements des associés et de sociétés dans lesquelles ils sont eux-mêmes associés ; - la vente des biens devenus inutiles à la société ; - et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 28 décembre 2015 ;

N° 15 327 B, 888 Trading, société anonyme : 5 000 000 F CFP fixe, terre Tauaa, BP 60112, 98702 Faa'a, la société a pour objet, directement ou indirectement, en France ou à l'étranger : l'achat, la vente, le négoce, en gros ou en détail, de pneumatiques et accessoires d'automobiles. Pour réaliser cet objet, la société peut : créer, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail, avec ou sans promesse de vente, gérer et exploiter, directement ou indirectement, tous établissements et locaux quelconques, tous objets mobiliers et matériels. Participer, par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion

ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce. Prendre, sous toutes formes, par tous moyens, directement ou indirectement, tous intérêts et participations dans toutes sociétés, groupements ou entreprises françaises ou étrangères, ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires. Et généralement, faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rapporter, directement ou indirectement, à l'objet social ou susceptible d'en faciliter la réalisation ou le développement. Elle peut accomplir toutes opérations financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus, de nature à favoriser son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 326 B, Smile, société à responsabilité limitée : 200 000 F CFP fixe, rue Louis-Martin, immeuble Iris, Mission, BP 40726, 98713 Papeete, *gérants associés* : Christophe Jean-Marie Henriet et Virginie Pauvert née Dubray, la société a pour objet, en Polynésie française et hors de Polynésie française, d'aider à la gestion et au développement des entreprises en mettant à leur service ses connaissances dans leur domaine d'activité économique, son savoir-faire en matière de restructuration et d'organisation des tâches, et ses compétences dans les technologies de l'information. Dans l'accomplissement de cet objet, la société exerce au profit de ses clients, directement ou par l'intermédiaire de sociétés filiales ou associées, l'une ou l'autre des activités suivantes prises isolément, ou plusieurs de ces activités de façon séparée ou intégrée : 1° Le conseil en management : En association étroite avec le client, la société participe à la transformation de l'entreprise en l'aidant à la redéfinition ou à la réorientation de sa stratégie, en remodelant ses structures, en rénovant ses processus de fonctionnement. Elle utilise à cette fin, et en tant que de besoins, toutes les possibilités offertes par les technologies de l'information les plus récentes ; 2° La conception et la réalisation de systèmes d'information : La société conçoit et réalise des systèmes d'information : développement sur mesure de logiciels spécifiques, mises en oeuvre d'applications informatiques à base de produits logiciels (fournis par des tiers ou appartenant à la société), intégration de systèmes incorporants des matériels, des moyens de communication, des logiciels spécifiques, des progiciels et éventuellement d'autres composants ; la société fournit également les prestations de conseil, de maîtrise d'oeuvre, de formation et d'assistance relatives à ces réalisations. 3° La gestion des systèmes d'information : La société gère pour le compte de ses clients tout ou partie des ressources associées à leur système d'information. Dans ce cadre, la société peut être amenée à fournir elle-même tout ou partie des ressources matérielles nécessaires. La société peut également gérer pour le compte de ses clients les services que l'exploitation de ces systèmes d'information leur permet de fournir à leurs propres clients. Dans l'exercice de cet objet social, la société peut décider : - la création de filiales spécialisées ou la prise de participations financières dans le capital d'autres sociétés et la gestion de ces participations : cette gestion, qui est rémunérée, inclut notamment l'assistance dans les domaines technique, commercial, juridique et financier, la diffusion et l'entretien d'une image commune, l'organisation des

structures financières, l'aide aux négociations destinées à faciliter l'obtention de tous contrats ou marchés, la formation, les efforts de recherche et développement, etc. ; - le placement et la gestion des fonds lui appartenant, ainsi que l'octroi d'avance de trésorerie, de cautions, d'aval ou de garanties qu'il sera jugé utile d'apporter à des sociétés dans lesquelles la société détient une participation majoritaire ou non ; - l'obtention ou l'acquisition de tous brevets, procédés de fabrique ainsi que leur exploitation, cession, apport ou concession. L'objet de la société inclut plus généralement toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement à l'un des objets précités ou à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles de faciliter l'accomplissement ou le développement, directement ou indirectement, de l'objet social, *nom commercial* : Smile, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016.

29 décembre 2015

N° 15 2789 A, Corinne Claudine Guedj née Cervilla, customiser paniers, route de la Pointe des Pêcheurs, BP 380595, 98718 Punaauia, *nom commercial* : Cocco, *date de début d'exploitation* : 1er février 2016 ;

N° 15 171 C, PLK, société civile : 100 000 F CFP fixe, angle de l'avenue du Prince-Hinoi et de l'avenue du Régent-Paraita, centre Prince-Hinoi, Papeete, BP 13446 Moana Nui, 98717 Punaauia, *gérants associés* : Sylvain Michel Philippe Lucas et Cyril Pons, l'acquisition, la gestion, la construction, la location et l'administration de tous biens et droits immobiliers ; l'acquisition ou la souscription de parts de toutes sociétés civiles immobilières, la gestion, l'administration et la cession de ces parts sociales ; la souscription de tous emprunts pour le financement des acquisitions, des souscriptions et, plus généralement, pour la gestion de son patrimoine ; la constitution de toutes sûretés sur les actifs sociaux en garantie des emprunts contractés pour leurs acquisitions, souscriptions, entretiens ou rénovations ; et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, dès lors que ces actes ou opérations ne portent pas atteinte à la nature civile de cet objet, *date de début d'exploitation* : 18 novembre 2015 ;

N° 15 328 B, Daltex, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP fixe, centre commercial Temahame Nui, Afaahiti, BP 43494, 98713 Papeete, *gérant associé* : Didier Teva Dal-Farra, la société a pour objet : - toutes opérations commerciales relatives à l'importation, l'exportation, l'achat, la vente en gros, demi-gros et au détail de tous produits ; - la création, l'acquisition, sous toutes ses formes, la location, comme bailleur ou preneur, avec ou sans promesse de vente, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ; - la participation directe ou indirecte de la société par tous moyens dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social ; - et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini et à tous objets similaires ou connexes, *date de début d'exploitation* : 29 décembre 2015.

30 décembre 2015

N° 15 2790 A, Julien Jean-Claude René Collet, animation commerciale, PK 60, côté montagne, servitude Jeannette Lucas, centre de Taravao, BP 870740, 98719 Taravao, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 2791 A, Rudy Teapua Heitaa, maintenance électrique, Hanapaaoa, côté montagne, BP 239 Atuona, 98741 Hiva Oa, *nom commercial* : Ent. Teaitua, *date de début d'exploitation* : 18 janvier 2016 ;

N° 15 2792 A, Rodrigue Manoi, artisanat, négociant de fruits et légumes, Faanui, côté montagne, derrière chez Mireta, BP 314, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2793 A, Gaëlle Tekua Falchetto née Pautu, transport touristique, Taipivai, 98742 Nuku Hiva, *date de début d'exploitation* : 4 janvier 2016 ;

N° 15 2794 A, Tahitia Mcllelland Peter Taputuarai, négociant, PK 10,600, côté mer, Afareaitu, BP 590, 98728 Moorea-Maiao, *nom commercial* : l'mak, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 329 B, Maohi transports, société à responsabilité limitée : 1 000 000 F CFP fixe, PK 13,500, Maatea, Afareaitu, Moorea, BP 268, 98713 Papeete, *gérant associé* : Francis Georges Enrique Tautuarai Martin, la société a pour objet, directement ou indirectement en tout lieu de la Polynésie française : - le transport de marchandises, d'hydrocarbures, de matériaux, de biens divers ; - et généralement, toute opération industrielle, commerciale, financière, mobilière, ou immobilière, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, et de nature à en favoriser la réalisation à la plus large, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 330 B, Tahiti Maritime Services Logistique, *sigle* : TMSL, société à responsabilité limitée à associé unique : 50 000 F CFP fixe, résidence Puunui, lot n° 4223, Toahotu, BP 7579 Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *gérant associé unique* : Hitoti Georges Henry, la société a pour objet : la gestion des chargements et déchargements des cargaisons à quai des navires de croisière et autres types dans l'ensemble de la Polynésie française. Le transport des cargaisons aux entrepôts et autres lieux. Toutes opérations de nature à aider l'activité sur les quais. Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus (indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 172 C, SCI Hereiti, société civile immobilière : 200 000 F CFP fixe, vallée de Hamuta, 98716 Pirae, *gérants associés* : Stéphane Mao Che et Steeve Mao Che, la société a pour objet l'acquisition et la gestion, par voie de location ou autrement, de tous immeubles. Et, généralement, toutes opérations pouvant se rattacher, directement ou indirectement à cet objet, à l'exclusion de celles pouvant porter atteinte au caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 30 décembre 2015.

31 décembre 2015

N° 15 2796 A, Jérémy Maui Tematahuira Ravea Teto, secrétariat, chauffeur de véhicule et transport de personnes, Ohotu, BP 145, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 2795 A, Steeve Raveino, travaux en tous genres, route du lotissement Puna Nui, lot n° 54, 98717 Punaauia, *nom commercial* : Tihoni Services, *date de début d'exploitation* : 30 décembre 2015 ;

N° 15 173 C, Medical Polynésie, société civile immobilière : 10 000 F CFP fixe, PK 4,500, côté montagne, centre Rai'Moana, Arue, BP 3959, 98713 Papeete, *gérant associé* : Mahera Terupe Jean-Christophe René Arakino, la société a pour objet : - l'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers ; - toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil, *date de début d'exploitation* : 31 décembre 2015 ;

N° 15 174 C, SCI Manuarii, société civile : 100 000 F CFP fixe, 101, avenue du Chef-Vairaatoa, BP 43513 Fare Tony, 98713 Papeete, *gérant associé* : Lucienne Maeva Yip, la société a pour objet : - l'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers, en Polynésie française ou tout autre pays ; - toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 15 331 B, Red Bird Café, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP fixe, Puurai, lot n° 28, BP 60991, 98702 Faa'a, *gérant associé* : Manea Jonathan Eric Le Pape, la société a pour objet : - l'exploitation de tout snack, restaurant salon de thé, débit de boisson pâtisserie, toutes activités de traiteurs, de plats cuisinés à consommer sur place ou emporter ; - la création, l'acquisition, la mise ou la prise en gérance de tout fonds de commerce de cette nature ; - l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ; - la participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location-gérance ; - et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, *date de début d'exploitation* : 1er février 2016 ;

N° 15 332 B, Exploitation des magasins et entrepôts de Tipaerui (EMET), société à responsabilité limitée : 500 000 F CFP fixe, domaine Elzea, immeuble Solange, lot n° 1, Tipaerui, BP 44573 Fare Tony, 98713 Papeete, *gérant associé* : Valérie Anouck D'Arpa née Teichman, la société a pour objet : - la logistique de distribution et de gestion de stock ; - toutes opérations de mise en entrepôt, de stockage, de manutention ; - toutes opérations de réception de marchandise, de groupage, de dégroupage, d'emballage, d'étiquetage, de préparation, d'expédition ; - l'acquisition ou la prise en location de tous immeubles construits ou non ;

- la participation de la société par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social ; - et plus généralement toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet susindiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 1er février 2016 ;

N° 15 333 B, Pihaa Vairua, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP fixe, PK 8,200, côté montagne, résidence Jay, BP 140450, 98701 Arue, *gérant associé* : Moeani Gaëlle Rey née Jay, la société a pour objet en Polynésie française : l'exploitation, sous quelque forme que ce soit de tous services se rapportant à l'environnement, et notamment de tous services de production, de transport et de distribution d'eau, pour tous besoins et usages domestiques, industriels, agricoles ou autres, des collectivités publiques ou des personnes privées ; l'exploitation et l'entretien de plusieurs sites de captage d'eau ; toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ; la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, marques et brevets concernant ces activités ; tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils concourent ou peuvent concourir, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités visées ci-dessus ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts industriels, commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relations d'affaires, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016.

MODIFICATIONS

1er juillet 2015

N° 88 135 B, TDF, Société par actions simplifiée à associé unique, la forme juridique a été modifiée comme suit : *ancienne mention* : sociétés par actions simplifiée ; *nouvelle mention* : sociétés par actions simplifiée à associé unique.

4 septembre 2015

N° 96 419 A, M. James William Mahuta Faatuarai, suppression de l'activité de jardinage à l'enseigne "Entreprise Jardinage William" à compter du 3 septembre 2015.

7 septembre 2015

N° 01 1116 A, M. Gilles Georges Christian Fortia, reprise de l'activité après suspension, transfert de l'établissement principal, reprise d'activité à compter du 15 novembre 2011. Suppression de l'activité de travaux en tous genres et adjonction de l'activité de plomberie sous le nom "GF Plomberie" à compter du 15 novembre 2011. Transfert de l'adresse de l'entreprise et du domicile à Taravao au PK 5, côté montagne.

11 septembre 2015

N° 96 408 A, Mme Pura Mathilde Piehi née Salmon, adjonction du nom commercial et enseigne commerciale "Tetavake Snack-bar" à compter du 10 septembre 2015.

14 septembre 2015

N° 98 3061 A, M. Yann Yves Pierre Jacques Marguiraut, l'activité à compter du 11 septembre 2015 : suppression des activités de "loueur de moyens de transport" et de "négociant sur le marché". Suppression du nom commercial "H'THON". Adjonction de l'activité de "commissionnaire" (seule activité de l'entreprise).

16 octobre 2016

N° 70 18 A, M. Daniel Maurice Martin, aux termes d'un acte aux minutes de la SCP "Office notarial Restout-Delgrossi-Buirette", titulaire d'un office notarial à Papeete, 415, boulevard Pomare du 18 août 2015, M. Daniel Martin a cédé son fonds de commerce de location de véhicules connu sous l'enseigne "Location de voiture Daniel", exploité à Faa'a, PK 5,500, côté montagne, face à l'aéroport, pour l'exploitation duquel il est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 3643-A et identifié au répertoire territorial des entreprises sous le numéro TAHITI 032409, au profit de la société Tahiti Easy Cars, société à responsabilité limitée, au capital de 200 000 F CFP, dont le siège est à Faa'a, PK 5,500, côté montagne, face à l'aéroport, en cours d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete et depuis immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

22 septembre 2015

N° 98 180 A, M. Didier Teina Gendron, adjonction de l'activité de "Fabricant de bijoux" à compter du 18 septembre 2015. Maintien de l'activité de "travaux du bâtiment".

25 septembre 2015

N° 02 216 A, Mlle Sandra Lucienne France Perrin, suppression du nom commercial "Sephopharm" à compter du 24 septembre 2015.

1er octobre 2015

N° 99 1716 A, M. Thierry Mauri, adjonction du nom commercial "Entreprise Mauri Transport" à l'activité de "transport de passagers par véhicules de plus de 20 passagers" à compter du 30 septembre 2015.

2 octobre 2015

N° 02 1649 A, Mme Catherine Monique Petit, à compter du 1er octobre 2015, transfert d'adresse de l'entreprise de Haapiti, PK 31, passe à Paopao au PK 4,500, côté montagne, Centre Les Colorées. Suppression de l'enseigne commerciale "Itepea". Adjonction de l'enseigne commerciale "Catboutik" ;

N° 06 1995 A, Mme Fabienne Martine Marie Julienne Gautier née Boyaval, par acte reçu de Me Restout, notaire à Papeete, le 21 juillet 2015, M. Nicolas Gautier et Mme Fabienne Boyaval, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 061995 A, a vendu à la société Fare Arana un fonds de commerce de pension de famille connu sous le nom de Fare Arana ;

N° 15 2036 A, Mme Vainui Uura née Tchen Tcheng Tchang, nomination d'un fondé de pouvoir au nom de Uura Tiurai, né le 3 juillet 1978 à Rurutu à compter du 29 septembre 2015.

5 octobre 2015

N° 10 1788 A, Mme Tatiana Maau née Tihoni, suppression de l'activité de "fabricant de bijoux" à compter du 1er octobre 2015 (n'a pas exercé cette activité) ;

N° 11 1857 A, M. Wallace Vetea Tchen, adjonction de l'activité de "négociant" au nom commercial "Bon APS C Livre". Suppression des enseignes "Multi Loisirs" et "Multidis" à compter du 2 octobre 2015 ;

N° 14 2119 A, M. Ludovic Christopher Penalver, adjonction de l'activité nautique (flyboard, hoverboard, bouées tractées, balade en bateau, jet ski, randonnées et initiation) à compter du 2 octobre 2015 ;

N° 15 2100 A, M. Stéphane Robert Claude Ollier, M. Joe Mihi a mis en location gérance un fonds de commerce de restauration sis à Afaahiti, PK 59,500, côté mer connu sous le nom "Le Manukau" à compter du 15 octobre 2015 pour une durée d'un an.

6 octobre 2015

N° 08 1692 A, M. Raymond Tohetianui Barsinas, adjonction de l'activité de "travaux en tous genres" à compter du 5 octobre 2015. Maintien des autres activités ;

N° 15 281 A, Mme Martine Ferrari née Duhart, adjonction de l'activité d'importateur sous le nom commercial "Magalia" à compter du 5 octobre 2015. Maintien de l'activité de loueur en main-d'œuvre ;

N° 80 109 B, Intérim Service, société à responsabilité limitée, suite à l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2015, il a été décidé le transfert du siège social à compter du 1er septembre 2015. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence ;

N° 12 104 B, Société de négoce de Polynésie, société coopérative à forme anonyme à capital variable, le conseil d'administration dans sa séance du 22 juillet 2015 a nommé directeur général de la Société de négoce de Polynésie M. Richard Georges Paul Barbier, pour la durée du mandat du président.

7 octobre 2015

N° 04 944 A, M. Emile Iona Marchal, à compter du 6 octobre 2015, modification du nom commercial et de l'enseigne : Marchal Elagage ;

N° 09 1756 A, M. Franck Raymond Maurice Aubert, suppression du nom commercial "Moorea Paddle Board Adventures". Maintien son activité d'importateur de produits divers et de négociant sous le nom de "M2P" à compter du 6 octobre 2015 ;

N° 14 1581 A, Mme Sylvie Marie Dany Rey née Paquiry, adjonction du nom commercial "Beautiful Pareo" à compter du 6 octobre 2015. L'activité de "couture" devient l'activité principale de l'entreprise.

8 octobre 2015

N° 96 808 A, Mme Ginette Teraimano née Temataua, transformation d'une licence de débit de boissons de 10e classe en 6e classe et maintien de l'activité de "pension de famille", à compter du 1er septembre 2015 ;

N° 11 1273 A, Jean-Philippe Joaquim, précisions apportées sur les prestations de services : vente de services divers (réalisation, direction photo, cadre, prise de vues aériennes, montage, post-production, production audiovisuelle, pige), à compter du 7 octobre 2015 ;

N° 11 237 A, Mme Haamoura Graffe née Tapea, suppression de l'activité de "transport sanitaire pour personnes dialysées" et du nom commercial et enseigne "Vaihei Assistance" à compter du 2 novembre 2015. Adjonction de l'activité de "vente de poulets fumés" sous le nom commercial et enseigne "Poulet Fumé PK 21" à compter du 2 novembre 2015 ;

N° 14 414 A, Mlle Mihimana Atani, adjonction de l'activité d'importateur de vêtements et de bijoux fantaisie à compter du 8 septembre 2015 au nom de Corail Shop. Maintien son activité de "plats à emporter" ;

N° 48 11 B, Coopérative des travailleurs tahitiens, l'assemblée générale du 22 mai 2015 a désigné Mme Rainuitetearai Poroi en qualité de présidente-gérante de la Coopérative des travailleurs tahitiens ;

N° 48 11 B, Coopérative des travailleurs tahitiens, aux termes du conseil d'administration du 28 août 2015, Mme Johanna Nena-Gatien est désignée en qualité de présidente-gérante de la Coopérative des travailleurs tahitiens, en remplacement de Mme Rainuitetearai Poroi.

9 octobre 2015

N° 12 2339 A, M. Gregory Tautu-Arii Tixier, à compter du 8 octobre 2015, activité de "marketing sur le net" remplacée par l'activité de "commissionnaire". Le nom commercial "Riding sup" remplacé par "Watermen Tahiti" ;

N° 14 1933 A, M. Fabrice Paul Darmon, ouverture d'un établissement secondaire de "négoce de textile et accessoires de mode" à l'enseigne commerciale "Pepe Jeans", situés à Faa'a, Auaé centre commercial Pacific Plaza, local n° 5, à compter du 23 novembre 2015 ;

N° 14 1555 A, M. Emmanuel Hiti Paeahi Tefeiao, adjonction de l'activité de "travaux en tous genres" à compter du 8 octobre 2015. Maintien ses activités d'électricien (activité principale) et frigoriste ;

N° 15 1371 A, Mlle Meherio Soraya Schenck, aux termes d'un contrat en date du 21 septembre 2015, Mlle Meherio Schenck consent à donner en location-gérance à Mlle Yasmina Garbutt un fonds de commerce connu sous l'enseigne "Otaha Lodge". Ainsi, remplacement de l'activité de "logeur" par l'activité de "loueur de fonds" à compter du 1er octobre 2015 ;

N° 97 216 B, Mobidis, société à responsabilité limitée, l'associée unique, suivant procès-verbal du 9 septembre 2015, a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du même jour. Elle a nommé M. Marc Siu comme liquidateur et le siège de la liquidation a été fixé à Papeete, Fare Ute, ancien siège de la société ;

N° 04 152 C, Kaveka, société civile, aux termes d'un acte reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia, le 10 septembre 2015, M. Christian Gérard a cédé son unique part portant le numéro 200 lui appartenant dans la société Kaveka au profit de M. Didier Gérard, avec effet à compter du jour de l'acte. Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.

12 octobre 2015

N° 02 336 A, Mme Anne-Marie Hadjadj née Garssine, à compter du 9 octobre 2015, adjonction de l'activité de "vente de services divers" et "couture". Adjonction des enseignes "Iti Services Tahiti" et "Retouches ans co". Modification de la BP 380429, 98718 Punaauia Tamanu. Maintien de l'activité d'artisan (activité principale) et de l'enseigne "en Compagnie des Chats" ;

N° 07 1593 A, Mme Anne-Laure Marie Alice Lepine née Conan, transfert de l'adresse de l'entreprise de Raiatea, Uturoa, Fare Matie, local Amiot, passe à Tahiti, rue Dumont-d'Urville, immeuble Acropole, 4e étage. Conserve les activités de "négociant" et "photographe" et les noms commerciaux "Amstramgram - Essenti-elle", à compter du 1er octobre 2015.

13 octobre 2015

N° 04 1652 A, Mlle Teriitahi Romy Rita, à compter du 12 octobre 2015, transfert de l'entreprise de Papeari, PK 53, côté mer, passe à Punaauia, lotissement Le Lotus, lot n° 156, qui est également l'adresse de résidence du chef d'entreprise. Fermeture de l'établissement sis à Papeari, PK 53, côté mer ;

N° 10 1639 A, Tehina James Tapi, transfert du siège de l'entreprise de Papeete Taunooa passe à Papeete Rue du Docteur Cassiau à compter de juin 2013, pour les activités de "roulotte" et "débit de boissons 8e classe" sous le nom commercial et enseigne "Chez Papi". Modification de l'adresse du domicile de Papeete Taunooa passe à Tipaerui quartier Poroi ;

N° 09 1568 A, M. Kevin Jérôme Ellis, suppression de l'activité de "menuiserie" et adjonction de l'activité de "transport de voyageurs et excursions touristiques" à compter du 1er octobre 2015. Maintien de ses autres activités ;

N° 13 333 A, M. Charles-Louis Aianaoteani Heretu Tetahiotupa, à compter du 10 septembre 2015, transfert du siège de l'entreprise sis à Faa'a Pamatai, quartier Chagne, passe à Nuku Hiva, Hatiheu, Anaho, qui est également l'adresse de résidence du chef d'entreprise ;

N° 14 40 A, Mme Maria-De-Lurdes Brisbout née Da Costa, à compter du 27 mars 2015, transfert de l'entreprise sis à Mahina, cité Villierme, route de l'ancien dépotoir passe à Faa'a, Pamatai, quartier Tehoa, également adresse de résidence du chef de l'entreprise. L'établissement sis à Mahina est donc fermé. Modification de la boîte postale BP 53256, 98716 Pirae ;

N° 14 1243 A, Kaha Thomas Autuche, suppression de l'activité de "photographe/cybercafé (mise à disposition de terminaux informatiques)" et adjonction de l'activité de "plats ambulants", à compter du 12 octobre 2015 ;

N° 15 704 A, Mme Heiani Rose Blanche Tepava née Timau, à compter du 2 novembre 2015, suppression de l'activité de "fleuriste" et adjonction de l'activité de "démarcheur". Maintien son activité de "couture en chambre" ;

N° 82 14 C, SCI Maeva, société civile, l'assemblée générale extraordinaire du 30 avril 2015 a décidé de réduire le capital de 30 000 F CFP pour le ramener de 230 000 F CFP à 200 000 F CFP, par voie de rachat des 30 parts attribués à M. Dominique Loux. L'assemblée, constatant la démission de MM. Dominique Loux et Paul Lo de leurs fonctions de gérant nomme M. Victor Ah Soi Kong Mao Che, gérant de la société.

14 octobre 2015

N° 01 1050 A, Mlle Taina Devaux, modification du nom commercial à compter du 13 octobre 2015, ancienne mention "Poeiti Shop", nouvelle mention "Taina Pearl and Keishi" ;

N° 12 22 A, Mlle Julie Laurence Marie Bourguignon, adjonction de l'activité de "négociant". Maintien son activité d'esthétique sous le nom de "Julie Esthétique", à compter du 13 octobre 2015.

15 octobre 2015

N° 08 1765 A, Mme Angéla Putaratara née Dexter, à compter du 14 octobre 2015, suppression du nom commercial "Manukia Import" et adjonction du nom commercial et enseigne commerciale "Manukia Import". Maintien ses activités de "négociant (prêt à porter et divers)" et "couture à domicile".

16 octobre 2015

N° 05 313 A, M. Feteri Mirikuma Williams, suppression de l'activité de "concierge" à compter du 15 octobre 2015. Maintien de l'activité de "vigile (gardiennage et surveillance)" sous le nom commercial-enseigne "Agence de Sécurité Williams" ;

N° 96 80 B, Polyouate, société à responsabilité limitée à associé unique, suite au décès de Mlle Melly Hauata à Papeete le 14 janvier 2002, ses fonctions de gérante ont cessé. Suivant partage du 31 mars 2015 reçu par Me Michel Guichenu, notaire en l'étude de Me Dominique Dubouch, M. Pascal Tournier a été attributaire des 400 parts sociales dans la société numérotées de 1 à 400 appartenant à ladite dame Hauata.

19 octobre 2015

N° 10 1091 A, Mlle Yasmina Erudith Tania Garbutt, prise en location gérance de la pension "Otaha Lodge" à compter du 1er octobre 2015 ;

N° 14 148 A, M. Guillaume Xavier Claude Celestini, à compter du 16 octobre 2015, adjonction des enseignes commerciales : Deck.PF - Fare Potee.PF - Tahiti Fare Potee ;

N° 15 2059 A, Mlle Hyacinthe Titaina Tuiho, suppression des activités de "chauffeur" et "femme de ménage" et adjonction de l'activité de "loueur en main-d'œuvre" à compter du 16 octobre 2015 ;

N° 84 185 B, Société commerciale de Punaauia, société par actions simplifiée, l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 30 septembre 2015 : a pris acte de la démission de M. Henri Jeune et Mme Josette Changues, son épouse, de leur mandat de cogérant de la société à compter du même jour ; a décidé l'augmentation du capital de 4 000 000 F CFP, par incorporation de réserves pour le porter de 2 000 000 F CFP à 6 000 000 F CFP, par création et libération intégrale de 2 000 parts nouvelles de 2 000 F CFP chacune attribuées gratuitement aux associés à raison de 2 parts nouvelles pour une part ancienne ; de sorte que le montant du nouveau capital de 6 000 000 F CFP intégralement libéré, est divisé en 3 000 parts de 2 000 F CFP chacune, - a décidé de transformé la société en société par actions simplifiée, avec adoption des nouveaux statuts à compter du même jour. M. Jim Jeune, ancien seul gérant, est nommé président de la société pour une durée non limitée et Mlle Neria Jeune est désignée directrice générale pour la durée du mandat du président, et a renouvelé pour six exercices, les mandats respectifs des commissaires aux comptes titulaire et suppléant de MM. Florent Doligne et Thierry Wagener. Suivant acte de Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia, en date du 30 septembre 2015, contenant donation-partage par M. Henri Jeune et Mme Josette Changues, son épouse, à leurs trois enfants, il a été attribué à chacun de MM. Jim et Ramon Jeune, et Mlle Neria Jeune, la pleine propriété de 1 000 actions de la société commerciale de Punaauia, avec effet à compter du jour de l'acte ;

N° 85 42 B, Entreprise de peinture et de revêtements polynésiens, société à responsabilité limitée, il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 31 août 2015 que M. Daniel Siu a démissionné de ses fonctions de gérant de la société à compter du même jour. La société est désormais gérée par M. Teva Siu, seul gérant ;

N° 85 61 B, Société tahitienne d'appareillage et de réadaptation, société à responsabilité limitée, aux termes des décisions de l'associé unique en date du 30 juin 2015, la société KPMG a été nommée en qualité de commissaire aux comptes titulaire de la société, pour une durée de six exercices qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire annuelle des associés qui sera tenue dans l'année 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et M. Gilles Redon a été nommé, pour la même durée, commissaire aux comptes suppléant ;

N° 90 36 B, Cogere, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale ordinaire du 31 mai 2015, M. Jean-Christophe Touront a démissionné de ses fonctions de cogérant de la société ;

N° 91 72 B, Tahiti Tours, société à responsabilité limitée, aux termes d'une lettre en date du 24 juin 2010, Mme Diane Chin Loy a démissionné de ses fonctions de cogérant ;

N° 99 100 B, Papeari Agrégats, société à responsabilité limitée, par décision de l'assemblée générale mixte en date du 4 octobre 2015, il a été pris acte de la nomination de M. Roland Beniamina Parau en qualité de nouveau gérant en remplacement de M. Noam Temaru Parau, gérant démissionnaire ;

N° 99 442 B, Station Papeari, société à responsabilité limitée, par décision de l'assemblée générale mixte en date du 4 octobre 2015, il a été pris acte de la nomination de Mlle Tina Parau en qualité de nouvelle gérante, en remplacement de M. Noam Temaru Parau, gérant démissionnaire ;

N° 03 152 B, Tahiti Nui Pêche, société civile, il résulte du procès-verbal des décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 31 août 2015 qu'a été nommé gérant de la société, sans limitation de durée, M. Philip Siu, en remplacement de M. Daniel Siu, démissionnaire. La société est désormais gérée par M. Philip Siu, seul gérant ;

N° 03 290 B, Kilimoana Services, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 30 septembre 2015, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société, la nomination de M. Jean-Hubert Laughlin comme liquidateur et fixé le siège de la liquidation à Papeete, BP 9608, 98715 Motu Uta.

20 octobre 2015

N° 14 981 A, M. Aruiti Irwing Hamblin, suppression de l'activité de "mécanicien-réparateur" et adjonction de l'activité de "travaux en tous genres" à compter du 19 octobre 2015 ;

N° 14 2176 A, Ura Maihuri, à compter du 19 octobre 2015, adjonction de l'enseigne commerciale "Ura Pearls Tahiti" et adjonction de l'activité de "bijouterie (argent)" et "mancure". Maintien des autres activités ;

N° 76 59 B, Moorea Transport, société à responsabilité limitée, il résulte du procès-verbal des décisions de l'associé unique du 26 juin 2015 que l'exercice social commence le 1er novembre et finit le 31 octobre de chaque année. L'article 15 des statuts relatif à l'exercice social a été modifié en conséquence ;

N° 91 72 B, Tahiti Tours, société à responsabilité limitée, il résulte du procès-verbal des décisions de l'associé unique du 30 septembre 2015 que l'exercice social commence le 1er novembre et finit le 31 octobre de chaque année. L'article 18 des statuts relatif à l'exercice social a été modifié en conséquence ;

N° 99 147 C, Vai Fenua, société civile, il résulte du procès-verbal des décisions de l'assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire du 30 septembre 2015 que l'exercice social commence le 1er novembre et finit le 31 octobre de chaque année. L'article 25 des statuts relatif à l'exercice social a été modifié en conséquence.

21 octobre 2015

N° 10 1952 A, M. Manutea Jacques Monnier-Metuaore, adjonction de l'activité de "location de bateaux (avec ou sans skipper)" à compter du 20 octobre 2015 ;

N° 12 1082 A, Mlle Alexandra Marie-Pierre Perez, suppression de l'activité de "fabrication et vente de bijoux de luxe et de fantaisie" et de l'enseigne "Oui!" à compter du 1er juillet 2015. Adjonction des activités "esthéticienne" et "tatoueur esthétique itinérant" sous le nom commercial-enseigne "MP Cocoon" à compter du 1er août 2015 ;

N° 14 1933 A, M. Fabrice Paul Darmon, modification de l'enseigne commerciale de l'établissement secondaire sis à Faa'a, Aua'e, centre commercial Pacific Plaza, local n° 5, qui devient "Pepe" au lieu de "Pepe Jeans" à compter du 23 novembre 2015 ;

N° 35 2 B, Teiriiri, société anonyme, cessation d'activité à compter du 1er juillet 2015, sans disparition de la personnalité morale ;

N° 75 8 B, Tahiti Nui Travel, société anonyme, aux termes des décisions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 30 septembre 2015, il a été décidé que l'exercice social commence le 1er novembre et finit le 31 octobre de chaque année. L'article 55 des statuts relatif à l'exercice social a été modifié en conséquence ;

N° 82 125 B, Miklus Occasions, société par actions simplifiée, aux termes de l'assemblée générale mixte en date du 28 juin 2012, les actionnaires ont décidé d'augmenter le capital social pour le porter de 15 000 000 F CFP à 30 000 000 F CFP ;

N° 94 1 B, Hawaiki Nui Hotel, société anonyme, il résulte des décisions de l'assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire des actionnaires du 26 juin 2015 que l'exercice social commence le 1er novembre et finit le 31 octobre de chaque année. L'article 30 des statuts relatif à l'exercice social a été modifié en conséquence ;

N° 96 15 B, Tekura Tahiti Travel, société à responsabilité limitée à associé unique, il résulte du procès-verbal des décisions de l'associé unique du 26 juin 2015 que l'exercice social commence le 1er novembre et finit le 31 octobre de chaque année. L'article 18 des statuts relatif à l'exercice social a été modifié en conséquence ;

N° 09 185 B, EURL Sotradis, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes d'un procès-verbal des décisions de l'associé unique du 9 juillet 2015, l'associé unique accepte la démission de Mme Turia Atani de ses fonctions de gérant, nomme M. Alain Vanaa en qualité de gérant et décide de transférer le siège social de la gare maritime à Uturoa à Avera ;

N° 12 220 B, Hyperoptic, société à responsabilité limitée, transfert de l'établissement principal de Punaauia, lotissement Te Tavake à Papeete, rue du Maréchal Foch. Le siège est maintenu sans activité à Punaauia, lotissement Te Tavake à compter du 1er juin 2013 ;

N° 93 26 C, Te Hotu, société civile, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 1er septembre 2015, les associés ont nommé Mme Anita Arii en qualité de nouvelle gérante en remplacement de Mme Monique Alvado, démissionnaire. Le siège social est fixé à Punaauia, PK 9, côté mer, résidence Taina, lot 13 de la terre Papearia ;

N° 98 27 C, SCI Herehia, société civile immobilière, il résulte du procès-verbal des décisions de l'assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire du 30 septembre 2015 que l'exercice social commence le 1er novembre et finit le 31 octobre de chaque année. L'article 5 des statuts relatif à la durée a été modifié en conséquence ;

N° 06 280 C, SCI Heireva Nui, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu par Me Guichenu, notaire au sein de l'Office notarial de Me Dubouch, notaire à Papeete le 8 septembre 2015, M. Alain Mailion a été nommé cogérant ;

N° 07 312 C, JT, société civile de participation, aux termes d'un procès-verbal des décisions des associés du 9 juillet 2015, les associés acceptent la démission de Mme Turia Atani de ses fonctions de cogérante et décident de transférer le siège social de Uturoa à Avera. Par un acte du 9 juillet 2015, Mme Turia Atani cède 50 parts lui appartenant à M. Joël Roopinia.

22 octobre 2015

N° 96 1053 A, Mlle Lai Ying Eliane Lo, transfert de l'entreprise de Papeete rue du 22 Septembre passe à Papeete centre commercial Fare Tony n° 27B à compter du 1er octobre 2015 ;

N° 98 2538 A, M. Jacques Tapi, suppression de l'activité de "négociant" à compter du 30 septembre 2015. L'activité de "travaux en tous genres" devient l'activité principale de l'entreprise à compter du 1er octobre 2015 ;

N° 14 969 A, M. Jean Heifara Papa, à compter du 21/10/2015, modification du nom commercial qui devient "Heifara Boutique". Transfert de l'entreprise de Punaauia, lotissement Vaiopu 2, lot n° 4, passe à Fakahina. Adjonction de l'activité de "négoce", qui devient l'activité principale de l'entreprise. Maintien de l'activité de "fabricant de bijoux" ;

N° 89 58 B, Abattage de Tahiti, société anonyme d'économie mixte, aux termes des décisions de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires du 26 août 2015, la société KPMG a été nommée commissaire aux comptes suppléant pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, en remplacement de M. Jean-Christophe Tournon, démissionnaire ;

N° 99 177 B, SARL Boyer, société à responsabilité limitée, aux termes des décisions de l'associé unique en date du 30 juin 2015 a été nommé commissaire aux comptes suppléant en remplacement de M. Jean-Christophe Tournon, démissionnaire ;

N° 99 435 B, Poe Moana, il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés du 16 avril 2015 que le siège social a été transféré de Papeete, rue des écoles, immeuble Honolulu à Taravao centre, PK 60, côté montagne. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence ;

N° 06 158 B, MB Associés, société à responsabilité limitée, aux termes d'une décision collective du 25 août 2015, M. Jacques Meuel a démissionné de ses fonctions de cogérant à compter du 25 juin 2015 ;

N° 13 148 C, Faarepa, société civile, aux termes des décisions de l'assemblée générale extraordinaire des associés du 19 septembre 2015, les dispositions relatives à la transmission des parts en cas de décès ont été modifiées. L'article 12 des statuts a été modifié en conséquence.

23 octobre 2015

N° 11 1569 A, Frédéric Benjamin Marc Banneville, modification du nom de l'entreprise "Pacific Quad Adventure" à compter du 5 octobre 2015. Modification de l'adresse géographique, de Taiohae Nuku Hiva passe à Raiatea, amarré sur la digue extérieure de la marina de Uturoa à compter du 5 octobre 2015 ;

N° 12 2060 A, M. Justin Aka, adjonction du nom commercial "Tu'u" à compter du 22 octobre 2015 ;

N° 75 8 B, Tahiti Nui Travel, société anonyme, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires réunie le 30 septembre 2015, statuant en application de l'article L. 225-248 du code de commerce, a décidé qu'il n'y a pas lieu de prononcer la dissolution anticipée de la société ;

N° 78 29 B, SARL Delion, société à responsabilité limitée, suite à l'assemblée générale extraordinaire du 8 octobre 2015, il a été décidé la nomination de Mlle Emanuela Fiumarella en qualité de nouvelle gérante en remplacement de M. Emanuele Fiumarella. Lors de la même assemblée, l'article 7 des statuts relatif au capital social a été modifié ;

N° 10 225 B, Miri 2011, société à responsabilité limitée, il résulte des décisions de l'associé unique en date du 5 juin 2015 que le siège de la société a été transféré de Papara, zone industrielle de Papara à Punaauia, lotissement Miri, lot 315 à compter du même jour. L'article 4 des statuts relatif au siège social a été modifié en conséquence ;

N° 10 293 B, Thip Gourmet, société à responsabilité limitée, suite à l'assemblée générale extraordinaire du 8 octobre 2015 et à la démission de la gérance de M. Dominique Stenger en date du 31 août 2015, les associés ont décidé de nommer comme nouvelle gérante de la société à compter du 1er septembre 2015 Mme Janine Urai pour une durée illimitée. Celle-ci déclare accepter la fonction. L'article 7 des statuts a été modifié en conséquence ;

N° 14 242 B, Barko, société par actions simplifiée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 4 août 2015, Mlle Hélène Teupooteharuru a été nommée en qualité de présidente de la société en remplacement de M. Paul Nahmani, démissionnaire ;

N° 15 45 B, OL Création, société à responsabilité limitée, aux termes des décisions de l'assemblée générale extraordinaire des associés du 11 septembre 2015, le siège de la société a été transféré de Punaauia, Les Hauts de Matatia, n° 17 à Papeete, boulevard Pomare, Fare Tony. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence ;

N° 15 246 B, Happy Lunch, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes d'un acte reçu par Me Philippe Clemencet, notaire associé à Papeete, le 10 septembre 2015, l'EURL Happy Lunch a accepté de la SARL Café Heikealani, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 13 203 B, le fonds de commerce de restauration rapide exploité à Paea, connu sous le nom commercial Café Heikealani.

26 octobre 2015

N° 88 527 A, M. Michel Vital Désiré Tuahitu Grand, modification de l'adresse du domicile : 23, rue JF-Kennedy Tina, Nouméa, Nouvelle-Calédonie. Transfert du siège de l'entreprise de Papeete, avenue Pouvanaa-a-Oopa passe à Pirae, immeuble Hippo à l'angle des avenues Ariipaea-Pomare et Tuterai-Tane, à compter du 1er novembre 2015. Régularisation : suppression des activités "arpentier-géomètre" le 30 juin 1986, "import" et "export" le 30 juin 1995 (déclarations faites à la DICP à cette époque). Adjonction de l'activité "importation et vente de motos, pièces et accessoires" sous le nom commercial et enseigne commerciale "Easy Rider Tahiti" à compter du 1er novembre 2015 ;

N° 10 538 A, Mme Karine Fouchard née Bourbon, aux termes d'un acte reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia des 25 septembre et 28 septembre 2015, M. et Mme Christophe Fouchard ont vendu à M. Teatotea Ramatea Maiarii, cuisinier, demeurant à Afaahiti, PK 5,200, côté montagne, immatriculé au RCS de Papeete sous le n° TPI 15 1776 A, le fonds de commerce de restaurant, crêperie connu sous l'enseigne "La Crêperie", exploité à Taravao, centre commercial Tauhere, pour lequel Mme Karine Bourbon épouse Fouchard, est immatriculée au RCS de Papeete sous le n° TPI 10 538 A et Tahiti 941435, avec entrée en jouissance fixée rétroactivement au 25 septembre 2015 ;

N° 12 2159 A, M. Samuel Tuivao Temoeahiro Teinauri-Hurahutia, à compter du 23 octobre 2015, adjonction de l'activité de "négoce alimentaire" à l'enseigne "Snack La Plage". Adjonction de l'activité de "logeur" à l'enseigne "Ylang Ylang". Maintien de l'activité de "loueur en main-d'œuvre" (activité principale de l'entreprise) ;

N° 15 1776 A, M. Teatotea Ramatea Maiarii, aux termes d'un acte reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia des 25 septembre 2015 et 28 septembre 2015, M. et Mme Christophe Fouchard ont vendu à M. Teatotea Ramatea Maiarii, cuisinier, demeurant à Afaahiti, PK 5,200, côté montagne, BP 71094 Taravao, né à Papeete le 2 février 1987, immatriculé au RCS de Papeete sous le n° TPI 15 1776 A, le fonds de commerce de restaurant crêperie, connu sous l'enseigne "La Crêperie", exploité à Taravao, centre commercial Tauhere, pour lequel Mme Karine Bourbon épouse Fouchard, est immatriculée au RCS de Papeete sous le numéro TPI 10 538 A et Tahiti n° 941435, avec entrée en jouissance fixée rétroactivement au 25 septembre 2015 ;

N° 11 20 B, Kai Hotu Rau, Société gestionnaire du centre de commercialisation des produits agricoles de la Polynésie française, société anonyme, au terme du procès-verbal en date du 29 septembre 2015, l'assemblée générale a décidé de nommer en tant que nouveaux administrateurs les personnes suivantes MM. Willy Chung Sao, Wilfried Chung Sao, Kalani Teixeira, Jeffry Shan Hang, Gilles Mou et Daniel Choquet. Au terme du procès-verbal en date du 29 septembre 2015, le conseil d'administration de la société a pris acte de la démission de M. Arsène Liao de ses fonctions de président de la SA Kai Hotu Rau et de la nomination de M. Willy Chung Sao aux fonctions de nouveau président de la société ;

N° 12 281 B, ROI (Return on Investment), société à responsabilité limitée, aux termes d'une décision en date du 25 septembre 2015 portant augmentation du capital à 2 000 000 F CFP et d'un acte sous seing privé en date du 26 septembre 2015 portant cession de parts sociales, les statuts ont été modifiés ;

N° 12 255 B, Espérance Ambulance Assistance, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 19 juin 2014, les associés acceptent la démission M. Louis Mao de ses fonctions de gérant à compter du 18 juin 2014 avec annulation de ses parts sociales sans contrepartie. Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 19 octobre 2014, les associés acceptent la démission de Mme Elisa Tumahai de ses fonctions de gérante à compter du 19 octobre 2014 avec maintien de ses parts sociales. Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 11 mai 2015, les associés acceptent la démission de M. Marcel Varuamana de ses fonctions de gérant à compter du 11 mai 2015 avec annulation de ses parts sociales sans contrepartie et la nomination de Mme Elisa Tumahai en qualité de gérante de la société à compter du 11 mai 2015 ;

N° 12 280 B, Désamiantage, Dépollution, Déconstruction en Polynésie, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte du 1er octobre 2015, l'assemblée générale a décidé d'étendre l'objet social de la société à la nouvelle activité suivante : La formation professionnelle ou l'organisation de la formation professionnelle liée au traitement de l'amiante et de toutes matières polluantes. En conséquence, l'article 2 des statuts est modifié ;

N° 13 274 B, Garage Simeton, société à responsabilité limitée, suite à l'assemblée générale extraordinaire du 5 octobre 2015, les associés ont décidé de rajouter à l'objet social la réalisation d'ouvrages destinés à modifier provisoirement ou définitivement les formes naturelles d'un terrain, en vue de la réalisation de travaux. L'activité consiste à terrasser, remuer et transporter des terres, les amonceler, ou exécuter des fouilles pour constructions diverses, creuser des tranchées pour la voirie et les réseaux divers, les canalisations urbaines, etc ;

N° 13 69 C, SCI Alana, société civile immobilière, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 16 octobre 2015, M. Maui Teena a cédé à M. Tino Teena la totalité des parts lui appartenant dans la société numérotées de 1 à 60 inclus.

27 octobre 2015

N° 04 1468 A, Mlle Tetautiare Tinei Nina Pere, modification des activités : production et fabrication de monoï de Tahiti, fabrication et transformation de produits de soins, cosmétiques, capillaires, d'hygiène, de toilette, de savon et de parfum, à compter du 26 octobre 2015 ;

N° 09 1596 A, M. Hilson Teva Murat, adjonction de l'activité de "location de jet ski" à compter du 26 octobre 2015. Maintien des autres activités ;

N° 12 1959 A, M. Olivier Bruno Tiniarii Baccino, ouverture d'un établissement secondaire de logeur sis à Vairao, PK 9, côté mer, à compter du 26 octobre 2015 ;

N° 15 720 A, M. John Tsu Tching, adjonction de l'activité de "roulotte" à compter du 30 novembre 2015 ;

N° 03 148 B, Groupe MD Finance, société à responsabilité limitée, lors de l'assemblée générale extraordinaire du 22 septembre 2015, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la société à compter du 1er octobre 2015. *Ancienne mention* : rue Albert-Leboucher, Papeete. *Nouvelle mention* : centre commercial Auae, local J, PK 2, côté montagne, Faa'a ;

N° 09 229 B, SARL Mahana Ora Production, société à responsabilité limitée, aux termes des décisions de l'associée unique du 16 septembre 2015, M. Georges Siu a été nommé

gérant en remplacement de M. Jean-Paul Sartore démissionnaire. Aux termes des mêmes décisions, le siège social de la société a été transféré de c/o Mahana Ora, Papeete, Titioro (BP 537, 98713 Papeete) à Pirae, rue Laurent Le Bihan, immeuble Le Bihan. Les articles 4 et 13 des statuts relatif au siège et à la nomination de la gérance ont été modifiés en conséquence ;

N° 14 210 B, La cave de Tahiti, société par actions simplifiée à associé unique, il résulte des décisions collectives du 9 octobre 2015 que la composition du comité de direction a été modifiée avec effet à compter du même jour. *Ancienne mention* : - M. Thierry Mosser, *président* ; - M. Jean-Pierre Fourcade ; - M. Amine Sekkat ; - M. Patrick Cowan ; - M. Jacques Solari ; - M. Patrick Seurot. *Nouvelle mention* : - M. Thierry Mosser, *président* ; - M. Jean-Pierre Fourcade ; - M. Amine Sekkat ; - M. Patrick Cowan ; - M. Jacques Solari. Il résulte des décisions collectives du 9 octobre 2015 que l'article 7 des statuts a été modifié. *Ancienne mention* : Art. 7.— Capital social : Le capital social est fixé à la somme de 30 000 000 F CFP. Il est divisé en 3 000 actions de 10 000 F CFP chacune, de même catégorie, attribuées aux associés en proportion de leurs apports, à savoir : - La SA Brasserie de Tahiti, à concurrence de 2.550 actions, en rémunération de son apport en numéraire, - M. Patrick Seurot, à concurrence de 450 actions, en rémunération de son apport en nature. Total égal au nombre d'actions composant le capital social, soit 3 000 actions. *Nouvelle mention* : Art. 7.— Capital social : Le capital social est fixé à la somme de 30 000 000 F CFP. Il est divisé en 3 000 actions de 10 000 F CFP chacune, de même catégorie, toutes attribuées à la SA Brasserie de Tahiti, associée unique. Par décision de M. Thierry Mosser, président de la société, en date du 6 octobre 2015, il a été pris acte de la nomination de M. Amine Sekkat en qualité de directeur général à compter du même jour, pour la durée du mandat restant à courir du président, soit jusqu'à l'approbation des comptes de l'exercice 2019. M. Amine Sekkat est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social défini dans les statuts. *Ancienne mention* : *directeur général* : M. Thierry Mosser ; *Nouvelle mention* : *directeur général* : M. Amine Sekkat.

28 octobre 2015

N° 78 83 A, M. Georges Lai, suppression des activités de "travaux de terrassement" et de "travaux de construction". Suppression de l'enseigne et nom commercial "Ent. Terrassement Lai Georges". Date de cessation au 31 décembre 2012 ;

N° 03 67 A, M. Jean-Pierre Gaudfrin, suppression de l'activité de "négociant" au nom de "Opure". Adjonction de l'activité de "cuisine à emporter" au nom commercial de "Frais Marché". Adjonction de l'activité de "fabrication de bijoux" au nom commercial de "Zhang", à compter du 27 octobre 2015 ;

N° 04 512 A, M. Raymond Harper Marks, suppression de l'activité de "bijouterie" et adjonction de l'activité de "greffeur" à partir du 2 octobre 2015 ;

N° 05 1226 A, M. Huta Joseph Kohumoetini, transfert de l'entreprise de Pirae, quartier Tenaho passe à Mataiea au PK 47,100 côté mer après le pont Vairaharaha, à compter du 27 octobre 2015 ;

N° 14 1348 A, Mme Gwenaëlle Aberos née Huberdeau, adjonction de l'activité de "graphiste" à compter du 14 octobre 2015 ;

N° 79 47 B, Comptoir Polynésien, société par actions simplifiée, aux termes d'une décision collective en date du 10 octobre 2015, la collectivité des associés a décidé de modifier l'objet social de la société et de l'étendre à l'activité de la formation professionnelle. Les statuts ont été modifiés en conséquence ;

N° 87 34 B, SPT Management, société anonyme, aux termes d'une délibération du conseil d'administration en date du 26 août 2015 et de l'assemblée générale extraordinaire du 31 août 2015, le capital a été réduit de 1 180 000 F CFP pour être ramené à 36 820 000 F CFP ;

N° 07 27 B, Tahiti Flexibles Hydrauliques, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 2 juillet 2015, le mandat du gérant M. Manutea Sachet est prolongé pour une durée illimitée ;

N° 05 307 B, L'îlot, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes d'un acte reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia, le 1er octobre 2015, la société L'îlot a vendu à la société Restaurant Route 66, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 15 186 B, son fonds de commerce de restauration, connu sous l'enseigne "L'îlot", exploité à Punaauia, zone industrielle de la Punaruu, avec entrée en jouissance à compter du jour de l'acte ;

N° 11 173 B, Finance et Innovation Pacifique, société à responsabilité limitée, aux termes d'une délibération en date du 31 août 2015, l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant en application de l'article L. 223-42 du code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société ;

N° 14 103 B, John's Car, société à responsabilité limitée, suivant assemblée générale extraordinaire du 2 septembre 2015, l'associé unique a décidé de modifier l'objet social, la dénomination sociale de la société ainsi que l'exercice social ;

N° 04 67 B, Le ST Tropez, société à responsabilité limitée, aux termes d'assemblée générale extraordinaire du 30 septembre 2015, il a été décidé la liquidation définitive de la société. Mme Nadine Guglielmetti est nommée en qualité de liquidateur et décide de fixer le siège de la liquidation au siège de la société sis à Papeete, rue Dumont-d'Urville, BP 42070 ;

N° 08 178 B, Baker's Shop, société à responsabilité limitée, aux termes de 4 actes sous seing privé de cessions de parts sociales en date du 7 janvier 2015, M. Jean-Claude Lonfat cède à M. Jean-Marie Lonfat, 16 parts sociales lui appartenant dans la société, M. Jean-Claude Lonfat cède à M. Gilles Lonfat 6 parts sociales lui appartenant dans la société, M. Jean-Claude Lonfat cède à M. Kelvin Lonfat 4 parts sociales lui appartenant dans la société et M. Jean-Claude Lonfat cède à M. Thierry Lonfat 4 parts sociales lui appartenant dans la société ;

N° 13 308 B, Tahitian Hoe, société à responsabilité limitée, aux termes d'une assemblée générale du 19 septembre 2015, les associés ont décidé la dissolution de la société. M. Teama Richmond est désigné en qualité de liquidateur et le siège de la liquidation est fixé à Tiarei, PK 22,800, côté mer, BP 5404, 98716 Pirae ;

N° 15 186 B, Restaurant Route 66, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes d'un acte reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia, le 1er octobre 2015, la société Restaurant Route 66 a acquis de la société L'ilot, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 05 307 B, son fonds de commerce de restauration, connu sous l'enseigne "L'ilot", exploité à Punaauia, zone industrielle de la Punaruu, avec entrée en jouissance à compter du jour de l'acte ;

N° 93 65 C, SCI Tipaerui Vai, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu aux minutes de la SCP Restout-Delgrossi-Buirette, titulaire d'un office notarial à Papeete, avec la participation de l'étude de Me Dubouch, notaire à Papeete, le 22 septembre 2015, MM. Anselme Mahuta, William Mahuta, Jacky Mahuta et Mlle Laiana Mahuta ont cédé leurs parts et créances dans la société SCI Tipaerui Vai au profit de MM. David Lopez, Thierry Coquet, Jean-Christophe Rabier, Régis Vignal et Philippe Singer. M. Régis Vignal a été nommé gérant de ladite société en remplacement de MM. Anselme Mahuta et William Mahuta, démissionnaires. Et la boîte postale de la société est désormais la suivante : BP 3679, 98713 Papeete ;

N° 09 108 C, Heikura, société civile immobilière, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 30 septembre 2015, M. Fabrice Darmon a cédé au profit de Mlle Floriane Chaves la totalité des parts qu'il détenait dans la société.

29 octobre 2015

N° 03 295 B, COSPAC, société à responsabilité limitée, aux termes d'une décision de l'associée unique en date du 19 octobre 2015, il a été décidé d'étendre l'objet social à l'activité d'exploitation d'un institut de beauté ;

N° 13 95 B, Pascaline et Reynaud Avocats Associés, autre forme juridique, aux termes d'une délibération en date du 30 septembre 2015, la collectivité des associés a décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable. Elle a nommé en qualité de liquidateur Mlle Aurélie Reynaud et le siège de la liquidation est fixé à la BP 42147, 98713 Papeete ;

N° 14 31 B, Matira, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte en date du 22 octobre 2015, Mlle Gabriella Teena cède à Mlle Priska Pani 24 parts sociales lui appartenant dans la société de 1 000 F CFP chacune, numérotées de 77 à 100 inclus ;

N° 09 128 C, SCP JR et Cie, société civile de participation, aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 1er septembre 2015, la collectivité des associés a décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable. Elle a nommé Mlle Aurélie Buhagiar en qualité de liquidateur et le siège social de la liquidation est fixé à Punaauia, centre commercial Lotus, BP 4512, 98713 Papeete.

30 octobre 2015

N° 09 1221 A, M. Christophe Heimanu Autai, adjonction de l'activité de "marchand forain" à compter du 12 novembre 2015 ;

N° 13 1788 A, M. Taputuura Albert Tihi Tehahe, suppression des activités de "photographe et films de tous formats". Adjonction de l'activité de "services d'informations" et du nom commercial "Infographic", à compter du 29 octobre 2015 ;

N° 14 2225 A, Mme Martine Faairi Tevahitua née Taiti, suppression de l'activité de "travaux en tous genres" à compter du 29 octobre 2015. Maintien des autres activités ;

N° 15 675 A, M. Wilhelm René Christophe Jeanne, adjonction de l'activité "d'entretien et nettoyage de locaux" à compter du 29 octobre 2015 qui devient l'activité principale de l'entreprise. Maintien des autres activités ;

N° 87 126 B, R. Diffusion, société à responsabilité limitée, ouverture d'un établissement complémentaire sis à Punaauia, lot A3 du lotissement de la zone industrielle de la basse vallée de la Punaruu à compter du 15 août 2015, un local commercial à usage d'entrepôt et d'atelier ;

N° 02 44 B, Macha Coiffure, société à responsabilité limitée à associé unique, suite à l'assemblée générale extraordinaire du 16 octobre 2015, l'associée unique a décidé d'augmenter le capital social de 600 000 F CFP et de réduire le capital social de 600 000 F CFP le solde étant laissé en report à nouveau, ce qui n'entraîne aucune modification des statuts ;

N° 04 226 B, Arenui Trading Company, société à responsabilité limitée à associé unique, lors de l'assemblée générale du 30 juin 2015, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital social qui est de 1 000 000 F CFP, divisé en 500 parts de 2 000 F CFP chacune entièrement libérées, d'une somme de 4 000 000 F CFP et de le porter ainsi à 5 000 000 F CFP par élévation de la valeur nominale de 2 000 F CFP à 10 000 F CFP par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société ;

N° 04 298 B, Moorea Dolphin Center, société à responsabilité limitée, aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 21 septembre 2015, la collectivité des associés a décidé d'augmenter le capital social de 900 000 F CFP, pour le porter de 100 000 F CFP à 1 000 000 F CFP ;

N° 11 261 B, Coopérative Apicole Haatepeiu O Te Pua Akau de Atuona, coopérative personnelle à capital variable, aux termes de l'assemblée générale du 14 août 2015, les membres de la coopérative ont renouvelé le bureau et nommé M. Aroma Mendiola en qualité de président en remplacement de M. Eric Noble ;

N° 13 36 B, Yuxuh Center French Polynesia, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 25 juin 2014, le siège social a été transféré de Papeete, 17, rue Jeanne d'Arc, pharmacie Cathédrale au 5, rue Paul-Gauguin, immeuble Tetarii, 2e étage et qu'après constat par la gérance de la perte de capitaux propres, de ne pas prononcer la dissolution anticipée de la société ;

N° 12 165 C, THU Financement, société civile, aux termes d'une délibération du 24 juin 2015, l'assemblée générale mixte a décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable. Elle a nommé comme liquidateur la société Nexstep Finance SARL, représentée par M. Antoine Viardot et le siège de la liquidation est fixé au centre commercial Le Lotus, Punaauia, BP 42991, 98713 Papeete.

2 novembre 2015

N° 87 254 A, M. Sou Hene Roger Apeang, aux termes d'un acte reçu par Me Stéphane Mounier, notaire au sein de l'Office notarial de Me Dominique Dubouch, notaire à Papeete le 8 septembre 2015, M. Roger Sou Hene Apeang, commerçant et Mme Marianne Tetuahutia Tching son

épouse, demeurant ensemble à Faa'a, cité de l'Air, BP 6339 Faa'a, ont vendu à M. Patrice Claude Vincent, demeurant à Faa'a, PK 6,700, côté mer, BP 50073 Pirae, un fonds de commerce de négociant, pâtisserie commune et plats à emporter connu sous l'enseigne "Snack Bonnard" exploité à Papeete, rue Cardella et Albert-Leboucher pour l'exploitation duquel M. Apeang est immatriculé au RCS de Papeete sous le n° TPI 87 254-A ;

N° 91 493 A, Mlle Stéphanie Amaru, à compter du 31 décembre 2008, suppression des activités de débit de boissons, n'exerce plus depuis 2008. Adjonction de l'activité de transport touristique à compter du 9 octobre 2015. Maintien des autres activités ;

N° 94 465 A, M. Gilbert Danielou, à compter du 30 octobre 2015, adjonction de l'activité de création et fabrication de couteaux, activité principale, et import-export. Adjonction du nom commercial "Tahiti Knives. Transfert du siège de Faa'a, Pamatai, quartier Estall, passe à Punaauia, résidence Miri 6. Suppression des autres activités, info DICP & ISPF, radiation non effectuée à la CCISM dont n° RCS actif ;

N° 98 3924 A, M. Haaiipapai Etienne Heitaa, à compter du 9 octobre 2015, adjonction des activités de scierie et entrepreneur dans le bâtiment (construction de kits de maisons individuelles). Maintien des autres activités ;

N° 06 1800 A, Mme Catherine Tehonohitouamahueka Teremihi née Touatini, adjonction de l'activité de pension bourgeoise à compter du 10 août 2015. Maintien des autres activités ;

N° 07 1803 A, Mme Hinamoeata Butscher née Huukena, modification de la date de début des activités de restauration et de vente de boissons hygiéniques. *Ancienne* : 1er octobre 2007, *nouvelle* : 23 octobre 2015 ;

N° 13 428 A, M. Marc Pierre Heifara Pichon, à compter du 9 octobre 2015, suppression de l'activité de scierie au nom commercial Pakea Entreprise et adjonction de l'activité excursion à cheval au nom commercial Tenehoo Ranch ;

N° 13 1189 A, Gérard Holstein, adjonction de l'activité autres travaux spécialisés de construction à compter du 30/10/2015. Celle-ci devient l'activité principale de l'entreprise. Maintien de l'activité de consultant (activité complémentaire) ;

N° 13 1917 A, M. Naiki Marc Autuche, adjonction des activités plats ambulants, marchand forain, transport de voyageurs et de marchandises. Maintien des autres activités ;

N° 00 152 B, Société Tahiti Nui Télévision, société anonyme d'économie mixte, aux termes du conseil d'administration du 21 juillet 2015, Mlle Mateata Maamaatuaiahutapu a été nommée directrice générale en remplacement de M. Philippe Roussel, démissionnaire ;

N° 80 39 C, Te Ma, société civile, il résulte des décisions de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 7 septembre 2015 que les statuts ont été refondus. Il résulte des mêmes décisions que la société a changé de dénomination sociale pour adopter celle de Te Ma, l'article 2 des statuts a été modifié en conséquence. Aux termes des mêmes décisions, la société a transféré son siège de Paea, PK 18,600, côté mer à Punaauia, PK 15,600, côté mer, l'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Aux termes des mêmes décisions, Mme Kristin Merrihew a été nommée cogérante de la société pour une durée non limitée.

3 novembre 2015

N° 04 1000 A, David Joel Pereau, à compter du 2 novembre 2015, suppression de l'enseigne "Duval", adjonction du nom commercial "Lutins des îles", suppression de l'activité de bijoutier. Conserve l'activité d'artisan. Nomination de Bertaux Alisée, née le 19 janvier 1986, en qualité de fondé de pouvoir ;

N° 13 532 A, M. Teavaina Flohr, adjonction du nom commercial "Moeau créations" pour l'activité de fabrication de bijoux à compter du 2 novembre 2015 ;

N° 97 208 B, Tokahi, société à responsabilité limitée, l'assemblée générale ordinaire annuelle du 30 septembre 2015 a notamment pris acte de la démission de leur mandat de cogérants, savoir : MM. Michel Mautalent et Christian Mignot et Mme Tevaite Bordes, avec effet à compter du même jour. De sorte que la gérance sera désormais assurée par M. Marius dit Mario Nouveau, seul ;

N° 14 225 B, Start In Café, société à responsabilité limitée, suppression de la licence de débit de boissons de 4e classe et mise en sommeil de la société à compter du 31 décembre 2015 ;

N° 14 766 A, Mme Mathilde Esetera Terai Tetua née Tefafano, adjonction de l'activité de travaux du bâtiment à l'enseigne "Entreprise Mataiva Construction" à compter du 2 novembre 2015. Maintien des activités de négociant en alimentation générale à l'enseigne "Magasin Tumufenua", et boulangerie à l'enseigne "Boulangerie Tumufenua" ;

N° 84 122 B, Les matériaux de Moorea Polymat, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale ordinaire en date du 1er septembre 2015, il a été décidé la nomination de M. Gil Keromen en qualité de cogérant ;

N° 12 143 B, Kyal compta et prestations de services, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 31 octobre 2015, il a été décidé le transfert du siège social de Papeete, résidence Meherio à Punaauia, PK 16,900, côté montagne, servitude Sophie et M. Heimana Wong est nommé nouveau représentant permanent de la société SEP Alkin, en remplacement de Mlle Aline Nolet ;

N° 15 170 B, Super Cécile, société à responsabilité limitée, adjonction de la licence de débit de boissons de 1re classe suite à l'autorisation n° 1024 MEI en date du 16 octobre 2015 ;

N° 02 133 C, Tefautea, société civile immobilière, par décisions du 4 avril 2014, l'associée unique a constaté la réalisation définitive de la dissolution de la société, la transmission universelle de son patrimoine et la disparition de la société ;

N° 06 199 C, SCI Veteani III, société civile immobilière, suivant décisions de l'assemblée générale mixte des associés en date du 21 octobre 2015, il a été constaté la nomination de M. Yannick Chung Sao, en qualité de nouveau gérant de la société pour une durée non limitée, avec effet à compter du 22 octobre 2015, en remplacement de la société Phalsbourg Gestion qui a démissionné de son mandat de gérant. A décidé l'augmentation du capital de 100 000 F CFP par apport en numéraire et création de 100 parts nouvelles de 1 000 F CFP chacune, dont la souscription est réservée à M. Yannick Chung Sao à concurrence de 70 parts nouvelles et Mme Linda Chung Sao, son épouse, à concurrence de 30 parts nouvelles. Et décidé de réduire ce capital de 101 365 000 F CFP par voie de remboursement et d'annulation des 101 365 parts d'origine de 1 000 F CFP chacune, ramenant ainsi au final le capital social à 100 000 F CFP, divisé en 100 parts de 1 000 F CFP chacune.

4 novembre 2015

N° 05 1286 A, M. Jean-Raphaël Lopez, adjonction de l'activité de travaux d'aménagement et de second œuvre à compter du 3 novembre 2015 ;

N° 15 547 A, Mlle Leilana Tepairu Aroariitetara Miller, adjonction de l'activité de services de chef cuisinier et barman chez l'habitant à compter du 3 novembre 2015. Correction de l'enseigne commerciale "Pacifique foodaholic" ;

N° 15 1768 A, Mme Swanilda Paeamara née Puarai, adjonction de la licence 1re classe à compter du 12 octobre 2015 ;

N° 15 2256 A, M. Branscombe Richard Teremoana Chave, adjonction de l'activité activités récréatives et de loisirs à compter du 3 novembre 2015.

5 novembre 2015

N° 10 2077 A, Mlle Vaihere Vanessa Mou-Fa, fermeture de l'établissement du salon de coiffure et d'institut de beauté à l'enseigne "Vaness Bar Nails et Coiff" sis à Taravao, centre commercial Vaimano face à Hyper Champion, à compter du 31 octobre 2015 ;

N° 11 1810 A, M. William Jean Teikiiteaniaokoe Sarciaux, ouverture d'un établissement secondaire de location emplacement sis à Papeete, rue Dumont-d'Urville, derrière le magasin Orovini. Date de début d'activité au 2 janvier 2016 ;

N° 12 2323 A, M. Yann Moanatea Raapoto, modification du nom commercial et de l'enseigne commerciale, ancienne mention : K&R, nouvelle mention : MS, à compter du 4 novembre 2015 ;

N° 15 1776 A, M. Teaotearoa Ramatea Maiarii, transfert d'adresse de l'entreprise de Afaahiti, PK 5, route de Tautira passe à Taravao, centre commercial Tauhere. Suppression de l'enseigne "La Crepêrie" et adjonction de l'enseigne "Umete". Date d'effet le 28 septembre 2015 ;

N° 67 23 B, Huilerie de Tahiti, société anonyme, aux termes du conseil d'administration du 21 mai 2015, M. Victor Maamaatuaiahutapu a été coopté en qualité d'administrateur en remplacement de M. Fernand Tahiaata, démissionnaire. Aux termes du conseil d'administration du 27 août 2015, M. Henri Leduc a été nommé directeur général ;

N° 87 109 B, Hawaiian Airlines Inc, société de droit étranger, transfert de l'établissement secondaire en Polynésie française de Papeete, centre Vaima à Faa'a, aéroport international de Tahiti-Faa'a à compter du 1er octobre 2007 ;

N° 14 14 B, Asie Pacific Energy, société à responsabilité limitée, mise en sommeil de la société à compter du 1er décembre 2015 ;

N° 15 167 B, Patiri, société à responsabilité limitée, adjonction des activités de traitement des déchets non dangereux, qui devient l'activité principale, et de récupération des déchets triés à compter du 5 novembre 2015. Maintien l'activité de fabrication d'amendements de sol et d'engrais ;

N° 14 82 C, Tiamatahi, société civile immobilière, mise en sommeil de la société à compter du 1er décembre 2015.

6 novembre 2015

N° 01 1761 A, M. Pascal Tamaterai Maout, à compter du 5 novembre 2015, suppression des activités de jardinage et artisan, produits de l'artisanat et autres.... Adjonction de l'activité de machines et équipements mécaniques ;

N° 10 258 A, Yvette Aidée Vivirau Brander, adjonction de l'activité de vente de services divers à compter du 5 novembre 2015 qui devient l'activité principale de l'entreprise. Maintien des autres activités ;

N° 12 1584 A, Mme Rangitea Priscilla Wohler née Bourgeois, suppression de l'activité de photographe à compter du 31 décembre 2014. A compter du 1er janvier 2015, adjonction de l'activité de dessinateur de plan de maison. Modification du nom commercial, *ancienne mention* : AER Photographies, *nouvelle mention* : Rangitea Wohler. Mariée depuis le 19 décembre 2012 sans contrat ;

N° 12 1605 A, Mlle Herenui Jessica Hauariki, suppression de l'activité de transport sanitaire au nom commercial et enseigne Herenui Services et Assistance à compter du 5 novembre 2015 ;

N° 81 16 B, Polynésie Pneus, société par actions simplifiée, l'assemblée générale extraordinaire du 15 octobre 2015 a décidé de nommer la SAS Sofimal, en qualité de président pour une durée indéterminée, en remplacement de M. Heremana Malmezac, démissionnaire ;

N° 99 436 B, Global Air Cargo, société par actions simplifiée, l'assemblée générale extraordinaire du 15 octobre 2015 a décidé de nommer la SAS Sofimal, en qualité de président pour une durée indéterminée, en remplacement de M. Heremana Malmezac, démissionnaire ;

N° 07 184 B, Te Hei Ura, société à responsabilité limitée, l'assemblée générale ordinaire du 30 juin 2015 a décidé de nommer M. Vincent Law en qualité de commissaire aux comptes titulaire et M. Nelson Lii en qualité de commissaire aux comptes suppléant, pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;

N° 12 175 B, EURL Magasin Vaiata, société à responsabilité limitée à associé unique, suivant délibérations en date du 26 juin 2015, l'assemblée générale mixte annuelle a décidé de réduire le capital social de 14 600 000 F CFP pour le ramener de 33 600 000 F CFP à 19 000 000 F CFP après imputation du report à nouveau à hauteur de 14 600 000 F CFP ;

N° 14 28 B, Fuji, société à responsabilité limitée, aux termes d'une décision en date du 10 septembre 2015, l'associée unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société ;

N° 05 157 C, SCI Princesse, société civile, suivant procès-verbal en date du 27 août 2015, l'assemblée générale mixte a pris acte de la nomination en qualité de nouveau gérant, de Mlle Anita Fassel, en remplacement de la société Phalsbourg Gestion et du retrait de certains associés du capital social. En conséquence, l'article 7 des statuts a été modifié.

9 novembre 2015

N° 08 68 A, M. Eddy Lewis Corsini Tata, adjonction des activités de jardinage et travaux en tous genres, à compter du 28 octobre 2015. Précision sur l'activité de ravitaillement (activité principale) : il se fait sur Nuku Hiva et Hiva Oa. Maintien ses autres activités ;

N° 12 2177 A, Mme Suzanne Unu Tapuatua Timo née Marceille, adjonction de l'activité de pâtisserie à compter du 6 novembre 2015 ;

N° 14 1473 A, Mme Teura Alice Tuteina née Taputuarai, ouverture d'un établissement secondaire de pension de famille à l'enseigne "Pikui Anapa" sise à Arutua Village, à compter du 1er décembre 2015 ;

N° 15 817 A, M. Jean-François Magnes, changement d'adresse de l'entreprise et du domicile à Paea, PK 22,500, côté montagne, à compter du 6 novembre 2015 ;

N° 81 49 B, SNC Lotin et Cie, société en nom collectif, aux termes d'un acte reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia, le 27 octobre 2015, M. et Mme Abel Lotin ont cédé la part sociale leur appartenant et portant le numéro 1, dans la société Lotin et Cie, au profit de Mme Vanessa Vanina Vaitiare Lotin épouse Ching avec effet à compter du jour de l'acte. L'article 6 des statuts a été modifié en conséquence ;

N° 96 9 B, Société des nouveaux hôtels, société anonyme, le conseil d'administration en date du 24 juillet 2015 a acté la révocation du mandat de directeur général de M. Boumédiène Ouadjed ;

N° 96 9 B, Société des nouveaux hôtels, société anonyme, le conseil d'administration en date du 6 octobre 2015 a nommé M. Jérôme Lienart en qualité de second directeur général de la Société des nouveaux hôtels ;

N° 96 227 B, Truck Tyre Service, société par actions simplifiée, l'assemblée générale extraordinaire du 15 octobre 2015 a décidé de nommer la SAS Sofimal, en qualité de Président pour une durée indéterminée, en remplacement de M. Heremana Malmezac, démissionnaire ;

N° 00 226 B, MC3 Pacifique Sud, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte sous condition suspensive reçu par Me Philippe Clemencet, notaire associé à Papeete, le 31 août 2015, la SARL Noriane a cédé la totalité de ses parts sociales qu'elle détient dans la SARL MC3 Pacifique. M. Aldo Quadri a été nommé nouveau gérant. La condition suspensive a été réalisée le 14 septembre 2015.

10 novembre 2015

N° 13 1906 A, Mlle Ynani Marie-Yacinthe Lam Cheung, suppression des activités d'import et fleuriste au nom commercial "Nanyflor". Adjonction de l'activité de négociant (produits herbalife), à compter du 9 novembre 2015 ;

N° 15 487 A, Mlle Guilda Fatuhei Nohotemorea, adjonction du nom commercial "Tahaki Assistance" à compter du 9 novembre 2015 ;

N° 68 21 B, Plastibois, La plomberie de Mahina, société à responsabilité limitée, aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 30 septembre 2015, les associés ont adopté la modification de la dénomination sociale en Plastibois, La plomberie de Mahina et supprimé le sigle SEGT ;

N° 04 132 B, Degage et Cie, adjonction de l'activité de pêche en mer à compter du 6 novembre 2015 ;

N° 06 177 B, Plastibois, La plomberie de Taravao, société à responsabilité limitée, aux termes d'une décision en date du 30 septembre 2015, l'associée unique a décidé de modifier la dénomination de la société qui devient Plastibois, La plomberie de Taravao. L'article 3 des statuts a été modifié en conséquence ;

N° 08 171 B, Coopérative des pêcheurs de Arue, société coopérative maritime, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 19 octobre 2015, les membres de la coopérative ont procédé à l'adoption des nouveaux statuts ;

N° 09 123 B, EURL TK Info, société à responsabilité limitée à associé unique, adjonction de l'activité de services après vente à compter du 1er août 2015 ;

N° 13 2 B, Organogold Tahiti, société à responsabilité limitée à associé unique, adjonction de l'activité de commissionnaire sur la vente de biens et services à compter du 1er septembre 2015.

12 novembre 2015

N° 11 11 B, Manava.Info, société à responsabilité limitée, à compter du 1er janvier 2012 : adjonction de l'activité de négoce et suppression de l'activité de consultant. L'activité de programmation informatique (prestation de service informatique) devient l'activité principale de la société ;

N° 13 297 B, Sojefo Polynésie, société à responsabilité limitée, adjonction de l'activité de fabrication d'emballage en matière plastique à compter du 1er décembre 2015 en complément de l'activité d'importateur ;

N° 97 141 C, SCI Poe-Ma, société civile immobilière, suivant le procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 30 juin 2015, Mme Elisabeth Pichelin et Mme Ludmila George ont été nommées cogérantes de la SCI Poe-Ma à compter du 1er janvier 2014 ;

N° 00 77 C, Tarariki, société civile, modification de la situation matrimoniale de la gérante Mme Marie-Thérèse Anania qui est divorcée suite au jugement du juge aux affaires familiales du 22 août 2012.

13 novembre 2015

N° 09 791 A, Mlle Thérèse Vaitiare Taero, transfert de l'adresse de l'entreprise de Papeete, Titioro, quartier Rafea passe à Pirae, servitude Bernière, face à Hyper U. Suppression de l'activité de roulotte à l'enseigne "Vaipoe". Adjonction de l'activité de plats à emporter au nom commercial "Vaipoe", à compter du 12 novembre 2015 ;

N° 15 1944 A, M. Hubert Heifara Humukohea, adjonction de l'activité d'import à compter du 12 novembre 2015. Maintien de l'activité d'impression numérique sur tous supports, activité principale de l'entreprise ;

N° 15 89 A, Mlle Marie-Eve Maitihe, adjonction d'un nom commercial Snack Bar Raihei à compter du 6 août 2015 ;

N° 15 2349 A, M. Henry Axel Teiva, adjonction de l'activité de travaux en tous genres au nom commercial "Henry Entreprise", à compter du 16 novembre 2015 ;

N° 15 2417 A, Mme Marie-Laure Jeanne Thérèse Bouthillon née Bertin, correction de l'adresse géographique qui est Papeete, 18, rue Wallis, Faariipiti. Report de la date de début d'activité au 11 janvier 2016 ;

N° 02 55 B, Trading Tahiti, société en nom collectif, remise en activité de la société, après une mise en sommeil depuis le 31 décembre 2012, à compter du 12 novembre 2015 ;

N° 07 146 B, Fenua Assurances, société à responsabilité limitée, pour régularisation, ouverture d'un établissement secondaire à Faa'a, quartier Auae, PK 2, côté montagne à compter du 26 juillet 2011 ;

N° 10 124 B, Raromatai Matériaux, société à responsabilité limitée, les associés ont décidé en date du 15 octobre 2015, conformément à l'article L. 223-42 du code du commerce, de ne pas dissoudre la société ;

N° 14 308 B, Ladybird Café, société à responsabilité limitée, adjonction de la licence de débit de boissons de 6e classe suite à l'autorisation n° 5828 MEI/DGAE/CLAR du 8 septembre 2015.

16 novembre 2015

N° 59 1 B, Banque SOCREDO, société anonyme d'économie mixte, M. Teva Rohfritsch a été nommé au conseil d'administration de la Banque SOCREDO au titre de la représentation de la Polynésie française. Il remplace M. Albert Solia à compter du 23 octobre 2015 ;

N° 76 3 B, Comptoir tahitien d'équipement, société à responsabilité limitée, déclaration d'un bail commercial dérogatoire dit bail précaire pour un local (entrepôt) sis à Papeete, zone industrielle de Fare Ute à compter du 16 octobre 2015 pour se terminer le 31 août 2017 ;

N° 83 91 B, Tahiti Distribution, société à responsabilité limitée, adjonction du nom commercial Tadis. Ouverture d'un établissement secondaire d'import, export, distribution, vente en gros et au détail à l'enseigne commerciale Tahiti Distribution sis à Papeete, allée Pierre Loti, Titioro, quartier Paura n° 8 et n° 10, à compter du 15 octobre 2015 ;

N° 07 285 B, Cardinal Patrimoines, société à responsabilité limitée, aux termes d'une assemblée générale des associés du 2 octobre 2013, il a été décidé le transfert du siège social de la société à Papeete, rue des Remparts, immeuble Wong ;

N° 09 80 B, Linareva Moorea, société à responsabilité limitée, aux termes des décisions de l'assemblée générale ordinaire en date du 12 octobre 2015, les associés ont décidé la révocation de M. Maurice Romani de ses fonctions de co-gérant ;

N° 10 204 B, Tevahimanu, société à responsabilité limitée à associé unique, suite à l'assemblée générale extraordinaire du 30 octobre 2015, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital social de 3 250 000 F CFP, par incorporation des comptes courants et de réduire le capital social de 3 250 000 F CFP, le solde étant laissé en report à nouveau, ce qui n'entraîne aucune modification des statuts ;

N° 11 243 B, EURL Papara Pneus, société à responsabilité limitée à associé unique, par décision du 27 octobre 2015, l'associé unique a modifié l'objet social en ajoutant les activités suivantes : importation et négoce en tous genres, sauf produits réglementés ; réparation de pneumatiques, et a nommé M. Ramon Pierre-Michel en qualité de cogérant pour une durée indéterminée à compter du 27 octobre 2015 ;

N° 15 173 B, Dream Water Tahiti, société à responsabilité limitée, aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 15 octobre 2015, les associés décident d'agréer M. Mario Camozzi en qualité de nouvel associé. Par acte sous seing privé en date du 28 octobre 2015, M. Mario Camozzi acquiert de M. Gianni Zacchello 482 parts sociales, de M. Mauro Doimi 292 parts sociales et de M. Alberto Montano 7 parts sociales ;

N° 08 42 C, Valdan, société civile immobilière, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 10 octobre 2014, rectifié par un acte sous seing privé en date du 31 août 2015, il a été cédé, savoir, à M. Daniel Clinet les 9 723 parts portant les numéros 1 à 45 et 181 à 9 858 appartenant à M. Philippe Montambaux dans la SCI Valdan ; les 6 284 parts portant les numéros 46 à 90 et 9 859 à 16 097 appartenant à Mlle Marie de Moor dans la SCI Valdan ; les 45 parts portant les numéros 91 à 135 appartenant à M. Jean-Philippe Clinet dans la SCI Valdan ; les 45 parts portant les numéros 136 à 180 appartenant à M. Eric Joncour dans la SCI Valdan ; une créance de 48 318 F CFP, inscrite au crédit du compte courant ouvert au nom de M. Philippe Montambaux dans les livres de ladite société ; une créance de 48 318 F CFP, inscrite au crédit du compte courant ouvert au nom de Mlle Marie de Moor dans les livres de ladite société ; une créance de 888 641 F CFP, inscrite au crédit du compte courant ouvert au nom de M. Jean-Philippe Clinet dans les livres de ladite société ; une créance de 108 983 F CFP, inscrite au crédit du

compte courant ouvert au nom de M. Eric Joncour dans les livres de ladite société. Et à Mme Valérie Bories, les 3 439 parts portant les numéros 16 098 à 19 536 appartenant à Mlle Marie de Moor dans la SCI Valdan ; les 6 781 parts portant les numéros 19 537 à 26 317 appartenant à M. Jean-Philippe Clinet dans la SCI Valdan ; les 5 696 parts portant les numéros 26 318 à 32 013 appartenant à M. Eric Joncour dans la SCI Valdan ; une créance de 1 094 260 F CFP, inscrite au crédit du compte courant ouvert au nom de M. Eric Joncour dans les livres de ladite société. Moyennant un prix payé comptant et quittancé dans l'acte avec entrée en jouissance le jour de l'acte. Audit acte, la SARL Finom a démissionné de ses fonctions de gérant et M. Daniel Clinet a été nommé en qualité de nouveau gérant.

17 novembre 2015

N° 05 1341 A, M. Stéphane Joe Gebhardt, suppression de l'activité d'électricien à compter du 1er octobre 2015. Conserve son activité de négociant en alimentation générale ;

N° 11 1509 A, Mme Laurence Marie Suzanne Nguyen Ngoc née Loviton, suppression de l'enseigne commerciale "Fusion gourmande par Agnès et Laurence". Adjonction de deux noms commerciaux : Fusion Gourmande et Fusion par Laurance, à compter du 16 novembre 2015 ;

N° 12 357 A, Mme Herenui Elise Avaemai née Teriipaia, à compter du 1er décembre 2015, ouverture d'un établissement complémentaire sous le nom commercial "Hotu Assistance" pour l'activité d'auxiliaire de vie au domicile sis à Faa'a, PK 5, côté montagne, quartier Tauraa 1 ;

N° 14 2008 A, Mlle Lyn Maire Pang Fat, adjonction de l'activité d'organisation de bal sans alcool (saint-valentin...) à compter du 30 octobre 2015. Maintien ses autres activités ;

N° 14 345 A, M. Loris Moenau Degage, adjonction d'un nom commercial "Lolo Kitty" à compter du 16 novembre 2015 ;

N° 15 1952 A, M. Géraud Teremoana Duval, adjonction de l'activité d'importateur sous le nom commercial "Cool La Vie Top Gadgets" à compter du 17 novembre 2015. Maintien son activité de travaux en tous genres sous le nom commercial "Cool La Vie Travaux En Tous Genres" ;

N° 73 6 B, BDO, Fiduciaire tahitienne d'expertise comptable, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 16 octobre 2015, le capital social a été modifié entraînant des modifications statutaires ;

N° 94 164 B, Océanienne de services bancaires, société anonyme, le conseil d'administration de l'OSB du 9 septembre 2015 a nommé par cooptation M. Eric Beugnot en qualité d'administrateur, suite à la démission de M. Yann Martres. Par arrêté n° 100 CM du 29 janvier 2015, M. Jean-François Martin a été nommé directeur général de l'OPT, représentant permanent de ce dernier au sein du conseil d'administration de l'OSB ;

N° 07 211 B, Solarcom Pacifique, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes d'une décision en date du 30 octobre 2015, l'associé unique a décidé de ne pas renouveler les mandats du commissaire aux comptes titulaire et suppléant ;

N° 09 172 B, Pimex Tahiti, société à responsabilité limitée, aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 2 octobre 2015, Mme Christiane Mayeur a démissionné de sa charge de cogérante de la SARL Pimex Tahiti en date du 2 octobre 2015 ;

N° 15 180 B, Famille Boutin, société à responsabilité limitée, adjonction de l'activité de promenade en mer (transports maritimes et côtiers de passagers) à partir du 29 octobre 2015 ;

N° 05 347 C, Ranuanua, société civile, aux termes de l'assemblée générale ordinaire du 30 octobre 2015, les associés ont pris acte de la démission de Mme Odette Brotherson de son poste de gérant et ont nommé M. Rexford Brotherson en qualité de cogérant ;

N° 06 337 C, Tufenuaroa, société civile, aux termes de l'assemblée générale ordinaire du 30 octobre 2015, les associés ont pris acte de la démission de M. Richard Brotherson de son poste de gérant et ont nommé M. Rexford Brotherson en qualité de cogérant.

18 novembre 2015

N° 93 884 A, M. François Marie Christian Macouin, suppression des enseignes "Extreme Sud" et "All Markets". Conserve des activités de négociant, importateur et imprimeur à compter du 17 novembre 2015 ;

N° 06 1860 A, Mlle Maevarii Gwendoline Hiriata Mauatea Heilanie Oldham, suppression de l'activité de remorquage sous le nom "OH Remorquage" à compter du 1er décembre 2015. Maintien son activité de négociant sous le nom "OH Autoparts" ;

N° 11 132 A, Mlle Heitiare Jacklyn Hariett Teipo Oldham, pour compter du 1er décembre 2015. Adjonction de l'activité de remorquage sous le nom "Oldham Remorquage". Maintien son activité de terrassement sous le nom "Oldham Terrassement" ;

N° 13 325 A, M. Manuarii René Jean-Michel Balducci, pour compter du 1er mai 2015, changement d'adresse du domicile de Mahina, PK 12,400, vallée Ahonu passe à Papeete 91, rue des Remparts. Adjonction de l'activité de négociant et service de café (limonade, jus...) avec viennoiserie. Adjonction du nom commercial "High Coffee Shirt". Maintien son activité d'imprimeur sur textile sous le nom "Girly Custom Tahiti" ;

N° 13 392 A, Mlle Mihiau Lyn-Dray Tevaria, modification du nom commercial "Sushis" et mettre "Roulotte Mihiau", à compter du 7 août 2015. Maintien l'activité de plats à emporter ;

N° 15 1843 A, Mlle Sidonie Heirani Faaite, adjonction de l'activité de secrétariat à compter du 9 novembre 2015. Maintien des activités de transport de marchandises et coursier sous le nom commercial "Heirani Coursier" ;

N° 12 141 B, Groupe Acor, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes des décisions du 14 septembre 2015, l'associé unique a décidé de modifier la dénomination, les enseignes commerciales, l'objet social et de transférer le siège social.

19 novembre 2015

N° 09 125 A, Mme Angela Tematahotoa née Tehihira, à compter du 18 novembre 2015, adjonction de l'activité d'accueillant familial (pour la DICP : activité assimilée à garde-malade avec agrément). Maintien son activité de fabricant de bijoux sous le nom commercial "Ange" ;

N° 12 94 A, M. Jean-Pierre Tavere, adjonction de l'activité de vente de services divers (animateur, organisation d'événements...) et négociant au nom de "Krystal et Siméon Animations" à compter du 12 novembre 2015. Suppression de l'activité de loueur en main-d'œuvre ;

N° 14 1422 A, Mlle Marion Emmanuelle Océane Pierret, adjonction de l'activité de coursier à partir du 2 novembre 2015. Maintien son activité d'artisanat ;

N° 15 761 A, Mlle Hianau Moeata Wicky Laughlin, adjonction des activités de bûcheron et jardinage à compter du 18 novembre 2015. Maintien son activité de négociant ;

N° 79 122 B, De Marigny et Cie, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 22 octobre 2015, il a été décidé de modifier l'enseigne commerciale qui devient désormais AMV Fishing Agency ;

N° 00 239 B, Meherio, société à responsabilité limitée, aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 3 octobre 2015, il a été décidé l'annulation de la qualité de gérant M. Tapaiaha Raiheui. M. Teuruarai Raiheui reste donc seul gérant de la société ;

N° 14 212 B, ALG, société à responsabilité limitée, adjonction de l'activité de transport maritime côtier à compter du 18 novembre 2015 ;

N° 15 185 B, EURL Tukua, société à responsabilité limitée à associé unique, pour compter ce jour, adjonction de l'enseigne commerciale Lacoste Tahiti.

20 novembre 2015

N° 06 592 A, Mlle Sylvaine Davaud, à compter du 19 novembre 2015, transfert de l'entreprise à Papeete, immeuble Bonno, rue du Maréchal Foch passe à Punaauia, lotissement Sage, lot 3 chez SARL Stock Tout. Suppression de l'activité de couture en chambre à l'enseigne "DS Confection". Adjonction de l'activité d'export au nom commercial "Hinarapa Tahiti" ;

N° 03 813 A, M. Fabien Moe Hapaitahaa, adjonction de l'activité de terrassement transport de graviers, concassés..., vente de services divers (chauffeur, livreur...) à compter du 9 novembre 2015. Maintien son activité de cuisine à emporter ;

N° 12 413 A, Mlle Paloma Taumihau, adjonction de l'activité de fabricant de confiseries à compter du 19 novembre 2015. Maintien des autres activités ;

N° 15 1444 A, M. Edgar Ching, aux termes d'un acte reçu par Me Alexandre Yao, notaire salarié au sein de l'Office notarial de Me Bernard Bruggmann, notaire à Papeete du 6 juillet 2015, M. et Mme Chansaud Ching dit John et Josette ont fait donation entre vifs à titre de partage anticipé, conformément aux dispositions des articles 1075 et suivants du code civil à leurs deux enfants et seuls présomptifs héritiers, dont notamment à M. Edgar Ching le fonds de commerce sis et exploité à Pirae à l'enseigne Select Pirae ;

N° 08 254 B, SARL Viper Va'a, société à responsabilité limitée, aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 19 septembre 2015, la collectivité des associés a nommé M. Alexandre Pelou, gérant, en remplacement de Mme Nathalie Pelou, démissionnaire ;

N° 09 25 B, Annahei, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia, en date du 3 novembre 2015, Mme Anna Taputuarai a cédé 72 parts portant les numéros 109 à 180 lui appartenant dans la société, au profit de M. Etera Jean-Claude Hoffmann, avec effet à compter du jour de l'acte. Audit acte M. Jean-Claude Hoffmann a été nommé cogérant de la société pour une durée non limitée. De sorte que la gérance sera assurée par Mme Anna Taputuarai et M. Jean-Claude Hoffmann. L'enseigne commerciale est dorénavant :

Le Maru'Kafé Tahiti. Les articles 3, 7 et 16 ont été modifiés en conséquence. L'activité de restaurant de la société avec sa patente (R11) est réactivée avec effet au 1er novembre 2015 ;

N° 12 281 B, ROI (Return on Investment), société à responsabilité limitée, aux termes d'une décision collective, le siège social a été transféré à Papeete, immeuble Ateivi, rue Mrg-Tepano-Jaussen à effet au 1er décembre 2015. Les statuts ont été modifiés en conséquence ;

N° 14 68 B, Farahei Constructions, société à responsabilité limitée, l'assemblée générale mixte du 30 juin 2015 a autorisé et validé la prise de fonction de Mme Ghislaine Yune au poste de gérante de la SARL Farahei Constructions. Elle exercera cette fonction conjointement avec M. Kelvin Yune ;

N° 96 86 C, SCI Te Ora, société civile immobilière, aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 2 octobre 2015, la collectivité des associés a ratifié la cession de parts sociales de Mme Betina Tehuiotoa à M. Gérard Leroi, et nommé celui-ci gérant de la société en remplacement de Mme Betina Tehuiotoa, démissionnaire.

23 novembre 2015

N° 13 500 A, Mme Jeanne Meari Varney née Mana, à compter du 20 novembre 2015, suppression de l'activité de roulotte au nom commercial et à l'enseigne "Chez Savandara". Suppression du nom commercial "Iti-Nui Assistance". Adjonction des activités de jardinage et travaux en tous genres au nom commercial "Savandara" ;

N° 14 1635 A, M. Tetuamatavau François Kokauani, adjonction de l'activité de vente de cigarettes à compter du 14 octobre 2015. Maintien des autres activités ;

N° 15 1426 A, Mlle Tehono Hélène Taata, à compter du 20 novembre 2015, modification du nom commercial de l'entreprise, ancienne mention : Hélène Services, nouvelle mention : Secrétariat-Tahiti. Modification de la BP, ancienne mention : 40137, 98713 Papeete, nouvelle mention : 41277, 98713 Papeete Fare Tony ;

N° 76 3 B, Comptoir tahitien d'équipement, société à responsabilité limitée, fermeture de l'établissement complémentaire suite à la résiliation du bail commercial au 30 octobre 2015 ;

N° 76 69 B, Soprobat, société à responsabilité limitée, suivant reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia, le 23 octobre 2015, la Société de protection du bâtiment ou Soprobat a vendu à la Société océanienne de protection du bâtiment en abrégé Soprobat, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 15 214 B, tous ses actifs dont son fonds de commerce de négoce de tous produits et matériels relatifs à la construction, aux bâtiments, aux navires, aux parcs et jardins, connu sous l'enseigne Soprobat, exploité à Papeete, servitude Tepihaa 2. L'acquéreur est propriétaire à compter rétroactivement du 1er octobre 2015 avec entrée en jouissance rétroactivement fixée au 22 juin 2015 ;

N° 06 307 B, A2D Polynésie, société à responsabilité limitée, aux termes d'un procès-verbal du 4 novembre 2015, l'associé unique a décidé la reprise d'activité de la société. Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 4 novembre 2015, il a été décidé la modification de l'objet social, le transfert du siège social à Papeete, zone industrielle de Tiaperui, immeuble Lai Woa et l'adjonction de l'enseigne Tiki Sofa ;

N° 07 61 B, Tiki Copy, société à responsabilité limitée, ouverture d'un établissement secondaire sis à Afaahiti-Taravao, centre commercial Manatea à compter du 1er octobre 2015 ;

N° 15 214 B, Société océanienne de protection du bâtiment, société à responsabilité limitée à associé unique, suivant reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia, le 23 octobre 2015, la Société océanienne de protection du bâtiment en abrégé Soprobat a acquis de la Société de protection du bâtiment ou Soprobat, en redressement judiciaire, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 76 69 B, tous ses actifs dont son fonds de commerce de négoce de tous produits et matériels relatifs à la construction, aux bâtiments, aux navires, aux parcs et jardins, connu sous l'enseigne Soprobat, exploité à Papeete, servitude Tepihaa 2. L'acquéreur est propriétaire à compter rétroactivement du 1er octobre 2015 avec entrée en jouissance rétroactivement fixée au 22 juin 2015 ;

N° 14 95 C, SCI Teataheremoana, société civile immobilière, aux termes d'une délibération en date du 17 octobre 2015, la collectivité des associés a décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable. Elle a nommé en qualité de liquidateur Mlle Tumata Teaotea et fixé le siège de la liquidation à l'ancien siège social.

24 novembre 2015

N° 13 2158 A, Mlle Malia Soane Viane Tialetagi, adjonction de l'activité de commissionnaire herbalife sous le nom commercial "Entreprise TLTG" à compter du 23 novembre 2015. Maintien de l'activité de travaux en tous genres sous le nom commercial "Entreprise TLTG" ;

N° 82 131 B, Wan et Cie Robert Wan Boutique, société en nom collectif, ouverture d'établissements complémentaires depuis le 1er novembre 2012, l'un situé à Moorea, Papetoai, Hôtel Moorea Beachcomber à l'enseigne Tahiti Perles Beachcomber Moorea et l'autre situé à Faa'a, Hôtel Tahiti Beachcomber à l'enseigne Tahiti Perles Beachcomber Tahiti ;

N° 05 288 B, Pacific Industrie, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 15 septembre 2015, M. Jean-Pierre Gaudfrin a été nommé gérant en remplacement de Mme Marie-Alice Simon, démissionnaire. Aux termes de l'assemblée générale du 6 octobre 2015, il a été décidé le changement de dénomination sociale : ancienne dénomination : Opure Industrie ; nouvelle dénomination : Pacific Industrie ;

N° 14 85 B, Vini Vini Industrie, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes de l'assemblée générale ordinaire du 13 novembre 2015, les associés ont modifié l'objet social de la société pour y ajouter : la formation professionnelle, le conseil et soutien aux entreprises ;

N° 14 145 B, Société de navigation polynésienne, société par actions simplifiée, le comité de direction du 4 novembre 2015 a modifié l'article 4 des statuts concernant le siège social : *ancienne mention* : le siège social est fixé à l'immeuble Aorai, rue Edouard Ahnne, Papeete. *Nouvelle mention* : Le siège social est fixé à Motu Uta, Papeete, hangar B6, lot 22, zone des entrepôts (adresse courrier BP 9047, 98715 Motu Uta à la place de BP 41295, Fare Tony, 98713 Papeete). L'assemblée générale mixte du 9 novembre 2015 a modifié l'article 19 des statuts concernant le président de la société

comme suit : *ancienne mention* : Article 19. — Président de la société : la société est représentée à l'égard des tiers par un président, personne physique ou morale, associé ou non, de la société. Les associés ont la faculté de nommer un président non associé de la société. Désignation : le premier président de la société est désigné aux termes des présents statuts, (ou par décision collective des actionnaires). En cours de vie sociale, le président est désigné par décision collective des associés. *Nouvelle mention* : Article 19. — Président de la société : la société est représentée à l'égard des tiers par un président, personne physique ou morale, associé ou non, de la société. Désignation : le premier président de la société est désigné aux termes des présents statuts. En cours de vie sociale, le président est désigné par le comité de direction ;

N° 14 334 B, TNB Consulting, société à responsabilité limitée, l'assemblée générale mixte du 30 juin 2015 a pris acte de la démission de M. Nicolas Bono de la gérance de la société TNB Consulting ;

N° 08 66 B, SAS Antipodes HGT, Hôtel & Golf & Thalasso, société par actions simplifiée, l'assemblée générale mixte du 30 septembre 2015 a renouvelé le mandat du commissaire aux comptes titulaire, la SCP Gosse-Parion-Changues-Menard-Albert, pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la consultation appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et le mandat du commissaire aux comptes suppléant, M. Moana Changues, pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la consultation appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019. Lors de la même assemblée l'associée unique, statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-248 du code de commerce, décide qu'il n'y a pas lieu à dissolution anticipée de la société ;

N° 92 22 C, Moturama Perles, société civile d'exploitation aquacole, aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 12 octobre 2015, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du même jour. M. Jean-Jacques Leou a été nommé liquidateur et le siège de la liquidation est fixé à Punaauia, lotissement Taina, BP 2800, Papeete ;

N° 03 157 C, Evan, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu par Me Buirette, notaire associé à Papeete, le 30 octobre 2015, contenant cession de parts et de créances, M. et Mme Philippe et Ida Goossens ont cédé au profit de Mlle Fabienne Boudousquie la totalité de leurs parts sociales de 1 000 CFP chacune, numérotées de 1 à 180, et leurs comptes courants d'associés respectifs. La société a changé de dénomination pour adopter celle de Evan et Mlle Fabienne Boudousquie a été nommée en qualité de gérante, pour une durée non limitée, en remplacement de M. Philippe Goossens, gérant démissionnaire ;

N° 06 298 C, SCI Entrepôt Punaauia, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia, en date du 26 octobre 2015, M. Jean-Hubert Laughlin a cédé à M. Stéphane Long, 50 parts portant les numéros de 1 à 50, et Mme Krisinda Nufouy a cédé à Mlle Carine Tallin, 50 parts portant les numéros 51 à 100, soit la totalité des parts de la SCI Entrepôt Punaauia, avec effet à compter du jour de l'acte. Audit acte M. Stéphane Long et Mlle Carine Tallin ont été nommés cogérants de ladite société pour une durée non limitée, en remplacement de M. Jean-Hubert Laughlin, démissionnaire ;

N° 11 163 C, Orama Nui, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu par Me Buirette, notaire associé à Papeete, le 19 octobre 2015, contenant cession de parts et de créances, M. Wilfrid Hunter, M. Alexandre Tsing et Mme Taryn Tsing épouse Florentin ont cédé au profit de M. Boumédiène Ouadjed et Me Marie-Line Robson la totalité de leurs parts sociales de 1 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 30, et leurs comptes courants d'associés respectifs. La société a changé de dénomination pour adopter celle de "Orama Nui" et son siège a été transféré à Punaauia, lotissement Lequerré, partie basse, lot n° 12. M. Boumédiène Ouadjed et Mme Marie-Line Robson ont été nommés en qualité de gérants, pour une durée non limitée, en remplacement de M. Alexandre Tsing, gérant démissionnaire.

25 novembre 2015

N° 02 1314 A, M. Yannick Heiarii Stéphane Van Bastolaer, à compter du 24 novembre 2015, adjonction de l'activité d'organisateur d'événements. Modification du nom commercial "Mahalo Mooz" en remplacement de "Moorea Trip Tours Rental". L'activité de location de kite étendu à la location de tout matériel d'activités nautiques ;

N° 13 239 A, M. Jérémie Roo Bellais, pour compter du 24 novembre 2015, adjonction d'activité de personnalisation : véhicules, textiles, architectures et désign général : urbaines, navales, aéronautiques, motoristes, 2 roues, 4 roues, tricycles etc. Adjonction du nom commercial "Customized. Concept & Appucat. P-H-T. Pro-High-Tech.Int" ;

N° 13 1617 A, M. Edgar Tutehau Terorotua, changement d'adresse de l'entreprise de Mahina passe à Papeete, avenue du-Prince-Hinoï, quartier Temaeo, à compter du 24 novembre 2015 ;

N° 13 1885 A, Mlle Patricia Tatiana Faaio, suppression de l'activité de transport à l'enseigne "Manava Transport Tahiti" à compter du 7 octobre 2014. L'activité n'a jamais été exercée depuis son adjonction (faite sur demande de la direction des transports terrestres afin de passer le certificat de capacité de taxi). Maintien de l'activité de négoce à l'enseigne "Keahivai Services" ;

N° 15 1264 A, Mlle Marau Maite Teriitemoaehaa, adjonction de l'activité de nounou (3 enfants au maxi., 1 mois à plus), sous le nom commercial "Garderie Les Mignons" à compter du 15 janvier 2016. Maintien son activité de négociant de vêtements sous le nom "Eha Tahiti" ;

N° 15 2171 A, M. Punuarii Ebb, adjonction de l'activité de négociant en alimentation générale à l'enseigne "Herenui" à compter du 24 novembre 2015 ;

N° 63 15 B, Tahiti Art Maohi, société à responsabilité limitée, aux termes d'une assemblée générale ordinaire en date du 2 novembre 2015, plusieurs décisions ont été prises par les associés ;

N° 98 67 B, Mekathon, société par actions simplifiée, aux termes d'une délibération en date du 16 juillet 2015, la collectivité des associés a décidé à l'unanimité la dissolution anticipée de la société à compter du 15 juillet 2015. Elle a nommé comme liquidateur Mlle Sabrina Luccioni et fixé le siège de la liquidation à Arue, résidence Terua, lot n° 17, Erima, BP 9433 Motu Uta, Papeete ;

N° 04 152 B, SNC Triep Capdeville, Loyer, société en nom collectif, aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale mixte du 30 juin 2015, il a été décidé de nommer commissaires aux comptes titulaire, M. Thierry Wagener et

suppléant, M. Florent Doligez, pour une durée de six exercices, du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2020, en remplacement de M. Frédéric Delsol (commissaire aux comptes titulaire) et de la SEG Audit (commissaire aux comptes suppléant) ;

N° 11 148 B, Géo Scan, société à responsabilité limitée, aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 27 octobre 2015, il a été décidé le transfert du siège social de Papeete, centre Vaima, 4e Etage à Punaauia, servitude Atiraa, PK 18,200, côté montagne, ainsi que la démission de M. Stéphane Lessene de ses fonctions de cogérant. MM. Toanui Rambault et Gregory Merle restent les deux seuls cogérants de la société ;

N° 97 144 C, SCI Mahana, société civile immobilière, suivant acte reçu par Me Frédéric Rapady, notaire à Papeete, le 23 septembre 2015, M. Robert Da Ros et Mme Dominique Mourier ont cédé la totalité des parts leur appartenant dans la SCI Mahana, à Mlle Jade Geskis, qui a été nommée en qualité de gérante de la société pour une durée non limitée.

26 novembre 2015

N° 11 1119 A, M. François Chung Tem Loi, ouverture d'un deuxième point de vente (magasin d'alimentation) à Mataiva. Début d'activité le 1er décembre 2015 ;

N° 13 1859 A, M. Cyril Pascal Cuello, adjonction de l'activité impression sur textile sous le nom commercial "Osmose Tahiti" à compter du 25 novembre 2015. Maintien de l'activité de négociant sous le nom commercial "Osmose Tahiti" ;

N° 15 974 A, Mlle Françoise Jocelyne Jacqueline Joly, correction apportée au nom commercial de l'entreprise. Lire : "Hereani Esthétique" et non "Hererani Esthétique" ;

N° 99 191 B, Le Panda D'or, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte reçu par Me Philippe Clémencet, notaire associé à Papeete, le 6 novembre 2015, Mme Atsiu dite Sophie Tsong a cédé la totalité des 200 parts sociales lui appartenant dans la SARL Panda D'or au profit de Mme Edith Li ;

N° 00 42 B, Sicar Assurance et Finance, société à responsabilité limitée, aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 23 décembre 2011, il a été décidé de modifier les statuts comme suit : - extension des activités au courtage d'assurance et de réassurance ; - augmentation de capital porté à 5 000 000 F CFP et nouvelle dénomination : SARL Sicar Assurance et Finance ;

N° 15 119 B, Fenua Bikers, société à responsabilité limitée, suppression des activités de loueur de moyens de transport et de mécanicien-réparateur à compter du 4 mai 2015. L'activité de vente devient en conséquence l'activité principale et unique de la société. La date de début d'activité pour la vente est fixée au 20 octobre 2015, date d'ouverture de la boutique ;

N° 15 1648 A, Mme Noéline Tetuanui Mahuta née Rima, adjonction des activités de couture, ménage, jardins à compter du 23 novembre 2015. Maintien son activité de garde-malade.

27 novembre 2015

N° 12 1790 A, M. Mike Dave Damiano Poearii Tapi, suppression du nom commercial et enseigne "Kyzo Pearls" et adjonction du nom commercial "Blue Gem" à compter du 26 novembre 2015 ;

N° 15 2259 A, M. Jean-Jacques Edouard Haution, adjonction du nom commercial et enseigne commerciale "La Paillote Fakarava" à l'activité de snack à compter du 26 novembre 2015. Modification de la date de début d'activité du 5 janvier 2016 au lieu du 15 décembre 2015.

30 novembre 2015

N° 92 253 A, M. Jean-Paul Gilbert Mazaudier, adjonction de l'activité de pâtisserie au nom commercial et enseigne commerciale "Huahine Pâtisseries" à compter du 13 novembre 2015. Maintien l'activité d'artisan ;

N° 14 832 A, M. Robert Willy Tuiragi O'Connor, adjonction des activités de vente de plats préparés, nettoyage et entretien des locaux, nettoyage et entretien des espaces verts et autres activités récréatives et de loisirs à compter du 3 novembre 2015. Maintien des autres activités ;

N° 14 1173 A, Mme Christiane Heipua Rousselle, adjonction d'un fondé de pouvoirs : Mme Ramona Schulze, née le 2 janvier 1981 à Papeete, à compter du 27 novembre 2015. Correction du site internet, *nouvelle mention* : WWW.MAISONDACCUEILTAHITI.COM. Pour précision : appellation exacte de son activité est unité de vie pour personnes âgées à domicile (au plus 8 personnes) avec agrément ;

N° 77 104 B, Tkitea, société anonyme, l'assemblée générale extraordinaire du 12 novembre 2015 a décidé d'étendre l'objet de la société aux activités de formation professionnelle et, conformément à la réglementation applicable, procéder à une déclaration préalable d'existence auprès des autorités compétentes. L'article 3 des statuts relatif à l'objet social a été modifié en conséquence ;

N° 10 83 B, Activresult, société à responsabilité limitée à associé unique, suivant un acte sous seing privé du 22 octobre 2015, Mme Katia Patry épouse Bearnais a vendu l'intégralité de ses parts sociales, soit 15 % des parts à Mme Claudine Bassuet, qui devient l'unique associée de la société ;

N° 14 266 B, Paradise TV Tahiti, société par actions simplifiée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 17 décembre 2014, il a été décidé la nomination de la société Scribe en qualité d'administrateur. Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 30 janvier 2015, il a été décidé la nomination de M. Pierre Marchesini en qualité d'administrateur. Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 27 février 2015, il a été décidé la nomination de M. Pierre Marchesini en qualité de président et de M. Dominique Auroy en qualité de directeur général délégué. Par la même assemblée, les articles 2, 3, 4, 13, 14 et 15 des statuts ont été modifiés et le nom commercial "Tahiti Télévision" est ajouté. Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 23 mars 2015, il a été décidé la nomination de la société Enthalpie en qualité d'administrateur ;

N° 14 112 C, SCI Nohoraa Nehenehe 3, société civile immobilière, aux termes d'un acte aux minutes de la SCP Philippe Clémencet Alexandrine Clémencet et Jean-Philippe Pinna, titulaire d'un office notarial à Papeete avec la participation de la SCP Chan-Lollichon, en date du 13 novembre 2015, M. Philippe Goutagny et son épouse Mme Marie-Thérèse Duraffour, ont cédé la totalité des parts et créance leur appartenant à M. Rémi Leconte et Mlle Jenna Leconte qu'ils détiennent dans la société SCI Nohoraa Nehenehe 3. Il a en outre été constaté la démission de M. Philippe Goutagny de ses fonctions de gérant et la nomination de M. Rémi Leconte en qualité de gérant de ladite société ;

N° 15 12 C, Verdeen, société civile, il résulte d'un acte sous seing privé à Faa'a en date du 28 août 2015, déposé au rang des minutes de la SCP Restout-Delgrossi-Buirette le 10 novembre 2015, qu'a été nommée gérante de la société, sans limitation de durée, Mme Nancy Wane, en remplacement de M. Philippe Faure, démissionnaire.

1er décembre 2015

N° 98 59 A, M. Nicolas Xavier Boureau, aux termes d'un acte reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia du 2 novembre 2015, M. Nicolas Boureau a cédé à la société dénommée Pearla Secret & Luxury Jewels, SNC au capital de 1 000 000 F CFP, dont le siège est à Vaitape (Bora Bora), immatriculée au RCS de Papeete sous le n° TPI 08119 B et numéro Tahiti 862 854 : a) un fonds de commerce de bijouterie, connu sous l'enseigne "Nycos", exploité à Vaitape (Bora Bora, Polynésie Française). Place Motoi. b) et un fonds de commerce de vente de bijoux fantaisies et accessoires, à l'enseigne "Fantasy", exploité à Vaitape (Bora Bora, Polynésie Française). Moyennant un prix payé comptant et quittancé dans l'acte, avec entrée en jouissance à compter rétroactivement du 1er octobre 2015. Aux termes du même acte, il a été procédé à la résiliation amiable des locations gérance consenti par M. Nicolas Boureau au profit de la SNC Pearla Secret & Luxury Jewels, établis, savoir : - suivant acte dudit notaire les 24 et 30 décembre 2010, avec effet à compter du 30 septembre 2015, relatif au fonds de commerce sus-désigné à l'enseigne "Nycos", - et suivant acte dudit notaire le 27 janvier 2011, avec effet à compter du 30 septembre 2015, relatif au fonds de commerce sus-désigné à l'enseigne "Fantasy" ;

N° 00 928 A, M. Christian Daniel De La Trambalais, adjonction de la licence de débit de boissons 1re classe à compter du 2 novembre 2015 (cf - licence 000907 MEI du 06 octobre 2015). Maintien des autres activités. Changement d'adresse de l'entreprise passe du Motu Maeva à Fare, Huahine, chez Teramana Tuariihionoa ;

N° 13 1778 A, Mlle Moana Simona Soana Taofifenua, suppression du nom commercial "Ora Zen Massage" et adjonction du nom commercial "Moana Massage" à compter du 30 novembre 2015 ;

N° 14 1178 A, Mlle Poerava Teipoarii, à compter du 30 novembre 2015 : Transfert du siège de l'entreprise de Papara, centre commercial Tainui passe à Papara, PK 37,500, côté montagne, route de la vallée Taharuu. Adjonction du nom commercial "Poerava Esthétique" ;

N° 15 91 A, M. Jonathan Teiva Peziere, à compter du 30 novembre 2015 : suppression des activités de services divers et garde malade (sans agrément). Modification du nom commercial "JPS Servies" remplacé par "Jojo Pizza" à compter du 1er janvier 2016. Adjonction de l'activité de "Pizzeria". Maintien de l'activité de jardinage. Transfert de l'entreprise à Pirae, quartier Tefaatau, parcelle 303 ;

N° 04 7 B, Rangiroa Beachcomber, société par actions simplifiée, suivant décision de l'associé unique du 15 octobre 2015, le capital social a été modifié pour être porté à 363 213 622 F CFP ;

N° 08 119 B, Pearla Secret and Luxury Jewels, société en nom collectif, aux termes d'un acte reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia en date du 2 novembre 2015, la SNC Pearla Secret and Luxury Jewels a acquis de M. Nicolas Boureau, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 29379 A, un fonds de

commerce de bijouterie, connu sous l'enseigne "Nycos", exploité à Bora Bora, Vaitape, place Motoi, et un fonds de commerce de vente de bijoux fantaisies et accessoires, à l'enseigne "Fantasy", exploité à Bora Bora, Vaitape, avec entrée en jouissance à compter rétroactivement du 1er octobre 2015. Aux termes du même acte, il a été procédé à la résiliation amiable des locations gérance consenti par M. Nicolas Boureau au profit de la SNC Pearla Secret and Luxury Jewels, établis, savoir : - suivant acte dudit notaire les 24 et 30 décembre 2010, avec effet à compter du 30 septembre 2015, relatif au fonds de commerce sus-désigné à l'enseigne "Nycos", - et suivant acte dudit notaire le 27 janvier 2011, avec effet à compter du 30 septembre 2015, relatif au fonds de commerce sus-désigné à l'enseigne "Fantasy" ;

N° 13 36 B, Yuxuh Center French Polynesia, société à responsabilité limitée à associé unique, mise en sommeil de la société à compter du 30 novembre 2015 ;

N° 15 45 B, OL Création, société à responsabilité limitée, suivant acte reçu par Me Delgrossi, notaire associé de la SCP Restout-Delgrossi-Buirette, le 11 septembre 2015, la société OL Création a acquis de M. Jules Leou Tham et Mme Monique Chunne, son épouse, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 12717 A, un fonds de commerce de lingerie, textiles et tissus, connu sous l'enseigne Sweet, exploité à Papeete, boulevard Pomare, centre commercial Fare Tony. L'entrée en jouissance a été fixée au 11 septembre 2015.

2 décembre 2015

N° 15 2572 A, M. Antony Ching, acte sous seing privé du 20 novembre 2015, M. Antony Ching a donné en location-gérance à la SARLU Select Papeete, immatriculée au RCS de Papeete sous le n° 15 281-B, un fonds de commerce de vente de tissus, mercerie et bagagerie, sis à Papeete 10, rue Paul-Gauguin, à compter du 1er décembre 2015. Précision : l'activité exercée est désormais loueur du fonds de commerce uniquement ;

N° 98 161 B, Tahiti Clim, société à responsabilité limitée à associé unique, suivant décision de l'associée unique du 30 juin 2015, la dénomination sociale est désormais Tahiti Clim ;

N° 08 210 B, Pacific Elite, société à responsabilité limitée, aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 26 octobre 2015, il a été décidé le transfert du siège social de la société de Pirae, immeuble Terema II à Pirae, avenue du Général-de-Gaulle à compter du 15 août 2014 ;

N° 08 241 B, Tahaa 2, société à responsabilité limitée à associé unique, l'associé unique a décidé lors de l'assemblée générale extraordinaire du 16 novembre 2015 une augmentation du capital de la société d'une somme de 44 065 954 F CFP par incorporation du compte courant d'associé. Lors de la même assemblée, l'associé unique a décidé une réduction du capital de la société d'une somme de 43 165 954 F CFP correspondant aux pertes antérieures. Le capital étant fixé désormais à 1 000 000 F CFP. Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence ;

N° 09 319 B, Tahiti Global Trading, société à responsabilité limitée, par décision du 9 novembre 2015, l'associé unique a constaté la transmission universelle du patrimoine conformément à l'article 1844-5 du code civil et la disparition de la personnalité morale ;

N° 15 281 B, Select Papeete, société à responsabilité limitée à associé unique, par acte sous seing privé du 20 novembre 2015, la SARL Select Papeete a reçu de M. Antony Ching, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 15 2572 A, un fonds de commerce de vente de tissus, mercerie et bagagerie, sis à Papeete, 10, rue Paul-Gauguin, à compter du 1er décembre 2015 pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction ;

N° 99 58 C, Maruhère, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu par Me Philippe Clémencet, notaire associé à Papeete, le 6 novembre 2015, Mme Atsiu dite Sophie Tsong a cédée la totalité des parts sociales, soit 45, lui appartenant dans la SCI Maruhère au profit de Mme Edith Li ;

N° 04 23 C, SCI PN 2004, société civile immobilière, il résulte d'une décision de l'associée unique en date du 30 octobre 2015 que le capital social a été réduit de 355 000 000 F CFP par voie de réduction du nombre de parts sociales ;

N° 05 309 C, Ura Ura, société civile immobilière, par courrier du 29 octobre 2015, M. Hermann Meuel a démissionné de son poste de gérant.

3 décembre 2015

N° 10 111 A, M. Francis Hiromanarii Richmond, suppression de l'activité de travaux en tous genres et de l'enseigne "Richmond Francis Travaux" à compter du 30 janvier 2015 ;

N° 11 411 A, Mme Vaitiare Panie née Terii, adjonction des activités d'organisation d'événements, communication, négoce et adjonction du nom commercial "Gomedia", à compter du 2 décembre 2015 ;

N° 14 589 A, M. Gilles Fernand Ernest Kints, adjonction des activités d'organisations d'événements et manifestations commerciales et négociant à compter du 2 janvier 2016 ;

N° 14 1990 A, M. Georgios Loumis, adjonction de l'activité de mécanicien-réparateur (en générale : réparation électronique...). Maintien son activité d'électricien sous le nom "Nams", à compter du 2 décembre 2015 ;

N° 97 188 B, Océanienne d'Industrie, société anonyme, le conseil d'administration de l'ODI du 8 septembre 2015 a nommé par cooptation M. Eric Beugnot en qualité d'administrateur suite à la démission de M. Yann Martres. Par arrêté n° 100 CM du 29 janvier 2015, M. Jean-François Martin a été nommé directeur général de l'OPT, représentant permanent de ce dernier au sein du conseil d'administration de l'ODI ;

N° 99 359 B, Clinique Mamao, société à responsabilité limitée à associé unique, l'associé unique a décidé le 31 octobre 2015 d'étendre l'objet social aux opérations d'exploitation d'une structure de soins MCO médecine-chirurgie-obstétrique dans des modes de prise en charge d'hospitalisation, en complément des activités ambulatoires. L'article 2 des statuts relatifs à l'objet social a été modifié en conséquence ;

N° 99 396 B, Moana Cadeaux, société à responsabilité limitée, cessation totale temporaire d'activité à compter du 1er avril 2014 ;

N° 00 204 B, Tapare Pin et Fils, société à responsabilité limitée, suivant la délibération de l'assemblée générale mixte du 27 octobre 2015, les associés ont décidé de la modification du capital social comme suit : - *nouvelle mention* : capital social s'élève à la somme de 1 000 000 F CFP divisé en

1 000 parts de 1 000 F CFP chacune. Suivant la cession des parts en date du 27 octobre 2015, les statuts ont été modifiés et mis à jour comme suit : - les nouveaux associés sont : - M. Abel Tapare Pin, à concurrence de 700 parts, numérotées de 1 à 700 inclus et Mme Francine Bou Kan Sa épouse Tapare Pin, à concurrence de 300 parts, numérotées de 701 à 1 000 inclus. Adjonction d'une succursale sis à Faa'a à compter du 1er janvier 2016 ;

N° 11 201 C, SCI Bella Vita, société civile, il résulte d'un acte reçu par Me Michel Delgrossi, notaire associé de la SCP Calmet-Restout-Delgrossi, le 25 avril 2013, du transfert du siège social de la société, et que la société dénommée "Nexstep Finance", représentée par M. Antoine Viardot, a été nommée gérante de la société en remplacement de Mlle Aurélie Thorez, démissionnaire ;

N° 14 134 C, Horizons Lointains, société civile immobilière, l'assemblée générale extraordinaire du 7 octobre 2015 a décidé de la dissolution volontaire anticipée de la société à compter du même jour. Mlle Olivia Yule est désignée liquidateur et le siège de la liquidation est fixé à Faa'a, résidence Teava Nui, lot n° 7, Pamatai.

4 décembre 2015

N° 01 1340 A, M. Alain Guitard, adjonction de l'activité de vente de logiciels informatique à compter du 3 décembre 2015 ;

N° 13 64 A, Mlle Mathilde San Siou Shui, adjonction de l'activité de maintenance informatique et autres prestations à compter du 3 décembre 2015. Maintien de l'activité de services divers, activité principale de l'entreprise ;

N° 14 595 A, Mme Antoinette Te Ping née Tchang, adjonction du nom commercial "Fare Beach" à compter du 3 décembre 2015. Maintien son activité de logeur ;

N° 15 179 A, Mlle Lucie Christelle Céline Bellier, adjonction de l'activité de bijouterie joaillerie à compter du 2 novembre 2015. Maintien son activité de vente de services divers ;

N° 85 148 B, ISS, société par actions simplifiée, aux termes d'un acte du 30 janvier 2015, l'associé unique a décidé de nommer M. Benjamin Teihotu en qualité de président de la société en remplacement de M. Jean-François Martin, démissionnaire. Cette résolution prend effet à compter du 2 février 2015 ;

N° 89.9 B, Acor Pacifique Négoce, société anonyme, aux termes des décisions de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires du 31 août 2015, la société KPMG a été nommée commissaire aux comptes suppléant pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, en remplacement de M. Jean-Christophe Tournon démissionnaire ;

N° 96 80 B, Polyouate, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale du 13 novembre 2015, la société KPMG et M. Gilles Redon ont été respectivement nommés en qualité de commissaire aux comptes titulaire et de commissaire aux comptes suppléant ;

N° 05 359 B, EURL Bonno Fils, société à responsabilité limitée à associé unique, cessation d'activité sans disparition de la personne morale (mise en sommeil) à compter du 31 décembre 2015 ;

N° 14 143 B, ICL Pirae, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale mixte du 26 novembre 2015, les associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du code de commerce, ont décidé qu'il n'y avait pas lieu de prononcer la dissolution de la société ;

N° 14 149 B, Toa Distribution, société à responsabilité limitée, aux termes des décisions de l'assemblée générale extraordinaire en date du 4 août 2014, les associés ont décidé de proroger de six mois la durée de l'exercice en cours, dont la date de clôture a été fixée au 31 décembre 2014, pour la porter au 30 juin 2015. Elle décide en outre de fixer la date de clôture de l'exercice social au 30/06 de chaque année. L'article 34 relatif à l'exercice social a été modifié en conséquence ;

N° 06 47 C, Tere Hau, société civile immobilière, aux termes d'un acte aux minutes de la SCP Philippe Clémencet, Alexandrine Clémencet et Jean-Philippe Pinaa, titulaire d'un office notarial à Papeete, en date du 1er octobre 2015, M. et Mme Joseph et Michèle Laine ont cédé la totalité des parts et créances leur appartenant à la société SA Total Polynésie. Il a en outre été constaté la démission de M. et Mme Joseph et Michèle Laine de leurs fonctions de gérants et la nomination de la SA Total Polynésie en qualité de gérant de ladite société.

7 décembre 2015

N° 11 1810 A, M. William Jean Teikiiteaniaokoe Sarciaux, suppression de l'activité de loueur de fonds suite à la résiliation du contrat de location gérance à compter du 30 décembre 2015. Annonce légale parue au *Journal officiel* de la Polynésie française le 15 décembre 2015 et accord de résiliation enregistré à la DAF le 16 décembre 2015. Par conséquent, fin d'activité au siège qui reste au siège de l'entreprise ;

N° 12 1414 A, M. Heiarii Frédéric Fabien, modification de l'adresse géographique : Uturoa, quartier Fare Matie, PK 1, à compter du 1er janvier 2015 ;

N° 14 182 A, Mlle Rosine Hitiura Nakeaetou, suppression de l'activité de vente de casse-croûte et de boisson hygiénique à compter du 4 décembre 2015 ;

N° 15 2439 A, M. Olivier Heimana Tcha, pour précision : suppression de l'activité de confection de bijoux fantaisie. Adjonction de l'activité de confection de bijoux de luxe et de fantaisie. Maintien son nom commercial "Les Bijoux d'Olivia" ;

N° 00 349 B, Tahitienne d'Innovation, société à responsabilité limitée, aux termes d'un procès-verbal de décisions du 17 novembre 2015, l'associée unique a décidé de modifier l'objet et la dénomination de la société : *ancienne mention* : objet : la société a pour objet en Polynésie française : l'assistance et le conseil dans tous domaines. Dénomination : la dénomination sociale est Tahitienne d'Ingénierie. *Nouvelle mention* : objet : la société a pour objet : l'assistance et le conseil dans tous domaines, à l'exclusion de toutes activités relatives à la défiscalisation métropolitaine et locale. Dénomination : La dénomination sociale est Tahitienne d'Innovation. Les articles 2 et 3 des statuts ont été modifiés en conséquence ;

N° 13 61 B, Maçonnerie Générale Terrassement Piscine, société à responsabilité limitée à associé unique, suite aux décisions extraordinaires de l'associé unique en date du 2 novembre 2015, il a décidé, dans le cadre des dispositions de l'article L. 223-42 du code de commerce, la continuité de la société. En outre, il a été décidé le transfert du siège social à Papeete, quartier Sanford, maison n° 40, Mamao et la modification de l'article 5 des statuts ;

N° 14 92 B, Tuamotu Tourisme, société à responsabilité limitée à associé unique, suite aux décisions de l'associé unique en date du 25 novembre 2015, ajout d'une activité sociale travaux du bâtiment et modification de l'article 2 des statuts et ajout de 2 nouveaux noms commerciaux "Api Dive Tikehau et Api Dive Mataiva" et modification de l'article 3 paragraphe 3 des statuts ;

N° 14 325 B, B03, société à responsabilité limitée, aux termes du procès-verbal en date du 31 décembre 2014, l'assemblée générale extraordinaire a nommé M. Thierry Cadiou en qualité de cogérant à compter du 1er janvier 2015 pour une durée illimitée.

8 décembre 2015

N° 14 2162 A, M. Max-Günter Wilfred Wasna, adjonction de l'activité de "bijouterie-artisanat" à compter du 2 décembre 2015. Maintien des autres activités ;

N° 15 2273 A, Mlle Laurence Andréa Mariani, transfert de l'entreprise de Punaauia Résidence Pearl Nui, appartement B22 passe à Pirae au rond point de la mairie, face à Vital Forme. Suppression de l'activité d'esthétique au nom commercial "Mariani Nails". Adjonction de l'activité de coiffure et esthétique à l'enseigne "Mariani Hair & Beauty" ;

N° 12 43 B, Sun-Protech, société à responsabilité limitée, reprise des activités de la société à compter du 1er janvier 2016 ;

N° 15 236 B, Hugo, société à responsabilité limitée à associé unique, suppression de l'enseigne commerciale Un Deux Trois Soleil et adjonction de l'enseigne commerciale La Dolce Vita Tahiti à compter du 7 décembre 2015 ;

N° 86 32 C, SCP Prosodia, société civile, au cours de l'assemblée générale extraordinaire du 7 octobre 2015, les associés ont nommé Mlle Frédérique Pentecost et M. Edouard Pentecost en qualité de cogérants en remplacement de M. Michel Tracqui, décédé et transféré le siège social de Papeete, Mamao, avenue Bambridge, immeuble Tracqui à Mata Utu, rue du-Tuafenua, BP 98 Mata Utu, 98600 Uvea ;

N° 06 306 C, Maere Nui, société civile, aux termes des décisions de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 27 décembre 2007, le capital social a été augmenté de 138 000 000 F CFP pour être porté de 180 000 F CFP à 138 180 000 F CFP, par la création de 69 000 parts nouvelles de 2 000 F CFP chacune. Les articles 6 et 7 relatifs aux apports et au capital social ont été modifiés en conséquence. Aux termes des décisions de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 15 octobre 2015, le capital social a été réduit de 62 181 000 F CFP pour être ramené de 138 180 000 F CFP à 75 999 000 F CFP, par voie de réduction de la valeur nominale des parts sociales qui passe de 2 000 F CFP à 1 100 F CFP chacune. L'article 7 relatif au capital social a été modifié en conséquence.

9 décembre 2015

N° 03 549 A, M. Lysis Gustave Terooatea, à compter du 8 décembre 2015 : suppression de l'activité de massage. Transfert de l'entreprise de Raiatea Avera, PK 7, côté montagne passe à Faa'a, bâtiment A, SOCREDO L 143, côté montagne, Heiri. Maintien l'activité de transport (activité principale de l'entreprise) ;

N° 06 956 A, Mme Ping Fassain née Wang, suppression de l'activité d'agent touristique à compter du 8 décembre 2015 ;

N° 15 1130 A, Mlle Emeline Tehonoiatu Tekohuotetua, adjonction de l'activité de débitant de boissons à compter du 23 novembre 2015. Maintien des autres activités ;

N° 85 61 B, Société tahitienne d'appareillage de réadaptation, société par actions simplifiée, il résulte du procès-verbal des décisions de l'associé unique du 20 novembre 2015, dont un exemplaire a été déposé au rang des minutes de la SCP Restout-Delgrossi-Buirette, titulaire d'un office notarial à Papeete le même jour et du rapport de la société KPMG, commissaire à la transformation, que la société a été transformée en société par actions simplifiée à compter du 1er décembre 2015 et a adopté les statuts de la société sous sa nouvelle forme à compter du même jour. Il n'a été apporté aucune modification au siège, à l'objet, à la dénomination et à la durée de la société et que M. Patrice Bidaud a été nommé premier président de la société pour une durée indéterminée et que la société KPMG, commissaire aux comptes titulaire et de son suppléant, M. Gilles Redon ont été maintenus dans leur fonctions ;

N° 03 149 B, Horwarth Tahiti, société à responsabilité limitée, suite à l'assemblée générale extraordinaire du 10 novembre 2015, les associés ont nommé la SARL Edec Audit en tant que commissaire aux comptes titulaire et Mme Véronique Morin en tant que commissaire aux comptes suppléant, pour six exercices ;

N° 05 179 B, Market Plus, société à responsabilité limitée, mise en sommeil de la société à compter du 1er décembre 2015 ;

N° 06 149 B, Technopieux.PF, société à responsabilité limitée, mise en sommeil de la société à compter du 30 juillet 2013 ;

N° 11 76 B, BBR, société à responsabilité limitée à associé unique, réunis en assemblée générale extraordinaire le 27 novembre 2015, l'associé unique s'est prononcé contre la résolution proposée en application de l'article L. 223-42, alinéa 1 du code de commerce ;

N° 15 58 B, Vente Vérification Contrôle, société à responsabilité limitée, l'assemblée générale extraordinaire des associés, en date du 30 novembre 2015, a décidé la dissolution anticipée de la société à compter de ce jour et sa liquidation amiable. Elle a nommé comme liquidateur M. Christophe Borderie et fixé le siège de la liquidation à Papeete, Uranie, immeuble Les Horizons ou BP 381461, Punaauia ;

N° 15 62 B, Le Jam, société à responsabilité limitée, adjonction de la licence de débit de boissons de 10e classe suite à l'autorisation n° 1364 MEI du 1er décembre 2015.

10 décembre 2015

N° 99 418 B, Comptoir d'approvisionnement polynésienne d'électricité, CAPELEC, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale ordinaire du 12 octobre 2015, il a été décidé la nomination de la SARL KPMG en qualité de commissaire aux comptes titulaire et de M. Gilles Redon en qualité de commissaire aux comptes suppléant ;

N° 13 50 B, EURL Raiatea Invest, société à responsabilité limitée à associé unique, pour compter de ce jour : modification de l'enseigne commerciale qui sera Station Pacific Hava'i au lieu de Station Hava'i ;

N° 13 195 B, L'Ozier d'Ellis, société à responsabilité limitée, l'assemblée générale extraordinaire des associés, en date du 30 octobre 2015 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 1er novembre 2015 et sa liquidation amiable. Elle a nommé comme liquidateur Mme Jeanne Ozier-Lafontaine et fixé le siège de la liquidation à Faa'a, PK 4,500, côté mer ;

N° 15 43 B, Ariitupuatea Sécurité, société à responsabilité limitée à associé unique, mise en sommeil de la société à compter de la date de début d'activité soit le 4 mai 2015 ;

N° 99 38 C, Société civile agricole Palstev, société civile, aux termes d'un acte en date du 30 avril 2015 déposé au rang des minutes de la SCP Restout-Delgrossi-Buirette, titulaire d'un office notarial à Papeete, M. Tamatoa Bambridge et Mme Marie-Hélène Bambridge ont été nommés gérants de la société, en remplacement de Mme Paloma Cormier, démissionnaire. L'article 16 relatif à la gérance a été modifié en conséquence.

11 décembre 2015

N° 14 629 A, Mlle Hinatea Isabelle Elina Marie De Longeaux, adjonction de l'activité d'import à compter du 10 décembre 2015. Maintien de l'activité de vente de services divers qui devient l'activité principale de l'entreprise ;

N° 15 2402 A, Mme Ahuura Purenî née Raatiraore, adjonction de l'activité de logeur à compter du 2 décembre 2015. Maintien de l'activité d'enveloppe surprise qui devient l'activité principale de l'entreprise ;

N° 91 157 B, Jissang Frères, société à responsabilité limitée, suivant acte reçu par Me Yao, notaire salarié au sein de l'Office notarial de Me Bruggmann, en date du 30 octobre 2015, la société Jissang Frères a vendu à la société Société de distribution de Punavai-Punaauia, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 15 157 B, un fonds de commerce de supermarché, négociant, marchandises générales, magasin d'alimentation, boucherie, pâtisserie, plats à emporter, débit de boissons à emporter à l'enseigne Libre Service Proxi Punavai sis et exploité à Punaauia, PK 12,400, avec entrée en jouissance à compter du 30 octobre 2015 ;

N° 12 71 B, Ao Api, société à responsabilité limitée, ouverture d'un établissement secondaire sis à Moorea, centre Raehau, Maharepa sous l'enseigne Ao Api à compter du 19 octobre 2015 ;

N° 12 104 B, Société de négoce de Polynésie, société coopérative à forme anonyme à capital variable, l'assemblée générale mixte du 30 juin 2015 a décidé : - de remplacer le commissaire aux comptes suppléant M. Jean-Christophe Touron par la SARL KPMG, pour la durée restant à courir de son mandat, soit à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2017. - de réduire le capital social de 3 000 000 F CFP, avec annulation de 300 parts de 10 000 F CFP chacune détenues par la SARL SDEM (150 parts) et par la SARL Supermarché Taiarapu Nui (150 parts), et retrait de ces deux sociétés de la société SNP ; - d'augmenter ensuite son capital social d'un montant de 4 500 000 F CFP, par souscription en numéraire intégralement libérée, pour être porté de 7 500 000 F CFP à 12 000 000 F CFP. Les statuts ont été modifiés en conséquence ;

N° 15 157 B, Société de distribution de Punavai, Punaauia, société à responsabilité limitée à associé unique, suivant acte reçu par Me Yao, notaire salarié au sein de

l'Office notarial de Me Bruggmann, en date du 30 octobre 2015, la société Société de distribution de Punavai-Punaauia a acquis de la société Jissang Frères, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 91157 B, un fonds de commerce de supermarché, négociant, marchandises générales, magasin d'alimentation, boucherie, pâtisserie, plats à emporter, débit de boissons à emporter, à l'enseigne Libre Service Proxi Punavai sis et exploité à Punaauia, PK 12,400, avec entrée en jouissance à compter du 30 octobre 2015 ;

N° 15 249 B, Assystem Polynésie, société par actions simplifiée, aux termes des décisions de l'associée unique du 19 novembre 2015, le capital social a été augmenté de 18 000 000 F CFP pour le porter de 10 000 000 F CFP à 28 000 000 F CFP. En conséquence, les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés ;

N° 00 86 B, SEM Assainissement des eaux de Tahiti, société anonyme d'économie mixte, il résulte du procès-verbal du conseil d'administration du 26 juin 2015 que M. Eric Courbier a été nommé représentant permanent de la société Electricité de Tahiti au sein du conseil en remplacement de M. Grégoire De Chillaz ;

N° 06 237 C, SCI Neuropol, société civile, aux termes d'un acte reçu par Me Philippe Clémencet, notaire associé à Papeete, le 9 novembre 2015, MM. Guilhem Rihet et Laurent Maurs ont cédés la totalité des parts sociales leur appartenant dans la SCI Neuropol au profit de MM. Philippe Giraud et Didier Blanchet et il a été procédé à la nomination de MM. Philippe Giraud et Didier Blanchet en qualité de gérants pour une durée illimitée en remplacement de MM. Guilhem Rihet et Laurent Maurs, démissionnaires.

14 décembre 2015

N° 97 1391 A, M. Jean-Luc Duarte, adjonction de l'activité de négoce à compter du 11 décembre 2015 ;

N° 73 14 B, Intermat, société anonyme, il résulte du conseil d'administration du 15 septembre 2015, de l'assemblée générale mixte du 27 octobre 2015, du conseil d'administration du 24 novembre 2015 et du certificat établi par la SCP Gosse-Parion-Changues-Menard-Albert du 23 novembre 2015, que le capital social a été augmenté de 33 840 000 F CFP et porté de 67 828 000 F CFP à 101 668 000 F CFP, par émission de 8 460 actions nouvelles de 4 000 F CFP chacune, et qu'en conséquence, les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés ;

N° 87 180 B, Société polynésienne électronique-électrotechnique-électromécanique, société à responsabilité limitée, adjonction des enseignes commerciales et nom commerciaux : Ricoh Tahiti, Ricoh Polynésie, Easy Copy. Maintien de son nom commercial et enseigne CPI ;

N° 00 152 B, Société Tahiti Nui Télévision, société anonyme d'économie mixte, aux termes des décisions de l'assemblée générale ordinaire des associés, la société Electricité de Tahiti a été nommée en qualité d'administrateur de la société, pour une durée de six années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera tenue dans l'année 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé. Aux termes d'un courrier en date du 12 novembre 2015, M. Yvonnick Raffin a été désigné comme représentant permanent de ladite société ;

N° 04 4 B, PCI Prestations Commercialisations Importations, société à responsabilité limitée, suite aux décisions extraordinaires de l'associé unique en date du 25 novembre 2015, il a été approuvé la démission de la gérance de Mlle Virginie Bobbia, la nomination de M. Jean-Charles Bobbia comme nouveau gérant et la modification de l'article 13 des statuts ;

N° 05 340 B, Locamat TP, société à responsabilité limitée, par décision du 30 novembre 2015, l'associée unique a décidé la dissolution anticipée de la société à compter de cette date. Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil et de l'article 8 alinéa 2 du décret n° 78-704 du 30 juillet 1978, les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de 30 jours à compter de la publication ;

N° 11 210 B, Ecolodge & Spa, société à responsabilité limitée, mise en sommeil de la société sans disparition de la personnalité morale à compter du 30 octobre 2014 ;

N° 11 20 B, Kai Hotu Rau, Société gestionnaire du centre de commercialisation des produits agricoles de la Polynésie française, société anonyme, reprise d'activité le 12 octobre 2015 suite à la mise en sommeil de la société au 31 juillet 2014 ;

N° 12 168 B, Enjoy Tahiti, société à responsabilité limitée, mise en sommeil de la société sans disparition de la personnalité morale à compter du 30 mars 2015 ;

N° 13 175 B, White Star Pacific, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes d'un acte de cession en date du 10 novembre 2015, M. Robin Israel cède la totalité de ses parts à M. Gérard Israel qui les acceptent. Par assemblée générale extraordinaire de la même date, M. Gérard Israel est nommé nouveau gérant de la société en remplacement de M. Robin Israel ;

N° 15 13 B, Hinatara Productions, société à responsabilité limitée, décision de l'associé unique en date du 24 novembre 2015, mise en sommeil de la société à compter du même jour sans qu'il en résulte la disparition de la personnalité morale ;

N° 15 223 B, Habitat Polynésien, société par actions simplifiée à associé unique, aux termes d'une assemblée générale en date du 23 octobre 2015, l'associé unique a pris la résolution de modifier la durée de nomination des commissaires aux comptes de six ans. En conséquence, l'article 16 des statuts est modifié.

15 décembre 2015

N° 12 1775 A, M. Ronan Heiarii Wong, à compter du 14 décembre 2015 : nouveau nom commercial "Polynésie Import". Transfert du siège de l'entreprise et adresse personnelle à Arue PK 4, côté montagne, servitude Vaiata. Extension de l'activité d'import à tous produits. Celle-ci devient l'activité principale de l'entreprise. Maintien de l'activité de réparation et maintenance informatique ;

N° 14 125 A, Mme Terainui Sylvana Hamblin-Ellacott née Ellacott, suppression de l'activité de pension de famille à l'enseigne commerciale "Lady Bora Bora" au 31 décembre 2015. Suppression de l'enseigne et du nom commercial "The Communication" et adjonction du nom commercial "Only Vahine" au 11 décembre 2015 ;

N° 71 37 B, Société d'exploitation du Super Marché Hamuta, société à responsabilité limitée, l'assemblée générale mixte du 12 novembre 2015 a modifié l'article 14 des statuts de la façon suivante : Article 14. — Nomination et pouvoirs des gérants, paragraphe 1, nomination, la société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non. Il ou ils sont désignés à ces fonctions pour une durée non limitée. Le ou les gérants sont nommés par décision collective des associés représentant plus de la moitié du capital social. Les gérants ont la signature sociale donnée par les mots : Pour la Société d'exploitation du Super Marché Hamuta, l'un des gérants, suivis de sa signature ;

N° 08 323 B, SARL Media Major Pacific, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 1er décembre 2015, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31 décembre 2015. M. Vincent Chergui a été nommé liquidateur de la société et le siège de la liquidation est fixé à la BP 42703, 98713 Fare Tony, Papeete ;

N° 09 205 B, Restaurant Marie-Claire, société à responsabilité limitée, modification de l'activité : suppression de l'activité de restaurant ouvrier et adjonction de l'activité de restaurant de type traditionnel à compter du 14 mai 2012 ;

N° 13 37 B, Coopérative des pêcheurs de Manihi, société coopérative maritime, par décision du 23 octobre 2015, le président de la coopérative et ses membres du bureau ont modifié les statuts conformément à la nouvelle réglementation sur les coopératives ;

N° 02 78 C, SCA Tahiti Rava'Ai, société civile, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 18 novembre 2015, les associés ont décidé la dissolution de la société à compter du même jour et la nomination de M. Tuanua Degage en qualité de liquidateur. Le siège de la liquidation est fixé au siège social, BP 9274 Motu Uta, Papeete ;

N° 07 180 C, Merahi, société civile immobilière, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 15/10/2015, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société. Par avenant du 9 novembre 2015, M. Johns Lo Siou a été nommé liquidateur. Le siège de la liquidation est fixé à Papeete, BP 41592.

16 décembre 2015

N° 01 163 B, Blanche Neige, société par actions simplifiée, aux termes de l'assemblée générale en date du 24 septembre 2015, l'associé unique a décidé de nommer la SARL KPMG, en remplacement de M. Jean-Christophe Touron, commissaire aux comptes suppléant démissionnaire, et ce pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier. Par la même assemblée et statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-248 du code de commerce, l'associé unique a décidé qu'il n'y a pas lieu à dissolution anticipée de la société ;

N° 11 30 B, Then, société à responsabilité limitée, aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 12 décembre 2015 et suite à la cession de parts intervenues le 11 décembre 2015, il a été décidé la nomination de Mlle Moehau Témaui en qualité de gérante en remplacement de M. Yves Bessodes, démissionnaire. Par la même assemblée, l'associée unique a décidé de modifier l'objet social de la société en retirant l'importation ;

N° 14 60 B, SAS Polyclinique Paofai, société par actions simplifiée, aux termes des décisions de l'assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire des actionnaires en date du 26 juin 2015, il a été décidé de supprimer le poste de secrétaire général et que ces fonctions seront assurées par le président. En conséquence, l'article 3 du règlement intérieur a été supprimé. Il a également été décidé que le président de la société sera dorénavant convoqué aux réunions du comité scientifique et pourra y assister sans voix délibérative et de modifier l'article 18.3.5 des statuts en conséquence. Enfin, il a été décidé de préciser le rôle du comité scientifique quant aux autorisations préalables à délivrer au président et de modifier en conséquence l'article 18.4.2 des statuts. Aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 22 octobre 2015, il a été décidé la poursuite des activités et qu'il n'y a pas lieu à prononcer la dissolution anticipée de la société ;

N° 15 248 B, Pacific Sud Yacht, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes des décisions de l'associée unique du 2 décembre 2015, le capital social a été augmenté de 35 800 000 F CFP pour être porté de 200 000 F CFP à 36 000 000 F CFP par l'émission au pair de 35 800 parts nouvelles de 1 000 F CFP chacune intégralement souscrites et entièrement libérées par la société Poe Rava, l'associée unique. Les articles 6 et 7 relatifs aux apports et au capital social ont été modifiés en conséquence.

17 décembre 2015

N° 03 2416 A, M. Steve Denis Lirand, à compter du 16 décembre 2015 : suppression de l'activité de constructeur de pirogues (navires, bateaux et divers). Adjonction des activités de location de kayaks, pirogues, paddles, pédalos et promenade en mer. L'activité de location de matériel est l'activité principale de l'entreprise ;

N° 09 1253 A, M. Moerani Wilfred Margrin, à compter du 16 décembre 2015 : modification du nom commercial : Moya-B. Transfert de l'entreprise de Faanui, Bora Bora passe à Arue, PK 6,300, côté montagne, route de la vallée Tefaaaroa. Modification des coordonnées postales : BP 14964, 98701 Arue ;

N° 15 667 A, M. Gilles Pierre Louis Guitierrez, à compter du 26 décembre 2015 : adjonction du nom commercial "Laboratoire Texinfine Tahiti". Modification des coordonnées postales, ancienne mention : BP 44332, 98713 Papeete, nouvelle mention : BP 3714, 98713 Papeete ;

N° 76 98 B, Résidence Les Tipaniers, société anonyme, aux termes d'un acte de la SCP Restout-Delgrossi-Buirette du 30 novembre 2015, la société a pris à bail de la SCI Manava, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 5099 C, un ensemble immobilier consistant en : une unité hôtelière comprenant : 3 bungalows doubles d'une superficie de 210 mètres carrés, meublés et équipés, 7 bungalows simples d'une superficie de 250 mètres carrés, meublés et équipés, 1 bâtiment restaurant d'une superficie d'environ 150 mètres carrés, édifié à Moorea, commune de Haapiti, sur les parcelles cadastrées respectivement section RI n° 88, d'une superficie de 15 ares 1 centiare, section RI n° 87 pour 15 ares 1 ares et section RI n° 84 pour 597 mètres carrés à compter du 1er décembre 2015 ;

N° 76 98 B, Résidence Les Tipaniers, société anonyme, les activités de la société à Moorea, Haapiti, domaine Tiahura, le sont sous l'enseigne Tipaniers Fare Vaimoana à compter du 1er décembre 2015 ;

N° 99 421 B, AXA France Iard, société anonyme, par courrier du 6 juillet 2015, M. Jean-Guillaume Lacarrieu a été nommé délégué général en remplacement de M. Patrick La Court ;

N° 99 422 B, AXA France Vie, société anonyme, par courrier du 6 juillet 2015, M. Jean-Guillaume Lacarrieu a été nommé délégué général en remplacement de M. Patrick La Court ;

N° 07 361 B, Energie +, société à responsabilité limitée, aux termes des décisions de l'associée unique du 7 décembre 2015, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 7 décembre 2015. M. Jean-Pierre Houques dit Fourcade a été nommé liquidateur de la société et le siège de la liquidation est fixé à Papeete, 17, place Notre Dame, BP 597 ;

N° 09 320 B, Air Tetiaroa, société par actions simplifiée, suivant les délibérations des associés du 9 décembre 2015, le capital social a été augmenté, le portant de 50 000 000 F CFP à 300 000 000 F CFP ;

N° 99 181 C, Mat's Launch, société civile, mise en sommeil de la société à compter du 31 décembre 2015 ;

N° 05 157 C, SCI Princesse, société civile, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 25 novembre 2015, M. Jean-Pierre Bernadat a été nommé en qualité de cogérant et les statuts ont été modifiés corrélativement.

18 décembre 2015

N° 86 138 A, M. William Wang Foo, pour régularisation : adjonction de l'activité de réparation..., à compter du 1er janvier 2014. Maintien son activité de négociant sous le nom "Ets Aui Wong Foo" ;

N° 92 167 A, M. Didier Frankie Manuura Richmond, à compter du 29 décembre 2015 : suppression de l'activité de mécanicien. Maintien des activités de travaux de terrassement, de voirie et de viabilité et de marchand d'agréats : sable, terre, produits de carrières ;

N° 05 185 A, M. Ken Shing Lau, cessation de l'activité de fabricant de bijoux au 31 décembre 2015. Maintien de l'activité de loueur de fonds de commerce ;

N° 13 943 A, M. Turoa John Tetoe, à compter du 17 décembre 2015 : Modification du nom commercial de l'entreprise "Mon Annonce" en remplacement de "987 Web Designer". Ce même nom commercial devient l'enseigne commerciale de l'entreprise ;

N° 48 11 B, Coopérative des travailleurs tahitiens, autre forme juridique, aux termes d'actes du 23 octobre 2015,

Mme Pauline Ah Chong épouse Céran-Jérusalémy est nommée présidente-gérante de la coopérative en remplacement de Mme Johanna Nena épouse Gatien ;

N° 84 27 B, Tahiti Printing, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 17 novembre 2015, la société Tahiti Printing a vendu à la Société tahitienne d'équipements de sécurité, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 90 48 B, la branche de fonds de commerce de conception et de négoce d'imprimés, formulaires, papiers et divers, exploité à Papeete et Faa'a. Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 17 novembre 2015, il a été décidé de modifier l'objet social de la société et de nommer M. Yves Buhagiar en qualité de cogérant en remplacement de M. Jean-Roland Desvaux de Marigny, décédé ;

N° 87 22 B, Music Shop, société à responsabilité limitée, l'assemblée générale extraordinaire du 30 novembre 2015 prononce par anticipation la dissolution de la société à compter du 31 décembre 2015. Elle nomme Mme Chantal Aline comme liquidateur et le siège de la liquidation est fixé à Papeete, BP 1860 ;

N° 90 48 B, Société tahitienne d'équipements de sécurité, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 17 novembre 2015, la Société tahitienne d'équipements de sécurité a acquis de la société Tahiti Printing, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 84 27 B, la branche de fonds de commerce de conception et de négoce d'imprimés, formulaires, papiers et divers, exploité à Papeete et Faa'a ;

N° 04 60 B, Société de Rotative Labeur, société par actions simplifiée, aux termes de l'assemblée générale mixte du 30 juin 2014, M. Dominique Auroy est nommé président en remplacement de M. Jean-Pierre Fourcade et M. Benoît Gérard est nommé directeur général en remplacement de M. Alexandre Thevenet ;

N° 07 67 B, BL Investissement et Promotion, société à responsabilité limitée, mise en sommeil de la société au 31 décembre 2015 ;

N° 12 191 B, Faretainer, société à responsabilité limitée, mise en sommeil de la société à compter du 31 décembre 2015 ;

N° 15 263 B, Exotik Kustom, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 7 décembre 2015, les associés ont décidé d'étendre l'objet social aux activités : de travaux de peinture, fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement entretien et réparation d'autres véhicules automobiles, revêtement de surface décoratif, impression d'images sur tous supports surfaces et bâtiments ;

N° 06 237 C, SCI Blagir, société civile, aux termes d'une assemblée générale en date du 27 novembre 2015, les gérants ont pris la résolution de changer la dénomination sociale de la société en SCI Blagir.

21 décembre 2015

N° 78 114 A, M. Jacques Chansin, adjonction de l'activité de couturier pour dames en boutique à compter du 1er janvier 2014 ;

N° 06 823 A, M. Guy André Bruant, à compter du 18 décembre 2015 : adjonction de l'activité d'import de véhicule (scooters et vélos) et bétons. Suppression de l'activité de bâtiment ;

N° 10 1770 A, Mme Noula Deane née Takaio, adjonction de l'activité de négociant à compter du 18 décembre 2015. Modification du nom commercial et enseigne commerciale "Noula Tahiti Création & Négoce" ;

N° 11 822 A, M. Léonnard Teva Lovar, suppression de l'activité de plats à emporter à compter du 18 décembre 2015 (activité non exercée depuis le 18 août 2015). Maintien ses activités d'alimentation générale, commissionnaire en affaire locale et licence 2e classe sous le nom "Magasin Paea" ;

N° 14 1191 A, Mlle Virginie Christiane Martine Wiss, à compter du 18 décembre 2015 : adjonction de l'activité d'organisation d'événements à l'enseigne commerciale "Wedding Polynésie". Maintien des autres activités. Photographe ambulant reste l'activité principale de l'entreprise ;

N° 14 1346 A, M. Pierre-Lucien Domard, adjonction du nom commercial et enseigne commerciale "Pneu Sservice Mobile" à compter du 18 décembre 2015. Précision sur l'activité exercée mécanicien-réparateur de tous véhicules (légers et lourds) ;

N° 73 35 B, Chong Aming, société en nom collectif, aux termes d'une délibération en date du 16 juin 2015, l'assemblée générale ordinaire annuelle a décidé de nommer en remplacement de M. Jean-Christophe Tournon démissionnaire de son mandat de commissaire aux comptes suppléant, la SARL KPMG, pour la durée restante à courir du mandat de son prédécesseur ;

N° 03 157 B, Société polynésienne de réseaux d'études et de services, société par actions simplifiée à associé unique, l'associée unique en date du 08/12/2015, constate et approuve la décision du président qui nomme M. Conrad Ebb comme directeur général de la SASU SPRES à compter du 7 décembre 2015 ;

N° 04 161 B, Buromax, société par actions simplifiée, mise en sommeil sans disparition de la personne morale à compter du 31 décembre 2014 ;

N° 08 318 B, Private Charter Tahiti, société à responsabilité limitée, adjonction de l'activité : autres activités récréatives et de loisirs à compter du 19 novembre 2015 ;

N° 12 31 B, Manuia Tamanu, société à responsabilité limitée, suite aux décisions extraordinaires de l'associé unique en date du 11 décembre 2015, il a été approuvé la démission de la gérance de Mlle Virginie Bobbia à compter du 27 novembre 2015, la nomination de M. Jean-Charles Bobbia, comme nouveau gérant et la modification de l'article 11 des statuts.

22 décembre 2015

N° 86 100 A, M. Jean-Marc Denis Poursin, à compter du 21 décembre 2015 : suppression de l'activité de peintre en bâtiment. Adjonction de l'activité de maître-d'œuvre qui devient l'activité principale de l'entreprise. Maintien de l'activité de maquettiste ;

N° 08 1362 A, M. Pierre Alexandre Kayser, au 31 décembre 2015 : suppression des activités de pension bourgeoise, débitant de boisson de 10e classe et le nom commercial "Pension Areke Chez Kayser". Maintien de l'activité de salon de thé ;

N° 14 132 A, M. Hubert Taruoura, suppression de l'activité de jardinage à compter du 1er décembre 2015. Maintien l'activité de conditionneur, seule activité de l'entreprise ;

N° 15 789 A, M. John Kana, adjonction de l'activité de transport de marchandises avec l'enseigne commerciale "Vaimoo Transport" à compter du 11 décembre 2015. Maintien son activité de construction de maisons à l'enseigne commerciale "Vaimoo Construction" ;

N° 15 2525 A, M. Uriaro Gustave Temarii, à compter du 12 novembre 2015 : adjonction des activités de travaux de bricolage, jardinage et ménager. L'activité de garde-malade devient l'activité principale de l'entreprise ;

N° 63 20 B, Société de distribution de véhicules automobiles - Sodiva, société anonyme, l'assemblée générale extraordinaire du 2 juillet 2008 a prorogé la durée de la société de 50 ans, jusqu'au 8 septembre 2063 et fixé la limite d'âge pour les fonctions de président directeur général à 80 ans.

L'assemblée générale ordinaire annuelle du 17 juin 2009 a coopté administrateur M. Heremana Malmezac en remplacement de M. René Malmezac, renouvelé le mandat d'administrateur de M. Jacques Villierme et les mandats des commissaires aux comptes titulaire de la SCP Gosse-Parion-Changues-Menard et suppléant de M. Jean-Pierre Gosse. L'assemblée générale ordinaire annuelle du 8 juin 2011 a coopté administrateur Mme Elisabeth Ah Sing en remplacement de M. Pierre Romain, pour la durée du mandat restant à courir. L'assemblée générale ordinaire annuelle du 28 juin 2012 a nommé administrateur la SCI Hart Immobilier, ayant comme représentant permanent M. Steven Hart, en remplacement de M. Steven Hart, pour une durée de six années et renouvelé les mandats de M. Paul Yeou-Chichong, M. Heremana Malmezac, la SCP Comal représentée par M. Alain Malmezac, MM. Adrien Beaumont, Abner Guilloux, Yvon Yeou, Mmes Marie Yeou, Lisette Wong Chou, Dolorès Ah Sing et Elisabeth Ah Sing. L'assemblée générale ordinaire annuelle du 18 juin 2014 a coopté administrateur la SAS Sofimal, ayant comme représentant permanent M. Heremana Malmezac, en remplacement de la SCP Comal, pour la durée du mandat restant à courir. L'assemblée générale ordinaire annuelle du 17 juin 2015 a nommé administrateur M. Charles Moux en remplacement de M. Jacques Villierme, pour une durée de trois années, et renouvelé les mandats des commissaires aux comptes titulaire et suppléant ;

N° 02 64 B, Sodirent, société anonyme, l'assemblée générale ordinaire annuelle du 30 août 2004 a nommé administrateur M. Jacques Villierme en remplacement de M. Adrien Beaumont, pour une durée de deux années, et renouvelé les mandats de M. Paul Yeou-Chichong, SCP Comal représentée par M. René Malmezac et M. Yvon Yeou. L'assemblée générale ordinaire annuelle du 31 mai 2006 a nommé administrateur M. Abner Guilloux en remplacement de M. Jacques Villierme, pour une durée de deux années, et renouvelé les mandats de M. Paul Yeou-Chichong, SCP Comal, représentée par M. René Malmezac et M. Yvon Yeou. L'assemblée générale ordinaire annuelle du 18 juin 2008 a nommé administrateur la SCI Hart Immobilier, ayant comme représentant permanent M. Steven Hart, en remplacement de M. Abner Guilloux, pour une durée de deux années, et renouvelé les mandats de M. Paul Yeou-Chichong, SCP Comal représentée par M. René Malmezac et M. Yvon Yeou ainsi que les mandats des commissaires aux comptes de M. Thierry Wagener (titulaire) et de Mme Véronique Morin (suppléant). L'assemblée générale ordinaire annuelle du 31 mai 2010 a nommé administrateur M. Adrien Beaumont en remplacement de la SCI Hart Immobilier, pour une durée de deux années, et renouvelé les mandats de M. Paul Yeou-Chichong, SCP Comal représentée par M. René Malmezac et M. Yvon Yeou. L'assemblée générale ordinaire annuelle du 28 juin 2012 a nommé administrateur M. Abner Guilloux en remplacement de M. Adrien Beaumont, pour une durée de deux années, et renouvelé les mandats de M. Paul Yeou-Chichong, SCP Comal représentée par M. René Malmezac et M. Yvon Yeou. L'assemblée générale ordinaire annuelle du 18 juin 2014 a coopté administrateur la SAS Sofimal, ayant comme représentant permanent M. Heremana Malmezac, en remplacement de la SCP Comal, pour la durée du mandat restant à courir, nommé administrateur la SCI Hart

Immobilier, représentée par M. Steven Hart, en remplacement de M. Abner Guilloux et renouvelé les mandats de M. Paul Yeou-Chichong, M. Yvon Yeou et des commissaires aux comptes ;

N° 05 353 B, Assystem France, société par actions simplifiée, suivant acte sous seing privé en date du 30 novembre 2015, la société Assystem France a vendu à la société Assystem Polynésie, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 15 249 B, un fonds de commerce d'électronicien et importateur connu sous le nom d'Assystem Polynésie, exploité à Papeete, centre Puea-Pahonu, à l'angle des rues des Remparts et Bovis. L'entrée en jouissance et le transfert de propriété ont été fixés au 1er décembre 2015. L'établissement secondaire reste donc sans activité ;

N° 10 44 B, Coopérative des aquaculteurs de Polynésie française, autre forme juridique, l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 28 août 2015 approuve les modifications des statuts résultant de la loi du pays n° 2013-16 du 10 mai 2013 relative aux sociétés coopératives agricoles en Polynésie française ;

N° 15 114 B, SARL Auto Moto Ecole Livé, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 10 décembre 2015, les associés ont transféré le siège social de Papeete, Titioro, route Allée-Pierre à Arue, PK 4,900, côté montagne, immeuble Ley à compter du 13 août 2015 ;

N° 15 249 B, Assystem Polynésie, société par actions simplifiée, suivant acte sous seing privé en date du 30 novembre 2015, la société Assystem Polynésie a acquis de la société Assystem France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 404 271 470, ayant une succursale en Polynésie, immatriculée au registre du commerce de Papeete sous le numéro 05 353 B, un fonds de commerce d'électronicien et importateur connu sous le nom d'Assystem Polynésie exploité à Papeete, centre Puea-Pahonu, à l'angle des rues des Remparts et Bovis. L'entrée en jouissance et le transfert de propriété ont été fixés au 1er décembre 2015 ;

N° 11 210 C, SCI Rynd, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu aux minutes de Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia, le 20 novembre 2015, M. Andy Lot a cédé la totalité de ses 75 parts, numérotées de 76 à 150 ainsi que la totalité de sa créance dans la SCI Rynd, au profit de M. Larry Lot. Audit acte, M. Andy Lot a démissionné de ses fonctions de cogérant de la SCI Rynd. De sorte que, la gérance sera assurée uniquement par M. Larry Lot pour une durée non limitée et reste désormais seul associé de ladite société. L'entrée en jouissance a été fixée au jour de l'acte. Le siège de la société est transféré à Faa'a, lotissement Puurai, lot n° 146. Les articles 5, 7 et 17 des statuts ont été modifiés en conséquence.

23 décembre 2015

N° 10 601 A, M. Cyril Roiha Vanaa, à compter du 22 décembre 2015 : adjonction de l'activité de garde de personnes âgées à l'enseigne "Centre des Cœurs" ;

N° 12 1769 A, Mlle Marilène Uruhei Roti Manarani, à compter du 11 mars 2015 : modification du nom commercial de l'entreprise "Snack Marie Hao", en remplacement de "Flash Back". Suppression de l'activité de négoce ;

N° 15 1402 A, M. Paulo Jacques Teiki Bouyer, à compter du 1er avril 2016 : adjonction des activités de commerce

d'alimentation, vente de plats préparés et pâtisserie. Maintien des autres activités ;

N° 15 2233 A, M. Benoît Moechau Tarahu, adjonction de l'activité de consultant en construction et du nom commercial "Evolutech" à compter du 22 décembre 2015 ;

N° 15 2215 A, M. Jan Hajek, adjonction des noms commerciaux "Pro Photo, Pro Photo Polynésie, Pro, Pro Tech" à l'activité de photographe ambulant, à compter du 22 décembre 2015. Maintien du nom commercial "Pro Photo Tahiti" ;

N° 11 39 B, JSR, société à responsabilité limitée, mise en sommeil de la société à compter du 23 décembre 2015 ;

N° 12 15 B, Yo'Rana, société à responsabilité limitée, l'assemblée générale ordinaire du 26 novembre 2014 a pris acte de la démission de M. Patrick Gaboriaud de ses fonctions de gérant ;

N° 13 93 B, Bertoni et Fils, société en nom collectif, suite à l'assemblée générale extraordinaire du 10 décembre 2015, les associés ont décidé d'augmenter le capital social de 500 000 F CFP, par incorporation des comptes courants et de réduire le capital social de 500 000 F CFP, le solde étant laissé en report à nouveau, ce qui n'entraîne aucune modification des statuts ;

N° 13 133 B, SELARL Dispensaire Vétérinaire de Punaauia, société de participations financières de profession libérale de vétérinaire à responsabilité limitée, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 30 novembre 2015, M. Frédéric Duflocq a cédé la totalité de ses parts sociales à M. Stéphane Subra qui reste seul gérant de la société et détenteur des parts numérotées de 1 à 2 000 d'une valeur nominale de 1 000 F CFP chacune. En conséquence, les articles 8 et 20 des statuts ont été modifiés ;

N° 15 245 B, Clean My Clim, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 16 novembre 2015, Mme Tchou-Nan Tchen épouse Keou a cédé l'intégralité de ses parts sociales en faveur de M. Oité Yun San Van Sou ;

N° 08 252 C, SCI Naiadanae, société civile, aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 25 novembre 2015, les associés ont décidé de diminuer le capital social à hauteur de 58 978 000 F CFP par annulation de 58 978 parts sociales de 1 000 F CFP chacune pour ramener le capital de 59 078 000 F CFP à 100 000 F CFP.

28 décembre 2015

N° 83 534 A, M. Marcel Michel Dieumegard, adjonction de l'activité de mécanicien-réparateur à compter du 1er janvier 2014. Maintien des activités d'importateur et de location de matériel et équipement ;

N° 08 598 A, M. James Gooding, suppression des activités de cuisine à emporter et pâtisserie commune à compter du 23 décembre 2015 ;

N° 09 253 A, M. Nelson Dominique Moanatea Tihoni, adjonction de l'activité d'entretien espaces verts et des locaux à compter du 23 décembre 2015 ;

N° 12 1343 A, M. Rafik Lastab, adjonction de l'activité de dépôt vente à compter du 23 décembre 2015. Celle-ci devient l'activité principale de l'entreprise. Maintien de l'activité de négoce ;

N° 59 3 B, Allianz Vie, société anonyme, par courrier du 28 avril 2015, M. Xavier Ducerf a été nommé délégué régional en remplacement de M. Alberto Romanisio ;

N° 74 1 B, Société tahitienne de dépôts pétroliers, société par actions simplifiée, il résulte du procès-verbal des décisions de l'assemblée générale extraordinaire et ordinaire du 20 novembre 2015 que M. Fabrice Thonnon a été nommé président de la société, à compter du 1er janvier 2016, sans limitation de durée, en remplacement de la société Total Polynésie, démissionnaire à compter de la même date ;

N° 79 94 B, Société tahitienne de dépôts des îles, société par actions simplifiée, il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire et ordinaire du 20 novembre 2015 que M. Fabrice Thonnon a été nommé président de la société, à compter du 1er janvier 2016, sans limitation de durée, en remplacement de M. Marc Siu, démissionnaire à compter de la même date ;

N° 86 94 B, Le Manganier, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale mixte du 28 août 2015, il a été décidé d'étendre l'objet social aux activités de la vente à emporter et le service de livraison à compter de ce jour ;

N° 94 104 B, Allianz Iard, société anonyme, par courrier du 28 avril 2015, M. Xavier Ducerf a été nommé délégué régional en remplacement de M. Alberto Romanisio ;

N° 02 40 B, Bâti Services, société à responsabilité limitée, par décisions du 7 décembre 2015, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31 décembre 2015 et sa mise en liquidation amiable. M. Hubert Benoît de Coignac a été nommé liquidateur et le siège de la liquidation est fixé à Pirae, BP 52094 ;

N° 12 138 B, SARL Learn'Otop, société à responsabilité limitée, cessation d'activité suite à la mise en sommeil à compter du 30 juin 2015 ;

N° 03 25 B, Elegancia, société à responsabilité limitée, aux termes d'une délibération en date du 15 juin 2015, la gérante et associée unique a décidé, statuant en application de l'article L. 223-42 du code de commerce, la poursuite de l'activité de la société ;

N° 06 234 B, Stockage pétrolier de Motu Uta, société par actions simplifiée, il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire et ordinaire du 20 novembre 2015 que M. Fabrice Thonnon a été nommé président de la société, à compter du 1er janvier 2016, sans limitation de durée, en remplacement de la société Société tahitienne de stockage (STDS), démissionnaire à compter de la même date ;

N° 12 83 B, Pacific Press, société à responsabilité limitée, il résulte du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 23 novembre 2015 qu'ont été nommés en qualité de commissaires aux comptes de la société : - titulaire : la SCP Gosse-Parion-Changues-Menard-Albert ; - suppléant : Mme Elisabeth Albert ;

N° 12 162 B, Planet'Hair, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 10 décembre 2015, M. Freddy Reif a cédé deux parts sociales numérotées 19 et 20 à Mme Maruia Arai. Suite à cette cession, la société prend la forme d'une SARL au lieu d'une EURL ;

N° 92 33 C, Société Civile Immobilière Renfa, société civile, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 29 octobre 2015, Mme Antonina Arena épouse Potteau a cédé à M. Guy Siguenza et Mme Jocelyne Fink 450 parts de 100 F CFP chacune, numérotées de 4 288 à 4 736 et constituant le groupe de parts n° 9, lui appartenant dans la société ;

N° 04 45 C, Tess 2015, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu par Me Stéphanie Buirette, notaire associé à Papeete, le 8 décembre 2015, contenant cession de parts et de créances, la SASU L'Auberge des Trois Brasseurs, MM. Tanguy Bonduel et Grégory Bonduel et Mme Virginie Bonduel épouse Lefebvre, ont cédé au profit de M. et Mme Wayne et Laure Porter la totalité de leurs parts sociales de 1 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 75, et leurs comptes courants d'associés respectifs. La société a changé de dénomination pour adopter celle de Tess 2015, le siège social a été transféré à Punaauia, PK 11,200, côté mer, et Mme Laure Porter a été nommée en qualité de gérante, pour une durée non limitée, en remplacement de M. Tanguy Bonduel et Mme Virginie Bonduel épouse Lefebvre, gérants démissionnaires ;

N° 06 47 C, Tere Hau, société civile immobilière, aux termes d'une décision du conseil d'administration du 18 novembre 2015, il a été décidé de dissoudre la société de manière anticipée et sans liquidation en application de l'article 1844-5 du code civil ;

N° 07 258 C, Nauta, société civile immobilière, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2015, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société en raison de l'absence d'activité depuis sa création. Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 15 décembre 2015, les associés ont nommé M. Alban Ellacott en qualité de liquidateur et fixé le siège de la liquidation à Punaauia, BP 381099 Tamanu ;

N° 08 102 C, Mereni, société civile immobilière, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 16 novembre 2015, M. Augustin Lejeune cède à Mme Karine Le Roux épouse Lejeune 144 parts sociales numérotées de 19 à 162. Par ce même acte, Mme Karine Le Roux épouse Lejeune est nommée cogérante de la société.

29 décembre 2015

N° 04 909 A, M. Olivier Jacques Christian Guerin, suppression de l'activité de garderie à l'enseigne commerciale "Le Cirque de Tosh et Compagnie" à compter du 28 décembre 2015 ;

N° 76 97 B, Interoute, société anonyme, adjonction de l'activité de négociant : achat et revente d'engins neufs pour travaux publics à compter du 1er août 2015 ;

N° 07 105 C, Corinne, société civile immobilière, suivant acte reçu par Me Frédéric Rapady, notaire à Papeete, le 12 novembre 2015, M. Julien Gaultier a cédé ses parts au profit de M. Frédéric Rosi et démissionné de son poste de cogérant à compter du même jour.

30 décembre 2015

N° 70 16 B, Tahiti Beachcomber SA, société anonyme, suppression de l'activité de loueur de cassettes vidéo. En effet, cette activité n'est plus exercée depuis le 31 décembre 2014 ;

N° 86 105 B, Paea Cash Api, société anonyme, mise en sommeil suite à la cession du fonds de commerce, à compter du 1er janvier 2016 ;

N° 03 62 B, Jean-Gil, société en nom collectif, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 9 novembre 2015, M. Gil Keromen a cédé la totalité de ses parts sociales, soit 35 parts portant les numéros 66 à 100, à M. Dominique Fougerouse ;

N° 03 109 B, Gala Tahiti, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte reçu par Me Bernard Bruggmann, notaire à Papeete, le 10 juin 2015, Mlle Vaea Olanda a cédé ses 40 parts sociales de 10 000 F CFP chacune de montant nominal numérotées de 1 à 40, lui appartenant dans la société, au profit de M. Frédéric Latil ;

N° 15 282 B, Société polynésienne d'ouvrages techniques, société à responsabilité limitée à associé unique, l'assemblée générale extraordinaire du 18 décembre 2015 a nommé M. Yves Le Poupon en qualité de gérant en remplacement de M. Pierre Ducouret, gérant démissionnaire ;

N° 86 31 C, Vaetua, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia, le 9 décembre 2015, M. Ah Fat dit John Lam a vendu la totalité de ses parts soit 100 parts, portant les numéros 1 à 100 lui appartenant dans la société, savoir, au profit de M. Stéphane Jimenez, 45 parts portant les numéros 1 à 45 et au profit de M. Bruno Tehihira, 55 parts portant les numéros 46 à 100, avec effet à compter du jour de l'acte. Audit acte MM. Stéphane Jimenez et Bruno Tehihira ont été nommés co-gérants de ladite société pour une durée non limitée, en remplacement de M. John Lam, démissionnaire. Egalement audit acte, l'objet social de la société a été étendu aux activités suivantes : tous emprunts, toutes garanties, cautionnements et hypothèques à la suite des engagements des associés et des tiers. Les articles 2, 7, 22 des statuts ont été modifiés en conséquence et l'article 4S des statuts a été supprimé ;

N° 08 213 C, Manahau Iti, société civile, aux termes d'une assemblée générale en date du 18 décembre 2015, les associés ont décidé à titre extraordinaire de diminuer le capital social à hauteur de 53 488 000 F CFP par annulation de 26 744 parts sociales de 2 000 F CFP chacune au terme des cinq années de défiscalisation. Les articles 6 et 7 des statuts seront modifiés en conséquence. *Ancienne mention* : capital social : 53 688 000 F CFP ; *nouvelle mention* : capital social : 200 000 F CFP ;

N° 08 266 C, SCI Maiari, société civile, aux termes d'une assemblée générale en date du 21 octobre 2015, les associés ont décidé à titre extraordinaire de diminuer le capital social à hauteur de 58 621 000 F CFP par annulation de 58 621 parts sociales de 1 000 F CFP chacune au terme des cinq années de défiscalisation. Les articles 6 et 7 des statuts seront modifiés en conséquence. *Ancienne mention* : capital social : 58 721 000 F CFP ; *nouvelle mention* : capital social : 100 000 F CFP.

31 décembre 2015

N° 97 1827 A, M. Paul Line, modification survenue sur le nom commercial, suppression de l'activité de jardinage à l'enseigne "Maohi Jardin". Adjonction du nom commercial "Line Import". Conserve les activités d'import et export, à compter du 30 décembre 2015 ;

N° 10 1404 A, Mlle Tefania Soulane Pahape, suppression de l'activité de loueur en main-d'œuvre et adjonction de l'activité de nettoyage de bâtiment à compter du 30 décembre 2015 ;

N° 13 2046 A, Mlle Emilie Marie Fourmeaux, à compter du 30 décembre 2015 : adjonction des activités de maquillage, photo, atelier artistique, artisanat. Adjonction du nom commercial "Tout Un Art.". Transfert du siège sis à Faa'a, quartier Barff à Mahina, résidence Supermahina, lot n° 54 qui est également la nouvelle adresse du domicile du chef d'entreprise ;

N° 15 2151 A, Mlle Anna Juliette Niuaiti, rajout de l'activité de travaux en tous genres à compter du 4 janvier 2016. Maintien des autres activités. Rajout du nom commercial "Tehaurai Entreprises" ;

N° 97 208 B, Tokahi, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia, en date du 16 décembre 2015, M. et Mme Michel Mautalent ont cédé à M. Marius dit Mario Nouveau, une part sociale portant le numéro 134 leur appartenant dans la société, avec effet à compter du jour de l'acte. L'article 7 des statuts a été modifié en conséquence ;

N° 98 195 B, Tiki Soft Café, société à responsabilité limitée, reprise d'activité à compter du 1er janvier 2015 après une mise en sommeil du 1er septembre 2014 ;

N° 99 237 B, Enrobage, Concassage et Infrastructure, société par actions simplifiée, aux termes de l'assemblée générale ordinaire du 1er décembre 2015, M. Thierry Chansin a été nommé directeur général de la société ;

N° 04 204 B, DP Consultant, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes des décisions du 22 décembre 2015, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé M. Pascal Delrieu en qualité de liquidateur et le siège de la liquidation a été fixé à Papeete, 17, rue du-Général-de-Gaulle ;

N° 06 88 B, Aurecol Piscine Rêves d'O Polynésie, société à responsabilité limitée, mise en sommeil de la société à compter du 30 décembre 2015 ;

N° 06 166 B, Pacific Islands Distributions, société à responsabilité limitée à associé unique, mise en sommeil à compter du 30 décembre 2015 ;

N° 10 232 B, ISIS Polynésie, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 17 novembre 2015, il a été décidé d'augmenter le capital de 14 000 000 F CFP pour le porter à 15 000 000 F CFP ;

N° 13 9 B, Maya, société à responsabilité limitée à associé unique, mise en sommeil de la société à compter du 31 décembre 2015 au soir ;

N° 05 64 C, West Green, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu par Me Lollichon, notaire associé à Punaauia, en date du 13 juin 2013, M. Thierry Taquet a cédé à M. Stéphane Fontaine, 50 parts portant les numéros de 1 à 50, et à Mme Valérie Gaudeau, 12 parts portant les numéros 51 à 62, et Mme Imelda Taquet a cédé à Marne Valérie Gaudeau épouse Fontaine, 38 parts portant le numéro 63 à 100, soit la totalité des parts de la SCI West Green, avec effet à compter du jour de l'acte. Audit acte M. et Mme Stéphane Fontaine ont été nommés co-gérants de ladite société pour une durée non limitée, en remplacement de M. et Mme Thierry Taquet, démissionnaires.

RADIATIONS

3 septembre 2015

N° 82 571 A, Marcellin Bernardino Punua Bonet, PK 10,500 vallée de la Tuauru, BP 111255, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 30 juin 2015 ;

N° 03 921 A, Désiré Toofa Robert Gillot, PK 13,800, côté montagne, servitude Tihoti-Ari, BP 380482, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 31 août 2015.

9 septembre 2015

N° 97 1648 A, Thierry Pierre Olivia, parking Aorai Tinihau, Taaone, Pirae, BP 15148, 98726 Mataiea, *date de cessation d'activité* : 27 août 2015.

11 septembre 2015

N° 98 1107 A, Gilda Lilloux, PK 44,200, côté montagne, BP 15093, 98726 Mataiea, *date de cessation d'activité* : 10 septembre 2015.

16 septembre 2015

N° 90 523 A, Turou Teraki Rapake Champs née Tokoragi, résidence Timiona, lot n° 23, route de Titioro, 98714 Papeete, *date de cessation d'activité* : 1er août 1991 ;

N° 95 525 A, Tekoko Nepa Adèle Fernandez née Roapamoa, village de Rikitea, 98755 Gambier, *date de cessation d'activité* : 27 avril 1995.

17 septembre 2015

N° 90 335 A, Arnold Tauateani Matohi, PK 20,800, côté montagne, 98711 Paea, *date de cessation d'activité* : 9 avril 2010 ;

N° 96 1348 A, Tapurai Faura Hamblin, route de la vallée de Orofara, BP 11641, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 16 septembre 2015.

18 septembre 2015

N° 94 716 A, Conrad Tamahani Thieme, pointe Vénus, quartier Tuiho, BP 11741, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 30 septembre 2015 ;

N° 98 1397 A, Thérèse Natua Tapia née Hamblin, PK 6,900, côté mer, Faa'a, BP 1755, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 17 septembre 2015.

22 septembre 2015

N° 98 3960 A, Rose Marie Etetera Paoafaite, Fitii, côté montagne, BP 475, 98731 Huahine, *date de cessation d'activité* : 7 août 2015.

23 septembre 2015

N° 97 185 A, Keuhitu Denise Kaiha née Ohotoua, Taiohae, BP 350, 98742 Nuku Hiva, *date de cessation d'activité* : 16 septembre 2015 ;

N° 96 291 A, Michel Yazot, quartier Orovini, BP 43132, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 24 septembre 2015.

2 octobre 2015

N° 99 356 A, René Raphaël Ernest Meneghel, village Maharepa, Tiaia, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 26 septembre 2015.

8 octobre 2015

N° 96 356 A, Sylvia Claire Heifara Jean-Louis née Marchal, Paopao, BP 120, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 1er septembre 2015.

N° 03 207 A, Jean-Louis Michel Carrere, servitude Rivnac, Punaauia, BP 20560, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 10 septembre 2015.

9 octobre 2015

N° 99 1949 A, Jinette Fostine Jonc née Rereao, servitude Lucas, chemin vicinal de Patutoa, BP 120693, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2014 ;

N° 98 271 B, Pacific Ocean Products, société à responsabilité limitée, PK 11,800, côté montagne, servitude Pugibet, Punaauia, BP 50341, 98716 Pirae, au terme du délai de 30 jours et en application de l'article 1844-5, alinéa 3 du code civil, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique est effective, *date d'effet de la radiation* : 9 octobre 2015.

12 octobre 2015

N° 83 646 A, Pierre-Marie Tevaea Yip, Hakahau, BP 46, 98745 Ua Pou, *date de cessation d'activité* : 10 avril 2010.

15 octobre 2015

N° 98 4152 A, Annick Maeva Laufattes née Kohumoetini, route du lotissement Pater n° 84, BP 51681, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 4 juin 2015 ;

N° 15 591 A, Gilou Marona Angot, PK 18,200, côté montagne, 98707 Papenoo, *date de cessation d'activité* : 1er juin 2015 ;

N° 14 1486 A, Virgile Pierre-André Bayle, route de Pamatai, Faa'a, BP 2530, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 14 octobre 2015 ;

N° 15 782 A, Pauline Christiane Marie-Claire Brethereau, résidence Hitiamia, appartement n° 15, côté montagne, chez Armand Dieutegard, BP 547, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 30 septembre 2015 ;

N° 15 784 A, Annick Jeanine Marie-Thérèse Delaunay, Matira, côté mer, chez Arthur Sommers, BP 1159, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 31 août 2015 ;

N° 14 2358 A, Joseph Frebault, Atuona, BP 506, 98741 Hiva Oa, *date de cessation d'activité* : 1er janvier 2015 ;

N° 13 1016 A, Camille Nathalie Joly, Motu Tehotu Four Season Resort, BP 847, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 30 septembre 2015 ;

N° 15 365 A, Savannah Chloé Juigner, pointe Matira, côté mer, chez Nicolas Rombaut, BP 503, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 31 août 2015 ;

N° 09 1250 A, Carole Réjane Sylvie Ducrocq née Letellier, quartier Chavez, servitude Chevalier, boulevard Pomare, BP 20477, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 14 octobre 2015 ;

N° 12 1099 A, Charlotte Laura Marteau, chez Tapi Pouvanaa, Anau, BP 1179, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 30 octobre 2015 ;

N° 15 1386 A, Kamake Maurice Putarataru, site de Vaitupa, Motu Ovini, côté mer, BP 60577, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 13 octobre 2015 ;

N° 13 57 A, Boris Allan Sandford, lotissement social n° 7, les Hauts de Outumaoro, BP 13425, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 14 octobre 2015.

16 octobre 2015

N° 14 1979 A, Faimano Maruia Tiarii née Appriou, PK 10,500, côté montagne, lotissement Taapuna, lot n° 44, BP 1660 Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 24 août 2015 ;

N° 15 2010 A, Linda Abdelkrim née Chirou, résidence Vaimoanatea, appartement n° 411, Paofai, BP 3072, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 3 septembre 2015 ;

N° 12 838 A, Reipu Taihia Faehau, au village, Otepa, 98767 Hao, *date de cessation d'activité* : 30 novembre 2014 ;

N° 13 195 A, Teddy Mose Germain, PK 22, côté montagne, route du bassin, BP 4920, 98728 Moorea, *date de cessation d'activité* : 12 octobre 2015 ;

N° 15 430 A, David Kamran Machin, PK 12,500, côté montagne, Ahonu, BP 110057, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 15 octobre 2015 ;

N° 09 1781 A, Michel Rooma Manutahi, PK 8,500, côté mer, quartier Bordes, 98735 Taputapuatea, *date de cessation d'activité* : 1er juin 2012 ;

N° 11 1438 A, Vanessa Toimata Pitomai née Matohi, Puurai, lot n° 458, côté montagne, 98704 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 15 octobre 2015 ;

N° 13 1547 A, Henriette Teriitahi née Mooraria, route de la pointe Vénus, lotissement Maruia, quartier Mervin, BP 110320, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 7 février 2015 ;

N° 15 1564 A, Delhia Hinauraurea Roopinia, PK 30,200, côté montagne, Opoa, BP 1183, 98735 Uturoa, *date de cessation d'activité* : 25 septembre 2015 ;

N° 14 2289 A, John William Raiau Taha, PK 2,100, côté montagne, cité ouvrière, Hamuta, Pirae, BP 47245 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 1er octobre 2015 ;

N° 14 2062 A, Teivi Bernard Teremoana Teariki, PK 4,800, côté montagne, quartier Teuru, route Tavararo, BP 6272, 98704 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 15 octobre 2015 ;

N° 05 1547 A, Roselyne Vane née Tarihaa, place Temaru Ao, côté montagne, 98735 Tumaraa, *date de cessation d'activité* : 2 septembre 2015 ;

N° 05 965 A, Michel Mou Fat, Fautai, côté mer, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 27 février 2008 ;

N° 98 2392 A, Roger Manureva Ah Kouli Ly Sing Sao, PK 36,900, côté montagne, 98705 Hitia'a O Te Ra, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2014.

19 octobre 2015

N° 13 1620 A, Philomène Desamy née Martino, quartier Teraiharoa, Paopao, BP 1043, 98728 Moorea, *date de cessation d'activité* : 16 octobre 2015 ;

N° 14 2292 A, Oaoa Tereopa, PK 6, côté montagne, Maharepa, BP 549, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 12 octobre 2015.

20 octobre 2015

N° 08 1929 A, Philippe Robert Yves Breul, PK 7,900, résidence Green Valley Iti, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 30 septembre 2015 ;

N° 14 42 A, Belinda Hereiti Natua, PK 18,200, côté montagne, servitude Atiraa, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 30 mars 2014 ;

N° 15 792 A, Nariinateiho Rod Pua, route de Pamatai, quartier Ah Wah, Faa'a, BP 3437, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 1er août 2015 ;

N° 13 1965 A, Caren Raioaoa, zone industrielle de Fare Ute, BP 2520, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 31 mars 2015 ;

N° 15 891 A, Heimanu Laurent Rochette, PK 45, côté montagne, quartier Bernière, BP 15629, 98726 Teva I Uta, *date de cessation d'activité* : 18 avril 2015 ;

N° 13 1167 A, Jean-Luc Paea Taerea, PK 10,500, côté mer, 98721 Pueu, *date de cessation d'activité* : 30 septembre 2013 ;

N° 15 1263 A, Juliana Mareva Teahamai, lotissement Temauri Village, quartier Titioro n° 92, 98714 Papeete, *date de cessation d'activité* : 19 octobre 2015 ;

N° 12 1583 A, Byron Manutahi Vahapata, PK 38,800, côté montagne, quartier Tehaamatai, BP 12434, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 4 septembre 2015 ;

N° 10 2096 A, Célestin Rora Williams, lotissement Tenaho, côté mer, lot n° 2, Pirae, 98704 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 15 janvier 2012.

21 octobre 2015

N° 11 75 A, Hubert Henri Mongarde, lot n° 29, côté montagne, Punavai, BP 2756, 98703 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 20 octobre 2015 ;

N° 70 18 A, Daniel Maurice Martin, PK 14,100, côté montagne, Punaauia, BP 1445, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 18 août 2015 ;

N° 15 1054 A, Raihei Marcel Royer, PK 25,500, côté montagne, Paea, BP 120189, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 15 septembre 2015 ;

N° 10 1513 A, Tehani Ludmilla Poerava Setefano née Teihotua, PK 17,750, côté mer, servitude Mauna-Bennett, BP 381752, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 31 mars 2014 ;

N° 15 59 A, Solenne Allanic, résidence de Sainte-Amélie, logement n° 3001, BP 9435, 98715 Papeete, *date de cessation d'activité* : 31 octobre 2015.

22 octobre 2015

N° 13 371 A, Warren Clément Afo, PK 11,200, côté montagne, quartier Afo, BP 11167, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 20 février 2013 ;

N° 14 803 A, Fénissia Tehaurai Brothers, PK 12,900, côté montagne, quartier Atiue, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 5 octobre 2015 ;

N° 15 1582 A, Marie-Rose Purotu Keck née Jennings, PK 4,800, côté montagne, quartier Hiro, 98704 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 31 août 2015 ;

N° 11 1429 A, Gilles Gérard Loubeyre, PK 6,300, côté mer, quartier Patae, à Afareaitu, BP 4118, Vaiare, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 21 octobre 2015 ;

N° 14 2368 A, Louis Mahei, PK 32, côté montagne, Varari, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 21 octobre 2015 ;

N° 14 2370 A, Eliane Mahei née Roe, Tuamotu, village de Tuherahera, BP 15, 98778 Rangiroa, *date de cessation d'activité* : 21 octobre 2015 ;

N° 12 1878 A, Marie-Noëlle Gabrielle Paulette Schmitz, lotissement Miri, servitude Eeva, bâtiment F, lot n° 155, Punaauia, BP 51048, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 20 octobre 2015 ;

N° 11 750 A, Laurent Dominique René Sefraoui, route du temple, Faanui, BP 1445, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 15 octobre 2011 ;

N° 11 1644 A, Jim Solomona Fauura, Tuamotu, BP 68, 98763 Fakarava, *date de cessation d'activité* : 12 octobre 2015 ;

N° 13 2281 A, Andréa Tapao née Teriitehei, emplacement communal, Fare, bal 478, 98731 Huahine, *date de cessation d'activité* : 2 octobre 2015 ;

N° 13 2026 A, Hindy Mahanatea Tiaehau, PK 19, côté montagne, ext aérien Cadousteau, Atiha, 98728 Moorea, *date de cessation d'activité* : 21 octobre 2015.

23 octobre 2015

N° 15 1657 A, Heikapua Emma Debouy, route de Saint-Hilaire, lotissement Vaitea n° 16, BP 63509, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 22 octobre 2015 ;

N° 13 203 B, Café Heikealani, société à responsabilité limitée, PK 20,500, côté montagne, BP 10396, 98711 Paea, aux termes d'un acte reçu par Me Clemencet, le 10 septembre 2015, la SARL Café Heikealani a cédé au profit de la société Happy Lunch son fonds de commerce de restauration rapide exploité à Paea, *date d'effet de la radiation* : 23 octobre 2015 ;

N° 80 552 A, Juanita veuve Cortez née Gerona, PK 10, côté montagne, à côté de Faty, BP 11557, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 22 octobre 2015 ;

N° 10 1817 A, Yolande Kathie Pifao, PK 47,500, côté mer quartier Vai-Raharaha, 98726 Mataiea, *date de cessation d'activité* : 22 octobre 2015 ;

N° 11 804 A, Linda Teihotaata, jardin de Vaipahi, BP 11260, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 18 juillet 2015 ;

N° 15 2002 A, Teui-API Teoneuri Temarohoa, PK 4,200, côté montagne, Irivai, Avera, 98735 Uturoa, *date de cessation d'activité* : 5 octobre 2015 ;

N° 00 361 A, Tuterai Christian Teamo, Punavai plaine, côté montagne n° 43, BP 1565, Punavai, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 22 octobre 2015.

26 octobre 2015

N° 10 538 A, Karine Fouchard née Bourbon, route de Teahupoo, centre Tauhere, 98719 Afaahiti, *date de cessation d'activité* : 28 septembre 2015 ;

N° 13 1065 A, Kareen Lisan, PK 3,400, côté mer, servitude Tavana-Raoulx, Arue, BP 20377, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 6 juin 2013 ;

N° 15 806 A, Elise Opeta née Maheahea, PK 10,500, côté mer, quartier Aumeran, BP 110297, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 23 octobre 2015 ;

N° 14 154 B, Tagra 4K, société à responsabilité limitée, rue du Tuafenua, Mata Utu, Wallis et Futuna, aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 17 septembre 2015, le siège social a été transféré à Wallis, emportant radiation de la société au registre du commerce et des sociétés de Papeete, *date d'effet de la radiation* : 26 octobre 2015 ;

N° 15 1262 A, Stéphanie Gaëlle Karine Morvan née Saussereau, fare n° 7, résidence Matatevai, Pirae, BP 9435, Motu Uta, 98715 Papeete, *date de cessation d'activité* : 30 octobre 2015.

27 octobre 2015

N° 14 801 A, Cécilia Doucet née Bonet, lotissement Moanarama n° 26, BP 11523, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 26 octobre 2015 ;

N° 15 1041 A, Vainui Marguerite née Tchoung, PK 47, côté montagne, quartier Mapuaura, 98720 Faaone, *date de cessation d'activité* : 26 octobre 2015 ;

N° 95 1545 A, Chrétien Tuuhia, Puurai, Faa'a, BP 6688, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 21 octobre 2015 ;

N° 01 1204 A, Joséphine Moea Cummings, Mamao Aivi, côté montagne, 98714 Papeete, *date de cessation d'activité* : 26 octobre 2015 ;

N° 12 1782 A, Isabelle Moea Paint-Koui née Manate, PK 20,100, côté montagne, vallée de Tiapa, Paea, BP 8261, 98704 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 26 octobre 2015 ;

N° 07 432 A, Huri Tupua, Taunoa, côté mer, quartier Pekin, 98714 Papeete, *date de cessation d'activité* : 27 septembre 2015 ;

N° 14 1160 A, Heidi Heitiare Raoulx née Mataitai, vallée Tuauru, Mahina, BP 61751, 98704 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 26 octobre 2015 ;

N° 06 665 A, Annabelle Isabelle Couzin, résidence Papeete Iti n° 102, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 30 juin 2006.

28 octobre 2015

N° 14 1503 A, Arnaud Teva Yves Bruggmann, Tuamotu, Avatoru, Tepaetia, BP 134, 98775 Rangiroa, *date de cessation d'activité* : 27 octobre 2015 ;

N° 96 1668 A, Teriihinoiatua-Iteraimateata Ariiaue Pomare Alexandre Cowan, PK 4,700, côté montagne, servitude Teriitaria a Tu a Pomare, BP 14221, 98701 Arue, *date de cessation d'activité* : 1er avril 2015 ;

N° 00 926 A, Solomona Tehoiri, PK 39, côté montagne, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2011 ;

N° 15 444 A, Simon Léon Pierre Laury, PK 9,500, côté montagne, derrière le collège de Paopao, quartier Teharuru, BP 3298 Teavaro, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 26 octobre 2015 ;

N° 15 975 A, Pascal Tani Ng, PK 14,900, côté montagne, Papetoai, BP 3545 Temae, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 30 juin 2015 ;

N° 11 1489 A, Eléonore Ly Sao, PK 4,500, côté montagne, BP 14229, 98701 Arue, *date de cessation d'activité* : 27 octobre 2015 ;

N° 15 1346 A, Manarii Gilles Temauri, Fare, BP 76, 98731 Huahine, *date de cessation d'activité* : 27 octobre 2015 ;

N° 15 2200 A, Stéphanie You, route du lotissement Vetea 2, lot n° 139 B, BP 5003, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 25 septembre 2015.

29 octobre 2015

N° 08 173 A, Jean-Paul Tuheiaava, Nunue, côté montagne, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 28 octobre 2015 ;

N° 05 29 A, Siméon Taerea, PK 53,900, côté mer, BP 16397, Papeari, 98727 Papeari, *date de cessation d'activité* : 31 août 2014 ;

N° 11 300 A, Jonathan Nohorai Law, face au collège Vaitape, BP 54, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 5 octobre 2015 ;

N° 15 41 A, Moorä Tera, terre Tetiapa, lot n° 3 DW17, côté montagne, Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de cessation d'activité* : 28 octobre 2015 ;

N° 14 1721 A, Daniel Terikiporofana Turoa, PK 23,700, côté montagne, quartier Chapman, Paea, BP 1973, Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 1er août 2015 ;

N° 78 36 A, Isabelle Bey-Rozet née Montillier, PK 4,500, côté montagne, BP 85, Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 27 octobre 2015.

30 octobre 2015

N° 06 260 A, Adrien Matai Dubois, PK 37,500, côté montagne, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2010 ;

N° 13 543 A, Monique Marie José veuve Rouquette née Gavel, PK 9,600, côté montagne, lotissement le Lotus, lot F 124, BP 130105, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 13 octobre 2015 ;

N° 10 87 A, Christophe Tehuiotoa, quartier Jamet, Titioro, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 29 octobre 2015 ;

N° 09 1808 A, Christine Henriette Jeanne Meeus, Haapiti, Tiahura, résidence Moemoea, fare 323, côté mer, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 1er mars 2010.

2 novembre 2015

N° 12 137 A, John Tamatoa James Brander, PK 7, côté montagne, Tenape, quartier Millaud, BP 2224, 98735 Uturoa, *date de cessation d'activité* : 13 octobre 2015 ;

N° 14 1253 A, Monique Tehani Tahakuaiteata Haoatai née Cérân-Jérusalémy, face au Bali Hai, centre Maeva, BP 662, Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 30 juillet 2015 ;

N° 12 2101 A, Marie Joelle Ahurau Leplat née Dauphin, PK 5,400, côté montagne, quartier Mai, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 30 octobre 2015 ;

N° 14 1784 A, Laïza Addu Deane, Taiohae, BP 246, 98742 Nuku Hiva, *date de cessation d'activité* : 14 octobre 2015 ;

N° 14 502 A, Catherine Hoahere Temata Faaeva-Terivaea, Fariipiti, quartier Rimatara, avenue du Chef-Vairaatoa, BP 41852, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 30 octobre 2015 ;

N° 14 2268 A, Jérémie Ieremia Haavahia, PK 29,200, côté montagne, quartier Tiamao, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 30 octobre 2015 ;

N° 15 1718 A, Diana Hinarava Huri, PK 18,500, côté montagne, quartier Rapae, 98707 Papenoo, *date de cessation d'activité* : 30 octobre 2015 ;

N° 14 350 A, Ferdinand Geoffrey Heiarii Pinson, route de l'Uranie, résidence Le grand large, 98714 Papeete, *date de cessation d'activité* : 15 octobre 2015 ;

N° 15 188 A, Valérie Heimana Puke, Faanui, côté montagne, chez Tama Glenn, avant le snack, BP 303, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 31 octobre 2015 ;

N° 87 254 A, Sou Hene Roger Apeang, rue François-Cardella, Papeete, BP 6339, 98703 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 8 septembre 2015 ;

N° 15 795 A, Conchitta Terorotua Roura, PK 16,800, côté montagne, route du lotissement Te Maru Ata, Punaauia, BP 6408, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 1er juillet 2015 ;

N° 10 1330 A, Rainui Jean-François Sanquer, PK 28,500, côté montagne, Taputapuatea, Opoa, BP 311, 98735 Uturoa, *date de cessation d'activité* : 30 septembre 2015 ;

N° 13 1453 A, Daniel Narii Teaka, PK 4, côté montagne, 98735 Avera, *date de cessation d'activité* : 8 octobre 2015 ;

N° 14 1928 A, Richard Moetoua Paimore Poenaiki Tehuitua, PK 24,500, côté montagne, 98711 Paea, *date de cessation d'activité* : 3 septembre 2015 ;

N° 14 1251 A, Benjamin Tehauhivaoa Teikihuavanaka, lotissement Vaiumete, Vaipae, 98744 Ua Huka, *date de cessation d'activité* : 30 septembre 2015 ;

N° 13 1789 A, Jean-Baptiste Here Teikitohe, Taipivai, 98742 Nuku Hiva, *date de cessation d'activité* : 16 octobre 2015 ;

N° 13 1366 A, Cecilio Marii Teikiutapu, 92, Taapuna, BP 2355, 98703 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 7 juillet 2015 ;

N° 91 109 B, Raititi Lagoon Cruises, société à responsabilité limitée, Nunue, BP 1, 98730 Bora Bora, pour régularisation, au terme du délai de 30 jours après la publication, la transmission universelle du patrimoine est effective à compter du 24 avril 2010, *date d'effet de la radiation* : 2 novembre 2015 ;

N° 09 505 A, Armand Tuueinui Timau, Vaitahu, côté montagne, 98743 Tahuata, *date de cessation d'activité* : 30 septembre 2015 ;

N° 05 459 A, Hinano Patiahia, PK 1, côté mer, Temae, aéroport, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 1er juin 2005 ;

N° 82 585 A, Mautaina Taki née Arai, 98772 Napuka, *date de cessation d'activité* : 1er novembre 2015.

3 novembre 2015

N° 14 696 A du 24 avril 2014, Ranitea Venicia Depierre-Tetua, *nom commercial* : Ent Mataiva Construction, Tuamotu, Pahua, 98777 Rangiroa, *cessation d'activité et suppression du fonds de commerce, décès de l'exploitant*.

4 novembre 2015

N° 15 124 A, John Barbos-Maui, PK 37, côté montagne, servitude de la mairie, Hitia'a, BP 20918, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 3 novembre 2015 ;

N° 15 1046 A, Hanilei Mahao Vahineroo Doucet, lotissement de la CPS, lot 55 n° B31, BP 110865, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 29 octobre 2015 ;

N° 14 1121 A, Joelle Lucienne Kotchian, immeuble du Paradise Night, boulevard Pomare, BP 44918 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 14 946 A, Jérôme Naeye, vallée de la Tuauru, BP 110732, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 2 mai 2014 ;

N° 00 1568 A, Louise Eimeo Chung, Pamatai, lotissement Cowan n° 17, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 27 octobre 2000

N° 08 934 A, Raureni Tepouateragi Taufa, PK 4,800, quartier Maitere, côté montagne, 98704 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 3 novembre 2015.

5 novembre 2015

N° 99 2517 A, William Christian Serge Hoste, rue Nansouty n° 22, 98714 Papeete, *date de cessation d'activité* : 25 janvier 2000 ;

N° 14 1340 A, Béatrice Togakaputa née Louant, PK 38, côté mer, Hitia'a, BP 51496, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 28 avril 2015 ;

N° 15 701 A, Alice Nelly Portevin, PK 8, côté montagne, immeuble Tehau, appartement n° 1, BP 130402, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 20 octobre 2015 ;

N° 14 1004 A, Jérôme Stéphane Bernard Rene, Tuamotu, BP 396, 98775 Rangiroa, *date de cessation d'activité* : 1er novembre 2014 ;

N° 15 380 A, Cindy Rauana Tamahahe, marché de Papeete, 98714 Papeete, *date de cessation d'activité* : 4 novembre 2015 ;

N° 11 1611 A, Manutea Teharuru, PK 10,500, côté montagne, Taapuna, lotissement n° 118, BP 380815, Tamanu, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 5 octobre 2011.

6 novembre 2015

N° 14 125 B, M'KFE, société à responsabilité limitée à associé unique, PK 10, côté montagne, immeuble Fritch, Mahina, BP 2263, 98713 Papeete, l'assemblée générale extraordinaire du 5 juillet 2015 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé le liquidateur de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation, *date d'effet de la radiation* : 6 novembre 2015 ;

N° 07 314 A, Teiki Nitou Terii Candelot, PK 22,800, côté montagne, 98708 Hitia'a O Te Ra, *date de cessation d'activité* : 30 octobre 2015 ;

N° 11 1752 A, Harold Guy François Catalano, PK 11,200, côté montagne, servitude Assaud, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 30 septembre 2015 ;

N° 12 1165 A, Fabrice Tamatoa Folituu-Paoaafaite, lot n° 144, côté montagne, Puurai, BP 8144, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 5 novembre 2015 ;

N° 14 2158 A, Joshua Teehau Maitui, PK 47,200, côté montagne, Mapuaura, Faaone, BP 70323, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de cessation d'activité* : 31 juillet 2015 ;

N° 15 1831 A, Kalisito Vea, PK 2,500, côté mer, Toahotu, BP 8638, 98719 Taravao, *date de cessation d'activité* : 4 novembre 2015 ;

N° 12 2199 A, Daniel Jimsa Yee Kui Choi, PK 12,500, côté mer, quartier Nordhoff, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 30 novembre 2015.

9 novembre 2015

N° 12 1607 A, Taina Elena Meyssonier, lotissement Tehapatoa n° 38, Saint-Hilaire, Faa'a, BP 6608, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 6 novembre 2015 ;

N° 13 1043 A, Valérie Tahia Tiare née Vaiho, lotissement Papatea, lot n° 14, Fenua Aihere, 98722 Tautira, *date de cessation d'activité* : 6 novembre 2015.

10 novembre 2015

N° 14 786 A, Yves Tetaaitu Conroy, PK 35,400, côté mer, BP 12079, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 2 mai 2014 ;

N° 14 1942 A, Ronan Hervé Ollivier Dauvergne, PK 52, côté mer, Faaone, BP 71058, Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de cessation d'activité* : 4 novembre 2015 ;

N° 97 1178 A, Tehinatereaha Kaoko née Terega, Otetou, Hereheretue, Tuamotu, BP 140022, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 9 novembre 2015 ;

N° 12 292 A, Moarii Raymonde Fanaura, PK 20,100, côté mer, quartier Teore, 98711 Paea, *date de cessation d'activité* : 30 janvier 2014 ;

N° 15 958 A, Pierre Raphaël Teiva Giraud, rue Frédéric-Gadiot, Pirae, BP 380040, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 13 novembre 2015 ;

N° 14 1609 A, Tom Martin Rémi Potier, PK 52, côté mer, BP 71058 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de cessation d'activité* : 4 novembre 2015 ;

N° 11 563 A, Manutea William Sage, PK 16,200, côté montagne, servitude Ah Sing 2, BP 380321, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 9 novembre 2015 ;

N° 13 2277 A, Sébastien Jean Yves Sergent, PK 17,400, côté mer, servitude Teuira, BP 381416, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 9 novembre 2015 ;

N° 15 1703 A, Sheilla Maeva Ioane née Teheiuira, PK 5, côté montagne, au-dessus de la RDO, quartier Tauraa, BP 6547, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 11 septembre 2015 ;

N° 14 2329 A, François Tevaatua, PK 44,500, côté montagne, route du cimetière, 98726 Teva I Uta, *date de cessation d'activité* : 9 novembre 2015 ;

N° 10 58 A, Gabriel Taita Tiapari, PK 47,500, côté montagne, 98720 Faaone, *date de cessation d'activité* : 4 novembre 2015.

12 novembre 2015

N° 11 110 C, Shi Rong, société civile, PK 4,500, côté montagne, BP 60811, 98702 Faa'a, par délibération du 10 septembre 2015, les associés ont approuvé les comptes de liquidation, donné *quitus* au liquidateur et l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation, *date d'effet de la radiation* : 12 novembre 2015 ;

N° 12 588 A, Romanella Buchin, Vaitape, BP 1129, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 21 août 2013 ;

N° 15 993 A, Samuel Berny Nohorai Gentilhomme, PK 2,500, côté mer, lotissement Ada, 98724 Toahotu, *date de cessation d'activité* : 10 novembre 2015 ;

N° 15 1623 A, Cédric Patrick Maurice, PK 21, côté montagne, vallée Vaianae, Haapiti, BP 1650 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 6 décembre 2015 ;

N° 15 175 B, Station Total du Golf, société à responsabilité limitée, PK 0, côté montagne, lotissement Temae, lot n° 15, Teavaro, BP 3181 Temae, 98728 Moorea-Maiao, l'assemblée générale du 22 octobre 2015 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé M. Teva Reid-Amaru de son mandat de liquidateur et constaté la clôture des opérations de liquidation, *date d'effet de la radiation* : 12 novembre 2015 ;

N° 15 243 A, Joanna Léa Magali Picard, Sainte-Amélie, Papeete, BP 13914, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 1er juillet 2015 ;

N° 15 2348 A, Tupea Jimmy Teahu, PK 9,800, côté montagne, quartier Fareura, Paopao, BP 332, Maharepa, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 16 octobre 2015 ;

N° 14 1512 A, Eriata Moïse Tefafano, Tuamotu, Pahu, 98777 Mataiva, Rangiroa, *date de cessation d'activité* : 1er juillet 2014 ;

N° 10 757 A, Sandrine Marereva Tehau, quartier Tapaetia, Avatoru, BP 233, 98776 Rangiroa, *date de cessation d'activité* : 1er septembre 2015 ;

N° 09 196 A, Tahitoa Tehetia, PK 22,900, quartier Vaiterepe n° 34, 98711 Paea, *date de cessation d'activité* : 1er mars 2009 ;

N° 08 1716 A, Annette Manuia Amaru née Toofa, quartier Haapoponi, Tiarei, BP 14923, 98701 Arue, *date de cessation d'activité* : 10 novembre 2015.

13 novembre 2015

N° 12 1564 A, Stéphen Chauvin, PK 8,800, côté montagne, Miri Miri, 98735 Tumaraa, *date de cessation d'activité* : 9 octobre 2015 ;

N° 14 1965 A, Massimiliano Del Vecchio, PK 27,570, côté montagne, Haapiti, Tiahura, BP 1558 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 9 novembre 2015 ;

N° 12 2228 A, Patricia Muriel Binard née Gaulé, marina de Uturoa, voilier Phoenix, BP 158, 98735 Uturoa, *date de cessation d'activité* : 12 octobre 2015 ;

N° 14 815 A, Yvanna Vanaa née Mauahiti, Faie, côté montagne, quartier Puhî, 98731 Huahine, *date de cessation d'activité* : 23 octobre 2015 ;

N° 15 2137 A, Moeata Moeau-Paie, route des Plaines, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 26 octobre 2015 ;

N° 11 1764 A, Cedric Emile Ripoll, PK 4,500, côté montagne, Avera, 98735 Taputapuata, *date de cessation d'activité* : 20 septembre 2015 ;

N° 14 1208 A, Alexandra Vaihere Tepuai, servitude Faatoa, Paetaha, BP 141361, 98701 Arue, *date de cessation d'activité* : 12 novembre 2015 ;

N° 14 636 A, Audrey Marguerite Isabelle Valdenaire, servitude Nina-Peata, côté montagne, BP 2019, Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 12 novembre 2015 ;

N° 93 651 A, Michel Cassagnol, PK 13,900, côté mer, Pihaena, Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 12 novembre 2015 ;

N° 03 2391 A, Rahera Elza Cesarine Tahi, PK 44,800, côté montagne, quartier Flores, Mataiea, BP 14240, 98701 Arue, *date de cessation d'activité* : 12 novembre 2015.

15 novembre 2015

N° 15 1498 A, Korikorikuria Claire Teroro Teura Faretahua, PK 3,600, quartier Deane, face à Carrefour, 98701 Arue, *date de cessation d'activité* : 13 novembre 2015 ;

N° 13 1588 A, Stéphanie Ida Heiata Gasbarre, lot n° 53, Puurai, BP 8053, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 13 novembre 2015 ;

N° 13 1451 A, Guillaume Célestin Louis Martin, PK 21,500, côté mer, Haapiti, BP 80041, 98728 Moorea, *date de cessation d'activité* : 9 novembre 2015 ;

N° 10 1477 A, Raiyen Teamo, face à l'école Mamatai, quartier Drollet, BP 8271, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 18 décembre 2015 ;

N° 15 601 A, Marita Teuiariro Teissier née Tehaai, route des Archives, quartier Alexandre, Tipaerui, Papeete, BP 12547, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 13 novembre 2015.

16 novembre 2015

N° 01 103 A, Guy Loussan, place Notre-Dame, Cathédrale, BP 224, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 30 novembre 2015.

17 novembre 2015

N° 13 160 A, William Antoine Gérard Serafini, quartier Tara, Faanui, BP 604, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 1er octobre 2015 ;

N° 04 1227 A, Georges Heifara Tapare, PK 14,200, côté montagne, Papenoo, BP 60744, aéroport, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2012 ;

N° 13 348 A, Clément Hiro Pouira, Avatoru, 98775 Rangiroa, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2014 ;

N° 15 504 A, Heianui Steffy Faniu, PK 13,100, côté montagne, résidence Puna Iti n° 45, Punaauia, BP 4235, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 1er juin 2015 ;

N° 11 1414 A, Maeva Anne-Marie Davy, Nunue, côté montagne, BP 1178 Vaitape, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 27 octobre 2015 ;

N° 96 1231 A, Philippe Jean Louis Xavier, lotissement Giau, Titioro, Papeete, BP 50921, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 21 juillet 2014.

18 novembre 2015

N° 09 1349 A, Raimana Gérard Victor Marie Bareille, CMA, avenue du Régent-Paraita, Mamao, 98714 Papeete, *date de cessation d'activité* : 17 novembre 2015 ;

N° 96 1823 A, Gilbert Tefa Itchner, cours de l'Union-sacrée, Taunua, 98714 Papeete, *date de cessation d'activité* : 17 novembre 2015.

19 novembre 2015

N° 13 1728 A, Sylvain Paulin Mui Fiu, lotissement Hauts des vallons n° 42, bâtiment 5C, route de la Mission, BP 20577, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 18 novembre 2015 ;

N° 14 2005 A, Clément Galan, Haamene, côté mer, chez Rebecca-Griffi, BP 338, Haamene, 98733 Tahaa, *date de cessation d'activité* : 30 octobre 2015 ;

N° 15 1337 A, Vanessa Marie Simone Leverrier, chez Félix Rocard, côté montagne, BP 327, 98735 Uturoa, *date de cessation d'activité* : 30 octobre 2015 ;

N° 14 709 A, Sébastien Tuarii Mahana, chez Jeanne Paitia, côté montagne, vers le Magasin Hitiata, à Faanui, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 2 novembre 2015 ;

N° 13 703 A, Yannick Lecksner Pautheha, PK 7,500, côté montagne, quartier Koringo, Punaauia, BP 21291, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 18 novembre 2015 ;

N° 14 2011 A, Eric Teupoonui Tanè, PK 6,200, côté montagne, chez Marianne Saminadame, Raiatea, BP 3159 Avera, 98735 Uturoa, *date de cessation d'activité* : 2 novembre 2015 ;

N° 12 997 A, Alex Ike Tamanui Teissier, PK 13,500, côté montagne, quartier Teissier, BP 3272, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 18 novembre 2015 ;

N° 11 385 A, Vastille Rereao A Teraimateata A Tino A Teihotaata, PK 8, côté mer, face à l'église protestante, 98735 Avera, *date de cessation d'activité* : 10 novembre 2015 ;

N° 14 1010 A, Tamahere Karlène Teriitaumihau, PK 3,200, côté mer, Hotuarea, 98704 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 18 novembre 2015.

20 novembre 2015

N° 15 604 A, Sylvain Pakee Ahiefitu, rue Oliver-Eugène, BP 7536, Afaahiti, 98719 Taravao, *date de cessation d'activité* : 19 novembre 2015 ;

N° 15 1520 A, Clément Fabrice Johann Bais-Pierre, route du pic Rouge, résidence Te Ana 1, Tipaerui, BP 42860, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 19 novembre 2015 ;

N° 12 1413 A, Serena Tiffanie Roimata Doom, PK 47, côté montagne, quartier Vairaraha, BP 15493, 98726 Mataiea, *date de cessation d'activité* : 30 août 2013 ;

N° 15 388 A, Philippe Jean Eugène Driesch, Matira, côté montagne, chez Tea-Suchard, BP 234, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 6 novembre 2015 ;

N° 10 1051 A, Tommy Heimana Fare-Bredin, rue Gadiot, côté mer, quartier Princesse-Heiata, Pirae, BP 1263, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 19 novembre 2015 ;

N° 06 133 A, Louise Uraore Frogier, PK 22,500, côté montagne, route du marae Arahurahu, Paea, BP 3275, Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 19 novembre 2015 ;

N° 12 2157 A, Ariette Kuaetapu Kautai née Huuti, Hohoi, 98745 Ua Pou, *date de cessation d'activité* : 3 octobre 2015 ;

N° 14 325 A, Evodie Tahiaavavekoina Matohi, côté montagne, Atuona, BP 331, 98741 Hiva Oa, *date de cessation d'activité* : 23 octobre 2015 ;

N° 12 2337 A, Alexis Tiha Peterano, lot n° 73, Heiri, Faa'a, BP 40592, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 10 mai 2014 ;

N° 15 301 A, Adolphe Tepakia Elie Rousseau, Fariipiti, quartier Adams, 98714 Papeete, *date de cessation d'activité* : 19 novembre 2015 ;

N° 92 858 A, Daniel Jean Marchisio, PK 17, côté montagne, BP 380015, Tamanu, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 03 756 A, Katupu Tehina Ruta Richard née Raveino, Tehutu, côté mer, BP 521, 98741 Hiva Oa, *date de cessation d'activité* : 1er janvier 2012.

23 novembre 2015

N° 13 2041 A, Gisèle Titaina Pahi née Ienfa, quartier Teraiharoa, Paraoro, Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 20 novembre 2015 ;

N° 07 639 A, Philippe Edmond Marin, 7, place Notre-Dame, 98714 Papeete, *date de cessation d'activité* : 1er octobre 2015 ;

N° 15 865 A, Pierre Ariimoana Maroonui, PK 11,800, côté mer, quartier Maruhi, 98725 Vairao, *date de cessation d'activité* : 20 novembre 2015 ;

N° 13 1758 A, Tetuanui Tehariki, PK 12,100, côté mer, quartier Vavi, 98725 Vairao, *date de cessation d'activité* : 30 mai 2015 ;

N° 14 705 A, Manon Henriette Palmyre Hericher, PK 3,815, côté montagne, servitude Bonno, lotissement Noho Arii, Arue, BP 4122, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 30 novembre 2015 ;

N° 98 1032 A, Michèle Lau, PK 37,600, côté montagne, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 20 novembre 2015 ;

N° 15 1237 A, Hare Joseph Tuiho, PK 46,300, côté mer, Mataiea, BP 11291, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 20 novembre 2015.

24 novembre 2015

N° 06 1421 A, Florent Gabriel Louis Aguirré, Nahoata, près de la pharmacie, côté montagne, Pirae, BP 120509, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 1er juin 2007 ;

N° 11 253 A, Dominique Mireille Marie Caumeil, résidence Mahana 2, Punaauia, BP 51854, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 23 novembre 2015 ;

N° 09 1829 A, Hitiatua Ellis, les Hauts du Tira, bâtiment L n° 61, Mission, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 23 novembre 2015 ;

N° 11 87 A, Anna Maire Loridan née Isnard, vallée de Taaoa, BP 312, Atuona, 98741 Hiva Oa, *date de cessation d'activité* : 16 novembre 2015 ;

N° 09 606 A, Philippe Le Tohic, résidence Mahana n° 2, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 23 novembre 2015 ;

N° 15 1242 A, Mélanie Gabrielle Jeanne Davy née Pere, au-dessus de Sipa, Papeete, BP 50242, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 23 novembre 2015 ;

N° 11 1044 A, Gaston Teurimateehu Temarii, PK 10,700, vallon de Atima n° 24, BP 11840, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 23 novembre 2015 ;

N° 14 312 A, Marie-Angélique Hiona Haapii née Tinomano, Taunua, servitude Adams, rue Wallis, 98714 Papeete, *date de cessation d'activité* : 23 novembre 2015.

25 novembre 2015

N° 96 1602 A, Macrine Angéla Jennings née Picard, PK 51, côté montagne, 98720 Faaone, *date de cessation d'activité* : 30 octobre 2015 ;

N° 14 2429 A, Francine Aline Jeanne Marie Ruffat née Baudry, PK 1,500, côté montagne, BP 574, Teavaro, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 10 279 A, Robert Louis Paul Birades, Super Mahina, lot n° 85 A, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 24 novembre 2015 ;

N° 13 1500 A, Danielle Georgia Dinah Karoubi, PK 2,200, côté mer, résidence Poeiti, Teavaro, 98728 Moorea, *date de cessation d'activité* : 23 novembre 2015 ;

N° 14 11 A, Mareva Marine Lopez, quartier Mareie-Gadiot, Pirae, BP 380842, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 24 novembre 2015 ;

N° 12 1729 A, Riorina Krause née Sinjoux, face au marché, côté mer, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 15 octobre 2015 ;

N° 14 2309 A, Richard Teariki, PK 8,100, côté montagne, quartier Ganahoa, BP 3272, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 24 novembre 2015.

26 novembre 2015

N° 15 1229 A, Emmanuel Pierre Boulogne, Moorea village n° 93, Tiahura, Haapiti, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 25 novembre 2015 ;

N° 14 934 A, Zaid Oudardour, PK 50,500, côté montagne, Faaone, BP 141172, 98701 Arue, *date de cessation d'activité* : 25 novembre 2015 ;

N° 13 2101 A, Maeva Taerea née Tching, PK 5,500, côté montagne, Faa'a, BP 140800, 98701 Arue, *date de cessation d'activité* : 30 novembre 2015 ;

N° 14 1631 A, Tepoe Cindy Virassamy, PK 10,900, côté mer, lotissement Hitimahana, BP 111474, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 25 novembre 2015.

27 novembre 2015

N° 13 358 A, Kyriaki Chrysochoidou, résidence Hitiamia n° 13, BP 1422, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 18 novembre 2015 ;

N° 12 616 A, Marutea Haureva Rhonda Sommers née Faivre, Atiha, Haapiti, 98728 Moorea, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2014 ;

N° 15 1251 A, Gabrielle Haapa née Mahanora, PK 43,500, côté montagne, quartier Matetai, BP 15402, 98726 Teva I Uta, *date de cessation d'activité* : 1er septembre 2015 ;

N° 13 1018 A, Noëlla Heipua Patere, quartier Teoneaputa, Tiva, 98734 Haamene, *date de cessation d'activité* : 18 novembre 2015 ;

N° 10 166 A, Christophe Johannes Harry Van Niel, les Hauts de Matatia, résidence Anavai, 1er étage, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 1er janvier 2015.

30 novembre 2015

N° 90 122 A, Kalara Nemias Burns, PK 45, côté montagne, quartier Delord, 98726 Mataiea, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 1990 ;

N° 07 1837 A, Aristide Vohi Barsinas, Puamau, 98741 Hiva Oa, *date de cessation d'activité* : 10 novembre 2015 ;

N° 09 644 A, Virginie Lovina Pee Bohl, 98731 Huahine, *date de cessation d'activité* : 13 novembre 2015 ;

N° 09 1069 A, Jacques Teva Noël Couanon, PK 14,600, côté montagne, 98723 Teahupoo, *date de cessation d'activité* : 25 novembre 2015 ;

N° 13 750 A, Vehi Audrey Viriamu née Dubray, PK 4,700, côté mer, Afaahiti, BP 8840, 98719 Taravao, *date de cessation d'activité* : 13 novembre 2015 ;

N° 13 2229 A, Ludovic Yana Moulou, Haamene, BP 353, 98734 Tahaa, *date de cessation d'activité* : 18 octobre 2015 ;

N° 14 499 A, Oehaurii Temarama Pahio, PK 11,600, côté montagne, quartier Tetuanui, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 27 novembre 2015 ;

N° 15 1185 A, Maima Alice Tetuanuimarama Tautu-Fariuriu, Taahuaia, côté montagne, BP 340, 98754 Tubuai, *date de cessation d'activité* : 17 novembre 2015 ;

N° 06 1707 A, Tarapati Elisabeth Teihotaata, 98763 Fakarava, *date de cessation d'activité* : 30 septembre 2015.

1er décembre 2015

N° 03 201 C, SCI Singer, société civile immobilière, 26, chemin de Bellevue, 41000 Blois, radiation suite au transfert sans maintien dans l'ancien greffe à compter du 20 juin 2014, *date d'effet de la radiation* : 1er décembre 2015 ;

N° 14 2221 A, Miliane Miri Maruae, quartier Hatupa, côté mer, chez Henere Tihopu, Tiva, 98733 Tahaa, *date de cessation d'activité* : 16 novembre 2015 ;

N° 12 1609 A, Marine Charlotte Paillet, PK 22,900, côté montagne, quartier Teiri, Paea, BP 381453, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 4 décembre 2015 ;

N° 15 952 A, Cédric Arenui Tetaurira, lotissement Oremu 1, lot n° 750, BP 8569, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 30 novembre 2015 ;

N° 11 119 A, Marie-Madeleine Poerava Amaru, PK 22, côté montagne, Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 30 novembre 2015 ;

N° 85 79 A, Monique Léou Tham née Chunne, Fare Tony, 98714 Papeete, *date de cessation d'activité* : 11 septembre 2015 ;

N° 12 1401 A, Gérard Faure, lotissement Juventin n° 4, Tipaerui, BP 20894, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 15 1902 A, Laurent Taruia Maihi, lotissement Punavai plaine, lot n° 1, Punaauia, BP 1357 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 27 novembre 2015 ;

N° 84 59 A, Tehaavi Jean Vahapata, route de la vallée Tenaho, BP 50290, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 30 novembre 2015.

2 décembre 2015

N° 15 2249 A, Rupeni Raurii Alexis Rauhuri, PK 9,300, côté montagne, quartier Rauhuri, BP 111457, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 27 novembre 2015 ;

N° 13 103 B, Vauban Tahiti, société à responsabilité limitée, angle des rues du Maréchal-Foch et Paul-Gauguin, immeuble Toru, Papeete, BP 381803, Tamanu, 98717 Punaauia, l'assemblée générale ordinaire du 10 novembre 2015 a approuvé les comptes définitifs de la liquidation, déchargé de son mandat au liquidateur Mme Aurore Brunet et constaté la clôture de la liquidation, *date d'effet de la radiation* : 2 décembre 2015 ;

N° 11 1310 A, Djamel Teihotaata, rue Yves-Martin, côté mer, BP 5684, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 1338 A, Georges Mai, PK 5,500, quartier Tuhiva, avant le pont RDO, route de Saint-Hilaire, Faa'a, BP 21720, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 1er juillet 2015 ;

N° 15 534 A, Arnaud Pierre Teremoana Hellec, résidence pointe des Pêcheurs, servitude Maurin, BP 380697, Tamanu, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 1er décembre 2015 ;

N° 93 109 B, Plomberie sanitaire gaz, sigle : PSG, société à responsabilité limitée, PK 4,300, côté mer, BP 6237, 98702 Faa'a, radiation d'office après une mise en sommeil, *date d'effet de la radiation* : 2 décembre 2015 ;

N° 84 325 A, Charles Aiamu, PK 26,700, côté montagne, 98711 Paea, *date de cessation d'activité* : 1er novembre 2015 ;

N° 93 274 A, Rereao Mataitai, Mahu, 98754 Tubuai, *date de cessation d'activité* : 1er décembre 2015.

3 décembre 2015

N° 11 1972 A, Marurai Osmond Jamet-Perry, quartier Sacault, Pamatai, 98704 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 30 décembre 2011 ;

N° 14 627 A, Vincent Richard Félix Kulpa, Saint-Hilaire, côté montagne, Faa'a, BP 94, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 2 décembre 2015 ;

N° 15 1935 A, Vahineumi Bonnet née Mai, Pamatai, côté montagne, quartier Hennebuisse, BP 62129, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 2 décembre 2015 ;

N° 13 2056 A, Maurifano Pahoa Puariki Jeffrey Maifano, Tenokupara, BP 48, 98770 Ahe, *date de cessation d'activité* : 18 novembre 2015 ;

N° 11 1973 A, Maheata Tetuarere Lucette Perry, quartier Sacault, Pamatai, 98704 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 2 décembre 2015 ;

N° 11 1922 A, Kevin Ariihau Temaramanui Tanemaruanku Tetua Perry, PK 27,200, quartier Maraa, 98711 Paea, *date de cessation d'activité* : 2 décembre 2015

4 décembre 2015

N° 11 1230 A, Charles Tehare Faahu, Fare, quartier Haamoe, côté montagne, BP 138, 98731 Huahine, *date de cessation d'activité* : 1er novembre 2015 ;

N° 13 1231 A, Alessandro Francescon, PK 20,800, côté mer, Atiha, BP 3502, 98728 Moorea, *date de cessation d'activité* : 3 décembre 2015 ;

N° 13 2295 A, Fabrice Jordan, Hitia'a, BP 633, Vaitape, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 19 novembre 2015 ;

N° 14 1419 A, Vaite Wernert née Mana, Faanui, côté montagne, chez Alain Wernert, BP 197, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 19 novembre 2015 ;

N° 15 1216 A, Ethel Ihopu née Maruake Porutu, lotissement Tenaho n° 9, route de l'hippodrome, Pirae, BP 9343, 98715 Papeete, *date de cessation d'activité* : 15 novembre 2015 ;

N° 10 449 A, Sidonie Miriama Utia née Mii, Rimatara, BP 110138, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 3 décembre 2015 ;

N° 10 1511 A, Alexandre Moana Te Ping, quartier Vaitaporo, BP 382, 98735 Uturoa, *date de cessation d'activité* : 24 novembre 2015 ;

N° 98 1436 A, Teuira Evan Temarii, Nunue, BP 119, Vaitape, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 20 novembre 2015 ;

N° 04 1924 A, Lewis Temataru, PK 13,200, côté montagne, BP 380379, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 8 juillet 2015 ;

N° 14 1266 A, Vaïma Julienne Tihopu, chemin Tuania Bolwin, chez Herenui Peehi, côté montagne à Anau, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 19 novembre 2015.

7 décembre 2015

N° 15 2160 A, Maeva Mereana Marion Beltrand, PK 16,200, côté baie de Opunohu, Moorea, BP 8347, Faa'a centre, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 28 novembre 2015 ;

N° 12 1520 A, Prosper Guidigan-Zinsou, PK 39,500, côté mer, résidence Vaihi, BP 120659, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 7 décembre 2015 ;

N° 12 2104 A, Eliane Hinano Hatitio, BP 15, 98771 Ahe, *date de cessation d'activité* : 18 novembre 2015 ;

N° 13 1234 A, Laurent Jean Daniel Houé, marina Taina, voilier Ava Matai, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 4 décembre 2015 ;

N° 13 776 A, Tavita Edenine Torope Teiho, lotissement Vaitavatava, lot n° 52, Papeete, BP 5194, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2013.

8 décembre 2015

N° 05 1375 A, Sen Kai Yin Sun, PK 11,100, côté montagne, face du GSMA, Mahina, BP 5575, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 7 décembre 2015 ;

N° 04 67 B, Le ST Tropez, société à responsabilité limitée, 90, rue Dumont-d'Urville, BP 42070, 98713 Papeete, l'assemblée générale extraordinaire du 30 novembre 2015 a approuvé les comptes définitifs de liquidation, déchargé du mandat de liquidateur Mme Nadine Guglielmetti et constaté la clôture de la liquidation, *date d'effet de la radiation* : 8 décembre 2015 ;

N° 15 907 A, Olivier Pascal Cheung, servitude Palmer, chemin vicinal de Taunoa, BP 42142, Fare Tony, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 7 décembre 2015 ;

N° 14 386 A, Jean-Damas Paheroo Domingo, PK 23,500, côté montagne, Tiarei, BP 52732, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 30 juillet 2015 ;

N° 09 1780 A, Rosa Mareta Tauhiro née Faatupua, 98769 Taenga, *date de cessation d'activité* : 7 décembre 2015 ;

N° 14 1060 A, Andy Rocco Gallet, PK 39, côté montagne, BP 12684, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 7 décembre 2015 ;

N° 12 430 A, Heiata Josiane Mamatui née Huria, quartier Juventin, Pamatai, BP 60891, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 1er juillet 2015 ;

N° 14 16 A, Teihoarii Frédéric Eugène Kong Yek Phan, Motu Mairava, BP 53, 98761 Arutua, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 14 2 A, Luana Nadia Tiare Langlois, PK 15,100, côté montagne, quartier Bernardino, Punaauia, BP 718, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 7 décembre 2015 ;

N° 15 1710 A, Andréa Teikihakaupoko, PK 4,600, côté mer, lotissement de la SETIL n° 4, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 7 décembre 2015 ;

N° 15 176 A, Yann Tamahere Vahirua, PK 18,500, côté mer, Atiha, BP 4128 Teavaro, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 30 novembre 2015 ;

N° 91 30 A, Georges Michel Sary, rue des Poilus-Tahitiens, quartier Drollet, Paofai, BP 1071, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 99 389 A, Eugène Toth, Ahe, 98771 Ahe, *date de cessation d'activité* : 17 septembre 2015 ;

N° 86 32 C, SCP Prosodia, Mata-Utu, rue du Tuafenua, BP 98, Mata Utu, 98600 Uvéa, l'assemblée générale extraordinaire du 7 octobre 2015 a transféré le siège social de la société et décidé la fermeture de l'établissement secondaire de Polynésie française, *date d'effet de la radiation* : 8 décembre 2015.

9 décembre 2015

N° 13 68 A, Jade Elodie Berthelot-Ramanantsoa née Berthelot, PK 10,500, côté montagne, lotissement Baccino, parcelle S, Mahina, BP 140266, 98701 Arue, *date de cessation d'activité* : 30 avril 2015 ;

N° 05 1297 A, Yann Derrien, SAV Bora Bora Service Faanui, côté mer, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 1er mars 2006 ;

N° 15 2343 A, Taaroarii Gaël Dujacquier, PK 21, côté montagne, lot n° 7C, Vaianae, Haapiti, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 1er novembre 2015 ;

N° 08 559 A, Davy Oopa, PK 20,800, servitude Robson, côté montagne, 98711 Paea, *date de cessation d'activité* : 31 juillet 2015 ;

N° 14 2392 A, Turia Leila Tuihani, PK 4, Rotoava, Tuamotu, BP 149, 98763 Fakarava, *date de cessation d'activité* : 19 novembre 2015 ;

N° 03 1887 A, Ueva Elvis Paia, Tenokupara, Ahe, BP 90026, 98715 Papeete, *date de cessation d'activité* : 8 décembre 2015 ;

N° 99 201 A, Louise Tama, Manuhoe Nono, BP 2569, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 21 janvier 1999 ;

N° 91 556 A, Marie Nelly Stéphanette Jacqueline Olga Le Bars née Benard, lotissement Taapuna, côté montagne, Punaauia, BP 60511, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 7 décembre 2015.

10 décembre 2015

N° 88 15 B, Leogite Fils et Cie, société à responsabilité limitée, Uturoa, BP 30, 98735 Uturoa, radiation d'office après une mise en sommeil, *date d'effet de la radiation* : 10 décembre 2015 ;

N° 10 258 B, Pacific Sud Expertise, société à responsabilité limitée, route de la Moria, Sainte-Amélie, BP 20478, 98713 Papeete, radiation d'office après une mise en sommeil, *date d'effet de la radiation* : 10 décembre 2015 ;

N° 15 109 A, Timihapai Lorenzo Rupea, PK 4,800, côté montagne, quartier Ueva, BP 62814, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 9 décembre 2015 ;

N° 14 1973 A, Raimanaarii Steeve Salomon Terai, Super Mahina, lot n° 206, BP 112165, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 9 décembre 2015 ;

N° 13 1014 A, Pascal Teiva Wong, 54, rue Paul-Gauguin, Papeete, BP 8123, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 9 décembre 2015 ;

N° 82 422 A, Chrystabelle Maout née Benjamin, route Fare Rau Ape, Belvédère, BP 5895, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015.

11 décembre 2015

N° 14 1693 A, Laydie Kim Tissiou née Choung Fat, PK 12, côté montagne, servitude Scholerman, BP 13617, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 10 décembre 2015 ;

N° 11 1779 A, Anne-Laurence Guenegues née de Biasi, Pamatai, immeuble Vekea, n° B 34, côté montagne, BP 2302, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 10 décembre 2015 ;

N° 12 939 A, Karl Tama Deane, PK 14,400, pointe des Pêcheurs, BP 381440, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 9 décembre 2015 ;

N° 13 679 A, Haynd Amour Rai Paul Frogier, PK 11, côté montagne, Matatia, BP 380835, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 10 décembre 2015 ;

N° 99 1792 A, François Gendron, PK 20,650, côté montagne, Papetoai, 98728 Moorea, *date de cessation d'activité* : 7 décembre 2015 ;

N° 13 72 A, Nicolas Teahi Aroteanuanua Nanuaiterai, PK 11,900, côté montagne, quartier Tehei, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 9 décembre 2015 ;

N° 06 1957 A, Armand Kamake Rumeldi, domaine Tereva, route de Saint-Hilaire, Faa'a, BP 909, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 27 novembre 2015 ;

N° 13 668 A, Herenui Rosina Tahiaata, PK 9,500, côté montagne, résidence Villierme, BP 110872, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 13 2036 A, Christian Joseph Roger Weislocker, lot n° 191, résidence Pamatai Hills, Faa'a, BP 1726, 98703 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 10 décembre 2015.

14 décembre 2015

N° 15 70 B, Nouvelle Maison Tahiti, société à responsabilité limitée à associé unique, PK 11, vallée de Matatia, lot n° 9, BP 380835, 98717 Punaauia, le 3 novembre 2015, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société avec transmission universelle du patrimoine. Le 10 décembre 2015 et après le délai de 30 jours, la radiation est prononcée, *date d'effet de la radiation* : 14 décembre 2015 ;

N° 89 253 A, Jean-Louis Lesbros, Super Mahina, lot n° 89, BP 11480, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 15 122 A, Marie-Joseph Angia, PK 53,100, côté montagne, lotissement Vaimarama n° 38, Papeari, BP 7494, 98719 Taravao, *date de cessation d'activité* : 9 décembre 2015 ;

N° 07 507 A, Tahia Puniava, PK 6,500, côté montagne, 98721 Pueu, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2010 ;

N° 08 2002 A, Patrick Seurot, PK 4,500, servitude Piafau, résidence Te Ata Ninamu, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 31 octobre 2015.

15 décembre 2015

N° 11 359 A, Vetearii David Michael Cheung Yan, 55, rue Wallis, face au collège adventiste, Papeete, BP 61832, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 14 décembre 2015 ;

N° 15 484 A, Claudine Desir, PK 9,300, côté montagne, lotissement Le Lotus n° 14 B, BP 13841, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 1er octobre 2015 ;

N° 14 192 A, Moena Tehani Moetu Angéline Torregrossa née Lehartel, lotissement Te Tavake, lot n° 22, BP 1277, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 14 décembre 2015 ;

N° 12 1933 A, Christopher Naea Prenat, résidence Maitai, Pamatai, Faa'a, BP 4889, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 14 décembre 2015 ;

N° 14 2100 A, Matha Richmond, PK 6,200, côté montagne, Patae, Afareaitu, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 3 novembre 2015 ;

N° 06 1653 A, Cyril Heitaraunu Tapare, allée Pierre-Loti n° 16, quartier Perry, 98714 Papeete, *date de cessation d'activité* : 14 décembre 2015 ;

N° 15 2454 A, John Moehau Teremate, PK 16,100, côté montagne, servitude Teremate 1, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 14 décembre 2015 ;

N° 11 1929 A, Poeura Joseph Sorman, vallée de Tipaerui, quartier Poroi, BP 40163, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 12 septembre 2012.

16 décembre 2015

N° 15 2293 A, Miriama Magalie Apo, Nunu 1, côté montagne, centre ville, BP 274, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 15 décembre 2015 ;

N° 15 87 A, Lahaina Wisdom Harrys, Tiputa, BP 21, 98776 Rangiroa, *date de cessation d'activité* : 16 octobre 2015 ;

N° 01 386 A, Hapoto Willy Teariki, PK 54,300, côté montagne, Papeari, BP 1725, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 15 décembre 2015 ;

N° 95 17 A, Jules Germain Emile Thuillez, PK 49,200, côté montagne, Faaone, BP 7258, 98719 Afaahiti, *date de cessation d'activité* : 11 janvier 2015 ;

N° 13 2023 A, Guy Marcel Jules André Stalens, PK 10,500, côté montagne, derrière SDA, résidence Vaihu B31, Punaauia, BP 40615, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 15 décembre 2015 ;

N° 14 2362 A, Robert Tevaearai, Tuamotu, Takapoto, Fakatopatere, BP 40, 98782 Takaroa, *date de cessation d'activité* : 15 décembre 2015 ;

N° 08 1749 A, Frédéric Tauraa Tuaiva, côté mer, domaine Fritch-Curtis, Mahina, BP 381409 Tamanu, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 15 décembre 2015 ;

N° 12 1554 A, Vaheana Sandy White, PK 25,200, côté montagne, BP 330322, 98711 Paea, *date de cessation d'activité* : 15 décembre 2015 ;

N° 13 15 B, Novadi's, société à responsabilité limitée, 8 bis, rue des Tamaris, 17137 L'houmeau, fermeture de l'établissement secondaire en Polynésie française, *date d'effet de la radiation* : 16 décembre 2015.

17 décembre 2015

N° 15 2410 A, Emélia Mau, PK 4,500, côté montagne, quartier Aoma, Toahotu, BP 70547, 98719 Afaahiti, *date de cessation d'activité* : 16 décembre 2015 ;

N° 14 1292 A, Taura Tereino, PK 6,200, côté mer, quartier Dahl Teauna, Faa'a, BP 50686, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 16 décembre 2015 ;

N° 13 995 A, Jérôme Tepuhiri Teunu, Otepa, BP 22, 98767 Hao, *date de cessation d'activité* : 1er décembre 2015 ;

N° 11 1731 A, Christophe Emmanuel Teiva Valadier, quartier Tetiapa, côté mer, BP 1964, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 12 juin 2012 ;

N° 97 216 B, Mobidis, société à responsabilité limitée, Fare Ute, BP 9068 Motu Uta, 98715 Papeete, par décision du 9 septembre 2015, l'associée unique a approuvé le compte définitif de liquidation, donné *quitus* au liquidateur de sa gestion, déchargé de son mandat et constaté la clôture de la liquidation, *date d'effet de la radiation* : 17 décembre 2015 ;

N° 01 240 B, Agence de transit international Tramar, ATI Tramar, société par actions simplifiée, 1, rue de Seine-Prolongée, 76000 Rouen, fermeture de l'établissement secondaire sis en Polynésie française, *date d'effet de la radiation* : 17 décembre 2015.

18 décembre 2015

N° 13 1203 A, Aariinui Tevariga Ah-Tak, PK 6,100, côté montagne, face à Socimat, BP 62208, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 17 décembre 2015 ;

N° 10 761 A, Karine Hina Formery, PK 34,800, côté montagne, BP 12890, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 17 décembre 2015 ;

N° 13 292 A, Raitini Renaud Hart, chez Hart Franck, BP 556, 98735 Uturoa, *date de cessation d'activité* : 1er décembre 2015 ;

N° 07 1275 A, Maurice Manin, lotissement Opaerahi n° 19, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 17 décembre 2015 ;

N° 15 1565 A, Raphaël Roscol, PK 22, côté montagne, servitude Mataihero, vallée de Orofero, Paea, BP 1209, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 18 novembre 2015 ;

N° 15 1668 A, Tai-Hiti Lorena Tauaroa, servitude Nina-Peata, Punaauia, BP 21295, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 17 décembre 2015 ;

N° 13 1262 A, Ra'i Tua Gervais Makalani Thuau, PK 6, côté montagne, quartier Uturaerae, 98735 Uturoa, *date de cessation d'activité* : 2 décembre 2015 ;

N° 15 1219 A, Huguette Tearuru Teuruarui née Tupea, PK 46,150, côté mer, terre Tiaono, 98720 Faaone, *date de cessation d'activité* : 17 décembre 2015 ;

N° 12 1906 A, Adolph Tuue, chez Tehaamana Taniera, Faanui, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 17 décembre 2015.

21 décembre 2015

N° 98 617 A, Alphonse Olsen, chemin vicinal de Tipaerui, Papeete, BP 61848, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 18 décembre 2015 ;

N° 14 1544 A, Tamati Johan Alain Estall, résidence Rai, côté montagne, pic Rouge, Tipaerui, Papeete, BP 60661, Faa'a centre, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 18 décembre 2015 ;

N° 13 1601 A, Melvina Airima née Li Chao, servitude Station Total, Taravao, BP 120033, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 18 décembre 2015 ;

N° 10 679 A, Moetini Moutame, Opoa, BP 840, 98735 Uturoa, *date de cessation d'activité* : 1er juin 2010 ;

N° 13 1347 A, Dany Pittman, PK 43,900, côté montagne, quartier Vaiiha, Papeiha, Faaone, BP 381301, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 18 décembre 2015 ;

N° 05 401 A, Sandra Hururau, PK 34,500, côté montagne, quartier Uufau, Haapiti, 98728 Moorea, *date de cessation d'activité* : 18 décembre 2015.

22 décembre 2015

N° 02 39 A, Alva Heitarauri Cérans-Jérusalémy, route de Sainte-Amélie, BP 20441, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 98 2587 A, Luc Daniel Franc de Ferrière, rue Bernière, Pirae, BP 2639, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 84 374 A, François Teriipaia, Fare, BP 173, 98731 Huahine, *date de cessation d'activité* : 11 décembre 2015 ;

N° 15 1602 A, Aline Francine Benoît Ghislaine Bodart, Motu Anau, BP 190 Vaitape, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 7 décembre 2015 ;

N° 06 703 A, Ludovic Delattre, PK 5,500, côté montagne, quartier Mai, BP 6281, 98704 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 10 1844 A, Nicolas Laurent Deschamps, PK 9,500, côté montagne, quartier Thieme, BP 94, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 14 2272 A, Vahineura Natacha Taurua née Helme, PK 10,500, lotissement Matavai n° 63, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 1er août 2015 ;

N° 15 1241 A, Berry Linaud, route de la résidence Taapuna, lot n° 118, Punaauia, BP 3563, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 21 décembre 2015 ;

N° 15 2520 A, Jenny Mata Mélanie Luta, lotissement les Hauts des valons, bâtiment n° 7B66, Mission, BP 20230, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 21 décembre 2015 ;

N° 14 361 A, Guillaume Michel Mallet, Matira, Rofau, BP 608, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 20 décembre 2015 ;

N° 13 1804 A, Jean-Pierre Tupou Tahiatohuipoko, vallée de Hakahau, BP 110, 98745 Ua Pou, *date de cessation d'activité* : 30 novembre 2015 ;

N° 14 1598 A, Brunélia Eerna Josserand née Tataoa, Paofai, rue des Poilus-Tahitiens, immeuble Heifara-David, côté montagne, BP 44123 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 21 décembre 2015 ;

N° 13 2207 A, Keanu Teikimoemoea Teikitohe, PK 4,800, côté montagne, Afaahiti, BP 7996 Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de cessation d'activité* : 30 août 2015 ;

N° 14 1829 A, Yannick Tetiamana, PK 44,500, côté montagne, quartier Potiai, Mataiea, BP 8941 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de cessation d'activité* : 16 décembre 2015 ;

N° 09 549 A, Ginette Wang Soi Pan, PK 36, route de la mairie, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 21 décembre 2015 ;

N° 01 607 A, Matitiarena Dalbos née Tehio, PK 22, côté mer, Paea, BP 4528, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 30 novembre 2015 ;

N° 08 38 B, Hererava Nettoyage, société à responsabilité limitée à associé unique, quartier Mai, Faa'a, BP 40309, Fare Tony, 98713 Papeete, le 13 novembre 2015, l'associée unique décide la dissolution de la société et le 21 décembre 2015, à l'issue du délai de 30 jours et n'ayant pas eu d'opposition, constate la disparition de la société, *date d'effet de la radiation* : 22 décembre 2015.

23 décembre 2015

N° 09 268 A, Manuia Hélène France Charousset-Bauge, Tiipoto, Nunue, côté montagne, BP 373 Vaitape, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 23 décembre 2015 ;

N° 12 1814 A, Olivier Jean-Yves Chungue, rue Hauti, Pamatai, Faa'a, BP 40232, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 22 décembre 2015 ;

N° 89 687 A, Bernadette Cantois née Tevepauhu, Omoa, 98740 Fatu Hiva, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 13 291 A, Stellio Manarii Gatien, PK 4,800, côté montagne, route de l'ex mairie, BP 61377, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 22 décembre 2015 ;

N° 10 675 A, Chantal Suzanne Rosemary Tavner née Gilain, Vaitape, BP 1236, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 11 999 A, Sou Sing Lai, cours de l'Union-sacrée, quartier Martin, côté montagne, à Taunua, BP 52630, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 24 septembre 2015 ;

N° 04 197 A, Sylviane Lissau, Taunua, cours de l'Union-sacrée, Papeete, BP 50461, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 22 décembre 2015 ;

N° 09 868 A, Glenda Movita Teoho Teikioti, Omoa, 98740 Fatu Hiva, *date de cessation d'activité* : 1er décembre 2015.

28 décembre 2015

N° 14 2318 A, Jocelyne Martine Flouttard, rue des Poilus-Tahitiens, quartier Gueho, BP 20518, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 24 décembre 2015 ;

N° 15 1572 A, Chrétien Terita Lambert, route de la pointe Vénus, face à la mairie, BP 111532, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 24 décembre 2015 ;

N° 08 958 A, Jaromir Laurent Teave Tetaria, PK 6,300, côté mer, 98701 Arue, *date de cessation d'activité* : 23 décembre 2015 ;

N° 11 1727 A, Francis Michel Pascal Bernard, marina, voilier Ojala, BP 1140, 98735 Uturoa, *date de cessation d'activité* : 1er décembre 2015 ;

N° 11 818 A, Philippe Noël César, marina Apooiti, BP 1572, 98735 Uturoa, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 14 1124 A, Elise Camille Fenollan, PK 22,500, côté mer, résidence Teuruihi, lot n° 24, Papetoai, Moorea, BP 110833, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 4 octobre 2015 ;

N° 14 299 A, Stephen Lau, PK 8,200, côté montagne, Tenape, Tumaraa, BP 1553, 98735 Uturoa, *date de cessation d'activité* : 1er décembre 2015 ;

N° 11 1377 A, Béatrice Isabelle Maryse Bernard née Lecomte, marina Taina, voilier Ojala, BP 1140, 98735 Uturoa, *date de cessation d'activité* : 1er décembre 2015 ;

N° 13 2273 A, Franck Rogatien Poevai, PK 46,700, côté mer, Puohine, BP 3001, 98735 Avera, Taputapuata, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 15 2653 A, Steffen Jean-François Roesler, résidence Puunui, Toahotu, BP 8850, 98719 Afaahiti, *date de cessation d'activité* : 23 décembre 2015 ;

N° 15 1489 A, Ghislaine Erena Tetumu née Tauatiti, PK 12,500, côté mer, BP 7223, 98725 Vairao, *date de cessation d'activité* : 9 août 2015 ;

N° 13 2247 A, Manoella Vairani Jessica Vaipahu Teissier, lotissement social Atima n° 38, BP 11588, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 00 157 C, KRB, société civile, PK 13,400, côté montagne, BP 380609 Tamanu, 98717 Punaauia, aux termes de l'assemblée générale ordinaire du 23 novembre 2015, il a été prononcé la clôture de la liquidation de la société à compter du 30 octobre 2015, *date d'effet de la radiation* : 28 décembre 2015 ;

N° 88 443 A, Pauline Chansy, PK 13,800, côté mer, Maatea, BP 345 Maharepa, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 21 décembre 2015 ;

N° 14 686 A, Dicheims Tiarii Teiti, quartier Upoomou, côté montagne, à Patio, 98733 Tahaa, *date de cessation d'activité* : 9 décembre 2015 ;

N° 15 562 A, Raitonoarii Temarono, PK 17, côté montagne, servitude Teuira, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015.

29 décembre 2015

N° 13 1149 A, Yoann Boutellie, Les Hammeaux de Mahinarama, 2e tranche, Mahina, BP 43927, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 28 décembre 2015 ;

N° 14 1633 A, Martial Jean Pierre Camps, lotissement Punavai Nui, lot n° 9, BP 13517, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 28 décembre 2015 ;

N° 14 1403 A, Isabelle Monique Gilberte Chevalier, PK 7,800, côté mer, Paopao, BP 492 Maharepa, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 28 décembre 2015 ;

N° 11 1579 A, Papehau Coralie Kerkmeer, PK 4,800, côté montagne à Maharepa, Moorea, BP 9987 Motu Uta, 98715 Papeete, *date de cessation d'activité* : 28 décembre 2015 ;

N° 13 2042 A, Severine Christiane Chantal née Lemoine Roure, PK 17,500, côté mer, servitude Teuira 1, BP 1881 Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 15 1775 A, Olivier Daniel Bernard Louvel, résidence Vaihiapa, lot n° A103, BP 44117 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 1er décembre 2015 ;

N° 15 2065 A, Vaiarii Raveino, Haramea, côté montagne, Mataura, BP 270 Mataura, 98754 Tubuai, *date de cessation d'activité* : 4 décembre 2015 ;

N° 14 1670 A, Vladlena Sergueeva, résidence Te Ava Nui n° D05, BP 6300, 98704 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 28 décembre 2015 ;

N° 15 679 A, Heinui Jean-Baptiste Tauraatua, PK 47,300, côté montagne, BP 15637, 98726 Teva I Uta, *date de cessation d'activité* : 28 décembre 2015 ;

N° 15 1418 A, Ioana Dominique Tshen Fo Chee Ayee, PK 4,800, route de Tavararo, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 28 décembre 2015 ;

N° 07 1694 A, Nelson Ine Tuanua, PK 3,500, côté montagne, quartier Nordhoff, 98724 Toahotu, *date de cessation d'activité* : 28 décembre 2015 ;

N° 14 1951 A, Johnny Tara Tufaara, PK 3,800, côté mer, BP 8137 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de cessation d'activité* : 30 juin 2015 ;

N° 92 958 A, Anita Terai Taupua, quartier Nina-Peata, Outumaoro, BP 133000, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 17 septembre 2015 ;

N° 03 1856 A, Véronique Metuaaro, PK 2, côté montagne, Toahotu, BP 5783, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 28 décembre 2015.

30 décembre 2015

N° 06 1937 A, Léone Maui Taki née Drollet, PK 20,300, côté montagne, lotissement CPS n° 22, BP 330103, 98711 Paea, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 11 1802 A, Antonina Lo née Fanaura, PK 6,400, côté montagne, lotissement Tefaurai n° 17, BP 61018, 98704 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 28 décembre 2015 ;

N° 11 1813 A, Sonia Vetea Gibson, PK 14,200, côté mer, quartier Sage 1, BP 1420, Punavai, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 30 octobre 2015 ;

N° 13 1220 A, Eric René Albert Heifara Malmezac, PK 9,500, côté mer, Punaauia, BP 470, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 15 860 A, Roberta Mata Tehoiri née Taaviri, route du lotissement Nahoata, logement n° 24, BP 52668, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 29 décembre 2015 ;

N° 09 1584 A, Vaineti Tehani Eperania-Tetuaiteiroi, Anau, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 14 977 A, Vivirani Fauina Tuihani, quartier Tetuanui 1, route de Pamatai, BP 61164, 98703 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 29 décembre 2015 ;

N° 13 693 A, Danièle Ma-Terena Vivish, PK 4, côté montagne, quartier Vivish, 98704 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 29 décembre 2015 ;

N° 11 111 A, Heimanu Véronique Teaveura Wallart, Hitiraa, Mahana, lot n° 3, Mahina, BP 2708, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 21 décembre 2015 ;

N° 11 1172 A, Natua Tetauira Chao On Young Pine, PK 6,500, côté montagne, quartier Patae, lot n° 3, Afareaitu, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 12 décembre 2015 ;

N° 09 1621 A, Gilles Fabrice Yu Hing, Puurai, lot n° 61, 98703 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 30 juin 2015 ;

N° 98 2088 A, Coralie Virginie-Bergeaud, PK 31, côté mer, Tiki Village, Haapiti, 98728 Moorea, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 02 550 A, Teraiefa Chang, Pamatai, résidence Manini n° 46, 98704 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 29 décembre 2015.

31 décembre 2015

N° 14 2211 A, Heiva Rodrigue Ah Min, PK 3,500, côté mer, résidence Arahiri, Arue, BP 483, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 23 décembre 2015 ;

N° 13 60 A, Aтора Alves, PK 39,500, côté mer, résidence Vaihi, lot n° 16, Papara, BP 50873, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 30 décembre 2015 ;

N° 04 195 B, Tavate, société à responsabilité limitée, allée Pierre-Loti, lotissement JR-Bambridge, BP 697, 98713 Papeete, radiation d'office après une mise en sommeil, *date d'effet de la radiation* : 31 décembre 2015 ;

N° 98 308 B, Vairua Tua, société à responsabilité limitée, PK 43,500, côté montagne, quartier Roche, Mataiea, BP 12423, 98712 Papara, radiation d'office au terme du délai de trois ans de la mention de dissolution, *date d'effet de la radiation* : 31 décembre 2015 ;

N° 14 1052 A, Teiva Alain Berbezy, lotissement Manini, lot n° 2, route de Pamatai, BP 63212, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 30 décembre 2015 ;

N° 11 1587 A, Beulah Désirée Tumata Wong née Deligny, PK 10,500, côté montagne, Mahina, BP 50120, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 30 décembre 2015 ;

N° 15 1213 A, Tetua Hoaragi, PK 13,100, côté montagne, résidence Puna Iti n° 39, BP 2770 Punaauia centre, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 30 décembre 2015 ;

N° 10 1042 A, Heinui Karmen Anne-Marie Kaiha, Hakahau, BP 237, 98745 Ua Pou, *date de cessation d'activité* : 15 mai 2011 ;

N° 15 2728 A, Yasmina Louis, Taravao centre, lot n° 1, rue Ferdinand-Lucas, BP 8409, 98719 Taravao, *date de cessation d'activité* : 23 décembre 2015 ;

N° 13 153 A, Béatrice Delphine Isabelle Lourme, résidence Orava, appartement n° 6, bâtiment D, Tipaerui, BP 41507, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 15 1382 A, Norbert Ly, PK 10,500, côté montagne, route du lotissement Taapuna, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 15 juin 2015 ;

N° 14 388 A, Rina Hiriaata Machoux, quartier Sacault à Pamatai, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 13 1179 A, Claude André Meresse, PK 3, côté montagne, lotissement Rauvau, BP 70446, 98719 Afaahiti, *date de cessation d'activité* : 29 décembre 2015 ;

N° 13 483 A, Ura Liline Mortensen, PK 53,100, côté montagne, lotissement Vaimarama, lot n° 82, Papeari, BP 12022, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 30 décembre 2015 ;

N° 10 913 A, Daniel Pierre Francis Olivier, PK 19,200, côté mer, Paea, BP 1700, 98703 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015

N° 14 2424 A, Matthieu Pierre André Prevaud, résidence Les Horizons, appartement n° A14, vallée de Tipaerui, BP 44749 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 30 décembre 2015 ;

N° 13 1412 A, Gety Vahinearii Maré née Tahuaitu, PK 13,200, côté mer, Maatea, BP 4092, 98728 Moorea, *date de cessation d'activité* : 30 décembre 2015 ;

N° 13 281 A, Lurlene Joanne Alaimalulua Taruoura, PK 12,800, côté montagne, quartier Pothier 2, Punaauia, BP 3254, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 1er octobre 2014 ;

N° 06 745 A, Elina Antoinette Tetuaveroa Teraiamano née Teihotua, rue Tihoni-Tefaatau, quartier Teihotua, côté montagne, BP 51751, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 30 décembre 2015 ;

N° 14 2134 A, Taumihau Ludovic Woung Sin Teururai, PK 43,600, côté montagne, quartier Roche, Mataiea, BP 12423, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 15 novembre 2015 ;

N° 99 365 B, Huahine Nautique, société à responsabilité limitée à associé unique, Fare, BP 265, 98731 Huahine, l'associé unique, le 13 novembre 2015, a décidé la dissolution. Conformément à l'article 1844-5 du code civil et après le délai de 30 jours, la transmission universelle du patrimoine est effective, *date d'effet de la radiation* : 31 décembre 2015.

Fait à Papeete, le 29 janvier 2016.

Merine LEGALL.

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

JUGEMENTS RENDUS A L'AUDIENCE
DU 25 AVRIL 2016*Ouverture de redressement judiciaire sous le régime simplifié de*

ZIZOU BAR SARL, RCS Papeete n° 12 64 B, débits de boissons, quai Gallieni, BP 556, 98713 Papeete, *date de cessation des paiements* : 19 avril 2016, *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

EURL TAEFITU, RCS Papeete n° 11 207 B, commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé, PK 2, côté montagne, Toahotu, BP 5210, 98716 Pirae, *date de cessation des paiements* : 16 mars 2016, *représentant des créanciers* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony, 98713 Papeete.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

OSVNET SARL, RCS Papeete n° 04 283 B (703 B 04), programmation informatique, pointe des Pêcheurs, route du Musée des îles, Punaauia, BP 44816 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de cessation des paiements* : 15 avril 2016, *représentant des créanciers* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony, 98713 Papeete.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

Ouverture de liquidation judiciaire de

LCT SARL, "tendances meubles", RCS Papeete n° 05 17 B, commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques, PK 12,800, Punavai Nui, Punaauia, BP 20936, 98713 Papeete, *date de cessation des paiements* : 31 décembre 2015, *liquidateur* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

Les déclarations de créances sont à déposer dans le délai de deux mois au plus tard de l'insertion à paraître au JOPF, auprès du liquidateur sus-désigné.

Résolution du plan de continuation adopté le 27 août 2012 et ouverture de liquidation judiciaire de

CASH AFFAIRES JUNIOR (EURL), RCS Papeete n° 07 241 B, commerce de détail d'autres équipements du foyer, rue Cardella, BP 20236, 98714 Papeete, *date de*

cessation des paiements : 19 février 2016, *liquidateur* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

Les déclarations de créances sont à déposer dans le délai de deux mois au plus tard de l'insertion à paraître au JOPF, auprès du liquidateur sus-désigné.

Conversion en liquidation judiciaire de

HEITAA Jean-Marie Hoete, "Station mobil Fare Heitaa", RCS Papeete n° 96 1598 A (26075 A 96), commerce de détail de carburants en magasin spécialisé, Fitii BP 167 Fare, 98731 Huahine, *liquidateur* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

RAIATEA PARTY EURL, RCS Papeete n° 13 180 B, autres commerces de détails spécialisés divers, immeuble Vairahi, Uturoa, BP 130111 Moana Nui, 98717 Punaauia, *liquidateur* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

PRIMMO SARL, RCS Papeete n° 95 250 B (5655 B 95), agences immobilières, 7, place Notre-Dame à Papeete, BP 20717, 98713 Papeete, *liquidateur* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

MOOREA CONSTRUCTION BOIS ET FINITION EURL sigle MCBF, RCS Papeete n° 13 55 B, construction de maisons individuelles, 7, place Notre-Dame, Papeete, BP 140266, 98701 Arue, *liquidateur* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55.

SOLARWAY EURL, RCS Papeete n° 10 61 B, fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques, PK 35,400 côté mer BP 12079 98712 Papara, *liquidateur* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55.

I2C SARL, "AREVASOFT", RCS Papeete n° 1371 B, conseil pour les affaires et autres conseils de gestion, rue Louis-Martin, résidence Iris, BP 40726 Fare Tony, 98713 Papeete, *liquidateur* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony, 98713 Papeete.

AVIS AUX CREANCIERS ET ADJUDICATAIRES

Avis de dépôt de collocation de Andy COLOMBEL, RCS de Papeete 12150 A, l'état de collocation a été déposé au greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete. Les contestations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la présente publication auprès du tribunal de première instance de Papeete, *publication légale* : la Dépêche de Tahiti du 19 avril 2016.

Le greffier.

COOPERATIVE TAMARIKI RAVA'AI TEMOKO NO HIKUERU

Erratum

A l'annonce parue au JOPF n° 23 du 18 mars 2016, à la page 3023 :

Au lieu de : "Date de constitution : 24 avril 2016" ;
Lire : "Date de constitution : 24 avril 2015".

Le reste sans changement.

SARL MANASTREAM

Complément

A l'annonce parue au JOPF n° 11 du 5 février 2016, à la page 1535, les statuts ont été enregistrés le 23 mars 2016.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT
Papeete, 415, boulevard Pomare

TAUMATINI D97
Société à responsabilité limitée
au capital de 200 000 F CFP

Siège social : Taïarapu-Ouest, Toahotu (98724) Mitirapa,
résidence Nordhoff

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Nancy CHIN FOO, notaire salarié au sein de la société civile professionnelle Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT, titulaire d'un office notarial, 415, boulevard Pomare, à Papeete (Tahiti), le 27 avril 2016, il a été établi les statuts d'une société commerciale dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination sociale : TAUMATINI D97.

Objet : L'achat et la vente de tous produits de prêt-à-porter ainsi que tout ce qui se rapporte à cette activité sous tous les genres et plus généralement l'exploitation de magasins de vêtements et notamment l'achat et la vente de produits, accessoires divers se rattachant à l'activité principale ; maroquinerie, bijouterie, chaussures, parfums, bonneterie, lingerie, maillots de bain etc. La participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer. La création, l'acquisition, sous tous ses formes, la propriété, l'exploitation, la location comme bailleur ou comme preneur, avec ou sans promesse de vente de tous fonds ou établissement commerciaux entrant dans le cadre de l'objet social. Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

Siège social : Taïarapu-Ouest, Toahotu (98724) Mitirapa, résidence Nordhoff.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Apports en nature : néant.

Apports en numéraire : 200 000 F CFP.

Capital social : 200 000 F CFP, divisé en 200 parts de 1 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 200, entièrement libérées.

Gérante : Mme Taumatini DUPUITS, demeurant à Tahiti (Polynésie française), Taïarapu-Ouest, Toahotu (98724) Mitirapa, résidence Nordhoff.

Immatriculation au registre du commerce : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Me Nancy CHIN FOO,
notaire salarié.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT
Papeete, 415, boulevard Pomare

COMPAGNIE FRANÇAISE MARITIME DE TAHITI (CFMT)
Société anonyme au capital de 60 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, Fare Ute
RCS de Papeete n° TPI 32 2 B - n° TAHITI 010611

Avis de convocation

Les actionnaires de la COMPAGNIE FRANÇAISE MARITIME DE TAHITI (CFMT) sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle le vendredi 3 juin 2016 à 8 heures à Papeete, 415, boulevard Pomare, immeuble Tisse, à l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du conseil d'administration sur la marche de la société et présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- rapports du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission et sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce ;
- approbation desdits comptes et conventions ;
- affectation des résultats ;
- pouvoirs.

Tout actionnaire inscrit sur les registres de la société cinq jours francs au moins avant la réunion, sera admis à l'assemblée, quel que soit le nombre de ses actions, ou pourra s'y faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire en vertu d'un pouvoir régulier qui devra être déposé, dans le même délai, au siège social.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

LA PACIFIQUE DES JEUX
Société anonyme au capital de 150 000 000 F CFP
Siège social : 1, rue Colette, BP 20730,
98713 Papeete, Tahiti
RCS de Papeete n° TPI 9158

Aux termes d'une délibération en date du 20 avril 2015, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires a décidé de nommer en qualité de commissaires aux comptes titulaires la SARL KPMG, identifiée sous le numéro TPI 93205-B, dont le siège est situé centre Paofai, bâtiment A, 3e étage, BP 2143, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française, et en qualité de commissaire aux comptes suppléant M. Gilles REDON,

BP 2143, 98713 Papeete, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Pour avis,
L'assemblée générale ordinaire.

LA PACIFIQUE DES JEUX

Société anonyme au capital de 150 000 000 F CFP
Siège social : 1, rue Colette, BP 20730,
98713 Papeete, Tahiti
RCS de Papeete n° TPI 9158

Aux termes d'une délibération en date du 31 mars 2015, le conseil d'administration a pris acte de la désignation de M. Charles LANTIERI, né le 15 novembre 1961 à Chatou (78400), de nationalité française, demeurant 78350 Jouy-en-Josas, en qualité de représentant permanent de LA FRANÇAISE DES JEUX, administrateur, en remplacement de M. Christophe BLANCHARD DIGNAC.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT
Papeete, 415, boulevard Pomare

GAZ DE TAHITI

Société anonyme au capital de 198 990 000 F CFP
Siège social : Pirae, rue Laurent-Le-Bihan,
immeuble Le Bihan
RCS de Papeete TPI n° 74 63 B

Avis de convocation

Les actionnaires de la société GAZ DE TAHITI sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle le mercredi 1er juin 2016 à 9 heures, à Pirae, au siège social, immeuble Le Bihan, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du conseil d'administration sur la marche de la société et présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- rapports du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission et sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et L. 225-42 du code de commerce ;
- approbation desdits comptes et conventions ;
- affectation des résultats ;
- renouvellement du mandat des commissaires aux comptes titulaire et suppléant ;
- fixation des jetons de présence alloués aux administrateurs ;
- pouvoirs.

Tout actionnaire inscrit sur les registres de la société cinq jours francs au moins avant la réunion, sera admis à l'assemblée, quel que soit le nombre de ses actions, ou pourra s'y faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire en vertu d'un pouvoir régulier qui devra être déposé, dans le même délai, au siège social.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

SARL AME

Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Centre Vaima, Papeete
RCS n° 08 264 B - n° TAHITI 880666

Avis de dissolution

Au terme d'une assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016, les associés ont décidé la dissolution anticipée de ladite société. La société subsistera pour les besoins de la liquidation amiable, et jusqu'à la clôture de celle-ci.

M. Maurice ALLOUCH, demeurant résidence Le Grand Large, appartement n° A44 à Papeete, est nommé liquidateur.

Le siège de la liquidation est fixé à la résidence Grand Large, appartement, BP 41300 Fare Tony, 98713 Papeete. C'est à cette adresse que la correspondance devra être adressée, et que les actes et documents devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au registre de commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis et mention,
Le liquidateur.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT
Papeete, 415, boulevard Pomare

SOCIETE DE DEPOTS DE GAZ DE PETROLES LIQUEFIES (SDGPL)

Société anonyme au capital de 300 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, Fare Ute
RCS de Papeete n° 1007 B

Avis de convocation

Les actionnaires de la SOCIETE DE DEPOTS DE GAZ DE PETROLE LIQUEFIES (SDGPL) sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle le mercredi 1er juin 2016 à 11 heures, à Pirae, rue Laurent-Le-Bihan, immeuble Le-Bihan, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du conseil d'administration sur la marche de la société et présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- rapports du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission et sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce ;
- approbation desdits comptes et conventions ;
- affectation des résultats ;
- fixation des jetons de présence alloués aux administrateurs.
- pouvoirs.

Tout actionnaire inscrit sur les registres de la société cinq jours francs au moins avant la réunion, sera admis à l'assemblée quel que soit le nombre de ses actions, ou pourra s'y faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire, en vertu d'un pouvoir régulier qui devra être déposé dans le même délai au siège social.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT
Papeete, 415, boulevard Pomare

TAHITI AGREGATS

Société anonyme au capital de 86 000 000 F CFP
Siège social : Punaauia, vallée de la Punaruu
RCS de Papeete n° 336 B

Avis de convocation

Les actionnaires de la société TAHITI AGREGATS sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle le mardi 31 mai 2016 à 9 heures, à Papeete, 415, boulevard Pomare, immeuble Atisse, à l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du conseil d'administration sur la marche de la société et présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- rapport du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission et sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce ;
- approbation desdits comptes et conventions ;
- affectation des résultats ;
- renouvellement de mandats d'administrateurs ;
- nomination d'un administrateur ;
- fixation des jetons de présence alloués aux administrateurs ;
- pouvoirs.

Tout actionnaire inscrit sur les registres de la société cinq jours francs au moins avant la réunion, sera admis à l'assemblée, quel que soit le nombre de ses actions, ou pourra s'y faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire en vertu d'un pouvoir régulier qui devra être déposé, dans le même délai, au siège social.

Pour avis,
 Le conseil d'administration.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT
Papeete, 415, boulevard Pomare

TAHITI CARRIERES

Société anonyme au capital de 60 000 000 F CFP
Siège social : Papeari, PK 53,100
RCS de Papeete n° 3055 B

Avis de convocation

Les actionnaires de la société TAHITI CARRIERES sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle le mardi 31 mai 2016 à 10 h 30, à Papeete, 415, boulevard Pomare, immeuble Atisse, à l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du conseil d'administration sur la marche de la société et présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- rapport du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission et sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce ;

- approbation desdits comptes et conventions ;
- affectation des résultats ;
- remplacement d'un administrateur ;
- fixation des jetons de présence alloués aux administrateurs ;
- pouvoirs.

Tout actionnaire inscrit sur les registres de la société cinq jours francs au moins avant la réunion, sera admis à l'assemblée, quel que soit le nombre de ses actions, ou pourra s'y faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire en vertu d'un pouvoir régulier qui devra être déposé, dans le même délai, au siège social.

Pour avis,
 Le conseil d'administration.

PACIFIC GAZ

Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP

Siège social : Papeete,
145, avenue du Chef-Vairaaatoa, Fare Ute

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Papeete du 25 février 2016, il a été établi les statuts d'une société commerciale dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : PACIFIC GAZ.

Objet : La société a pour objet la création, l'exploitation et le développement de tous entrepôts, dépôts, établissement et moyens nécessaires au stockage, à la manipulation, au conditionnement et à la vente du gaz, produits dérivés du gaz et autres combustibles minéraux. L'acquisition, la prise à bail, l'exploitation et la location de tous terrains ou immeubles, à court ou à long terme, avec ou sans promesse de vente ainsi que la construction, la création, l'aménagement et l'exploitation de tous bâtiments, usines, ateliers, bureaux, magasins, entrepôts ou bâtiments de stockage pouvant servir, d'une manière quelconque à l'un des objets de la société. L'emprunt de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet social. La cession, la vente, l'échange, la location, l'aliénation, totale ou partielle de tous biens meubles ou immeubles de la société. Et, d'une façon générale, toutes opérations mobilières ou immobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles de faciliter la réalisation de l'objet ci-dessus défini.

Siège social : Papeete, 145, avenue du Chef-Vairaaatoa, Fare Ute.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Apports en numéraire : 1 000 000 F CFP.

Apports en nature : néant.

Capital social : 1 000 000 F CFP, divisé en 1 000 parts de 1 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 1 000, entièrement libérées.

Gérant : M. Albert MOUX, demeurant à Pirae, lotissement Vetea, lot n° 139.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
 Le gérant.

**Office notarial Philippe CLEMENCET,
Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA
Notaires associés**

MAGASIN LIKI

Cession de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Me Jean-Philippe PINNA, notaire associé à Papeete, le 4 mai 2016, enregistré à Papeete, le 9 mai 2016, folio n° 119, bordereau n° 3739/1,

A été cédé par M. Then Sion Charles CHUNG, époux de Mme Yumei WANG, demeurant à Vairao (98719) PK 9,500, côté mer, né à Vairao (98719) le 16 mars 1953, au profit de la société dénommée MAGASIN LIKI, société à responsabilité limitée à associé unique, au capital de 100 000 F CFP, dont le siège est à Vairao (98719), PK 10, côté montagne, identifiée sous le numéro TAHITI B80304 et immatriculée au RCS de Papeete sous le numéro 16 48 B,

Un fonds de commerce de magasin d'alimentation exploité à Vairao, connu sous le nom commercial MAGASIN LIKI, et pour lequel le cédant est immatriculé au RCS de Papeete sous le numéro 25045 A.

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du jour de la signature et il en a la jouissance depuis le 13 février 2016.

La cession a été consentie et acceptée moyennant le prix principal de 10 000 000 F CFP s'appliquant en totalité aux éléments incorporels, ladite cession ne comprenant pas d'éléments corporels et de marchandises.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, au siège de la société civile professionnelle dénommée Office notarial Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA, titulaire d'un office notarial à la résidence de Papeete (île de Tahiti), 85, rue du Commandant-Destremau, où domicile a été élu à cet effet.

*Pour première insertion,
Le notaire.*

**SARL ROBERT TANSEAU
au capital de 4 500 000 F CFP
Siège social : Centre Vaima, Papeete
RC n° 8802 B - n° TAHITI 623405**

*Démission d'un gérant
(Décision du 15 janvier 2016)*

Gérance

Mentions anciennes : MM. Robert TANSEAU, demeurant à Pamatai, Faa'a, et Raimana TANSEAU, demeurant à Punaauia, résidence Le Sunset, nommés pour une durée indéterminée.

Mentions nouvelles : M. Robert TANSEAU, demeurant à Pamatai, Faa'a, nommé pour une durée indéterminée.

*Pour avis,
La gérance.*

**SARL MOANA NUI SPORT
(anciennement dénommée NIKE MOANA NUI SPORT)
au capital de 2 000 000 F CFP
Siège social : Centre commercial Moana Nui, Punaauia
RCS TPI n° 15 92 B - n° TAHITI B 45224**

*Modification dénomination sociale
(AGE du 15 janvier 2016)*

Dénomination sociale

Mentions anciennes : NIKE MOANA NUI SPORT.

Mentions nouvelles : MOANA NUI SPORT.

*Pour avis,
La gérance.*

**SARL PLAZA SPORT
(anciennement dénommée NIKE PACIFIC PLAZA)
au capital de 2 000 000 F CFP
Siège social : Centre commercial Pacific Plaza,
Auae, Faa'a
RCS TPI n° 14 201 B - n° TAHITI B 19070**

*Nomination de gérant
et modification de dénomination sociale
(AG mixte du 15 janvier 2016)*

Mentions anciennes

Gérant : M. Robert TANSEAU, demeurant à Pamatai, Faa'a, nommé pour une durée indéterminée.

Dénomination sociale : NIKE PACIFIC PLAZA.

Mentions nouvelles

Gérants : MM. Robert TANSEAU, demeurant à Pamatai, Faa'a, et Raimana TANSEAU, demeurant à Punaauia, résidence Le Sunset, nommés pour une durée indéterminée.

Dénomination sociale : PLAZA SPORT.

*Pour avis,
La gérance.*

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT LES MAMAIA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 avril 2016)

Présidente	: MULLER Valérie
Vice-présidente	: MARTIN Nathalie
Secrétaire	: CATHELAIN Laurent
Trésoriers	: MUHLENBACH Arnaud MARTIN Nathalie
Membres	: CHATELAIN Eric VARET Hervé BARON Gilbert FINCK Steve

Le prestataire désigné lors de l'assemblée générale du 12 avril 2016 est CAILLEAU IMMOBILIER, BP 41907 Fare Tony, 98713 Papeete.

ASSOCIATION FAREANA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 avril 2016)

Présidente : MARUOI Doris
Secrétaire : RAIARII Eric
Trésorière : RAIARII Admella

**ASSOCIATION SYNDICALE DES PROPRIETAIRES
DU LOTISSEMENT PAPEHUE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er avril 2016)

Président : TAPARE Francis
Vice-président : THURET James
Secrétaire : CHUNG Marguerite
Trésorier : WONG HIEN Cédric

ASSOCIATION RAHU-NUI NO TAHAA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 avril 2016)

Président : TERIIPAIA Maco
Secrétaire : TERIIPAIA Teama
Trésorier : TERIIPAIA Fifi

**ASSOCIATION SYNDICALE
DU LOTISSEMENT TOAROTU RAHI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 avril 2016)

Président : MACHOUX Christian
Vice-président : MALHERBE Stéphane
Secrétaire : CHANSEAU Freddy
Trésorier : SCHUTZ Dany
Assesseur : CHRISTOPHE Jérôme

ASSOCIATION PUURA 2

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 mars 2016)

Présidente : OPETA Marcelle
Trésorier : OPETA Tamaititahi

ASSOCIATION TE HEIKUA O TE VEHINE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 février 2016)

Présidente : VAKI Sarah
Secrétaire : MITITAI Marguerite
Trésorier : VAKI Richard

ASSOCIATION ARTISANAT HANARAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 avril 2016)

Présidente : IOANE Manuhaiti
Secrétaire : IOANE Heimanu
Trésorière : AVAEORU Vaitua
Assesseur : TETAIHUKA Anna

ASSOCIATION FAMILIALE TEONETERE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 mars 2016)

Président : TEMANIHI James
Vice-président : TUHITI Poata
Secrétaire : AURAA Ioana
Secrétaire adjointe : LENOIR Rarani
Trésorière : BREMOND Titaina
Trésorière adjointe : FERNANDEZ Dollie

**SYNDICAT DU PERSONNEL D'ENCADREMENT
PARAMEDICAL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 avril 2016)

Président : HONTANG Christophe
Vice-présidente : MATANOA Noéline
Secrétaire : MARTINEZ Tiare
Secrétaire adjointe : PETITJEAN Carine
Trésorier : LANCHON Marc
Trésorière adjointe : DRON Pascale

ASSOCIATION TEMANUHI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 avril 2016)

Présidente : JAMET Rebecca
Vice-président : JAMET Taero
Secrétaire : JAMET Maevaroa
Secrétaire adjoint : JAMET Maratai
Trésorière : JAMET Aurélie
Trésorier adjoint : TAI Tanearii

ASSOCIATION ROTI RAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 mars 2016)

Président : TEHAAMOANA Félix
Vice-présidente : TEHEI-PERRY Laïza
Secrétaire : AMARU Jacqueline
Secrétaire adjointe : TANEMATEA Tinarei
Trésorière : TEVAEARAI Vaimuna
Trésorière adjointe : TEHAAMOANA Mataehau
Assesseurs : HEUEA Elma
TEHAAMOANA Marie-Ghislaine

TBJ FANATEA AVIA CLUB**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 février 2016)

Président : GOBRAIT Bayard
 Vice-président : LEONTIEFF Serge
 Secrétaire : GOBRAIT Richard
 Secrétaire adjoint : HITOTI Joseph
 Trésorier : GOBRAIT Hubert
 Trésorier adjoint : LEONTIEFF Pierre

ASSOCIATION MATEHAUNUI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(27 avril 2016)

Présidente d'honneur : COLOMBANI Hinatea
 Présidente : KUNG-PICARD Tauria
 Vice-présidente : PUTOA Mahine
 Secrétaire : SALMON Vaianu
 Secrétaire adjointe : TEROROTUA Mareva
 Trésorière : FAARA Jeanine
 Trésorière adjointe : FAUA Djobrila

ASSOCIATION HUI MAOHI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(5 mars 2016)

Président d'honneur : TAUPUA Gaston
 Président : ELLACOTT William
 Vice-président : TAMA Audibert
 Secrétaire : TEHEIURA Hinano
 Secrétaire adjointe : OZBOLT Sylvana
 Trésorière : AGNIERAY Vanini
 Trésorière adjointe : CHAILLOUX Noéline
 Assesseurs : FAUA Ronnie
 VIVISH Gilles
 BOURGEOIS Thomas
 ARAPARI Vetea

ASSOCIATION REID TEAERE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(11 avril 2016)

Présidente : PIHAATAE Tatiana
 Secrétaire : TARUOURA Régina
 Trésorière : MATEAU Christiane

ASSOCIATION RIMA'URA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(24 avril 2016)

Présidente : TEHIO Pererina
 Vice-présidente : PERCHERON Emilie
 Secrétaire : APINI Laéticia
 Secrétaire adjoint : TEMATAHOTOA Hiata
 Trésorier : IOANE Boniface
 Assesseurs : KATO Aline
 IOANE Théodore

**ASSOCIATION DES PROPRIETAIRES
DU LOTISSEMENT TEROTORUA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(2 mars 2016)

Présidente : HOPUARE Taina
 Vice-présidente : NUUPURE Raiti
 Secrétaire : FERRET Eric
 Secrétaire adjointe : TERIITAUMIHAU Maire
 Trésorier : SKRZYPCZYNSKI Vetea
 Trésorier adjoint : LY Armand

ASSOCIATION TUAHINE PETEREHAMA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(15 avril 2016)

Présidente : TAPUTU Laïza
 Vice-présidente : TAURAA Catherine
 Secrétaire : TAPUTU Déborah
 Secrétaire adjointe : TAPUTU Monia
 Trésorière : TAPUTU Hereata
 Trésorière adjointe : TAPUTU Herearii

TOMITE HEIVA RAU NO BORA BORA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(15 mars 2016)

Président d'honneur : HAATI Areti
 Président : TEMATAUA Pascal
 Vice-présidents : REVA Rémi
 TAPI Jules
 TAPI Didier
 VAHIMARAE Cédric
 Secrétaire : VILLIERME Nati
 Secrétaire adjointe : TEHAAMOANA Tania
 Trésorier : CHUNG TIEN Hotuarii
 Trésorière adjointe : NAEA Vaihei
 Chargée de communication : LII Ruaragi

FEDERATION DES ASSOCIATIONS A TAUTURU IA NA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(9 avril 2016)

Président d'honneur : JAMET Patrice
 Président : TEVARIA William
 Vice-présidentes : AIHO Vina
 TEAMOTUAITAU Patricia
 TANEPAU Albertine
 Secrétaire : VIRIAMU Ariane
 Secrétaires adjoints : LAUGEON Geneviève
 TETAHIO Yann
 Trésorière : LI Justine
 Trésoriers adjoints : LEAU KANG MUI Indra
 GUILLOT Jacques
 Conseiller technique : VAN BASTOLAER Roger
 Assesseurs : TEURU-TAAROA Mareta
 BERNADINO Félicité

CONSEIL D'ADMINISTRATION :*Conseil des archipels des îles du Vent Est :*

Présidente : TEAMOTUAITAU Patricia
 Secrétaire : VIRIAMU Ariane
 Trésorière : TEIHOTU Ida

Conseil des archipels des îles du Vent Ouest :

Président : WANAI Paul
 Secrétaire : TEURU-TAAROA Maréta
 Trésorière : LEAU KANG MUI Indra

Conseil de Tahiti Iti est reconduit :

Président : VAN BASTOLAER Roger
 Secrétaire : GANIVET Antoine
 Trésorière : VAN BASTOLAER Mirentchu

Conseil des archipels des îles Sous-le-Vent :

Présidente : AIHO Vina
 Secrétaire : GUILLOTS Jacques
 Trésorière : PAHEROO Edith

Conseil des archipels des îles Marquises :

Président : TEVARIA William
 Secrétaire : SCALLAMERA Florentine
 Trésorière : TEIKITEETINI Louise

Conseil des archipels des îles Australes :

Présidente : TANERPAU Albertine
 Secrétaire : PATII Manuela
 Trésorier : TAMAITITAHIO Joseph

Conseil des archipels des îles Tuamotu :

Présidente : POURA Doris
 Secrétaire : LI Justine
 Trésorière : KAUA Véronica

Conseils extérieurs :

Présidente de Paris : TEIHOTAATA Denise
 Secrétaire : HELLOU Nelly
 Trésorier : TETAU'UPU Teveu

**ASSOCIATION DIRIGEANTS
 DE L'EGLISE DE DIEU RESTAURÉE -
 TE EKALESIA O TE ATUA I FAATIA FAAHOU HIA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (17 avril 2016)

Président : FEUTI Angéli
 Vice-président : FEUTI Aneterea
 Secrétaire : PANI Miriama
 Secrétaire adjointe : TEHEIURA Teura
 Trésorière : FEUTI Miherla
 Trésorière adjointe : TEHEIURA Paméla
 Assesseurs : FEUTI Juliën
 HIO Jean-Marc
 TEHEIURA Teva
 MARAEAURIA Joan
 FEUTI Willard

COMITE HEIVA NUI RAU NO MAHINA*Modification de statuts*

Son nouveau siège est situé au PK 10, route de la pointe Vénus, Mahina.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (26 avril 2016)

Présidente : TAMARII Isabelle
 Vice-présidente : ROOARII Hina
 Secrétaire : TAVAEARII Gloria
 Trésorier : MARUAE Yann
 Trésorière adjointe : NENA Nuutea

ASSOCIATION SPORTIVE DRAGON

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (27 avril 2016)

Président : FONG LOI Charles
 Vice-présidents : CHANSON Maurice
 LY Hifa
 TANSEAU Robert
 Secrétaire : LEI FOC Stéphane
 Secrétaire adjoint : CHONFONT Jacques
 Trésorier : FONG Pascal
 Trésorier adjoint : TANSEAU Charles
 Assesseurs : LARSON Daniel
 SACAULT Wilfred
 GUTIERREZ-SAUCEDO Willman
 AH KIM Gilbert

COMITE DU TOURISME DE NUKU HIVA*Modification des statuts*

- art. 6.— Ajout d'un président d'honneur et des commissaires au compte et assesseurs ;
- art. 10.— "Cependant, un membre pourrait facturer des prestations qu'il serait amené à effectuer pour combler une carence dans son domaine professionnel" supprimé et remplacé par "Il est interdit d'effectuer des virements du compte du comité du tourisme à son compte personnel" ;
- ajout d'un article 10-b : accès internet : Amende immédiate de 300 000 F CFP pour une personne qui ne communique pas les codes aux membres du bureau ;
- art. 12.— La comptabilité est gérée par un comptable agréé désigné par le conseil d'administration. Les ordres de virement et chèques doivent être complétés avant chaque signature."
- art. 15.— Précisions sur le règlement intérieur : attribution des excursions par priorité du paiement de cotisation. Les autres articles restent inchangés.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 avril 2016)

Président d'honneur	:	KAUTAI Benoît
Présidente	:	OTTO Lucie
Vice-présidents	:	HOKAUPOKO Léonard TATA Grégoire
Secrétaire	:	ALVARADO Claudine
Secrétaire adjointe	:	AH SAM Valérie
Trésorier	:	PEUE Jemmy
Trésorier adjoint	:	HAPIPI Yannick
Commissaires aux comptes	:	PUHETINI Sabbas KAUTAI Félicité TEIKITEETINI Titiatua
Assesseurs	:	POIHIPAPU Louis TEIKITOHE Fabienne TEIKITEKAHIOHO Micheline AH SCHA Marie-Jeanne

ASSOCIATION TEVAHINEMOEATERE
(Récépissé n° W9P1000505 du 7 avril 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 19 mars 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TEVAHINEMOEATERE.

Elle se donne pour mission de venir en aide à ses membres par tous moyens légaux.

Le siège social est fixé au lotissement Paparoa 2, coté mer, Taravao centre (Taiarapu-Est).

Sa durée est limitée à quatre-vingt-dix-neuf ans.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	ROHI Toimata
Secrétaire et trésorière	:	THOUËT Lucinda

ASSOCIATION PUNAUIHERE
(Récépissé n° W9P1000548 du 15 avril 2016)

Extraits de statuts

Il est constitué le 2 avril 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION PUNAUIHERE.

Elle a pour but principal d'organiser, de participer, de promouvoir, de représenter, de défendre et de regrouper les intérêts des artisans et tous les membres de l'association de la commune de Faa'a.

Elle se fixe aussi comme objectifs :

- de participer aux manifestations artisanales en Polynésie française et à l'étranger ;

- de participer à divers événements à caractère folklorique, culturel, horticole, sportif, touristique et autres tels que des salons nautiques, festivals, foires, journées de la jeunesse et journées de la pêche en Polynésie française et à l'étranger ;
- de lutter contre la concurrence des produits d'importation ;
- d'encourager la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- d'aider les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- d'adapter les productions aux exigences du marché ;
- de faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- d'aider à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Faa'a, PK 4,500, côté mer.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	VIRIAMU Puna
Vice-président	:	VIRIAMU Puna Rooarii
Secrétaire	:	VIRIAMU Reuera Teuiarohi
Trésorière	:	VIRIAMU Laurence
Assesseur	:	VIRIAMU Rofina

ASSOCIATION DREAM TEAM TAHITI
(Récépissé n° W9P1000555 du 4 mai 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé entre les distributeurs indépendants de la société Kyäni Inc., membres de l'organisation de Becky et John Bursell dénommée Dream Team, demeurant sur le territoire de la Polynésie française, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION DREAM TEAM TAHITI.

Elle a pour objet et mission générale de veiller au bon fonctionnement des projets définis par l'association, notamment :

- de planifier le calendrier des formations, des présentations (recherche de salles, de coûts et d'organisation) ;
- de mettre en place la collecte des participations aux événements ;
- d'organiser et mettre en place des journées récréatives et événements ;
- d'organiser l'achat des lots pour les remises de prix et récompenses ;
- de gérer et de veiller à l'achat de matériel et de consommables pour le bon fonctionnement du bureau et des événements ;
- faire connaître les produits Kyäni par l'organisation d'événements, de présentations, de formations, d'expositions, de conférences, de réunions auprès de tout public sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française et à l'extérieur ;

- de vendre des plats à emporter ou d'organiser des buffets à l'occasion de manifestations ;
- de vendre des produits dérivés à l'occasion de manifestations ou en dehors de celles-ci.

Son siège social est fixé à Papara, PK 33,600, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TSONG Wilfred
Président	: SALMON Tevaitoa
Vice-président	: TEROROTUA-LEAU Tainui
Secrétaire	: AMARU Moananui
Trésorière	: HIRIHIRI Heimanu

ASSOCIATION SPORTIVE TAHAA TOA BOXING CLUB

(Récépissé n° W9P2000187 du 29 avril 2016)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE TAHAA TOA BOXING CLUB, fondée le 19 avril 2016, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet la pratique des activités physiques et sportives et plus particulièrement la boxe ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Son siège social est fixé à Patio.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TERIIPAIA Maco
Secrétaire	: ROOARII Camille
Trésorier	: SOMMERS Reupena

ASSOCIATION HUIAURA

(Récépissé n° W9P2000197 du 4 mai 2016)

Extraits de statuts

Il est constitué le 29 avril 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION HUIAURA.

Elle a pour but principal d'organiser, de participer, de promouvoir, de représenter, de défendre et de regrouper les intérêts des artisans et tous les membres de l'association de la commune de Tehurui.

Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'organiser et de participer aux manifestations artisanales en Polynésie française et à l'étranger ;

- de participer à divers événements à caractère folklorique, culturel, horticole, sportif, touristique et autres tels que des salons nautiques, festivals, foires, journées de la jeunesse et journées de la pêche en Polynésie française et à l'étranger ;
- de lutter contre la concurrence des produits d'importation ;
- d'encourager la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- de vendre les produits horticoles et agricoles ;
- de vendre des plats à emporter ;
- d'aider les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- d'adapter les productions aux exigences du marché ;
- de faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- d'aider à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Tevaitoa, Tumaraa, Raiatea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: HOLMAN Arnold
Secrétaire	: MANAFENUAROA Maruata
Trésorière	: HOLMAN Madeleine

ASSOCIATION THE HAPPINESS FARE

(Récépissé n° W9P1000632 du 29 avril 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 16 avril 2016 une association régie par la loi de 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION THE HAPPINESS FARE.

Elle a pour but :

- de défendre les intérêts de la famille : affaires foncières, recherches généalogiques, patrimoine ;
- de réaliser divers projets communautaires ;
- d'entretenir les liens familiaux et le partage des connaissances ;
- de préserver le bien patrimonial pour les enfants et les générations futures ;
- de mener un soutien moral et matériel si nécessaire aux membres de la famille ;
- de promouvoir la solidarité sous toutes ses formes notamment en développant des activités de prévention et de formation.

Son siège social est fixé à Paea, PK 22,700, côté mer.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: CHAVEZ Jeanine
Secrétaire	: CHAVEZ Mereani
Trésorier	: CHAVEZ Vetea
Assesseurs	: DAUPHIN Rautea WARREN Hitinui

ASSOCIATION VAINAHOATA*(Récépissé n° W9P1000649 du 3 mai 2016)*

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION VAINAHOATA, fondée le 4 avril 2016, a pour objet :

- de développer des activités culturelles, folkloriques, religieuses et populaires ;
- d'organiser des journées corporatives et autres activités ;
- de contribuer à la mesure de ses moyens bienfaiteurs pour développer ses activités tout domaine confondu ;
- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement et d'aides diverses.

Son siège social est fixé au fare amuiraa Oriveta, quartier Tuterai'i-Tane, route de l'Hippodrome, Pirae.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TERIIHAUE Philippe
Secrétaire	:	ATA Mahinetea
Trésorière	:	PAA Angéla
Commissaire aux comptes	:	TAINANUARII Vanina

ASSOCIATION LES APICULTEURS DE MANIHI*(Récépissé n° W9P1000400 du 3 mars 2016)*

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION LES APICULTEURS DE MANIHI, fondée le 13 février 2016, est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de favoriser et encourager par tous les moyens le développement de l'apiculture ;
- de créer et gérer un rucher et une miellerie collective ;
- d'acquérir tous les objets et produits nécessaires à l'apiculture, pour les prêter ou les louer aux adhérents ;
- de favoriser une apiculture respectueuse de l'environnement et soucieuse de la préservation de l'abeille ;
- d'améliorer la qualité des produits de la ruche, de participer à des actions éducatives en direction de tout public et des écoles.

Les moyens d'actions sont :

- d'échanger les compétences entre membres pour permettre à des apiculteurs débutants de se perfectionner et à des apiculteurs chevronnés de transmettre leur expérience ;
- de proposer une formation continue et organiser des rencontres avec des formateurs extérieurs ;
- d'établir un lien avec les agriculteurs afin de les sensibiliser sur le rôle de l'abeille dans les productions agricoles et dans la biodiversité ;
- d'organiser des actions, manifestations, expositions et ventes des produits de la ruche ;

- de protéger les intérêts des apiculteurs de Manihi ;
- de grouper les mesures défensives de la profession ;
- de dénoncer les fraudes et abus et d'en obtenir la répression.

L'association s'interdit toute discussion ou manifestation présentant un caractère religieux ou politique.

Son siège social est fixé au village de Turipaoa, à Manihi.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	VANFFAUT Joël
Président	:	MOHAU Teramati
Vice-président	:	DEDIEU Jean-Pierre
Secrétaire	:	DEANE Titaina
Secrétaire adjointe	:	GARIKI Tania
Trésorier	:	TUAIRA André
Trésorier adjoint	:	NOHOTEMOREA Tupana

ASSOCIATION TUAURU TE PUNA ORA NO HAAPAPE*(Récépissé n° W9P1000142 du 26 avril 2016)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 29 octobre 2015, entre les adhérents appelés membres fondateurs aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TUAURU TE PUNA ORA NO HAAPAPE.

Elle a pour but :

- la protection des patrimoines fonciers, la valorisation et développement culturels, environnementaux, économiques et sociaux de la vallée Ahonu et Ahonu plaine, ainsi que des parcelles de terres qui se situent dans la commune de Mahina ;
- le développement d'une agriculture bio et de l'énergie renouvelable ;
- l'amélioration de la qualité de la vie (eau, santé, vie, sport, éducation) ;
- la formation de guide touristique ;
- la protection contre les nuisances sonores (bruits) ;
- la protection contre les dépôts des déchets ménagers ;
- la protection de la faune et de la flore.

Son siège social est fixé au domicile de Mme Tearai Arai, PK 10,500, côté montagne, vallée de Tuauru.

Sa durée est de 5 ans renouvelable.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	ARAI Tearai
Présidente	:	TEIHOTU Vaihere
Secrétaire	:	TEIHOTU Simone
Trésorière	:	ARAI Teriitauatea

ASSOCIATION VAIOTAHA*(Récépissé n° W9P2000168 du 12 avril 2016)*

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION VAIOTAHA, fondée le 31 mars 2016, a pour objet d'organiser la vente, la pratique d'exercices physiques pour le loisir par tous les jeunes du territoire acceptant les présents statuts et la participation dans toutes les activités sportives organisées par quelques fédérations reconnues du territoire.

Elle peut étendre son action dans des domaines autres que sportifs (éducation populaire, éducation artistique, organisation de voyages, environnement, etc.).

Son siège social est fixé à Tiipoto, sur l'île de Bora Bora.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	:	MARAKAI Haamauoura OIANAE Edwing ELLACOTT Sylvain AIHO Pai
Présidente	:	TERAI Emcy
Vice-président	:	TETUANUI Ronald
Secrétaire	:	BARDET Raita
Secrétaire adjointe	:	TETOOFARarahu
Trésorière	:	MARAKAI Djemila
Trésorière adjointe	:	AURAA Rorienne

ANNONCES MARCHES PUBLICS

Avis d'appel public à candidatures pour l'élaboration
du schéma d'aménagement général
de la Polynésie française, Tahiti, Polynésie française
AAPC N° 574 MET/SAU

1) *Dénomination et adresse de l'organisme acheteur* :
Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de
l'urbanisme, et des transports intérieurs, service de
l'urbanisme, correspondant : Bernard Amigues, 11, rue du
Commandant-Destremau, bâtiment A1, BP 866, 98713
Papeete, horaires des bureaux de lundi à jeudi de 7 h 30 à
15 h 30 et vendredi de 7 h 30 à 14 h 30, tél. :
(689) 40 46 80 23, télécopieur : (689) 40 43 49 83, courriel :
bernard.amigues@urbanisme.gov.pf.

2) *Objet* : Marché public de prestations intellectuelles
pour l'élaboration du schéma d'aménagement général de la
Polynésie française (SAGE), passé suivant une procédure
d'appel d'offres restreint.

Cette procédure est menée conformément aux dispositions
de l'article 21 du code des marchés publics de la Polynésie
française et de ses établissements publics.

3) *Consultation et retrait des dossiers* : Les dossiers
peuvent être consultés et retirés au secrétariat du service de
l'urbanisme de 7 h 30 à 14 h 30, ou par retour de courriel
suivant une demande formulée à l'adresse email :
alexandre.vodicka@urbanisme.gov.pf.

4) *Date d'envoi à la publication* : 10 mai 2016.

5) *Adresse et date limite de réception des candidatures* : La
date limite de réception des candidatures au secrétariat du
service de l'urbanisme est fixée au 17 juin 2016 avant
12 heures (midi, horaire Papeete), délai de rigueur.

6) *Critères de sélection des candidats* : Les candidatures
seront sélectionnées en tenant compte des critères énoncés à
l'article 7 du règlement particulier de l'appel à candidatures
(RPAC) à savoir :

En pourcentage de la note globale

- le dossier détaillant les références (30 %) ;
- le mémoire détaillant l'organisation du candidat (25 %) ;
- la note d'appréciation de l'élaboration du SAGE (20 %) ;
- la note d'intention sur la conduite des phases de concertation (10 %) ;
- la note d'appréciation des prestations de rédaction des actes légaux (10 %) ;
- le plan de charge prévisionnel sur les 2 ans à venir des intervenants (5 %).

7) *Justifications à produire* : Le dossier de candidature à remettre au service de l'urbanisme doit impérativement être composé des pièces suivantes :

Pour tous les candidats :

- la lettre de candidature présentant le groupement et le mandataire, habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- un dossier détaillant les références antérieures en Polynésie française ou en Europe et les capacités de chaque membre du groupement. Les candidats devront justifier au minimum de trois (3) références identifiées et concluantes dans les différents champs de compétence demandés (aménagement, urbanisme, économie, écologie, géomatique, juridique). Les certificats des maîtres d'ouvrage précisant les prestations réalisées et leurs termes seront appréciés ;
- un mémoire détaillant l'organisation du groupement, les intervenants sur le dossier avec leur niveau de compétence et leur *curriculum vitae* ;
- un plan de charge prévisionnel sur les deux ans à venir des intervenants ;
- une note d'appréciation de l'élaboration du SAGE et des prestations attendues telles qu'elles sont présentées dans la présente consultation et ses annexes. Les candidats devront y spécifier leurs points de vigilance quant à la teneur des prestations et aux conditions d'aboutissement du projet ;
- une note d'intention sur la conduite des phases de concertation nécessaire à l'établissement du SAGE et à son approbation ;
- une note d'appréciation des prestations de rédaction des actes légaux nécessaire à la mise en œuvre du SAGE dans le cadre législatif polynésien.

Pour les candidats polynésiens :

- les documents nécessaires attestant de la situation des cotraitants au regard des articles 7 et 9 du code des marchés publics de la Polynésie française et ses établissements publics (CMP-PF), et notamment :
 - les certifications par l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années). Les attestations fiscales ainsi délivrées sont valables pour toute l'année visée ;

- un certificat attestant que le candidat est à jour de ses cotisations auprès de la Caisse de prévoyance sociale, et précisant le nombre d'employés déclarés. La date de validité de certificat ne devra pas être antérieure à un (1) mois de la date de remise des offres ;
- une déclaration sur l'honneur que la société n'est pas en liquidation judiciaire et que son capital n'est pas détenu pour au moins un quart par un ou plusieurs actionnaires ou associés ayant été auparavant en état de faillite avec sanctions pénales ;
- les personnes admises à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 621-1 du code de commerce dans sa rédaction en vigueur en Polynésie française doivent justifier qu'elles ont été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

A cette fin, elles produisent à l'appui de leur candidature :

- 1 La copie du ou des jugements prononcés ;
- 2 Lorsqu'elles sont en période d'observation, une attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

Pour les candidats métropolitains ou européens :

- les documents nécessaires attestant de la situation des cotraitants au regard des articles 7 et 9 du code des marchés publics de la Polynésie française et ses établissements publics (CMP-PF) dont :
 - les candidats établis en France remettront les attestations et les certificats délivrés par les administrations et les organismes compétents prouvant qu'ils ont satisfait à leurs obligations fiscales et sociales (imprimé NOTI 2) relatifs à leur situation au 31 décembre 2015 ;
 - pour les candidats européens, établis dans un autre Etat que la France, les candidats devront fournir les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes délivrés par leur pays d'origine, relatifs à leur situation au 31 décembre 2015 et prouvant que les candidats ont satisfait à leurs obligations fiscales et sociales. Si ces documents ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être traduits par une personne assermentée ;
 - une déclaration sur l'honneur que la société n'est pas en liquidation judiciaire et que son capital n'est pas détenu pour au moins un quart par un ou plusieurs actionnaires ou associés ayant été auparavant en état de faillite avec sanctions pénales ;
 - les personnes admises à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 621-1 du code de commerce dans sa rédaction en vigueur en Polynésie française doivent justifier qu'elles ont été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

A cette fin, elles produisent à l'appui de leur candidature :

- 1 La copie du ou des jugements prononcés ;
- 2 Lorsqu'elles sont en période d'observation, une attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

Ces pièces sont à fournir par le mandataire du groupement et pour chacun des membres composant le groupement.

8) *Composition et références des candidats* : La consultation est ouverte aux groupements conjoints, composés au minimum d'un urbaniste, d'un économiste, de consultants ou d'ingénieurs compétents dans les domaines de l'aménagement, de l'écologie, de la géomatique et d'une expertise juridique.

S'adjoindre les compétences d'un spécialiste de la concertation et de la communication pourrait être un gage d'aboutissement du projet de SAGE.

Les candidats devront justifier au minimum de trois (3) références identifiées et concluantes dans les différents champs de compétence demandés (aménagement, urbanisme, économie, écologie, géomatique, juridique). Les certificats des maîtres d'ouvrage précisant les prestations réalisées et leurs termes seront appréciés.

9) *Nombre minimum de candidats admis à remettre une proposition après la sélection* : A l'issue de l'appel à candidatures, le nombre de candidats retenus et admis à remettre une offre de prestations sera *a minima* de trois (3).

10) *Prestations* : L'élaboration du SAGE impose 3 phases de prestations :

- une phase diagnostic-enjeux, comprenant un volet concertation et information ;
- une phase d'élaboration des scénarios du SAGE, comprenant un volet évaluation économique et concertation ;
- une phase de rédaction du SAGE et de ses documents annexes, et de mise en application comprenant la rédaction des actes légaux.

11) *Délai d'exécution* : A titre indicatif :

- date prévue pour l'envoi aux candidats sélectionnés de l'invitation à présenter une offre ou à participer au dialogue : 8 juillet 2016 ;
- date limite de réception des offres : 1er août 2016 à 12 heures ;
- date prévisionnelle de début des prestations : 22 septembre 2016.

Le délai d'exécution est de 24 mois à compter de la notification du marché.

L'officialisation du SAGE est attendue pour l'année 2018.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

**MARCHE MUNICIPAL DE PAPEETE
MISE AUX NORMES D'HYGIENE**

*Avis rectificatif n° 890 DST/NV du 9 mai 2016
relatif à l'appel d'offres pour la mise aux normes d'hygiène
du marché municipal de Papeete*

Le maire de la ville de Papeete informe les entreprises intéressées par l'appel d'offres n° 697 DST/MAR du 7 avril 2016 relatif à la mise aux normes d'hygiène du marché municipal de Papeete, que la remise des offres prévue pour le mercredi 25 mai 2016 à 11 heures est reportée au mercredi 8 juin 2016 à 11 heures.

Pour le maire et par délégation :
Le directeur général des services,
Rémy BRILLANT.

**VILLE DE PAPEETE
NETTOIEMENT DES VOIES PUBLIQUES**

*Avis rectificatif n° 894 DST/NV du 9 mai 2016
relatif à l'appel d'offres pour le nettoyage
des voies publiques de la commune de Papeete*

Le maire de la ville de Papeete informe les entreprises intéressées par l'appel d'offres n° 578 DST/MAR du 21 mars 2016 relatif au nettoyage des voies publiques sur la commune de Papeete pour la période 2017-2021, que la remise des offres prévue pour le lundi 23 mai 2016 à 11 heures est reportée au lundi 30 mai 2016 à 11 heures.

Pour le maire et par délégation :
Le directeur général des services,
Rémy BRILLANT.

TARIFS TTC de l'Imprimerie officielle

<i>Journal officiel de la Polynésie française</i>		
<i>en F CFP</i>	Polynésie française	Hors Polynésie française (exonéré de TVA)
	Voie aérienne	
Numéro.....	263	515
Abonnement annuel	13 533	26 604
Annonces et Avis		
Annonces judiciaires, légales et marchés publics :		
- la ligne.....		311
- les mêmes renouvelées		186
Annonces diverses (associations sportives, syndicales, coopératives etc.) :		
- la ligne.....		232

ETAT CHRONOLOGIQUE DES PUBLICATIONS DU JOPF POUR L'ANNEE 2015

Date	N°	Pages	Date	N°	Pages	Date	N°	Pages	Date	N°	Pages
				Report	3 346		Report	7 644		Report	12 916
V - 02/01/2015	1	60	M - 07/04/2015	28	84	V - 10/07/2015	55	188	V - 23/10/2015	85	264
M - 06/01/2015	2 + NC	108	J - 09/04/2015	16 NS	12		31 NS	12	M - 27/10/2015	86	108
J - 08/01/2015	1 NS	56	V - 10/04/2015	29	92	M - 14/07/2015	56	100	J - 29/10/2015	43 NS	16
V - 09/01/2015	3	124	M - 14/04/2015	30 + NC	48	J - 16/07/2015	32 NS	28	V - 30/10/2015	87 + NC	164
M - 13/01/2015	4	136		17 NS	8	V - 17/07/2015	57 + NC	196	M - 03/11/2015	88	152
J - 15/01/2015	2 NS	24	J - 16/04/2015	18 NS	64	M - 21/07/2015	58	160	J - 05/11/2015	44 NS	52
V - 16/01/2015	5	92	V - 17/04/2015	31 + NC	80	V - 24/07/2015	59	108	V - 06/11/2015	89 + NC	184
M - 20/01/2015	6	104	M - 21/04/2015	32	88	M - 28/07/2015	60 + NC	188	M - 10/11/2015	90 + NC	224
J - 22/01/2015	3 NS	28	V - 24/04/2015	33 + NC	162	J - 30/07/2015	33 NS	80	J - 12/11/2015	45 NS	4
V - 23/01/2015	7	92	M - 28/04/2015	34	120	V - 31/07/2015	61 + NC	124	V - 13/11/2015	91	144
M - 27/01/2015	8	116	V - 01/05/2015	35	84	M - 04/08/2015	62	52	M - 17/11/2015	92 + NC	100
J - 29/01/2015	4 NS	24	M - 05/05/2015	36 + NC	164	J - 06/08/2015	34 NS	2		46 NS	4
V - 30/01/2015	9 + NC	124	J - 07/05/2015	19 NS	208	V - 07/08/2015	63 + NC	136	J - 19/11/2015	47 NS	28
L - 02/02/2015	5 NS	36	V - 08/05/2015	37	148	M - 11/08/2015	64 + NC	86	V - 20/11/2015	93	228
M - 03/02/2015	10 + NC	70	M - 12/05/2015	38	172	J - 13/08/2015	35 NS	4	M - 24/11/2015	94 + NC	140
	6 NS	8	J - 14/05/2015	20 NS	8	V - 14/08/2015	65	220	J - 26/11/2015	48 NS	4
V - 06/02/2015	11 + NC	60	V - 15/05/2015	39 + NC	120	M - 18/08/2015	66	228		49 NS	12
M - 10/02/2015	12 + NC	96	M - 19/05/2015	40	64	J - 20/08/2015	36 NS	124	V - 27/11/2016	95 + NC	148
V - 13/02/2015	13 + NC	160	V - 22/05/2015	41	148	V - 21/08/2015	67 + NC	188	M - 01/12/2015	96	184
M - 17/02/2015	14	64	M - 26/05/2015	42 + NC	76	M - 25/08/2015	68	116		50 NS	4
J - 19/02/2015	7 NS	56	J - 28/05/2015	21 NS	88	V - 28/08/2015	69	212	V - 04/12/2015	97	208
V - 20/02/2015	15	112		22 NS	12	M - 01/09/2015	70 + NC	64	M - 08/12/2015	98	92
L - 23/02/2015	8 NS	20	V - 29/05/2015	43 + NC	180	V - 04/09/2015	71	140	J - 10/12/2015	51 NS	120
M - 24/02/2015	16	88	M - 02/06/2015	44 + NC	68	M - 08/09/2015	72	148		52 NS	12
	9 NS	4	V - 05/06/2015	45	112	V - 11/09/2015	73	288	V - 11/12/2015	99 + NC	244
Me - 25/02/2015	10 NS	8	L - 08/06/2015	23 NS	120	M - 15/09/2015	74	128	L - 14/12/2015	53 NS	4
V - 27/02/2015	17 + NC	128	M - 09/06/2015	46	64	Me - 16/09/2015	37 NS	128	M - 15/12/2015	100	168
M - 03/03/2015	18	108	J - 11/06/2015	24 NS	4	J - 17/09/2015	38 NS	100	V - 18/12/2015	101 + NC	168
V - 06/03/2015	19	108		25 NS	4	V - 18/09/2015	75	144		54 NS	72
	11 NS	84	V - 12/06/2015	47	156	M - 22/09/2015	76	120	M - 22/12/2015	102	80
M - 10/03/2015	20	108	M - 16/06/2015	48 + NC	108	V - 25/09/2015	77 + NC	156	Me - 23/12/2015	55 NS	16
J - 12/03/2015	12 NS	64	J - 18/06/2015	26 NS	220	M - 29/09/2015	78	128	V - 25/12/2015	103	108
V - 13/03/2015	21	144	V - 19/06/2015	49	176	V - 02/10/2015	79 + NC	236	M - 29/12/2015	104 + NC	328
M - 17/03/2015	22 + NC	76	M - 23/06/2015	50	184	M - 06/10/2015	80	84	Me - 30/12/2015	56 NS	52
V - 20/03/2015	23 + NC	136	J - 25/06/2015	27 NS	68	V - 09/10/2015	81 + NC	308		57 NS	228
M - 24/03/2015	24 + NC	112		28 NS	4		39 NS	4		58 NS	268
J - 26/03/2015	13 NS	12	V - 26/06/2015	51	244	M - 13/10/2015	82	104	J - 31/12/2015	59 NS	196
V - 27/03/2015	25	224		29 NS	8	J - 15/10/2015	40 NS	80		60 NS	88
L - 30/03/2015	14 NS	8	M - 30/06/2015	52	80		41 NS	16		61 NS	148
M - 31/03/2015	26	64	V - 03/07/2015	53 + NC	236	V - 16/10/2015	83	208			
J - 02/04/2015	15 NS	4	L - 06/07/2015	30 NS	4	M - 20/10/2015	84	132			
V - 03/04/2015	27 + NC	96	M - 07/07/2015	54	208	Me - 21/10/2015	42 NS	4			
Sous-total 3 346			Sous-total 7 644			Sous-total 12 916			Total général 17 680		

104 NO + 40 NC = 14 502 pages - 61 NS = 3 178 pages - TOTAL GENERAL : 205 numéros pour 17 680 pages

Bureau commercial :
Commandes - facturations : lundi à jeudi : 7 h à 15 h, vendredi : 7 h à 14 h - Tél : 40 500 579 - Fax : 40 500 585 - bcom@imprimerie.gov.pf
Régie : lundi à vendredi : 7 h à 12 h - Tél. : 40 500 578 - Fax : 40 500 570 - regie@imprimerie.gov.pf

Vient de paraître

Année 2016 — N° 4 APF

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

28 Avril 2016

ISSN 1768 - 1065

ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE FARE APOORAA RAHI NO POLYNESIA FARANI

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE



IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

Prix : 557 frs TTC